

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

QUATRIÈME INTERNATIONALE

15^e ANNEE

Vol. 15 N^{os} 1-3

SOMMAIRE

EDITORIAL :

L'évolution de la crise internationale.

NOTES EDITORIALES :

La réponse à la « relance européenne » : Etats-Unis socialistes d'Europe !

Révolution et contre-révolution en Hongrie.

L'heure de l'Espagne approche.

La grève du Schleswig-Holstein.

Après les congrès des P.C. et P.S. italiens.

Michel PABLO. — L'importance internationale de la Révolution hongroise.

E. GERMAIN. — Dictature du prolétariat et démocratie ouvrière.

George EDWARDS. — La crise de l'impérialisme britannique. Vers une conférence nationale des conseils ouvriers en Pologne.

Hugo GONZALEZ MOSCOSO. — La révolution bolivienne approche de son point critique.

TJOKRO. — Dictature bonapartiste ou dictature prolétarienne en Indonésie.

QUATRE DOCUMENTS EXCEPTIONNELS :

- La résolution des syndicats polonais d'octobre 1956.
- La résolution des conseils ouvriers du 11^e arrondissement de Budapest.
- Le sort des Juifs en U.R.S.S. (d'un rapport officiel du P.C. britannique).
- Le vieux bolchevik Raskolnikov à Staline (une lettre ouverte de 1939, inédite en français).

Notes de lecture. — Sur la révolution hongroise. Lénine et la dialectique.

Documents. — Appel pour la défense des conseils ouvriers hongrois. — Appel pour l'unité du mouvement trotskyste.

Les livres. — Les Antilles décolonisées, de D. Guérin. — L'Egypte en mouvement, de J. et S. Lacouture. — Le mouvement Poujade, de S. Hoffmann.

Pour le 5^e Congrès Mondial de la IV^e Internationale. — Déclin et chute du stalinisme.

Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale. — Ceylan. — Amérique latine. — Moyen-Orient. — Etats-Unis. — France. — Hollande. — Grande-Bretagne.

MARS 1957

(paraissant tous les 2 mois)



SOMMAIRE

EDITORIAL :

L'évolution de la crise internationale 1

NOTES EDITORIALES :

La réponse à la « relance européenne » : Etats-Unis socialistes d'Europe! 6
 Révolution et contre-révolution en Hongrie 9
 L'heure de l'Espagne approche 11
 La grève du Schleswig-Holstein 12
 Après les congrès des P.C. et P.S. italiens 14

Michel PABLO

L'importance internationale de la Révolution hongroise 16

E. GERMAIN

Dictature du prolétariat et démocratie ouvrière 19

George EDWARDS

La crise de l'impérialisme britannique 29
 Vers une Conférence nationale des conseils ouvriers en Pologne 35

Hugo GONZALEZ MOSCOSO

La révolution bolivienne approche de son point critique 36

TJOKRO

Dictature bonapartiste ou dictature prolétarienne en Indonésie 42

Ouvriers polonais et hongrois parlent...

Vers le renouveau du mouvement syndical en Pologne 46
 Résolution des conseils ouvriers du 11^e arrondissement de Budapest 52

Notes de lecture.

Sur la révolution hongroise 53
 Lénine et la dialectique 60
 Lettre ouverte de Raskolnikov à Staline 65

Documents.

Appel pour la défense des conseils ouvriers hongrois. — Appel pour l'unité du mouvement trotskyste. — Le sort des Juifs en U.R.S.S. 69

Les livres.

Les Antilles décolonisées, de D. Guérin. — L'Egypte en mouvement, de J. et S. Lacouture. — Le mouvement Poujade, de S. Hoffmann 72

Pour le 5^e Congrès Mondial de la IV^e Internationale.

Déclin et chute du stalinisme 75

Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale.

Ceylan. — Amérique latine. — Moyen-Orient. — Etats-Unis. — France. — Hollande. — Grande-Bretagne 93

MARS 1957

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous

IV^E INTERNATIONALEOrgane du Comité Exécutif International de la IV^e Internationale

Editorial

L'évolution de la crise internationale

Les impérialistes et le Kremlin sont toujours aux prises avec les difficultés surgies de la crise de Suez et des événements de Pologne et de Hongrie. Aucun des problèmes soulevés alors n'a encore trouvé une solution.

Au Moyen-Orient, la bataille s'est déplacée pour le moment sur le terrain diplomatique, Washington et Moscou luttant pour gagner chacun de son côté les gouvernements des pays arabes et y établir une suprématie incontestée dans cette région. Démonstrations et contre-démonstrations se succèdent. Du côté de l'impérialisme, l'événement le plus important depuis la crise de novembre est incontestablement l'annonce de la « Doctrine Eisenhower ». Ayant comme but déclaré de combler le « vide » laissé par l'éviction des impérialismes anglais et français du Moyen-Orient, elle combine la menace militaire à l'adresse du Kremlin avec la promesse d'une aide économique aux gouvernements arabes qui accepteraient de s'engager d'une manière ou d'une autre dans l'orbite américaine.

C'est là un pas aux conséquences éventuelles les plus graves mais qui fut décidé par Washington en tenant compte de l'importance vitale de cette région pour les intérêts aussi bien stratégiques qu'économiques de l'impérialisme américain. Du coup, Etats-Unis et U.R.S.S. s'affrontent désormais sur un terrain des plus cruciaux, où ni l'un ni l'autre ne pourrait accepter une main-mise plus ou moins exclusive de son adversaire. Washington, pour faire accepter sa nouvelle doctrine, compte sur la complaisance des directions féodo-capitalistes arabes, effrayées de la montée des masses et de la diminution de leurs revenus provenant du pétrole. D'où l'invitation à Washington du roi Séoud, du roi d'Irak et le flirt avec le régime pro-occidental du Liban.

Le Kremlin de son côté compte sur l'appui de l'Egypte et de la Syrie, pays où la pression anti-impérialiste des masses s'exerce toujours fortement, y compris sur les plus hautes sphères gouvernementales.

Le grand handicap, cependant, pour la politique arabe de Washington provient de son attitude envers Israël. En se servant en réalité de « l'intransigeance » d'Israël pour renforcer sa pression sur les gouvernements arabes, Washington risque de compromettre l'ensemble de sa politique. L'opinion arabe jugera « l'anti-impérialisme » que joue Washington plus particulièrement depuis la guerre de Suez par les mesures qui seront prises pour restituer les territoires enlevés à l'Egypte et

obliger Israël ainsi que la France et l'Angleterre à la réparation des dégâts causés.

Washington doit d'autre part tenir compte des réactions de Londres et de Paris qui ne peuvent se résigner à un contrôle exclusif du Moyen-Orient par les Etats-Unis ni à une abdication définitive de leur rôle dans cette région.

Les conséquences économiques, provenant de la perte momentanée du pétrole, sur l'économie aussi bien de l'Angleterre que de la France — pour ne pas dire sur l'ensemble de l'Europe capitaliste — démontrent à quel point le libre accès au pétrole reste une question vitale pour tous ces pays. En supposant que la voie du pétrole se rouvre bientôt, on ne saurait minimiser les dégâts déjà très importants causés à l'économie européenne : partout plafonnement du boom industriel — sinon recul déjà marqué dans un pays comme l'Angleterre ; aggravation des tendances inflationnistes et du déficit en dollars.

Certes, ayant réalisé à quel point elles dépendent des ressources énergétiques du Moyen-Orient, et la précarité de leurs positions dans cette région, les bourgeoisies européennes s'efforcent de développer plus activement la production d'énergie atomique en « poolant » leurs ressources dans ce domaine. C'est là un des buts de l'Euratom dont nous parlons ailleurs (ainsi que du marché commun). Mais ce sont là des solutions à terme, encore relativement éloignées et des solutions — même dans ce cas — partielles. Sans le pétrole du Moyen-Orient et les ressources de l'Afrique, l'économie européenne est condamnée à péricliter rapidement.

La lutte inter-impérialiste pour le contrôle aussi bien du Moyen-Orient que de l'Afrique est désormais ouverte. Dans le rapport actuel de forces, elle ne peut évoluer que dans la direction générale d'un certain compromis mais qui se fera à l'avantage prépondérant des Etats-Unis et de l'Allemagne, au détriment des positions de l'Angleterre et de la France.

L'impérialisme américain est en tout cas actuellement en pleine offensive au Moyen-Orient, tirant tout le profit possible aussi bien des difficultés du Kremlin que de celles des impérialismes anglais et français. D'autre part, l'intérêt de Washington pour l'Afrique ne cesse de grandir, ainsi que l'a déclaré expressément le vice-président Nixon qui s'appête à visiter pour la première fois en tant que représentant américain officiel d'un tel rang, le continent noir. Le Kremlin, par contre, semble quasiment paralysé par ses difficultés intérieures et ne réagit que mollement. Dans d'autres conditions, par exemple, sans sa compromission grave par l'intervention de ses armées en Hongrie, le Kremlin aurait pu compter sur l'appui sans réserves des masses arabes pour faire échec à la doctrine Eisenhower.

Le Kremlin peut, il est vrai, compter en partie sur cet appui, même actuellement, tant est profonde la haine de l'impérialisme dans cette région et tant les masses ont été favorablement impressionnées par la fermeté que le Kremlin a montrée lors de la crise de Suez à l'égard des impérialistes anglo-français.

Dans ces conditions, on est loin de voir la crise du Moyen-Orient s'apaiser et cette région retrouver un nouvel équilibre, fut-il instable et provisoire.

A tout moment, des rebondissements de la crise restent toujours possibles. Mais surtout, il faut réaliser que désormais le centre de gravité des rapports entre « Est et Ouest » s'est déplacé au Moyen-Orient et en Afrique où l'épreuve de force et la crise se sont installées pour une période indéterminée.



La bureaucratie soviétique est actuellement aux prises avec la crise la plus grave qu'elle ait jusqu'ici connue. Il ne faut pas se fier aux apparences trompeuses qui consisteraient à considérer son durcissement

« style néo-stalinien » pour une reprise en main de la situation. En réalité, derrière la façade d'un front unique pour l'extérieur, aussi bien dans les rangs des dirigeants soviétiques que des dirigeants staliniens de par le monde, afin précisément d'éviter le pire, c'est-à-dire le renversement par la propagation de la révolte des masses gagnant l'U.R.S.S. même, la lutte des fractions au sein de la direction politique de la bureaucratie soviétique se poursuit avec acharnement. Incontestablement, aussi bien les événements de Pologne que de Hongrie et les profonds remous qui en ont résulté dans les différents partis communistes, ont fait transférer le centre de gravité de la crise mondiale du stalinisme en U.R.S.S. même.

Le Kremlin est mis en face de problèmes urgents et fondamentaux : comment réaménager ses rapports économiques et politiques avec les Démocraties Populaires ? Que faire avec la Hongrie ? Admettre l'existence et la dynamique d'une Pologne sous Gomulka ou la traiter à la Kadar avant qu'il soit trop tard ? Comment éviter l'explosion qui se prépare en Allemagne orientale ? Comment faire face à l'effervescence montante en U.R.S.S., dans les milieux étudiants, intellectuels et ouvriers ? Comment tenir en même temps ferme contre l'offensive de l'impérialisme au Moyen-Orient, en Afrique et en Europe même ?

Il y a là pour la bureaucratie soviétique un inextricable enchevêtrement de problèmes avec des exigences contradictoires.

De tous ces problèmes, les plus cruciaux sont ceux propres à la situation intérieure de l'U.R.S.S., à la Pologne, à l'Allemagne orientale et à la Hongrie.

En U.R.S.S., la situation ne cesse de devenir toujours plus préoccupante pour la direction politique de la bureaucratie soviétique. Etudiants, intellectuels et ouvriers, ont perdu en même temps la crainte et la foi dans la toute puissance et l'infailibilité de cette direction. La presse internationale a suffisamment relaté ces derniers temps les manifestations hautement significatives à ce propos, qui ont lieu dans ces milieux : effervescence des étudiants ; romans, pièces de théâtre et critiques littéraires diverses accablantes pour le régime bureaucratique ; agitation, y compris sous la forme de grèves, chez les ouvriers. Malgré l'extension encore limitée de ces manifestations, leur importance capitale doit être mesurée par rapport au passé absolutiste de l'U.R.S.S. sous l'ère de Staline.

Un processus est commencé en U.R.S.S. qui s'avèrera, soyons-en certains, irrésistible et irréversible. La direction politique de la bureaucratie soviétique est pleinement consciente de sa signification et de sa dynamique. Pour y faire face, elle s'efforce de combiner des mesures de discipline bureaucratique, de répression même, et des concessions économiques et politiques.

Il est important et significatif de signaler que les concessions en U.R.S.S. même, surclassent les mesures de discipline ou de répression. Le contraste est frappant, si on le compare par exemple avec l'attitude actuelle de la bureaucratie soviétique à l'égard de la Hongrie où sévit incontestablement actuellement un véritable néo-stalinisme. En U.R.S.S. même, si les organes du parti multiplient les avertissements et les menaces à l'adresse des éléments étudiants, intellectuels et ouvriers, qui mettent en cause la ligne du Parti et qui d'une manière ou d'une autre, lèvent le drapeau d'un non-conformisme, les actes de la bureaucratie dans le domaine économique et politique vont dans le sens de concessions, de l'assouplissement du régime. Le rajustement en cours du plan quinquennal, annoncé en décembre, repris à la session du Soviet Suprême en février, est caractérisé par deux traits importants : réduction du taux annuel de l'accroissement de la production pour cette année (de 11 à 7 %) ; rapprochement des « ciseaux » des rythmes d'accroissement de l'industrie lourde et de l'industrie légère. La réduction du taux annuel d'accroissement décidé pour cette année est certainement le résultat, non seulement de la révolution technologique actuellement en cours en U.R.S.S.

mais principalement de la crise dans les Démocraties Populaires, des concessions accordées aux ouvriers en U.R.S.S. (augmentation des salaires et des pensions) et de leur résistance aux heures supplémentaires et aux normes excessives. La crise des Démocraties Populaires oblige d'un côté l'U.R.S.S. à leur venir en aide au détriment de son propre développement, et de l'autre côté diminue les ressources provenant de ces pays sur lesquelles comptait la bureaucratie soviétique pour réaliser les objectifs de son plan. L'orientation générale du plan est de plus en plus « malenkoviste » dans le sens qu'elle réduit l'écart entre l'industrie lourde et l'industrie légère et, pratiquement, accorde une importance grandissante à la production de moyens de consommation et à la construction de logements.

Ce phénomène est d'ailleurs à l'heure actuelle général dans tous les pays de l'orbite soviétique, y compris la Chine. Les événements de Pologne et de Hongrie ont définitivement scellé cette orientation en faisant comprendre à la bureaucratie que, sans satisfaction substantielle et constante des besoins matériels des masses, elle risque partout la répétition des mêmes événements. Mais c'est naturellement une autre question de savoir si cette nouvelle orientation économique pourra donner rapidement des résultats substantiels et surtout si les masses n'interpréteront pas les concessions dans ce domaine comme un stimulant pour exiger davantage et remettre en cause l'ensemble de la gestion bureaucratique de l'économie et de l'Etat.

La dynamique de la situation est dans cette direction.

Sur le plan politique également la direction de la bureaucratie soviétique est acculée à des concessions.

Parmi les plus récentes concessions, il faut noter la réforme du système judiciaire et la loi adoptée par la session du Soviet Suprême, révisant l'ancienne procédure de l'ère stalinienne concernant les conflits ouvriers. Désormais, les tribunaux locaux, régionaux, et les Hautes Cours de chaque république soviétique auront à examiner les cas qui, auparavant, étaient jugés directement par la Haute Cour de l'Union Soviétique. L'interférence des autorités policières et militaires est abolie. Les inculpés seront assistés d'avocats de leur choix.

La nouvelle loi concernant les conflits ouvriers institue à la place des anciennes commissions devenues des appendices de la direction des usines, des commissions dont la moitié des membres sera nommée par les sections syndicales des usines.

D'autre part, en cas d'un vote défavorable de la commission, même unanime, les ouvriers auront le droit de se référer aux tribunaux populaires locaux. Le sens de cette concession devient clair quand on voit le journal des syndicats « Troud » (14-2-1957) obligé d'écrire que souvent les membres des anciennes commissions « ignoraient les droits des ouvriers et prenaient partie pour la direction, même quand celle-ci violait la loi soviétique ».

Le Soviet Suprême a également « réhabilité » et décidé de ramener dans leurs territoires un certain nombre de nationalités qui avaient été déportées sous le règne de Staline.

Dans ces conditions, les palinodies de Khrouchtchev sur Staline faites dans des circonstances et dans un style qui en disent long sur le sérieux du personnage, s'expliquent plutôt comme une tentative désespérée de contrôler, en la freinant, la déstalinisation, que comme un retour impossible au stalinisme. D'autre part, elles reflètent incontestablement un changement du rapport de forces au sein de la direction politique de la bureaucratie soviétique, en faveur de la tendance des éléments staliniens endurcis à la Molotov, Kaganovitch, etc., et de leurs émules internationaux, les Ulbricht, les Thorez, sans oublier la direction chinoise.

Il est évident que les réunions du Comité Central du P.C. de l'U.R.S.S. qui se succèdent depuis les événements de Hongrie — tantôt annoncées,

tantôt tenues secrètes — n'ont pas discuté seulement quelques questions d'ordre économique et administratif général, mais l'ensemble de la politique de la bureaucratie soviétique à l'étape actuelle. Pour des raisons qui tiennent soit au fait que la lutte entre les tendances divergentes ne s'est pas encore terminée de manière concluante pour l'une d'entre elles, soit à des considérations propres à l'intérêt supérieur de la bureaucratie à l'étape actuelle, exigeant une unanimité de façade, Khrouchtchev-Boulganine assument toujours le même rôle, tout en ayant cédé au fond aussi bien sur le terrain économique que sur l'appréciation de Staline, l'attitude envers le « révisionnisme yougoslave », etc. Khrouchtchev fait en quelque sorte actuellement la politique d'autres éléments et tendances, et ce fait ne peut que se trouver bientôt sanctionné par de nouvelles transformations organisationnelles de la direction de la bureaucratie soviétique.

D'autant plus qu'outre l'évolution critique en U.R.S.S. même, il y a les questions non moins cruciales de la Pologne, de l'Allemagne de l'Est, de la Hongrie. En Pologne, le résultat massif des élections en faveur de Gomulka lui permet et l'oblige en même temps à persister dans la voie de la déstalinisation au risque de perdre autrement sa base et de créer une situation pire que celle dont il a hérité. Indépendamment de ses limitations évidentes, le « gomulkisme » est placé dans des conditions objectives telles qu'elles l'obligent à poursuivre *grosso modo* un cours à la Tito, tout en allant plus profondément et plus loin, aussi bien dans la démocratisation du pays que dans la critique du stalinisme. L'autre alternative est de le voir écrasé par une intervention à la hongroise de la bureaucratie soviétique. Or, cette possibilité, théoriquement toujours non exclue, ne peut être envisagée — chaque jour qui passe affermissant le pouvoir de Gomulka sur le pays et l'armée — qu'à travers une véritable guerre contre la Pologne. Les implications d'une telle tentative de la part du Kremlin iraient dans ce cas jusqu'à l'éventualité de la révolte au moins de l'Allemagne orientale et de la guerre générale. Le Kremlin est certainement conscient de ces risques. Mais, d'autre part, l'affermissement d'une Pologne gomulkiste, même sur un niveau analogue à celui de la Yougoslavie actuelle, au cœur de l'orbite soviétique en Europe, créerait une situation intenable pour le Kremlin s'il persistait à vouloir freiner la déstalinisation. C'est-à-dire que la question se pose maintenant pour le Kremlin de la façon suivante : *ou alignement général sur la déstalinisation à la manière polonaise, ou écrasement de la Pologne à la manière hongroise.*

C'est en Allemagne de l'Est et en Hongrie que le Kremlin doit décider bientôt de telle ou telle voie. La situation dans la République démocratique allemande est de nouveau hautement explosive, où Ulbricht répète et aggrave, avec un cynisme doublé d'une imbécillité et d'un aveuglement bureaucratique, les crimes, les erreurs, les maladroites des Rakosi-Geroë d'hier. D'autre part, la situation économique du pays se détériore de nouveau à la suite de l'impossibilité où se trouvent la Pologne de fournir son charbon dans les mêmes conditions désavantageuses que par le passé, et l'U.R.S.S. de remplacer cette aide. Maintenir dans ces conditions Ulbricht et son cours stalinien en Allemagne orientale, c'est courir presque mathématiquement à l'explosion avec toutes les conséquences internationales qu'une telle éventualité ne manquerait pas de produire.

En Hongrie la révolution peut paraître provisoirement matée sous la férule de Kadar le néo-stalinien, mais ce n'est là qu'un autre foyer de malaise, de crise et de désagrégation pour l'ensemble de l'orbite soviétique.

Sans nouvelles initiatives hardies dans le sens d'une déstalinisation plus poussée dans l'ensemble de l'orbite soviétique, la situation dans cette région encourage l'impérialisme, stimule son offensive, tandis qu'elle ankylose le Kremlin par la peur tout en l'incitant à l'aventure. Ces initiatives, il est vain de les attendre d'une équipe quelconque de l'actuelle direction de la bureaucratie soviétique. Elles ne viendront que comme

résultat d'une nouvelle poussée en avant des masses, en Union Soviétique même, en Pologne, ailleurs.

Reprendre le cours de la déstalinisation consécutive et le pousser jusqu'à la véritable démocratisation des Etats ouvriers est devenu maintenant une question intimement liée aussi bien aux perspectives de la guerre qu'à l'évolution du rapport de forces entre la Révolution et l'impérialisme.

La réponse à la « relance européenne » :

ETATS-UNIS SOCIALISTES D'EUROPE !

Les projets du marché commun et de l'Euratom ont maintenant de bonnes chances d'être ratifiés cette année par les gouvernements européens intéressés. Dans ce cas, leurs dispositions entreront en application à partir de l'année prochaine.

Les raisons qui ont motivé la « relance européenne » par le marché commun et l'Euratom sont à la fois économiques et politiques.

Cette « relance » est maintenant une politique commune à toute la bourgeoisie européenne, y compris à une partie grandissante de la bourgeoisie anglaise.

Economiquement, elle correspond tout d'abord à la nouvelle géographie des courants commerciaux d'après guerre, ensuite à la nécessité de sauvegarder des intérêts communs sur la dernière réserve coloniale que représente l'Afrique.

Un fait nouveau dans les courants commerciaux de cette après-guerre est l'importance grandissante prise par le commerce inter-européen sur le commerce des pays européens avec les pays sous-développés.

Ce phénomène a une signification plus générale : le commerce entre pays industriels se développe plus rapidement que le commerce entre pays industriels et pays sous-développés.

Ceci s'explique par le fait qu'une partie des matières premières naturelles importées avant la dernière guerre par les pays industriels, des pays coloniaux et semi-coloniaux, est maintenant produite par les pays industriels eux-mêmes. D'autre part, les matières premières artificielles, surtout les matières textiles, produites par les pays industriels prennent constamment une importance grandissante.

L'étude des statistiques du commerce international dans ces dernières années (plus particulièrement depuis 1953) montre très clairement le développement impressionnant du commerce inter-européen, par rapport au déclin relatif du commerce des pays européens avec les pays coloniaux et dépendants.

L'intégration économique des pays européens dans un marché commun est avant tout un fait inscrit déjà dans les tendances du commerce international.

Cependant, l'importance commerciale des pays coloniaux et dépendants, tout en déclinant du point de vue des pays européens industrialisés, ne laisse pas d'être grande, vitale même, pour ces pays, toujours en tant que réservoirs de certaines matières premières, et de débouchés pour leurs produits industriels (d'équipement et de biens de consommation durables en particulier).

Pour maintenir son activité normale, l'Europe industrielle est toujours obligée d'importer d'Outre-mer des matières premières et des produits agricoles d'une valeur de l'ordre de 10 milliards de dollars par an (contre 2 milliards seulement de dollars pour les Etats-Unis).

Ces chiffres mesurent clairement l'importance de la dépendance de l'Europe des réserves coloniales.

D'autre part, la récente crise de Suez avec ses effets actuels, littéralement catastrophiques pour l'industrie et la vie économique européenne en général, démontre clairement à quel point l'Europe dépend du pétrole du Moyen-Orient. Cette région, ainsi que l'Afrique toute entière, sont d'une importance vitale pour toutes les bourgeoisies européennes, aussi bien en tant que réservoir de matières premières indispensables qu'en tant que débouchés pour leurs marchandises et capitaux.

Pour cette raison, la relance européenne est en même temps une relance « eurafricaine ».

Le projet en cours de marché commun prévoit effectivement l'association « progressive » au « marché européen » de celui de ces « territoires d'Outre-mer ».

D'autre part, le projet de l'Euratom a lui aussi une signification économique. Il vise à permettre des investissements intereuropéens communs pour des recherches et des équipements atomiques, difficilement réalisables, sinon impossibles, par les efforts séparés de chaque pays européen.

L'intérêt, avons-nous dit déjà, aussi bien du marché commun que de l'Euratom, est d'autre part, d'ordre politique et même militaire.

Aussi bien l'un que l'autre de ces projets ne sont considérés que comme « une étape vers la fédération européenne ».

Cette fédération devient de plus en plus une nécessité pour des milieux dirigeants

importants de la bourgeoisie européenne, en tant que seule possibilité pour faire face à la fois aux Etats-Unis et au « danger » soviétique.

Les rapports bilatéraux de chacun des pays européens avec les Etats-Unis — vu l'extraordinaire décalage qui existe entre leur puissance économique et politique et celle des Etats-Unis — tourne rapidement à des rapports de stricte dépendance.

Afin de « pouvoir parler » d'égal à égal à Washington, une partie importante des milieux dirigeants de la bourgeoisie européenne pense qu'il n'y a qu'un seul moyen : se fédérer économiquement et construire une puissance atomique européenne. Il s'agit d'autre part, en incorporant l'espace économique africain à celui de l'Europe, d'écarter le danger d'une mainmise économique totale des Etats-Unis sur l'Afrique (et le Moyen-Orient).

D'autre part, à l'heure où la puissance militaire se mesure par celle de l'aviation stratégique, de l'artillerie atomique et des fusées téléguidées, seule la construction d'une industrie atomique européenne peut avoir un poids aussi bien face aux Etats-Unis que surtout face à l'Est.

La bourgeoisie européenne, cruellement secouée par la récente crise de Suez, est en train d'approfondir les réalités internationales et d'essayer de réagir en « poolant » ses moyens.

C'est en cela que réside le fond du mouvement pour la « relance européenne ».

Mais la bourgeoisie européenne n'est pas homogène, pas même sur le plan national. Elle est composée d'entités antagonistes aussi bien sur le plan national qu'international. Tout cela a été très clairement mis en évidence lors des discussions qui ont eu lieu pour les projets du marché commun et de l'Euratom.

Les antagonismes principaux sur le plan national, sont ceux entre la France, l'Allemagne et l'Angleterre.

Prénons tout d'abord le cas de celle-ci.

Formellement l'Angleterre ne fera pas partie, pour le moment, ni du marché commun ni de l'Euratom. Mais une fraction grandissante de la bourgeoisie anglaise est maintenant acquise à l'idée d'une forme d'association avec ces projets de la bourgeoisie continentale. Cette fraction craint son isolement d'une « Europe fédérée » qui pourrait aussi bien concurrencer les produits britanniques que surclasser l'Angleterre en puissance atomique. D'autre part, en cas d'association, l'Angleterre pourrait espérer trouver des débouchés nouveaux aussi bien pour ses produits industriels que pour les produits de son Commonwealth. Mais la question la plus difficile est précisément de savoir comment opérer une articulation harmonieuse (c'est-à-dire sauvegardant les intérêts de l'Angleterre) du Commonwealth avec le marché commun.

C'est là le plus grand obstacle ressenti également par la France.

Les hésitations d'une partie de la bourgeoisie française à s'engager dans les projets du marché commun et de l'Euratom que Mendès-France et d'autres députés ont très clairement indiquées lors de la discussion à l'Assemblée nationale sont motivées par l'infériorité de l'industrie, de l'agriculture, du commerce extérieur et des finances publiques français, plus particulièrement devant l'Allemagne (*). L'autre difficulté provient du cas des « territoires d'Outre-mer ».

La réalisation du marché commun et de l'Euratom signifiera naturellement l'intensification de la concurrence aussi bien sur le plan des produits industriels, agricoles que des capitaux.

Le pays le plus puissamment industrialisé, disposant des plus bas prix, le mieux favorisé du point de vue de la balance commerciale, et le mieux épaulé par la situation financière de son Etat, a les plus grandes chances de dominer le marché commun et de contrôler l'Euratom. Dans les conditions présentes, ce pays est indiscutablement, et de loin, l'Allemagne.

La Hollande, d'autre part, ainsi que les Etats-Unis (en cas de non discrimination commerciale à leur égard par le marché commun), ont toutes chances de dominer le marché sur le plan des produits agricoles.

D'où les réticences d'une partie de la bourgeoisie française qui voudrait qu'auparavant la France atteigne une productivité industrielle et agricole capable d'affronter, sans risques majeurs, la concurrence de ses partenaires dans la « Fédération ».

C'est pour cette raison que l'intégration dans le marché commun n'est prévue en réalité que par « étapes » s'échelonnant sur 12 ou 15 ans à partir de 1958 (si le traité est ratifié en 1957).

D'autres difficultés avaient surgi en ce qui concerne l'Euratom mettant en lumière les divergences d'intérêts entre la France et l'Allemagne.

Les Français avaient conçu au début l'Euratom comme un Exécutif européen pour financer et gérer le développement atomique européen, quelque chose dans le genre de l'Autorité Britannique pour l'Energie Atomique.

Mais les Allemands ont réussi à laisser pratiquement le développement atomique de chaque pays européen entre des mains nationales (et même celles des entreprises privées) et à limiter les attributions essentielles de l'Euratom au financement des recherches collectives, à la distribution des matériaux fissiles et à l'inspection de leur usage.

(* La soi-disant supériorité des salaires et des avantages sociaux des ouvriers français par rapport à ceux des ouvriers allemands ou hollandais, est en réalité actuellement minime et en tout cas en voie de disparition. Dans certains domaines, comme par exemple celui, si capital, du logement, les ouvriers allemands ou hollandais sont déjà considérablement plus avantagés. La vraie infériorité de la France par rapport à l'Allemagne ou la Hollande provient de sa productivité plus basse en matière d'industrie et d'agriculture.

REVOLUTION ET CONTRE-REVOLUTION EN HONGRIE

Quant à l'association des « territoires d'Outre-mer » au marché commun, si le principe en est acquis, les difficultés subsistent. La bourgeoisie française est tiraillée entre la tentation de maintenir son contrôle exclusif sur ces territoires et l'impossibilité d'assurer seule leur développement économique.

Or, sans ce dernier elle n'a aucune chance de maintenir sur ces territoires, à défaut d'un contrôle politique, au moins une influence économique prépondérante.

Des solutions politiques à l'exemple de la Tunisie ou du Maroc risqueraient de tourner en abandon pur et simple de tous ces territoires, obligés de chercher ailleurs l'aide économique indispensable pour leur développement.

Quelques chiffres-clés illustrent bien le dilemme devant lequel est actuellement placée la France : ses dépenses productives pour les territoires d'Outre-mer s'élèvent à présent à quelque deux cents milliards de francs par an. Mais on évalue d'autre part que pour la seule Algérie, il faudrait dépenser d'ici 1965 1.800 milliards de francs en investissements publics et 2.000 milliards de francs en investissement privés simplement pour élever le niveau de vie du peuple algérien — actuellement si bas — un peu plus rapidement que le niveau de vie moyen de la métropole !

« Les champions de la « France seule » ont-ils osé faire l'addition des charges africaines pour les 20 ans à venir ? » demande non sans ironie le journaliste Pierre Drouin dans l'enquête sur le marché commun publié récemment dans Le Monde.

Dans ces conditions, l'apport des capitaux étrangers est évidemment absolument nécessaire. D'où l'insistance de la France lors des discussions sur le marché commun, à ce que la contribution annuelle de l'Allemagne au développement des territoires d'Outre-mer s'élève progressivement au niveau de celle de la France. Mais les Allemands n'ont aucun intérêt à financer des dépenses d'infrastructure (routes, ports, chemins de fer, mines, etc...) non rentables et dans des conditions politiques hasardeuses, c'est-à-dire aussi longtemps que ces territoires maintenus sous statut colonial ne s'associent pas librement à l'Euratom.

L'intégration économique de l'Europe capitaliste se heurte ainsi à de puissants obstacles qui tiennent à la structure antagoniste même du capitalisme. Celle de l'Europe et de l'Afrique, encore davantage.

Mais, d'autre part, une certaine intégration économique des pays capitalistes européens est désormais inévitable car elle est inscrite, comme nous l'avons indiqué, dans les tendances et les réalités économiques et commerciales actuelles.

Une telle intégration provoquerait incontestablement un plus grand développement des forces productives et obligerait à la rénovation et à la modernisation des structures économiques périmées de certains pays et régions de l'Europe. Elle imposerait sur le plan économique un nivellement par en haut, la France par exemple ou l'Italie s'efforçant de rattraper les structures plus développées de l'industrie allemande ou de l'agriculture hollandaise.

Le prolétariat révolutionnaire n'a aucun intérêt à se cabrer pour la défense des patries économiques, d'une économie autarcique ou artificiellement protégée par les tarifs douaniers, etc... Il est au contraire un partisan actif du progrès économique qu'il s'efforce de soumettre à son contrôle politique. La propagande stalinienne qui se contente d'agiter les dangers politiques et militaires de la Fédération Européenne, pour rester le champion de l'« indépendance nationale », y compris dans le domaine des structures économiques surannées, ne défend là naturellement que le point de vue du Kremlin. C'est-à-dire un point de vue fondamentalement influencé par l'idée que la lutte contre l'impérialisme doit être envisagée comme la lutte entre Etats : Etats ouvriers contre Etats capitalistes et non pas avant tout comme une mobilisation révolutionnaire du prolétariat. Face à l'U. R. S. S. et aux autres Etats ouvriers, il est préférable, pensent les staliniens, d'avoir des Etats capitalistes séparés et aussi retardataires et antagonistes que possible. Malheureusement cette vue est à la fois théoriquement erronée et pratiquement impossible. Il faut partir des tendances économiques objectives et des réalités politiques de l'impérialisme. Le mouvement vers l'intégration économique est inscrit dans les tendances économiques objectives. La fédération politique de l'Europe est d'autre part sentie comme une nécessité par des milieux dirigeants importants de la bourgeoisie européenne. Vouloir réagir contre ces deux processus (qui sont en interaction) en prenant simplement la défense du statu quo national, surchargé de structures économiques périmées et d'entraves économiquement réactionnaires de toutes sortes, c'est se cantonner à la fois dans une position irréaliste et historiquement rétrograde.

Contre le danger d'un nivellement des conquêtes sociales du prolétariat par en bas, en cas d'intégration, il faut opposer la lutte commune de toutes les organisations syndicales et politiques du prolétariat européen pour la généralisation du niveau le plus haut déjà atteint, et pour son amélioration.

Contre les dangers d'un contrôle politique de l'Europe unie par les impérialistes antisoviétiques, il faut ouvrir devant le prolétariat européen la perspective grandiose de la lutte pour le gouvernement ouvrier des partis ouvriers dans chaque pays et les Etats-Unis Socialistes d'Europe.

Ce n'est que grâce à une telle attitude qu'une lutte réelle du prolétariat européen est possible, contre les aspects réactionnaires des plans européens de la bourgeoisie, lutte qui débouche par ailleurs sur de véritables perspectives révolutionnaires progressives.

Quand il fut installé au pouvoir par les tanks soviétiques, le « gouvernement Kadar », afin de pouvoir trouver quelque appui parmi les masses, déclara que les conquêtes de la révolution seraient maintenues, que son gouvernement se constituait pour défendre ces conquêtes menacées.

Mais, ayant triomphé par la seule force des armes soviétiques et ne rencontrant pas d'appui dans les masses, il est amené à instituer un régime qui rappelle celui de Rakosi ; il est même obligé de prendre la défense de ce régime, disant qu'on en avait fait des critiques exagérées. Le temps passant, il n'est plus question de « révolution » pour qualifier les événements d'octobre-novembre mais de « contre-révolution ». Comme le dit si bien le journaliste communiste britannique Peter Fryer, dans sa brochure sur son exclusion du P. C. britannique : « Si c'était une contre-révolution, ce fut la première contre-révolution dont le premier acte fut de mettre des armes dans les mains du prolétariat. »

Kadar et ceux qui le soutiennent dans le monde parlent de « contre-révolution », de fascistes, d'émigrés rentrés en Hongrie, d'armes étrangères, etc... Voici maintenant plus de deux mois que « l'ordre » (stalinien) règne à Budapest. Le gouvernement a procédé à de très nombreuses arrestations, des cours martiales fonctionnent. Jusqu'à présent il n'a pas produit un seul émigré, pas une seule arme étrangère : il serait tout de même surprenant que, dans un tel combat, il n'ait rien trouvé s'il y avait vraiment eu un nombre important d'émigrés rentrés dans le pays et si le soulèvement avait été préparé de longue date de l'étranger. Si le gouvernement est silencieux sur ce point, c'est parce que les armes qu'il trouve sont celles de l'armée hongroise, que les gens qu'il arrête sont avant tout et surtout des ouvriers et des intellectuels n'ayant jamais émigré et qui exprimaient les aspirations de tout le peuple contre le régime Rakosi-Geroé.

Les magistrats sont maintenant rabroués pour ne pas être assez fermes. Le procureur général, Geza Szenasi, un ex-A.V.O., déclarait : « L'esprit d'humanité n'est plus de mise. Que ce soit de façon sommaire ou par une action en justice, il faut montrer aux fascistes qu'il n'est pas bon de s'opposer au Karhatalom. » C'est là le nouveau nom de l'A. V. O., qui procède à des ratissages dans la banlieue de Budapest.

Kadar avait promis les premiers jours qu'on ne reverrait plus les infamies et les horreurs du régime Rakosi. Mais le premier grand procès qui a été produit, c'est celui d'un groupe de jeunes étudiants qui ont publié pendant la révolution un journal « Vérité ». Et qu'y reproche-t-on à l'étudiante en médecine Hona Toth ? D'avoir fait une piqûre de pétrole et d'avoir insufflé de l'air dans le cœur d'un communiste qu'elle prenait pour un A. V. O. ! C'est une réédition du « complot des médecins », des « assassins en blouse blanche », avec « aveux » à la clef.

Kadar veut-il faire à Nagy, à Maleter, un procès « à la Rajk » ? Ce ne serait pas impossible, mais ceux-ci seront-ils des accusés comme il en faut ? Voilà qui est maintenant douteux !

Ce n'est plus le régime stalinien de Rakosi ? Mais les méthodes se retrouvent plus ou moins. Notamment la méthode de l'amalgame. Ainsi la direction du nouveau parti exclut définitivement dans la même mesure Imre Nagy et Losonczy d'une part, Rakosi et Geroé de l'autre. L'amalgame cesse toutefois, en ce sens que Nagy et Losonczy se trouvent arrêtés, tandis que Rakosi vit tranquillement en U. R. S. S.

Kadar dénonce la « contre-révolution ». Mais contre qui exerce-t-il la répression ?

Parmi les emprisonnés se trouvent des écrivains communistes de longue date comme Guyla Hay, Zoltan Zelk et Tibor Tardos. Le 29 décembre, en dépit de la terreur gouvernementale, l'association des écrivains hongrois exprimait la pensée des masses travailleuses :

« Nous devons déclarer avec le cœur triste que le gouvernement soviétique a commis une erreur historique quand il souilla de sang la révolution. Nous prédisons que le temps viendra où la grande puissance qui s'est trompée se repentira. Nous mettons chacun en garde contre le jugement erroné que la révolution en Hongrie aurait annihilé les conquêtes du socialisme si les armes soviétiques n'étaient intervenues. Nous savons que ceci n'est pas vrai. »

Une telle déclaration, si modérée de ton — trop modérée pourrait-on dire — ne pouvait rester impunie. Le 17 janvier l'association des écrivains était dissoute.

Et où Kadar voit-il encore des « fascistes » ? Dans la classe ouvrière.

Fascistes, ces conseils ouvriers qui avaient la prétention de s'occuper de politique. Fascistes, ces ouvriers qui ne veulent pas adhérer à son parti ; celui-ci aurait reçu l'adhésion de 150.000 membres environ, mais pour la plupart, ce sont des fonctionnaires gouvernementaux obligés de le faire pour garder leur place.

Contre les ouvriers, le gouvernement exploite la situation extrêmement difficile. La production de janvier était de l'ordre de 50 % de celle d'octobre dernier. Le gouvernement refuse d'appliquer l'augmentation des salaires de l'ordre de 10 % qui avait été promise. Le chômage est utilisé comme un moyen pour faire pression sur la classe ouvrière.

Et maintenant, Kadar crée une « milice ouvrière », une milice chargée de

réprimer les rébellions dans les usines et d'empêcher les grèves ! C'est dans les entreprises que se trouvent ceux qui, pour Kadar, sont des « fascistes ». Une milice non pas pour défendre les usines contre les gens qui s'aviseront de vouloir les rendre aux capitalistes — car il n'en existe pas de façon substantielle — mais une milice contre ceux qui, en octobre et en novembre, avaient formulé la revendication de la démocratie ouvrière et créé des conseils (soviets) pour la rendre effective.

Bien entendu, Kadar emboîte les pas de Rakosi même dans les questions les plus particulières. L'enseignement du russe est à nouveau obligatoire. Toute occasion est bonne pour glorifier à nouveau l'U. R. S. S.

Ce « climat de terreur » — comme le qualifie sans vergogne le ministre d'Etat, Marosan — peut pour un temps permettre à Kadar de faire figure de chef d'un gouvernement qui ose se dire un gouvernement des travailleurs. Mais il ne donnera pas longue vie à ce régime. La révolution hongroise n'est pas morte, elle ne pourra pas mourir.

Elle vit dans ces mouvements clandestins qui à Budapest même font une véritable critique des événements en vue des luttes de demain. La révolution hongroise a été un mouvement précurseur des grands soulèvements de masse contre le régime bureaucratique qui portera la démocratie ouvrière à un niveau jamais atteint dans le passé. La période qui la séparera de la grande montée des masses sera courte. La contre-révolution bureaucratique de Kadar ne manquera certainement pas de se montrer encore plus féroce dans les jours qui viennent. Mais elle ne sauvera ni les Kadar ni leur maîtres du Kremlin. Les uns et les autres paieront pour leurs crimes contre-révolutionnaires.

Dans le monde entier, le mouvement ouvrier, les intellectuels révolutionnaires, tous les éléments progressistes doivent élever la voix pour exiger la fin de la terreur bureaucratique, pour arracher les révolutionnaires hongrois aux bourreaux, pour aider les travailleurs hongrois qui ont montré tant d'abnégation et d'héroïsme au service de la cause du socialisme.

Un aperçu sur les courants qui existent en Hongrie est fourni par un document photocopié, signé Hungariscus, qui circule à Budapest, et dont les extraits ont été publiés par le journaliste Fetjo dans « France-Observateur ». Selon ce document, « l'effritement de l'opposition anti-Rakosiste au sein du Parti des travailleurs hongrois a commencé dès la chute de Rakosi » et « après l'écrasement militaire de l'insurrection nationale, on peut dire que l'opposition s'est complètement décomposée ».

Il y aurait, à présent, un courant qui ne songe qu'à une résistance militaire, de guérilla, dont l'auteur du document dit qu'ils traduisent « une complète incompréhension de la situation réelle et une rage impuissante ».

Un autre courant voudrait « flirter avec le Parti socialiste ouvrier de Kadar ». Abstraction faite des opportunistes, des lâches, on trouve dit le document, « beaucoup parmi nos camarades qui croient ou du moins voudraient croire qu'à l'intérieur du Parti socialiste ouvrier, ils pourraient reprendre la lutte contre le stalinisme. Or la principale leçon que nous pouvons tirer de l'histoire des dernières années n'est-elle pas justement la faillite des combats menés à l'intérieur du parti, dans le respect des statuts du parti ? »

Faisant une critique très serrée des fautes commises par l'opposition communiste « l'histoire a donné raison à l'opposition. Mais elle l'a en même temps sévèrement jugée pour avoir manqué de s'organiser en force indépendante. Tandis que la direction du parti n'a cessé de stigmatiser dans toute une série de résolutions les fractions anti-parti, qu'a fait l'opposition ? Elle a discuté. Elle a discuté la question de savoir si elle devrait ou non s'organiser en fraction. Elle n'a rien fait pour accéder au peuple et notamment, pour établir des positions dans la classe ouvrière. Elle n'a rien fait pour se rapprocher des partis démocratiques bourgeois. Au fond, même à la veille de la révolution, l'opposition communiste s'est bornée à fabriquer des pétitions et à émettre des prophéties à la Cassandra — courageuses certes, mais inefficaces ». Le document met en garde contre les déclarations de Kadar se présentant en ennemi de Rakosi et Geroë : « De toute façon, il serait difficile de poursuivre après la révolution le cours abandonné par Geroë. Kadar doit le savoir. Ainsi — comme il est arrivé bien souvent au cours de l'histoire — il se peut que malgré la défaite de la révolution, certaines de ses revendications essentielles soient réalisées. Nous devons lutter pour que cela se fasse. Mais lutter en sachant que cette voie-là est bordée des cadavres de notre révolution. Ce n'est qu'une route provinciale dans un Empire, route qui nous relie inséparablement à Moscou. Or le peuple hongrois ne veut pas cela. Et nous pouvons être sûrs qu'à la première occasion où ce peuple bougera, les cent mille membres du Parti de Kadar abandonneront celui-ci plus précipitamment encore que n'ont déserté Geroë, en Octobre dernier les 900.000 membres du parti de Rakosi... »

Il dénonce ceux qui flanchent, qui lachent le camp ouvrier : « C'est un bien piètre résultat que d'arriver dans le port d'Eisenhower et d'Eden après avoir servi avec tant de zèle et durant de si nombreuses années sur la barque de Rakosi ». « La critique marxiste du capitalisme reste valable, tout comme la critique léniniste de l'impérialisme, l'expédition en Egypte en fournit une nouvelle preuve éclatante... ».

Le document met à l'ordre du jour une clarification politique :

« Les partisans socialistes de la liberté hongroise doivent se séparer de tout ce qui est pratiqué aujourd'hui en Hongrie sous la fausse étiquette du socialisme. Ils doivent se rendre indépendants. Ce n'est qu'en se rendant indépendants qu'ils peuvent s'unir au mouvement populaire et coopérer avec les éléments démocratiques

et bourgeois qui ne songent pas à la restauration et qui visent un véritable renouveau. »

« Créer la théorie du socialisme hongrois, grâce à une révision de toutes les thèses considérées jusqu'à présent comme définitives, grâce à une confrontation avec la réalité de notre époque. Ce n'est qu'après avoir clarifié nos idées, nos buts, que nous devrons passer à la seconde étape : celle de l'organisation. »

Après une expérience aussi grandiose, la défaite ne peut manquer de provoquer d'abord un effritement et des divisions idéologiques. Mais la révolution hongroise — en quelques jours — a apporté de grandes leçons au prolétariat international, et les révolutionnaires hongrois ne manqueront pas, avec l'aide de l'avant-garde marxiste révolutionnaire internationale, de surmonter cette période initiale et de ressouder leurs rangs avec une cohésion politique née des enseignements du combat.

L'HEURE DE L'ESPAGNE APPROCHE

L'hiver n'a pas manqué de faire rebondir de manière plus spectaculaire que jamais la crise qui ne cesse de s'aggraver du régime franquiste. Des manifestations importantes ont eu lieu fin janvier et en février à Séville, Barcelone et Madrid. Elles ont englobé non seulement les milieux des étudiants — avant-garde significative des explosions qui se préparent — mais également les ouvriers et la petite bourgeoisie citadines. Elles ont eu comme prétexte une nouvelle augmentation des tarifs des transports contre laquelle la population de ces villes fut appelée par des tracts divers à protester en boycottant tramways et autobus.

Ce fut en réalité l'occasion d'une manifestation de masse, dans des formes contenues pour le présent, contre le régime franquiste.

Les difficultés majeures du régime proviennent à l'heure actuelle de l'aggravation de la situation économique. Le coût de la vie a marqué lors de l'année 1956 un nouveau bond en avant de 30 % qui a naturellement annulé tous les bénéfices de l'augmentation de salaires réalisée en novembre dernier. La monnaie ne cesse de se déprécier. La peseta ne s'échange maintenant qu'à 54 pesetas pour un dollar au lieu de 43 en juin 1956. La circulation fiduciaire a augmenté de 24 % en un an. Le déficit budgétaire se chiffre à 16 milliards de pesetas. Tandis que le prix moyen de la tonne de marchandises importées augmente constamment, le prix de la tonne de marchandises exportées décline. La perte des réserves en dollars a pris l'aspect « d'une véritable hémorragie ». De 94 millions de dollars en décembre 1955, les réserves ont atteint en février à peine 10 millions.

Les gelées de l'année passée qui ont tant détruit les récoltes ont énormément diminué les exportations des oranges et des citrons (plus des 3/4). L'Espagne doit importer actuellement aussi bien de l'huile d'olive que du blé.

Dans ces conditions, on ne voit pas quelle issue immédiate le régime peut trouver autre que le recours à nouveau à l'aide américaine, ou de récupérer les 560 millions de dollars-or que le gouvernement Negrin avait fait transférer à Moscou.

L'aide américaine a fait vivre le régime dans les dernières années. Depuis 1954 l'Espagne a reçu 458 millions de dollars, sans compter ce qui a été dépensé dans le pays pour la construction des bases militaires. Environ 278 millions de ces dollars ont été reçus sous la forme de surplus agricoles, afin de permettre la soudure avec la production agricole déficitaire du pays. Le régime spécule actuellement sur une aide supplémentaire de 130 millions de dollars pour l'exercice de cette année.

D'autre part il y a « l'or » de Moscou. Quel prix demandera le Kremlin pour dépanner en ce moment critique le régime Franco ? Une illusoire rupture de ce régime avec les Etats-Unis ou simplement le rétablissement des relations diplomatiques ?

Le sort de Franco tient actuellement littéralement aux décisions prochaines de Washington et de Moscou. Mais l'un et l'autre doivent compter avec le « troisième facteur » : l'action possible des masses.

Le processus de leur regroupement et de leur mobilisation, en commençant par des formes de « résistance passive » est désormais déclenché, il est irréversible. En réalité leur désaffection grandissante par rapport au régime franquiste et leur opposition de plus en plus déclarée datent des grèves ouvrières de 1951. Aujourd'hui seul le manque d'une direction prolétarienne de masse empêche la précipitation des événements.

Les initiatives politiques sont aux mains de courants bourgeois d'opposition dans l'armée, l'Eglise, les monarchistes, qui tous craignent une « explosion à la hongroise », et veulent assurer une transition à froid. Les indices aussi bien de leur opposition au régime que de leurs efforts se multiplient : activité renforcée des « Juntas de défense » et de leurs manifestes qui circulent dans l'armée ; conciliabules entre monarchistes, catholiques et quelques dirigeants socialistes de droite pour examiner les possibilités de déposer Franco au plus vite ; et surtout la crise latente qui sévit au sein même du gouvernement à propos du projet de « lois fondamentales ».

Ce projet élaboré par le ministre-secrétaire général de la Phalange, Arrese, est destiné à accroître les pouvoirs de la Phalange et à les perpétuer en cas de succession monarchique à Franco. Or, aussi bien catholiques que monarchistes s'opposent à ce projet, au point que Franco envisage purement et simplement de sacrifier la Phalange et même d'exiler Arrese (*).

La seule solution vers laquelle s'oriente la bourgeoisie est celle de la restauration de la monarchie des Bourbons. Si elle hésite à la réaliser, c'est qu'elle sait combien cette « solution » est impopulaire et parce qu'elle n'a pas encore réuni les conditions qui lui assureraient un caractère de succession à froid, sans nouvelle « guerre civile ». Elle a besoin à ce propos de s'entourer de garanties solides de la part de toute une série de dirigeants « ouvriers », socialistes, anarchistes et autres. Le P. C. espagnol, en plein tournant droitier consécutif aux thèses néo-réformistes du 20^e Congrès, souscrit par avance à cette tentative d'un « front national » allant des monarchistes au P. C. pour « écarter Franco sans guerre civile ».

Les masses espagnoles n'entendent pas de la même oreille ces bons bergers pour se retenir de l'action. Que la détérioration de la situation économique continue, et nous verrons ouvriers et paysans espagnols se souvenir de leurs traditions glorieuses et les surpasser en agissant « la hongroise » par la résurrection partout des comités, des soviets, engagés dans la lutte pour le vrai pouvoir prolétarien.

Ce qui manque cruellement à l'heure actuelle c'est la formation d'un front unique de toutes les tendances prolétariennes sur un programme minimum, et au sein de ce front le rapprochement de tous les éléments marxistes révolutionnaires afin de former une organisation unique ayant un programme plus achevé et une vue plus claire sur les perspectives et les tâches de la nouvelle révolution espagnole qui vient.

(*) Depuis que cette note a été écrite, la crise gouvernementale a éclaté au grand jour et Franco a remanié son ministère, en partie au détriment des « doctrinaires » de la Phalange, et au bénéfice plus accentué des militaires. Mais ce n'est là qu'un replâtrage provisoire, n'ayant résolu aucun des problèmes fondamentaux qui ont causé la crise.

LA GREVE DU SCHLESWIG-HOLSTEIN

La grève de 34.000 ouvriers métallurgistes dans les 38 entreprises de la province du Schleswig-Holstein s'est terminée par le deuxième vote sur la proposition de compromis de Kiel.

39,6 % des ouvriers se sont prononcés pour l'acceptation. Selon les statuts, pour le refus il aurait fallu un vote négatif de 75,1 %.

Dans cette grève, la plus longue d'après-guerre, les ouvriers ont lutté pour l'élimination de la « période de carence » en cas de maladie qui a déjà été supprimée chez les employés. La « période de carence » de 7 jours, pendant laquelle l'ouvrier ne reçoit ni paye ni indemnité, représente une perte considérable en cas de maladie. En outre, les ouvriers réclamaient une prolongation des congés annuels et l'augmentation de leur prime de congé.

La première surprise fut le vote de la base sur le principe de l'entrée en grève après le refus patronal : 90 % de votants pour la grève, parfois même 100 %. La deuxième surprise fut le vote sur l'acceptation ou le refus du premier compromis de Bonn (les premières négociations avaient lieu à Bonn). Contre la direction des syndicats qui en recommandait l'acceptation, ce compromis fut rejeté par une majorité de 76 % des votants ; en quelques endroits, le pourcentage des refus atteignit même 90 %. Ce compromis n'aurait effectivement apporté aucune amélioration sur la question de la « période de carences ».

Une grève revendicative dans laquelle la forte majorité des ouvriers se prononce contre la recommandation des dirigeants syndicaux est une nouveauté dans l'histoire du mouvement syndical allemand d'après-guerre, dont la signification ne doit pas être sous-estimée.

Le deuxième compromis qui cette fois fut négocié à Kiel, au centre de la région en grève, était plus avantageux sur la question des vacances sans toutefois éliminer le problème des « carences » en cas de maladie. En dépit des gros efforts des dirigeants syndicaux pour démontrer aux grévistes les avantages du nouveau compromis et le leur faire accepter, celui-ci ne fut accepté que par une majorité très faible de 39,6 % de votes affirmatifs. Les résultats totaux démontrent qu'il restait 60 % des ouvriers contre les nouveaux tarifs et même dans quelques entreprises il y eut 90 % de votes négatifs.

La tactique des grèves fut intelligente et couronnée de succès. Les grèves furent déclenchées seulement dans les entreprises les mieux organisées, et parmi celles-ci, les plus grandes et les plus sûres furent les premières à observer le mouvement et à lancer la grève. L'extension constante de la grève d'une entreprise à l'autre fut un

moyen efficace de lutter contre la baisse du moral des grévistes ; le maintien du moral des grévistes fut le souci constant des dirigeants du mouvement. Des arrangements furent trouvés avec les magasins pour que les traites des ouvriers en grève ne soient pas payées, tandis que des accords avec les cinémas et les théâtres procuraient des distractions gratuites aux grévistes. En même temps des conférences, des tracts, des réunions sociales, tentaient de gagner les femmes de grévistes au mouvement, ou tout au moins de les neutraliser.

La bourgeoisie était furieuse, et sa réaction dans la presse le démontrait. On faisait naturellement au public le calcul de centaines de millions de marks perdus pour l'économie nationale que naturellement la grande masse des consommateurs devrait récupérer.

Erhard, ministre de l'Economie, lançait une furieuse attaque contre les syndicats et le Parti social-démocrate qui se solidarisaient avec la grève ; on menaçait même journellement d'un arbitrage forcé et de l'intervention de l'Etat.

Comment expliquer les surprises de cette grève revendicative, l'excellent moral des grévistes et surtout les résultats des votes qui surprisent les directions syndicales plus que n'importe qui ? Certes, l'appui matériel et idéologique a joué un rôle, mais qu'il ne faut pas surestimer (pour la plupart des ouvriers la grève signifiait une perte effective de 30 à 40 % de leur salaire normal).

La direction du syndicat des métallurgistes pensait à l'origine qu'il était temps de faire un pas dans la routine administrative en direction de la réalisation du programme d'action syndicale. Cette conception qui fut suivie pendant près de 10 ans de négociations permanentes, n'avait eu pour résultat que des petits « succès » et des augmentations de salaires immédiatement compensées par l'augmentation du coût de la vie, et même souvent inférieures à celle-ci. Cette méthode est tout à fait conforme aux modes de pensée bureaucratiques de « manager » de travail ; par ce moyen, limitant les risques au minimum, elle cherchait un territoire géographique dont l'importance n'était ni trop faible ni trop grande pour éviter une défense immédiate et concentrée du patronat allemand. Le territoire et le nombre des grévistes étaient également limités d'une façon telle que l'on pourrait toujours facilement les surveiller et les contrôler de façon à conserver l'affaire en main.

On voulait également diminuer le nombre de grévistes pour pouvoir financer la grève pendant quelque temps. En outre, le fait qu'il existait dans cette région un certain nombre de représentants ouvriers plus jeunes, très actifs et conscients de la lutte de classe, fut considéré comme favorable par les dirigeants syndicaux. Cette espérance fut confirmée, mais dans un sens que personne n'avait prévu dans la hiérarchie du syndicat métallurgiste.

Fidèle à sa routine bureaucratique, la direction syndicale évita toute préparation politique de la grève. Son seul atout était une indemnité syndicale (soutien de grève) relativement élevée. A l'origine, la grève résulta d'une provocation des syndicats patronaux entièrement solidaires les uns des autres, mais elle eut pour résultat une lutte de prestige et la direction des syndicats ouvriers se vit obligée de rattraper ce qu'elle avait presque complètement négligé au commencement. Appuyé par les militants régionaux, les grands chefs de Francfort se virent obligés d'effectuer une forte mobilisation idéologique, c'est-à-dire qu'il leur fallut prendre l'offensive et expliquer aux ouvriers les raisons sociales des « divergences » entre patrons et ouvriers métallurgistes et les changements de conditions sociales des ouvriers de la République fédérale. Comme l'expliquait le ministre Erhard, cela donna cette « note effrayante de luttes de classes qu'on pensait être une affaire du passé ».

Dans ces conditions, la grève commença rapidement à évoluer selon sa propre dynamique et à créer cet extraordinaire moral de lutte que l'on ne peut pas seulement expliquer par les fonds de solidarité et les séances de cinéma.

Le désaveu de la direction syndicale exprimé dans le premier vote n'était pas du tout de nature négative. Il montrait simplement qu'il n'était plus possible, une fois la conscience des masses réveillée, de terminer une grève à n'importe quel point et à n'importe quel prix que la direction syndicale pensait pouvoir accepter. Les temps du suivisme absolu des syndiqués vis-à-vis de leur direction sont révolus. Cela s'est montré surtout quand la direction a essayé d'éviter une répétition de sa défaite après le premier vote négatif. Dans ce but, elle envoya dans le Schleswig-Holstein quelques douzaines de ses fonctionnaires les plus capables de tout le territoire de la République fédérale afin d'influencer les ouvriers pour qu'ils acceptent le compromis de Kiel. Il y eut des militants qui refusèrent cette proposition de la direction d'agir comme des « éteignoirs ». D'autres acceptèrent ces directives, mais ne parlèrent pas dans un sens défaitiste au cours des réunions des grévistes. Ils rencontrèrent la sympathie de leur public et dans ce cas il y eut de vives discussions. Là où les orateurs tentèrent de contredire ouvertement l'opinion des grévistes, sur la continuation de la grève jusqu'à l'acceptation des revendications syndicales, des scènes de tumultes se produisirent et, dans certains cas, les représentants de la « ligne » ne purent parler.

Le résultat de la grève est sans doute un succès et représente un pas en avant. Pour la première fois une amélioration des tarifs fut conquise par une lutte longue et dure. Voir dans cette grève un modèle, est valable pour le but et dans une certaine mesure pour le résultat. Mais bien certainement, la tactique de grève du Schleswig-Holstein ne peut pas être transplantée dans n'importe quelle région. Il suffit de s'imaginer par exemple les territoires industriels de la Rhénanie du Nord-Westphalie avec près d'un million de métallurgistes, pour comprendre qu'il serait impossible de rassembler les fonds de grève nécessaires ou même de louer un nombre suffisant de

théâtres ou de cinémas pour permettre des soirées « idéologiques » comme cela s'est passé dans le Schleswig-Holstein.

Même dans le Schleswig-Holstein, ce souci n'aurait pu être de longue durée. Grâce à la réaction des patrons, il fallut y ajouter la contre-attaque politique des syndicats et là se trouve l'explication des surprises de cette grève : la situation objective de la République fédérale ne rend pas impossible de grandes luttes. Avec une direction appropriée, la conscience de classe réveillée des ouvriers les mènerait rapidement à une attitude radicale. Autrement dit : une direction syndicale consciente et décidée ne doit pas attendre que l'adversaire l'oblige à prendre des mesures politiques ; elle doit concentrer toute la préparation des grèves et même, au sens le plus large, toute la stratégie politique syndicale au combat actif, à la lutte des classes ; mais malgré leur soi-disant radicalisme les bureaucrates du syndicat des métallurgistes en sont presque aussi loin que toutes les autres directions syndicales, y compris celle du D.G.B.

Il faudra encore pas mal de coups violents de la part de la bourgeoisie et, en même temps, la pression croissante de la masse des militants moyens et de base qui s'est rajeunie pour sortir la direction de son abstinence politique et donner les rênes à une équipe de direction mieux appropriée. Et ici se trouve le devoir difficile mais non moins nécessaire des syndiqués révolutionnaires.

APRÈS LES CONGRÈS DES P.C. ET P.S. ITALIENS

Quelle est la situation dans le mouvement ouvrier italien, après les congrès des deux partis majoritaires, le Parti Communiste italien et le Parti Socialiste de Nenni ?

On ne peut pas dire qu'il y ait eu des changements radicaux, mais il est évident que les tendances qui s'étaient dessinées auparavant se sont accentuées dans une mesure importante.

Le congrès du P. C. I. s'est terminé comme il fallait s'y attendre, par une victoire de la direction Togliatti et de sa ligne. Mais ce ne fut en fait qu'une victoire à la Pyrrhus.

En effet, Togliatti espérait que ce congrès consacrerait le triomphe de son programme d'« une voie démocratique et parlementaire au socialisme », triomphe qui aurait permis au Parti d'étendre davantage son influence dans les milieux petits-bourgeois démocrates. Le virage du XX^e Congrès et l'affirmation par Togliatti du soi-disant « système polycentrique du communisme » aurait pu être exploité dans le même sens.

Malheureusement pour Togliatti et consorts, les événements de Pologne et de Hongrie ont complètement bouleversés leurs calculs. En disciple fidèle de la bureaucratie de Moscou, Togliatti ne pouvait qu'applaudir à l'intervention des chars soviétiques, et il démontrait de cette façon les très modestes limites de sa critique post-stalinienne. Toute la signification de son « tournant » était en conséquence réduite à néant. Ainsi dans les deux ou trois semaines cruciales des affaires hongroise et polonaise, la direction du P. C. I. annulait les résultats de son travail de dix ans pour gagner de soi-disants alliés, ces couches petites-bourgeoises qu'ils avaient constamment idéalisées et qu'ils essayent d'idéaliser encore...

La victoire de Togliatti au congrès du P. C. I. a été remportée à la fois sur la droite et sur la gauche. Mais il a également obtenu comme résultat d'enlever toute perspective aux militants ; aussi bien les perspectives révolutionnaires, parce que le congrès a adopté les thèses néo-réformistes de « la voie démocratique et parlementaire vers le socialisme », que les perspectives réformistes-démocratiques-constitutionnelles, parce que l'on ne peut à la fois gagner des gens à l'idée que le parti est pour la voie démocratique et proclamer « socialisme » le régime fantoche de Kadar, imposé au peuple hongrois par les chars du Kremlin.

Et les répercussions de cette fausse position ne se sont pas seulement manifestées parmi les alliés petits-bourgeois (dont plusieurs ont rompu tous leurs liens avec le P.C.I.) mais aussi parmi les militants du Parti eux-mêmes.

Malgré l'optimisme officiel de ces dernières semaines, tous les militants savent parfaitement que jamais le Parti n'a subi de pertes comparables à celles constatées cette année à l'occasion de la « reprise des cartes ». D'une part ce sont les droitiers qui ont saisi cette occasion de quitter le Parti, d'autre part ce sont de nombreux militants de base qui se retirent pratiquement de la lutte parce qu'ils n'ont plus aucune perspective. En réalité, l'activité du P. C. I. étant pratiquement réduite au minimum et l'organisation presque entièrement paralysée, les efforts de la direction ne visent plus qu'à conserver en main les militants, par des procédés tantôt démagogiques, tantôt obscurantistes, sinon relevant purement et simplement du chantage sentimental, mais en aucun cas par des arguments vraiment politiques.

Dans cette situation, Nenni, leader du Parti Socialiste, a compris aisément qu'il avait sa carte à jouer. Il lui était, et il lui est toujours possible d'exploiter la crise du P.C.I. en tâchant de lui enlever le « leadership » du prolétariat italien. Pour cela, il lui fallait œuvrer à l'unification des socialistes, pour constituer un parti qui puisse exercer une forte attraction sur les masses aussi bien prolétariennes que petites-bourgeoises.

Nenni a assez bien compris que de larges masses étaient dégoûtées des mensonges officiels du stalinisme, et avaient été bouleversées par les événements de l'année 1956. Il s'est donc décidé à reconnaître la gravité de la situation ouvrière, et à le proclamer ouvertement. D'autre part il a déclaré que le mouvement ouvrier ne pouvait surmonter sa crise qu'en rejetant sans hésitation tout le passif stalinien — dont en ce qui concerne l'Italie, lui-même était d'ailleurs largement responsable. Bien sûr il a compris qu'il fallait tirer des leçons de l'expérience du passé, mais en ce qui le concerne, ces leçons ont été tirées dans un sens particulièrement désastreux, puisque sa politique est axée sur les points suivants : déstalinisation, « voie pacifique et parlementaire au socialisme », autonomie complète par rapport au P. C. I. et à l'U. R. S. S., unification avec les sociaux-démocrates.

Il ne faut pas se cacher que Nenni a des chances de tirer certains bénéfices d'une pareille politique. La situation objective l'aide beaucoup et la politique stalinienne a fait et continue à faire le reste. D'ailleurs les dirigeants du P. C. I. sont en face de lui en difficulté pour les raisons suivantes : ils ne peuvent pas l'attaquer sur le point le plus négatif de sa politique, c'est-à-dire sa conception « démocratique-parlementaire » du passage au socialisme. Ils ne peuvent pas davantage l'attaquer sur son opportunisme syndical, parce que les syndicalistes du P. C. I. ne sont pas moins opportunistes. Ils doivent donc se limiter à des attaques sans véritable base politique, ou encore pire, l'attaquer sur la déstalinisation, c'est-à-dire précisément là où Nenni est véritablement le plus fort.

Il n'est cependant pas certain que l'on arrive rapidement à l'unification socialiste, la droite du P. S. D. I. (Saragat) s'y opposant, et des résistances sérieuses existant chez les Nennistes. Pourtant la base des deux partis pousse à l'unification.

Si celle-ci se réalisait, le panorama politique italien pourrait subir des modifications importantes. Les partis bourgeois craignent qu'une formation socialiste unifiée n'exerce une forte attraction sur de larges couches petites-bourgeoises, et en conséquence, ces derniers temps, les attaques des conservateurs ont visé beaucoup plus les socialistes que les stalinien, qui sont pour le moment paralysés.

Mais c'est dans le camp ouvrier que la réunification des socialistes pourrait avoir les conséquences les plus importantes. En fait le P. C. I. pourrait perdre la majorité dans la classe ouvrière qu'il détient depuis 1947, tout au moins sur le plan électoral.

Déjà des symptômes assez éloquentes se font jour. La droite du P. C. I. subit l'attraction de Nenni et déjà des cadres d'un certain renom ont quitté le P. C. I. pour rejoindre le P. S. D'autres ont rompu avec Togliatti et l'attaquent en partant de positions analogues à celles de Nenni, même s'ils sont encore en dehors du P. S. I. Le raisonnement de ces gens est le suivant : « Nous sommes pour la voie démocratique et parlementaire du socialisme, mais cette perspective n'existe pas pour Togliatti qui est lié à la bureaucratie du Kremlin, et donne son soutien à Kadar. La « voie démocratique » passe maintenant par le P. S. I. et l'unification socialiste... » Une fois acceptée la prémisse — fautive — de la possibilité d'une voie démocratique, ce raisonnement a tout de même une logique indéniable...

Etant donné qu'aux élections syndicales, la C. G. T. italienne ne présente qu'une seule liste, on ne peut pas juger avec certitude de l'orientation des ouvriers des grandes usines. Mais des symptômes importants laissent croire qu'en certains endroits il y a une tendance au déplacement vers le P. S. I. également de la part des militants de base. Les prochains mois seront à ce propos assez importants.

ERRATA

Par suite d'une erreur technique, dont nous nous excusons auprès de nos lecteurs, quatre pages se trouvaient interverties dans le Manifeste du Comité Exécutif de la IV^e Internationale, paru dans notre numéro de décembre 1956.

Les pages se suivaient effectivement dans l'ordre suivant : 63, 65, 64, 67, 66, 68...

Michel PABLO

L'importance internationale de la Révolution Hongroise

L'importance internationale de la Révolution hongroise se situe plus particulièrement sur le plan de l'organisation du pouvoir prolétarien et du sens de la démocratie politique prolétarienne.

Les deux questions acquièrent de nouveau un intérêt capital pour l'avenir du socialisme.

La révolution hongroise marque une avancée considérable aussi bien par rapport à l'expérience yougoslave sous le régime de Tito que par rapport à l'expérience polonaise sous Gomulka.

Elle constitue en réalité le point le plus avancé auquel est arrivée l'activité révolutionnaire spontanée des masses depuis Octobre 1917.

Dès les premiers jours, la Révolution hongroise fut caractérisée par l'épanouissement à travers tout le pays des **Conseils Ouvriers** que le stalinisme avait voulu classer définitivement dans le Musée de l'Histoire.

Après les avoir dissous en tant qu'organes effectifs du pouvoir en U. R. S. S., et combattus au cours de toutes les expériences révolutionnaires qui, en Europe ou en Asie, ont vu surgir des **Conseils**, des **Soviets**, le stalinisme par la bouche de Krouchtchev et de ses acolytes avait déclaré, au 20^e Congrès du P. C. de l'U. R. S. S., que désormais le socialisme emprunterait probablement la voie des Parlements bourgeois.

Aussitôt, les Partis Communistes de par le monde se sont empressés de populariser ce nouvel « évangile », la vieille bible en réalité de tous les opportunistes, tournant le dos à la révolution prolétarienne.

L'ironie de l'histoire veut cependant qu'à la place des « voies parlementaires nouvelles » soi-disant capables désormais d'amener au pouvoir le prolétariat dans les pays dits « socialistes » se voit obligé, pour se débarrasser de leur régime non pas **social**, mais **politique**, bureaucratique et policier, de recourir à la forme immortelle des **conseils** des ouvriers et paysans armés !

Le camarade Khrouchtchev a là matière abondante pour vérifier et approfondir ses brillantes spéculations « théoriques ».

L'expérience des **Conseils**, des **Soviets**, qui ont marqué dès le début la révolution hongroise et ont scellé de manière évidente, indiscutable, son caractère prolétarien profond, mérite une attention toute particulière.

En effet, à l'encontre de l'expérience des **Conseils Ouvriers** de gestion des entreprises favorisés par la direction titoïste en Yougoslavie, ou des **Conseils Ouvriers** analogues sur lesquels s'efforce de se baser actuellement Gomulka, les **Conseils Ouvriers hongrois** se sont vite structurés en tant qu'**organes de pouvoir éminemment politique**.

Pour arriver à remplir cette fonction, ils se sont articulés **verticalement**, s'élevant du plan **local** et **régional** au plan **national** et se sont attribués des fonctions spécifiquement politiques en combinant pouvoir législatif et exécutif.

La Révolution hongroise n'a pas été simplement marquée par l'existence des **Conseils Locaux**, de caractère **administratif local**, mais par des **Conseils régionaux** et par le **Conseil National Central de Budapest**, qui agissaient tous, chacun sur son plan, en tant qu'**organes d'un nouveau pouvoir politique**.

C'est-à-dire que, spontanément, la classe ouvrière hongroise, dirigée par des cadres révolutionnaires de base, a construit durant son essor révolutionnaire un **appareil soviétique d'Etat**. Cette conquête a une importance théorique et pratique capitale pour le mouvement révolutionnaire international, car elle **donne la réponse de base à ce que doit être le cadre constitutionnel pour le véritable Etat Ouvrier, durant la période de transition du capitalisme à l'achèvement du socialisme**.

Il est effectivement « surprenant » de voir des soi-disant « communistes » à la Nagy ou à la Kadar « avoir peur devant les **Conseils Ouvriers Hongrois** », comme l'a dit Kardelj lors de son discours à l'Assemblée Nationale Yougoslave du 7 décembre 1956.

Cette « peur » partagée par tous les staliniens devant les **Conseils**, et tout d'abord par les dirigeants politiques de la bureaucratie soviétique siégeant au Kremlin, provient en réalité du fait que ces « communistes » ne conçoivent la Révolution qu'uniquement quand ils la contrôlent complètement par leur appareil bureaucratique.

Ils ont la conception d'être, par la grâce divine, l'état-major éternel de la classe ouvrière, qui doit dicter à celle-ci les pas à faire et les limites strictes de ses attributions.

Or, les **Conseils**, les **Soviets**, sont par nature les organismes du vrai pouvoir propre de la classe, qui ne peut pas être coiffé arbitrairement par une direction bureaucratique. La bureaucratie ne peut par conséquent voir dans un tel organisme qu'un ennemi mortel, dont il s'agit de se débarrasser coûte que coûte.

C'est ce qu'ont effectivement tenté de faire le Kremlin et ses hommes en Hongrie. Même Nagy, cependant beaucoup plus soumis que les autres dirigeants hongrois staliniens à la pression des masses révolutionnaires, au lieu de s'appuyer carrément sur les **Conseils**, en leur accordant **tout le pouvoir** et en les reconnaissant comme le cadre constitutionnel du **nouvel appareil d'Etat**, a voulu en réalité les reléguer au rôle de simples organes d'administration économique des usines. « Les **Conseils ouvriers** auront pour tâche de prendre des décisions, déclarait Radio-Budapest le 26 Octobre 1956, dans toutes les questions concernant la production, l'administration et la direction de l'usine. Les **Conseils ouvriers** auront également pour mission d'élaborer le plan de production de l'usine et de préparer la refonte du système des salaires » (souligné par nous).

Naturellement Kadar, imposé par le Kremlin, appuyé sur les forces armées de celui-ci, est allé beaucoup plus loin.

Prenant prétexte de la grève générale de 48 heures déclenchée dans tout le pays par ordre du Conseil National Central de Budapest le 9 décembre 1956, Kadar a voulu se débarrasser définitivement des **Conseils** en tant qu'**organismes politiques assumant la totalité ou une partie du pouvoir**.

L'argumentation du décret proclamant ces mesures est des plus significatives sur les vraies raisons qui motivaient l'hostilité foncière, mortelle, de la bureaucratie à l'égard des **Conseils**.

On trouvera d'autre part rarement un aveu aussi cynique de la vraie nature du stalinisme placé en face d'une véritable révolution prolétarienne.

Voici les propres termes de ce décret (9 décembre 1956) ordonnant la dissolution du « Conseil Central Ouvrier » de Budapest et des « **Conseils Ouvriers Régionaux** » :

« Après le soulèvement du 23 octobre, des **Conseils ouvriers** ont été élus dans toutes les usines. Ils ont eu l'agrément du gouvernement hongrois qui supposait

que ces **Conseils** pourraient contribuer à l'organisation ouvrière des usines.

« A Budapest et dans le pays, cependant, des **organisations régionales de Conseils ouvriers** se formaient contre l'avis et la volonté du gouvernement.

« Le Gouvernement ne peut approuver ces **Conseils ouvriers régionaux** et ne les a jamais reconnus.

« Le gouvernement a négocié à plusieurs reprises avec le Conseil de Budapest parce qu'il estimait que ce Conseil aiderait les **Conseils ouvriers des usines** dans l'accomplissement de leurs tâches et de leurs buts.

« Ce qui ne s'est jamais produit. Qui plus est, le Conseil de Budapest a édicté quatre directives qui ne contenaient pas un mot sur la structure des nouveaux salaires ni la moindre suggestion sur l'amélioration des méthodes de production.

« Ces circulaires n'abordaient que des **questions politiques**. Leur but était de faire du **Conseil Central des ouvriers un organisme de pouvoir central exécutif**. » (souligné par nous).

On voit bien que ce que le « gouvernement » fantôme de Kadar reprochait aux **Conseils**, c'était de s'articuler **verticalement**, de s'attribuer des **fonctions politiques** et, en devenant ainsi des **vrais organes du pouvoir**, de s'opposer de fait à celui du **gouvernement fantôme**.

On comprend qu'il s'agissait là effectivement de crimes impardonnables qu'il fallait sévèrement sanctionner !

La bureaucratie ne pouvait en effet admettre son propre sabotage par l'affermissement du véritable pouvoir prolétarien.

**

La première acquisition de la révolution hongroise fut, comme nous venons de le voir, la reconstitution de l'Etat prolétarien sur une **base soviétique**. Dans ce nouveau cadre constitutionnel qui assure à la fois le **caractère** et la **sécurité** d'un régime prolétarien, débarrassé de sa bureaucratie, il s'agissait ensuite d'assurer et de garantir le fonctionnement d'une véritable **démocratie politique prolétarienne**.

La révolution hongroise a franchi même cette étape.

Elle l'a fait en formulant, spontanément, par la voix de plusieurs **conseils ouvriers**, la demande que soit reconnue la **légalité de tous les Partis se plaçant dans le cadre constitutionnel des Conseils**, et de **défense des conquêtes sociales antérieures** : les **nationalisations** et la **réforme agraire**.

C'est là un autre point culminant de la Révolution hongroise.

En effet, il ne suffit pas d'avoir des **Conseils**, des **Soviets**, il est aussi nécessaire de les faire vivre en les **nourrissant politiquement**.

Or, on ne peut nourrir politiquement les Conseils sans permettre, sans légaliser, toutes les tendances politiques qui existent dans la classe et par conséquent dans leur sein également.

Les Conseils, les Comités, les Soviets conçus en tant qu'organismes politiques, non seulement au niveau local et régional mais national, sont en réalité des organismes de Front Unique politique des différentes tendances politiques nationales de la classe.

Quelles pourraient être ces tendances, et surtout quelle importance numérique pourraient-elles avoir ? c'est là une question à laisser au jugement de la classe, démocratiquement exprimé, au sein des Conseils, des Comités, des Soviets.

Les soviets sont des organismes de classe, par le fait qu'ils rassemblent les éléments prolétariens et semi-prolétariens de la ville et de la campagne, à l'exclusion des éléments des anciennes classes dépossédées, des hauts bureaucrates et des paysans aisés.

La démocratie politique au sein de tels organismes de la classe est inconcevable sans que les différentes tendances politiques de la classe puissent s'y exprimer librement et y disputer la majorité.

Mais que devient alors le rôle dirigeant du parti marxiste révolutionnaire, effectivement indispensable pour la victoire et la sauvegarde de la Révolution ? Il est tout simplement soumis au verdict et au contrôle démocratique constant de sa classe, ce qui est une condition pour sa propre affirmation et sa propre sauvegarde en tant que véritable parti marxiste révolutionnaire de la classe.

Seule la compétition démocratique libre des différents partis de la classe au sein des Conseils, des Soviets, peut en effet à la fois désigner le parti qui mérite ce titre et l'obliger à le garder grâce à un effort constant, de tous les jours, au service des masses ; tandis que l'affranchissement du parti du contrôle des masses organisées dans les Conseils ne peut que faciliter la déformation et même la dégénérescence bureaucratique du parti révolutionnaire.

La révolution hongroise a incontestablement couru des dangers provenant de l'activité des forces sociales contre-révolutionnaires éveillées par la faillite spectaculaire du régime stalinien, et enhardies par le manque d'un véritable parti marxiste révolutionnaire.

Mais ce dernier facteur n'est pas exactement du ressort de l'activité révolutionnaire spontanée des masses, de la classe. On ne peut rendre responsable celle-ci de cette absence qui a incontestablement pesé et pèse toujours sur la Révolution hongroise.

Les masses en Hongrie ont donné le maximum qu'elles pouvaient donner par elles-mêmes dans leur essor révolutionnaire.

Elles ont construit l'échafaudage d'un nouvel appareil d'Etat véritablement prolétarien et fixé les contours dans lesquels pouvait et devait s'épanouir la véritable démocratie politique prolétarienne.

Aussi bien l'existence des Partis que le déroulement des élections dans le cadre des Conseils, des Soviets prennent un contenu de classe autre que celui de partis quelconques ou d'élections, en dehors de ce cadre.

Dans le premier cas nous avons affaire à la démocratie politique prolétarienne, dans le second cas à la démocratie politique bourgeoise.

Instinctivement, spontanément, au cours de leur processus de maturation politique étonnamment rapide, accompli par bonds, les travailleurs hongrois ont donné la réponse correcte aux problèmes posés par la dictature bureaucratique et policière stalinienne.

Ils ont tenté de la dépasser non en revenant en arrière vers la démocratie bourgeoise, mais en allant de l'avant vers la véritable démocratie politique prolétarienne.

C'est pour cette raison précisément que l'expérience hongroise marque le niveau politique le plus élevé auquel est arrivé le prolétariat révolutionnaire international.

En Yougoslavie, le prolétariat fait l'expérience d'un bureaucratisme « éclairé », national et paternaliste, qui limite l'activité des ouvriers aux tâches économiques et administratives locales, sans droit de regard concernant les tâches politiques sur l'échelle nationale et internationale. Celles-ci sont l'apanage de la direction du parti monolithique.

En Pologne, Gomulka s'efforce de tenir face au Kremlin et aux forces réactionnaires indigènes, en s'appuyant sur l'enthousiasme et la puissance des ouvriers auxquels il a dû concéder le droit à l'administration des usines, sur un niveau plus élevé et plus politique qu'en Yougoslavie. Le Parti Ouvrier polonais d'autre part, reconnaît déjà, de fait du moins, la pluralité des tendances politiques dans son sein. C'est dire, aussi bien du point de vue de la classe que du Parti, que l'expérience polonaise est déjà politiquement en avance sur celle de la Yougoslavie. En Hongrie, l'activité révolutionnaire des masses a franchi une étape encore plus élevée, en ébauchant la structure soviétique de l'Etat ouvrier et en ranimant le fonctionnement de la véritable démocratie prolétarienne aussi bien sur le niveau de l'Etat que du Parti.

Les prolétaires et les révolutionnaires du monde entier se mettront à l'école hongroise pour tirer tous les enseignements d'une expérience révolutionnaire inégalée.

Décembre 1956.

E. GERMAIN

Dictature du prolétariat et démocratie ouvrière

(Réponse à l'article « Nouvelles considérations sur l'expérience historique de la dictature du prolétariat », publié par le journal Jen Min Ji Pao.)

Le 29 décembre 1956, l'organe central du Parti Communiste chinois, le journal « Jen Min Ji Pao » a publié un article intitulé « Nouvelles considérations sur l'expérience historique de la dictature du prolétariat », basé sur les résultats d'une discussion du problème au cours d'une séance élargie du Bureau politique du P.C.C. Cet article représente en quelque sorte la contribution officielle du P.C. chinois à la discussion sur le stalinisme qui se déroule depuis le XX^e Congrès du P.C. soviétique, et surtout depuis les révolutions polonaise et hongroise, dans tout le mouvement communiste international. Avec des formules très nuancées et souvent contra-

dictaires, tout en protégeant la direction nouvelle du P.C. polonais contre les accusations de révisionnisme et tout en prenant pour son compte une série d'accusations fort graves envers Staline, la direction du P.C. chinois se range pratiquement du côté de Khrouchtchev dans sa lutte nouvelle contre le P.C. yougoslave, et s'oppose à la poursuite de la lutte contre le stalinisme à l'intérieur du mouvement communiste. Cet article mérite la peine qu'on s'y arrête, d'autant plus que cela représente la première tentative cohérente pour combiner une approbation sans réserves du XX^e Congrès du P.C. soviétique avec un refus de lutte contre le stalinisme.

LES CARACTERISTIQUES GENERALES DE LA DICTATURE DU PROLETARIAT

Reprenant une idée bien connue de Lénine, l'article du « Jen Min Ji Pao » distingue les caractéristiques générales de la dictature du prolétariat des formes particulières que celle-ci peut revêtir selon les pays où elle s'établit. Il énumère cinq de ces caractéristiques générales, à savoir :

1. Les représentants d'avant-garde du prolétariat s'organisent en Parti Communiste. Ce Parti s'inspire dans son activité du marxisme-léninisme ; il est édifié sur le principe du centralisme démocratique ; il est lié intime-ment aux masses, il tend à devenir le noyau des masses travailleuses et éduque ses membres et les masses populaires dans l'esprit du marxisme-léninisme.

2. Le prolétariat, dirigé par le Parti Communiste et ayant uni les travailleurs, arrache le pouvoir à la bourgeoisie au moyen de la lutte révolutionnaire.

3. Après la victoire de la révolution, le prolétariat, dirigé par le Parti Communiste,

se basant sur l'alliance des ouvriers et des paysans, et ayant uni les larges masses populaires, instaure la dictature du prolétariat sur les classes des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie, écrase la résistance des éléments contre-révolutionnaires, nationalise l'industrie et procède graduellement à la collectivisation de l'agriculture, mettant fin ainsi au système de l'exploitation et à celui de la propriété privée des moyens de production, et supprimant les classes.

4. L'Etat, guidé par le prolétariat et le Parti Communiste, dirige les masses populaires dans l'œuvre de développement planifié de l'économie et de la culture socialiste, et sur cette base élève progressivement le niveau de vie du peuple, et prépare activement les conditions de la lutte pour le passage à la société communiste.

5. L'Etat dirigé par le prolétariat et le P.C. intervient résolument contre l'agression impérialiste, reconnaît l'égalité en droits des

nations et défend la paix dans le monde entier, maintient résolument les principes de l'internationalisme prolétarien, met tout en œuvre pour obtenir le soutien des travailleurs de tous les pays et pour aider les travailleurs de tous les pays, ainsi que toutes les nations opprimées.

Comparé aux énormités sorties à l'époque stalinienne, y compris par le P.C. chinois lui-même, ce texte n'est pas sans qualités. On pourrait lui reprocher l'insuffisance de plusieurs formules. Il y manque la notion de la **préparation objective** des conditions nécessaires à la victoire de la dictature du prolétariat, notamment la notion de conscience de classe du prolétariat. Il y manque la notion que c'est la classe ouvrière dans son ensemble, **ou du moins dans sa large majorité**, qui doit exercer la dictature du prolétariat, sous la direction du parti révolutionnaire. La suppression des classes, qui comprend notamment la suppression de la distinction entre paysannerie et prolétariat, entre travail agricole et travail industriel, entre la ville et la campagne, n'est pas présentée comme un processus long et sinueux qu'on ne peut atteindre dans les limites d'un seul pays. L'aide à accorder par la dictature du prolétariat aux « travailleurs de tous les pays » n'est pas nettement précisée comme une aide en vue de la destruction du capitalisme et de l'établissement de la dictature du prolétariat dans ces pays. La question de la coordination internationale nécessaire de cette lutte, c'est-à-dire la question de l'Internationale révolutionnaire, est passée sous silence. Mais, répétons-le, même tel quel ce texte représente un progrès, notamment par rapport aux divagations de Khrouchtchev concernant les « voies nouvelles vers le socialisme » et l'application de ces formules révisionnistes non seulement par les communistes « de droite » dans divers pays (Gates aux U.S.A., Giolitti en Italie, etc.), mais encore par les Foster, les Thorez et les Togliatti eux-mêmes, qui nient en pratique la nécessité de détruire la machine d'Etat bourgeoise dans des pays où celle-ci est aussi « faible » qu'en France ou aux Etats-Unis...

Mais il y a par contre une faiblesse imparadmissible dans ce texte, qui est le point de départ des conceptions fausses du P.C. chinois en matière de démocratie soviétique et de dégénérescence bureaucratique : **IL N'Y A PAS UN MOT SUR L'ORGANISATION SOVIETIQUE DU NOUVEL ETAT, SUR LES CONSEILS D'OUVRIERS ET DE PAYSANS PAUVRES COMME BASE ESSENTIELLE DE LA DICTATURE DU PROLETARIAT.**

Or, d'après la doctrine marxiste-léniniste de l'Etat, et notamment d'après son développement le plus complet, le plus précis, contenu dans « L'Etat et la Révolution », de Lénine, c'est précisément l'organisation soviétique de l'Etat qui assure l'exercice du pouvoir d'Etat par la grande masse des travailleurs, qui représente la **distinction essentielle**,

fondamentale, entre l'Etat bourgeois et l'Etat prolétarien.

« La Commune semblait « seulement » avoir remplacé la machine d'Etat brisée par une démocratie plus complète : suppression de l'armée permanente, éligibilité et révocabilité de tous les fonctionnaires sans exceptions, écrit Lénine. Or, en réalité, cela revenait « seulement » à un remplacement gigantesque de telles institutions par telles autres, inspirées d'un principe différent. C'est là justement un cas de « transformation de la quantité en qualité » : réalisée aussi pleinement et aussi méthodiquement qu'il est possible de le concevoir en général, la démocratie, de bourgeoise, devient prolétarienne ; l'Etat (la force spéciale destinée à réprimer une classe déterminée) se transforme en quelque chose qui n'est plus proprement l'Etat. »

(L'Etat et la Révolution, dans « Œuvres choisies », II, p. 194, Moscou, 1947, Editions en langues étrangères.)

Cette idée revient toujours de nouveau, tout au long de « L'Etat et la Révolution » et de tous les écrits de Lénine au cours des premières années après la victoire de la Révolution d'Octobre. Et à juste titre : car Lénine voyait dans la préparation du peuple à son auto-administration, dans l'exercice des fonctions dirigeantes à tour de rôle par chaque citoyen la seule garantie de la victoire définitive du socialisme.

Ces idées ne sont pas seulement strictement conformes à la doctrine établie par Marx et Engels, notamment à la lumière de cette première expérience de conquête du pouvoir par le prolétariat que fut la Commune de Paris. Elles ont aussi été confirmées entièrement par l'expérience historique depuis 1917, notamment par l'expérience de la déformation, puis de la dégénérescence bureaucratique de l'Union soviétique. La bureaucratie n'y a pu établir sa dictature qu'en émasculant d'abord, qu'en écrasant et qu'éliminant ensuite les soviets en tant qu'organes essentiels du pouvoir d'Etat.

Lénine avait compris **dès avant** la Révolution d'Octobre le danger que la bureaucratie, que l'armée de fonctionnaires permanents, représente pour la dictature du prolétariat. Il y revient à plusieurs reprises, tout au long de « L'Etat et la Révolution » :

« Nous ne sommes pas des utopistes, écrit Lénine. Nous ne rêvons pas de nous passer d'emblée de toute administration, de toute subordination ; ces rêves anarchistes, fondés sur l'incompréhension du rôle de la dictature du prolétariat, sont foncièrement étrangers au marxisme et ne servent en réalité qu'à différer la révolution socialiste jusqu'au jour où les hommes seront tout autres. Non, nous voulons la révolution socialiste avec les hommes tels qu'ils sont aujourd'hui, et qui ne se passeront pas de subordination, de contrôle, de « surveillants » et de « comptables ».

Mais il faut se subordonner à l'avant-garde armée de tous les exploités et de tous les travailleurs : au prolétariat. On peut et l'on doit, dès à présent, du jour au lendemain, commencer à remplacer la « hiérarchie » spécifique des fonctionnaires de l'Etat par de simples fonctions de « surveillants » et de « comptables », fonctions qui dès aujourd'hui, sont parfaitement accessibles au niveau de développement des citoyens en général, et parfaitement réalisables « pour le salaire d'un ouvrier ». » (P. 200.)

Et plus loin :

« Nous ne nous passons pas de fonctionnaires en régime capitaliste, sous la domination de la bourgeoisie. Le prolétariat est opprimé, les masses laborieuses sont asservies par le capitalisme. En régime capitaliste, la démocratie est rétrécie, comprimée, tronquée, mutilée par cette ambiance qui crée l'esclavage salarié, le besoin et la misère des masses. C'est pour cette raison, et seulement pour cette raison, que dans nos organisations politiques et syndicales les fonctionnaires sont corrompus (ou plus exactement : ont tendance à l'être) par l'ambiance capitaliste ; ils manifestent une tendance à se transformer en bureaucrates, c'est-à-dire en personnages

privilegiés, coupés des masses et placés au-dessus d'elles.

Là est l'essence du bureaucratisme. Et tant que les capitalistes n'auront pas été expropriés, tant que la bourgeoisie n'aura pas été renversée, une certaine « bureaucratisme » même des fonctionnaires du prolétariat est inévitable.

Selon Kautsky, il s'ensuit : Puisqu'il y aura des employés élus, c'est donc qu'en régime socialiste il subsistera des fonctionnaires et subsistera la bureaucratie ! C'est ce qui est faux. Précisément par l'exemple de la Commune, Marx a montré que les titulaires des fonctions publiques cessent, en régime socialiste, d'être des « bureaucrates », des « fonctionnaires », au fur et à mesure que, en plus de leur élection, on établit leur révocabilité à tout moment, qu'on réduit en outre leur traitement au salaire de l'ouvrier moyen, et qu'en plus de cela on remplace les institutions parlementaires par des institutions agissantes, c'est-à-dire **exerçant simultanément le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif.** » (C'est-à-dire des organismes soviétiques — deux passages soulignés par nous, E.G.)

(« L'Etat et la Révolution », op. cit., pp. 257-258.)

LES CONFLITS SOCIAUX AU SEIN DE LA DICTATURE DU PROLETARIAT

Méditons un instant ces paroles pleines de sagesse. Lénine s'y révèle dans toute sa maturité, alliant une souplesse, un réalisme d'esprit remarquables, à une fidélité aux principes qui n'est au fond qu'une **perspicacité historique** que l'empirisme pur ne pourra jamais atteindre.

Nous ne sommes pas des utopistes, nous ne sommes pas des rêveurs, nous ne croyons pas à la possibilité de supprimer d'un seul coup tous les fonctionnaires et donc toute « bureaucratie ». Dans la mesure où subsistent dans la dictature du prolétariat une masse de fonctionnaires exerçant des fonctions d'Etat, il existe le danger que ceux-ci se transforment en bureaucrates, à savoir — notez la formule admirable, chargée de prescience ! — en « **personnages privilégiés, coupés des masses et placés au-dessus d'elles** ».

Ce danger peut, en principe, être combattu avec succès :

- Si l'on s'en tient strictement à l'éligibilité et à la révocabilité des fonctionnaires ;
- Si l'on limite leurs traitements à ceux d'un ouvrier qualifié (c'est-à-dire si on empêche la concentration des éléments carriéristes dans l'appareil d'Etat) ;
- Si l'on soumet ces fonctionnaires au contrôle permanent des soviets, jouissant à la fois du pouvoir législatif et du pouvoir exécutif, c'est-à-dire mettant entre les mains du peuple laborieux tous les moyens nécessaires pour réprimer impitoyablement les

excès et abus de pouvoir des bureaucrates.

Il s'ensuit logiquement que lorsque ces trois conditions ne sont plus remplies, la dictature du prolétariat doit effectivement faire face au danger très réel de voir les fonctionnaires, ayant entre leurs mains les principaux leviers de commande de l'Etat et de l'économie, se transformer « en personnages privilégiés, coupés des masses et placés au-dessus d'elles » !

Or, ce danger n'est pas du tout mentionné dans l'article du « Jen Min Ji Pao ». Il y est bien fait mention vaguement de la « lutte contre le bureaucratisme », mais ce dans un sens beaucoup plus restreint que celui dans lequel Lénine conçut ce terme, simplement comme déformation d'esprit et de méthodes de travail des fonctionnaires « travaillant dans les bureaux ». C'est pourquoi notamment toute la polémique du « Jen Min Ji Pao » contre les camarades yougoslaves est à côté de la question. Comme le dit correctement Kardelj :

« Ne concevoir le processus du développement socialiste qu'à travers le prisme de la situation de départ de la révolution socialiste, c'est-à-dire comme un conflit du prolétariat et de la bourgeoisie, est absurde idéologiquement, et politiquement réactionnaire. Cela signifie louer sans cesse et automatiquement tout ce qui existe dans les pays où les partis communistes sont au pouvoir, comme si tous les problèmes sociaux y étaient déjà résolus pour l'éternité, comme

si toutes ces questions pouvaient y être réglées tranquillement et par décret, et comme si tout le monde y acceptait d'attendre sans s'énervier qu'un bureau de l'appareil administratif centralisé décide que le moment est venu de régler une question ou une autre.»

(Edouard Kardelj: « Les problèmes du développement du socialisme », discours prononcé à l'Assemblée Nationale le 7-12-1956, in: « Questions actuelles du socialisme », n° 39, novembre-décembre 1956, pp. 50-51.)

Il est vrai que les auteurs de l'article du « Jen Min Ji Pao » parlent vaguement des « contradictions entre la bourgeoisie et le prolétariat » d'une part, et des « contradictions au sein du peuple » de l'autre. Mais ces dernières contradictions ne sont pas conçues de façon marxiste, sociologique, mais simplement comme le résultat d'« erreurs », de « déviations », etc. Les auteurs de l'article déclarent que ces premières contradictions sont de nature « fondamentale », ces dernières par contre de nature « secondaire », et devraient être « subordonnées aux premières ». Mais dans tout le reste de l'article il n'est plus question de ces « contradictions secondaires » au sein de la dictature du prolétariat, et pour cause ! Après avoir ignoré le problème des soviets, les dirigeants communistes chinois doivent nécessairement nier également le problème sociologique de la bureaucratie, tombant ainsi en plein révisionnisme par rapport à la doctrine marxiste-léniniste de l'Etat et de la dictature du prolétariat.

Les camarades yougoslaves affaiblissent quelque peu leur position en sous-estimant le problème du **conflit fondamental de classe**, qui subsiste, bien entendu, encore longtemps après la victoire de la dictature du prolétariat dans un seul ou dans un certain nombre de pays. Ce conflit ne se présente pas seulement comme un conflit avec l'impérialisme étranger, mondial, mais encore comme un conflit de classe à l'intérieur de l'Etat ouvrier, avant tout un conflit avec les couches riches de la paysannerie, avec les couches petites bourgeoises qui se transforment constamment, en puissance, en candidats bourgeois. Le conflit entre la masse ouvrière et la bureaucratie ne doit pas être séparé mécaniquement de celui entre le prolétariat et

LES NORMES DE LENINE ET L'EXPERIENCE HISTORIQUE

On pourrait nous rétorquer : mais l'expérience historique n'a-t-elle pas obligé Lénine à abandonner très rapidement les belles formules de 1917 en faveur de formes du pouvoir beaucoup plus complexes — et plus contradictoires — que celles prévues par « L'Etat et la Révolution » ? Lénine ne s'est-il pas très tôt prononcé en faveur d'un traitement très élevé en faveur des spécialistes bourgeois ? N'a-t-il même pas prôné la concentration dictatoriale de tous les pou-

la bourgeoisie. IL RESULTE EN DERNIERE ANALYSE DE CELUI-CI.

C'est précisément la misère passée (et partiellement présente) du prolétariat ; son manque de culture et d'éducation ; le cadre matériel encore étroit dans lequel reste enfoncé le développement des forces productives, qui donne au phénomène de la bureaucratie son caractère ample et menaçant. C'est l'isolement de la dictature du prolétariat dans une partie du monde (la partie industriellement la moins avancée) qui exacerbe d'une part la lutte entre le prolétariat et l'impérialisme à l'échelle internationale, et qui représente par ailleurs un puissant stimulant pour le développement de la bureaucratie.

Mais toutes ces réserves exprimées, il n'en reste pas moins vrai que la position des camarades yougoslaves est infiniment plus proche du marxisme-léninisme. La tentative de vouloir enfermer tous les conflits surgissant à l'époque de transition entre le capitalisme et le socialisme dans la formule « prolétariat contre bourgeoisie » est une déformation primitive et infantile du marxisme. Elle n'est au fond qu'une rationalisation de l'attitude pratique de la bureaucratie, qui accuse tout mouvement menaçant ses privilèges d'être un « mouvement contre-révolutionnaire ».

C'est là la racine idéologique des mœurs policières, condamnant pêle-mêle comme « agents de l'impérialisme » les trotskystes et les grévistes de Poznan, les oppositionnels communistes de n'importe quel teint et toute catégorie ouvrière qui met en question une prérogative quelconque de la bureaucratie. Du moment qu'on admet l'identité « dictature du prolétariat » = gouvernement exercé par un parti qui s'appelle communiste s'appuyant sur la nationalisation des moyens de production ; du moment qu'on admet ensuite l'absence d'autres conflits sociaux au sein de la dictature du prolétariat que ceux entre le prolétariat et l'impérialisme contre-révolutionnaire, l'ensemble du prolétariat — comme dans le cas de la révolution hongroise — devient automatiquement « une agence de l'impérialisme » dès qu'il ose s'insurger contre la dictature de la bureaucratie.

voirs exécutifs entre les mains d'une seule personne ? Ne vaudrait-il pas mieux comparer les idées défendues aujourd'hui par les communistes chinois et yougoslaves à la **pratique soviétique**, plutôt qu'aux normes purement théoriques avancées par Lénine ?

Ceux qui avancent une telle argumentation « dialectique » et « réaliste » prouvent seulement qu'ils n'ont guère saisi toute la complexité de la dialectique de l'histoire. Bien sûr, la pratique a obligé Lénine très vite à

passer outre à une série de règles normatives avancées dans « L'Etat et la Révolution ». Bien sûr, beaucoup de « déviations » de ces normes poussées jusqu'à l'extrême (et l'absurde) monstrueux à l'époque stalinienne étaient déjà présentes « en puissance » à l'époque de Lénine et de Trotsky. Mais au fur et à mesure qu'on s'écartait des normes — qui ne sont nullement un simple produit d'un jeu intellectuel abstrait, mais l'expérience et les perspectives historiques sous une forme concentrée — on s'écartait en même temps de la dictature du prolétariat à l'état pur et l'on avançait sur la route périlleuse de l'Etat ouvrier bureaucratiquement déformé. Et plus on avance sur cette voie, plus des conflits sociaux nouveaux apparaissent, plus la contradiction prolétariat-bureaucratie se combine et s'entrelace avec la contradiction prolétariat-bourgeoisie de façon à créer des problèmes concrets, de direction économique, politique, sociale, culturelle, etc., de plus en plus complexes.

Lénine en était absolument conscient. Voyons ce qu'il écrivait au sujet des traitements élevés accordés aux spécialistes bourgeois :

« Bien entendu, la question a encore un autre aspect. On ne saurait contester l'influence démoralisante que les hauts traitements exercent sur le pouvoir soviétique (ceci d'autant plus que la révolution ayant été faite très rapidement, le nouveau pouvoir a vu s'attacher à lui un certain nombre d'aventuriers et d'escrocs qui, avec les hommes incapables ou sans scrupules parmi les commissaires, ne demanderaient pas mieux que de devenir des « étoiles »... dans l'art de piller le Trésor) aussi bien que sur la masse ouvrière. Mais tous les éléments honnêtes et réfléchis parmi les ouvriers et les paysans pauvres seront d'accord avec nous pour reconnaître que nous ne sommes pas en mesure de nous débarrasser d'emblée du funeste héritage légué par le capitalisme : que nous ne pouvons affranchir la République soviétique du tribut de 50 à 100 millions de roubles... Si les ouvriers d'avant-garde et les paysans pauvres conscients réussissent en l'espace d'un an (sic!), avec l'aide des institutions soviétiques, à s'organiser, à se discipliner, à tendre leurs forces, à créer une puissante discipline du travail, alors, au bout d'un an, nous nous débarrasserons de ce tribut... » (« Les Tâches immédiates du Pouvoir soviétique », in, op. cit., pp. 379-380.)

Nous savons, hélas, que la « jeune République soviétique » ne s'est pas encore débarrassée de ce « tribut » 40 années après la révolution d'Octobre. Ce « tribut » est même devenu cent fois, voire mille fois, plus lourd qu'à l'époque de Lénine. Mais suivant l'argumentation de Lénine, nous comprenons ainsi que l'effet démoralisant de ces « traitements élevés » sur la bureaucratie d'une part et sur le peuple de l'autre a également été multiplié par 100 ou par 1.000...

Parlant de la direction unique de certains processus techniques, Lénine écrit dans la même brochure :

« Plus résolument nous devons nous affirmer aujourd'hui pour un pouvoir fort et impitoyable, pour la dictature personnelle dans tels processus de travail, à tel moment de l'exercice de fonctions purement exécutives — et plus variés doivent être les formes et moyens de contrôle par en bas, afin de paralyser toute ombre de possibilité de déformation du pouvoir des Soviets, afin d'extirper encore et toujours l'ivraie bureaucratique. » (Op. cit., pp. 403-404.)

Nous avons choisi à dessein le passage le plus « choquant », le plus « extrémiste », le plus « déroutant » de Lénine, celui où il se prononce en faveur de la dictature personnelle — dans certains processus techniques de travail — : combien l'image reste claire, limpide, cristalline ! Plus nous admettons ces formes extrêmes de concentration de pouvoir, et plus puissant doit devenir le contrôle d'en bas, c'est-à-dire l'organisation soviétique de l'Etat. Sinon, le pouvoir se déformera, l'ivraie bureaucratique envahira tout. Que faut-il ajouter à cette logique implacable, sinon la formule par laquelle Lénine, dans la même brochure, exprime la façon concrète dont devrait fonctionner ce « contrôle d'en bas » :

« Notre but est de faire participer pratiquement tous les pauvres sans exception au gouvernement du pays ; et toutes les mesures prises dans ce sens — plus elles seront variées, mieux cela vaudra — doivent être soigneusement enregistrées, étudiées, systématisées, mises à l'épreuve d'une expérience plus vaste, légalisées. Notre but est de faire remplir gratuitement les fonctions d'Etat par tous les travailleurs, une fois qu'ils ont terminé leurs huit heures de « tâche » dans la production. La transition à cet ordre de choses est particulièrement difficile, mais là seulement est la garantie de la consolidation définitive du socialisme. » (Op. cit., pp. 401-402.)

Ecoutez donc Lénine, cet « utopiste », ce « rêveur », ce « trotskyste » avant la lettre. Il ne vous parle ni de l'époque de l'automatisation développée, ni des Etats-Unis ni même de l'Allemagne ou de l'Angleterre de 1957. Il vous parle de la Russie, de la pauvre Russie de 1918, où les ouvriers trimaient huit heures par jour dans des conditions matérielles extrêmement difficiles, et il disait : « Si ces ouvriers ne commencent pas à exercer toutes les fonctions d'Etat gratuitement et à tour de rôle ; si à la concentration des fonctions techniques exécutives en haut se joint un manque d'activité politique et de puissance politique effective en bas, alors le pouvoir des soviets se déformera, alors l'ivraie bureaucratique envahira tout ». N'est-ce pas exactement ce qui est arrivé ?

Les staliniens et les divers apologistes du système stalinien ; les « objectivistes » de divers plumage ; les brandlériens et même le

camarade Deutscher qui, tous ensemble, cherchent mille explications « objectives », « économiques », « historiques » aux divers aspects révoltants de la dégénérescence bureaucratique du pouvoir soviétique à l'époque stalinienne, ne découvrent rien de nouveau. Ils ne font que répéter ce que Lénine et Trotsky avaient expliqué avec plus de talent et plus de clarté avant eux : que l'activité politique de la classe ouvrière n'est pas sans rapport avec les conditions d'existence du prolétariat ; que l'ampleur des pouvoirs de la bureaucratie, elle non plus, n'est pas sans rapport avec la pauvreté générale du pays ; que les mêmes facteurs qui ont poussé à la concentration des pouvoirs en haut ont en même temps réduit à l'extrême les possibilités de contrôle d'en bas, etc., etc. Mais en énonçant ces vérités élémentaires, ils ne reproduisent qu'un aspect du processus historique et, ce faisant, déforment le marxisme en une idéologie mécaniste de « déterminisme économique », éloignée de mille lieues du véritable esprit de Marx et de Lénine.

Lénine ne se bornait pas à constater les conséquences inévitables automatiques de tel ou tel phénomène économique. **Il appela en même temps, de toutes ses forces, le facteur subjectif à intervenir dans le sens opposé, pour faire contrepoids, pour rétablir l'équilibre. Et il avançait l'avertissement solennel : si l'équilibre ne peut être rétabli par l'action du facteur subjectif, alors le pouvoir se déformera et alors l'action ouvrière, gréviste, contre ces déformations bureaucratiques seront absolument justifiées** (voir la résolution du C.C. du Parti bolchevik du 12 janvier 1922, op. cit., p. 929).

A la fin de la vie de Lénine, ces déformations prirent une forme de plus en plus monstrueuse. Dans ses derniers articles et discours, Lénine constata que la bureaucratie avait envahi le Parti, que c'est elle qui commençait à diriger le parti, et il appela à la lutte résolue contre cette bureaucratie, lutte qui devenait la tâche n° 1 des communistes. Au lieu de comprendre les avertissements lancés dans le même sens par Trotsky et de

s'engager sur la voie du programme économique, politique et social permettant d'affirmer le standing et la puissance de la classe ouvrière, et de créer ainsi le contre-poids nécessaire, les communistes de la majorité du C.C. nièrent ou sous-estimèrent ce danger. Ils ne comprirent pas l'influence décisive du facteur subjectif à ce tournant de l'histoire. Lorsqu'ils voulurent se lever, il était trop tard. La bureaucratie, par l'intermédiaire de Staline, avait déjà étranglé le Parti et détruit en pratique l'organisation soviétique de l'Etat. La déformation bureaucratique était devenue dégénérescence. La bureaucratie cristallisée en caste ne pouvait plus être éliminée sans révolution politique.

Retournons d'ailleurs contre les « objectivistes » leur propre argumentation. Hier la bureaucratie était, semble-t-il, un « mal inévitable » de par les conditions objectives. Mais aujourd'hui ces conditions objectives ont tout de même changé. L'U.R.S.S. est devenue la deuxième puissance du monde. Sa productivité du travail dépasse celle de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne. Comment se fait-il que, dans ces conditions, la bureaucratie et l'Etat ne montrent nul signe de « dépérissement », qu'il n'y a pas trace d'un « exercice des fonctions d'Etat gratuitement et à tour de rôle par tous les travailleurs », qu'il y a tout au plus une **lutte accrue** entre prolétariat et bureaucratie, au cours de laquelle la bureaucratie peut être obligée d'accorder à celui-ci des concessions importantes, mais ne lâche nullement son pouvoir et ses privilèges, mais les défend non seulement avec becs et ongles, mais encore avec tanks et avions comme l'a démontré l'exemple tragique de la Hongrie ? C'est donc que le facteur subjectif, chassé par la porte, rentre par la fenêtre. Que cette fameuse bureaucratie n'est pas seulement un « instrument aveugle de l'histoire » mais encore une couche sociale déterminée, avec une conscience fort nette de ses intérêts propres, et prête à les défendre coûte que coûte, envers et contre tous ?

LES « ERREURS DE STALINE » SELON LES CHINOIS ET... SELON KHROUCHTCHEV

Ayant commencé par subtiliser complètement les problèmes des soviets et ceux de la bureaucratie, les auteurs de l'article du « Jen Min Ji Pao » sont obligés de réduire ensuite les crimes de Staline à l'échelle de quelques « erreurs personnelles ». Ils ne se gênent pas pour admettre en la matière infiniment plus que n'ont admis jusqu'aujourd'hui aux membres de leurs partis Maurice Thorez et Walter Ulbricht. Mais leur énumération se limite à ceci :

1. « Staline a commis certaines erreurs graves tant dans la politique intérieure que dans la politique extérieure. »

2. « Les méthodes de Staline, basées sur l'arbitraire, ont causé dans une certaine mesure, un préjudice au principe du centralisme démocratique. »

3. « ...Elles ont violé sur certains points la légalité soviétique. »

4. « Staline a « accusé sans fondement de nombreux communistes dévoués et de bons citoyens, ce qui a causé un grave préjudice. »

5. « Dans la solution de certains problèmes concrets, il a manifesté une tendance au chauvinisme de grande puissance. »

6. « Certaines erreurs de Staline se sont transformées, dans la dernière période de sa

vie, en erreurs graves de caractère durable à l'échelle de l'Etat (!), et n'ont pu être corrigées en temps utile précisément parce qu'il s'était coupé, dans une certaine mesure et à un certain point, des masses et de la collectivité, qu'il avait violé les principes du centralisme démocratique. »

7. « Le développement du dogmatisme est l'une des conséquences sérieuses des erreurs de Staline. »

Disons que cette énumération n'est déjà pas mince, et attendons avec curiosité si l'appareil du P.C.F. la transmettra aux membres de son parti, puisqu'il ne s'agit pas ici d'un texte « diffusé par le Département d'Etat ». Mais voyons comment les auteurs de cet article ont dû faire marche arrière sur les révélations de Khrouchtchev, pour maintenir un semblant de logique dans leur argumentation. Khrouchtchev avait en effet accusé Staline, outre des « erreurs » susmentionnées, des crimes suivants :

1. Staline avait détruit la démocratie dans le Parti, n'avait pas convoqué un seul Plénum du C.C. pendant toute la guerre, avait laissé un espace de 13 (!) ans entre le 18^e et le 19^e Congrès du Parti.

2. Staline a liquidé en masse les dirigeants du Parti. Des 139 membres et suppléants du

C.C. au moment du 17^e Congrès, 70 % ont été liquidés et fusillés. Plus de la moitié des délégués au 17^e Congrès furent arrêtés et accusés d'être des contre-révolutionnaires.

3. Staline avait appelé le Guépéou à utiliser la torture contre des membres du Parti et ainsi acculé des milliers (!) de communistes à faire de faux aveux. Des milliers et des milliers de communistes honnêtes (**Khrouchtchev dixit**) ont été ainsi tués bien qu'ils fussent innocents.

4. La conduite militaire de la guerre par Staline a causé un tort énorme à l'U.R.S.S. et est responsable des défaites de 1941 et des lourdes pertes subies à cette occasion.

5. Des nations entières (**Khrouchtchev dixit**) ont été déportées...

Nous pourrions continuer cette énumération ; arrêtons-nous là. Il est clair qu'elle ne vise nullement des « erreurs » mais des crimes monstrueux (Khrouchtchev, qui se vante aujourd'hui d'être fier de son titre de « stalinien », a lui-même emprunté à Trotsky cette formule). Quel historien, quel sociologue, a fortiori quel marxiste, essaierait de faire passer comme « erreurs » d'un seul individu des phénomènes sociaux qui ont causé la mort de centaines de milliers, sinon de millions de personnes ?

L'EXPLICATION DU « CULT DE LA PERSONNALITE »

Ayant réduit ces crimes à l'échelle de peccadilles individuelles, les auteurs de l'article du « Jen Min Ji Pao » tentent ensuite d'en découvrir les causes. Ils rejettent avec indignation l'idée que les causes de ces « erreurs » résideraient dans le **système économique socialiste**, feignant de croire que Tito et Kardelj avaient argumenté dans ce sens.

Cependant, à notre connaissance, aucun communiste dans aucun pays qui a mis en cause le stalinisme n'a jamais affirmé que la racine des crimes de Staline se trouve dans le système économique socialiste, c'est-à-dire dans la nationalisation des moyens de production et dans la planification. Seuls des renégats peuvent argumenter de la sorte. Au contraire, autant les « anciens » oppositionnels, trotskystes et autres, que les « nouveaux » oppositionnels, « titistes » et « gomulistes » ne mettent en cause que le **système de direction politique** de l'Etat, du Parti et de l'économie. Tito et Kardelj le disent d'ailleurs explicitement :

« **Quels en sont les racines (du système) ? C'est l'appareil bureaucratique, c'est le système de la direction et ce qu'ils appellent « yednonatchalié » (direction d'un seul homme), c'est la volonté d'ignorer le rôle et les aspirations des masses travailleuses** », déclare Tito dans son discours de Poulavice (« Questions Actuelles du Socialisme », n° précité, p. 6), et Kardelj s'explique :

« **Lorsque nous parlons de système poli-**

tique, il est évident que nous ne pensons ni au socialisme ni au système soviétique léniniste qui a été construit de façon à permettre aux masses d'exercer leur influence sur la politique du Parti et de l'Etat. Nous pensons à la totalité de ces formes et de ces méthodes qui empêchent les masses travailleuses socialistes d'exercer une influence directe sur le pouvoir et qui renforcent les éléments bureaucratiques au sein du Parti et de l'Etat, leur abandonne peu à peu les divers leviers du pouvoir, qui, de ce fait, dégénère en quelque chose qui n'est pas le pouvoir de la classe ouvrière. Un tel processus a isolé le P.C. des masses et instauré l'absolutisme d'une clique bureaucratique. » (Op. cit., p. 34.)

C'est en gros, et presque textuellement, la répétition des formules trotskystes envers l'U.R.S.S. C'est une manifestation éclatante de mauvaise foi que d'interpréter ce texte dans le sens que ce serait le système socialiste économique qui constituerait la racine du mal !

Mais examinons maintenant l'explication tortueuse et gênée offerte par le journal du P.C. chinois lui-même. « Même dans les conditions où le système fondamental répond aux besoins, il n'en existe pas moins certaines contradictions entre les rapports de production et les forces productives, entre la super-structure et la base économique. Ces contradictions s'expriment par les défauts (?) de certains maillons des systèmes économi-

ques et politiques. » Le texte ne précise pas par la suite quels sont ces « défauts » et quels sont ces « maillons » ; force nous est de caractériser tout cela comme du verbiage creux, tendant à cacher et non pas à révéler la vérité.

Ensuite : « La compréhension subjective de la réalité par les dirigeants du Parti et de l'Etat ne peut jamais être à 100 % conforme à la réalité objective ». Des erreurs sont donc inévitables ; elles peuvent être corrigées par la pratique, à condition de « s'appuyer sur les masses ». A la fin de sa vie, Staline ne s'est pas appuyé sur les masses ; donc ses erreurs sont devenues durables. Elles s'expliquent en partie par des « conditions objectives » : hostilité reconstruite ; difficultés dans la lutte pour le socialisme. Elles s'expliquent en partie par des causes psychologiques : ayant obtenu beaucoup de succès, Staline devint vaniteux. Et le bouquet est pour la fin :

« Puisque (!) les erreurs de Staline n'ont pas été de courte durée, elles ne peuvent être complètement corrigées en une seule matinée (!). Il est nécessaire pour cela de faire des efforts pendant une période relativement longue ; un minutieux travail idéologique et éducatif est nécessaire. »

Essayons de démêler tout ce fatras. Il s'agit d'erreurs d'une personne et non pas d'un système, nous dit-on au début. Mais ces erreurs (?) ayant été de longue durée, ne peuvent être « corrigées » (?) en une seule matinée. Elles s'étaient « transformées en erreurs (?) graves de caractère durable à l'échelle de l'Etat ». C'est donc que ces « erreurs » ont eu manifestement des suites institutionnelles qui ont survécu à Staline : manque de démocratie, arbitraire des dirigeants, puissance de la police, passivité politique des masses, etc. Et si ces phénomènes ne peuvent pas être éliminés rapidement, s'il faut même « une période relativement longue » pour les éliminer, s'ils se sont généralisés « à l'échelle de l'Etat », c'est donc que ces institutions se sont cristallisées, consolidées, ont poussé des racines profondes dans la société. D'où viendrait sinon ce pouvoir de permanence des « erreurs de Staline », longtemps après la mort du tyran, sinon de cette institutionnalisation ? Ayant commencé par nier le « système », les auteurs de l'article du « Jen Min Ji Pao » le reproduisent, le reconstruisent eux-mêmes par la suite, pièce par pièce !

Quelles sont donc ces « erreurs » qui ont survécu à leur auteur ? Des erreurs purement individuelles ? Mais depuis quand un seul individu a-t-il tant de pouvoir que d'imposer des idées erronées à un pays de 200 millions d'habitants, pendant toute une période historique ? D'après la méthode marxiste, des idées erronées d'une telle nature, c'est-à-dire des idéologies, sont l'expression déformée de la réalité parce que reflétant indirectement les intérêts sociaux d'une

couche sociale déterminée... Ayant commencé par « nier » la bureaucratie, les auteurs de l'article la voient surgir devant eux, tel un démon sorti de leur propre raisonnement. Attention aux apprentis-sorciers ! Toute critique de Staline aboutit toujours à une critique de la bureaucratie.

Mais sont-ce là vraiment seulement des « erreurs », l'exécution de milliers de personnes, la déportation de peuples entiers, la désorganisation de la défense nationale (et l'on pourrait y ajouter sans peine : la désorganisation de l'économie nationale par suite de la collectivisation forcée) ? Au lieu d'utiliser le terme subjectif de « crime » utilisons un terme objectif. Disons qu'à côté d'une série de mesures qui ont renforcé la base sociale de l'U.R.S.S., Staline a incontestablement commis une série d'actes qui mettaient cette base en danger. Qui pourrait douter de ceci, après la lecture du rapport Khrouchchev ? La liquidation systématique des cadres du Parti bolchevik n'était-elle pas un de ces actes ? Mais comment expliquer ce phénomène ? Par la folie d'un seul homme ? Ce serait, comme nous l'avons déjà dit souvent, du « culte de la personnalité à rebours », complètement étranger au marxisme. Un seul homme ne peut pas, par ses tics et ses manies, mettre en danger un système social tout entier. Seule une couche sociale déterminée peut le faire. L'individu agissant ainsi (Luther par rapport à l'Eglise catholique, ou Napoléon par rapport aux Empires semi-féodaux d'Europe centrale et orientale, pour ne donner que ces deux exemples), doit être considéré comme représentant de certaines forces sociales, historiques. Ce n'est qu'en tant que représentant de la bureaucratie que Staline a pu remplir ce rôle.

Le « Jen Min Ji Pao » affirme que les « erreurs » de Staline ont abouti à des violations de la démocratie soviétique, d'autant plus durables qu'elles s'étaient généralisées « à l'échelle de l'Etat » et que Staline « avait perdu le contact avec les masses ». Mais pour que des actes d'un seul homme puissent avoir de telles conséquences, il faut que cet homme dispose d'un pouvoir énorme, quasi-absolu. Un marxiste doit alors répondre à la question : dans l'intérêt de quelle couche sociale exerçait-il ce pouvoir, commit-il ces abus ? De quels intérêts sociaux ce pouvoir était-il l'expression ? Les violations de la démocratie soviétique étaient-elles l'expression des intérêts du prolétariat ? Manifestement non. De ceux de la bourgeoisie ? Manifestement non plus. Peut-être de la bureaucratie ? Le « Jen Min Ji Pao » refuse obstinément de poser la question...

Il est vrai qu'il dit en passant :

« Il se trouve également des gens qui tentent d'expliquer les erreurs de Staline par le fait que l'Etat gère les affaires économiques dans les pays socialistes, et qui estiment que si le gouvernement gère l'activité économique, il devient fatalement un « appareil

bureaucratique » qui empêche le développement des forces socialistes. Cela est également peu probant. Nul ne saurait nier que l'immense essor de l'économie de l'Union soviétique est précisément le résultat de la direction planifiée de l'activité économique par l'Etat des travailleurs, et les principales erreurs de Staline ont peu de rapport avec les défauts de fonctionnement de l'appareil d'Etat dans la direction des affaires économiques. »

Aucun communiste n'a jamais affirmé que la nationalisation des moyens de production aboutit fatalement à la bureaucratie. Mais permettez. Lénine était d'un avis fort précis à ce sujet. Lorsque l'appareil bureaucratique concentre entre ses mains les leviers de commande de l'économie, il ne supprime pas de ce fait le dynamisme de l'économie planifiée, qui même sous cette forme dégénérée reste infiniment supérieure à l'économie capitaliste. Mais en échappant en pratique au

LE TEST HONGROIS

Mais c'est l'affaire hongroise qui représente le meilleur test de la position théoriquement intenable du P.C. chinois. Staline est mort. Ses « erreurs » sont en voie d'être « liquidées » — pendant une période « assez longue » il est vrai — par le « grand Parti Communiste de l'Union soviétique ». Mais voici qu'en Hongrie presque la totalité du prolétariat s'engage dans un soulèvement armé contre les successeurs de Staline et leurs agents hongrois. Comment expliquer ce phénomène historique et social, de la plus grande importance ?

Les auteurs de l'article du « Jen Min Ji Pao » « l'expliquent », de la même façon qu'ils expliquent la bureaucratie : en passant le phénomène sous silence, purement et simplement. Mais il est bien connu qu'on ne peut pas agir de façon arbitraire avec les faits : ils finissent toujours par prendre leur revanche sur ceux qui veulent les ignorer. Les questions posées à ce sujet par Tito et Kardelj avec une insistance toute particulière gênent énormément les dirigeants du P.C. chinois. Et pour cause : car elles démontrent, à elles seules, toute l'absurdité du système d'explication « théorique » échafaudé par ces dirigeants-là.

Les conseils ouvriers se sont opposés systématiquement à Khrouchchev et à Kadar ? « Ce sont des contre-révolutionnaires », répond le « Jen Min Ji Pao ». « Pourquoi ne pas réclamer, comme le fit Lénine, que tout le pouvoir soit transmis aux conseils ouvriers », demande Kardelj ? « Vous voulez transmettre le pouvoir aux contre-révolutionnaires », répond le « Jen Min Ji Pao ». « Comment se fait-il que la quasi-totalité du prolétariat se soit soulevé, les armes à la main, contre cette soi-disant « dictature du

contrôle des masses il devient en effet un groupe de « personnages privilégiés, coupés des masses, placés au-dessus d'elles » et défendant avec bec et ongles ses privilèges économiques. Quoi d'étonnant à ce qu'il ait besoin d'un dictateur pour imposer cet état de choses révoltant à un peuple qui vient tout de même seulement de réaliser une révolution prolétarienne quelques années plus tôt ? Et les « défauts » du fonctionnement de l'appareil d'Etat, c'est-à-dire le fait que celui-ci est « émancipé » de tout contrôle d'en bas, n'était-il pas considéré par Lénine comme la définition même de la déformation bureaucratique ? Et cette déformation bureaucratique — développée au point de devenir une dégénérescence monstrueuse — n'est-elle pas précisément la racine de l'arbitraire policier, de la liquidation de milliers de communistes honnêtes, de la déportation de peuples entiers, qu'on voudrait nous présenter comme seuls produits des « erreurs d'une personnalité » ?

prolétariat » ? », demande Kardelj. « C'étaient des contre-révolutionnaires », répond le « Jen Min Ji Pao ». Mais voyons : la totalité du prolétariat peut-elle être « contre-révolutionnaire » ? C'est donc que la cause « révolutionnaire » que vous défendez est en pratique séparée de celle de votre classe, de la classe de laquelle vous vous revendiquez ? C'est donc qu'à un certain moment, elle devient une cause opposée à celle de votre classe ? Serait-ce par hasard — horresco referens — la cause de la bureaucratie ?

Des sophistes ont trouvé un précédent historique pour renforcer leur plaidoyer aussi monotone que révoltant en faveur des bouchers de Budapest : « Et Kronstadt, que faites-vous de Kronstadt ? Lénine et Trotsky ne se sont-ils pas opposés, eux aussi, à des travailleurs qui réclamaient le transfert du pouvoir aux soviets ? »

Laissons de côté la question, soulevée notamment par Trotsky, de savoir si les insurgés de Kronstadt étaient des ouvriers ou des fils de paysans fraîchement arrivés du village, et reflétant l'opinion petite bourgeoise bien plus que l'opinion prolétarienne. Peut-on comparer le soulèvement isolé d'un petit secteur (d'arrière-garde ou non, nous ne trancherons pas la question) de la classe contre le gouvernement bolchevik, avec le soulèvement de la classe tout entière ? Des tensions, voire des conflits, entre la dictature du prolétariat et tel ou tel secteur de la classe ouvrière sont inévitables ; lorsqu'ils prennent une forme aiguë, c'est de toute façon la preuve que quelque chose ne marche pas bien dans le système ; Lénine ne manqua pas de tirer cette conclusion de Kronstadt. Mais peut-on identifier de tels conflits au soulèvement du prolétariat tout entier, qui transforme en pure

fiction l'idée que le régime contre lequel il se soulève représente... la dictature du prolétariat ?

Sur le plan théorique, ces contradictions éclatantes, ce primitivisme manifeste, des thèses du « Jen Min Ji Pao », semblent inexplicables. Mais leur explication ne doit pas être recherchée dans les domaines se-reins de la théorie pure. Elle a des racines plus matérielles dans le sous-sol des intérêts sociaux. La direction du P.C. chinois est arrivée au pouvoir à la tête d'un soulèvement paysan qu'elle a réussi à canaliser à sa guise. Elle est, elle aussi, indépendante de tout contrôle par les masses, d'un Etat du type soviétique. Certes, sa bureaucratization est infiniment moins développée que celle de la direction de l'Etat russe. La lave vivante de la révolution chinoise lui impose une prudence et des contacts infiniment plus circonspects avec les masses de son pays. Mais de par sa mentalité, comme de par sa situation politique et matérielle, et de son orientation politique, elle se rapproche du statut d'une bureaucratie naissante. Son centrisme droitier reflète fidèlement ce statut social. Dans la dénonciation de Staline, elle a vu tout d'abord le moyen de rejeter définitivement toute forme de tutelle partielle que la bureaucratie soviétique voulait lui imposer. Elle a dénoncé le « chauvinisme de la grande puissance » et l'« ingérence dans les affaires des autres P.C. », dont le P.C. chinois eut tant à souffrir de la part du Kremlin. Elle a protégé Tito, elle a applaudi aux efforts du P.C. polonais de se rendre indépendant.

Mais lorsque survint la révolution hongroise, lorsque survinrent les conseils ouvriers, elle eut le même réflexe de panique que la bureaucratie soviétique. Ces conseils consolidés, c'était, à brève échéance, sa propre domination incontrôlée remise en question à l'intérieur même de son parti et de son pays. Plus que n'importe quelle autre

direction d'un P.C., la direction du P.C. chinois est en outre sensible à l'aspect international des luttes sociales ; la menace que font peser sur elle l'impérialisme américain et ses acolytes est beaucoup plus directe que la menace envers l'U.R.S.S. En tant que centristes bureaucratiques, les dirigeants chinois ne voient pas d'autre réponse à cette menace que l'alliance affirmée avec l'U.R.S.S. telle qu'elle est aujourd'hui. L'idée qu'une révolution politique victorieuse renforcerait considérablement le potentiel politique, économique et moral, et donc militaire, du bloc des Etats ouvriers, leur est absolument inaccessible. Quoi d'étonnant qu'ils aient alors dessiné cette courbe rentrante, appuyé les efforts de Khrouchtchev pour « limiter » les dégâts de la « déstalinisation » et mis, à leur tour, le P.C. yougoslave en accusation.

Mais l'histoire progresse irrésistiblement. L'analyse de la bureaucratie ; l'idée du pouvoir soviétique, du pouvoir des conseils ouvriers, opposé à l'omnipotence de la bureaucratie, ont remporté des triomphes en Pologne après avoir percé en Yougoslavie. Rien ne sert de crier « révisionnisme ». Textes en main, des communistes jeunes et vieux rappelleront les thèses de « L'Etat et la Révolution » et découvriront les véritables révisionnistes. Les exemples vivants joindront leur appel aux textes anciens mais combien ardents. Partout dans le monde, y compris en Chine, l'avenir est au pouvoir démocratique des conseils d'ouvriers et de paysans pauvres. Ceux qui ont combattu ces idées seront condamnés comme des porte-parole d'intérêts hostiles au prolétariat et à la révolution. Et ceux qui les ont défendues envers et contre tout recevront la place qu'ils méritent dans l'histoire du développement et du triomphe de la révolution mondiale et du communisme.

1^{er} mars 1957.

George EDWARDS

La crise de l'impérialisme britannique

La démission d'Eden et les remaniements du gouvernement marquent une étape précise de l'évolution de la crise à long terme que connaît le capitalisme anglais. Le gouvernement a annoncé une réduction des dépenses d'armement et une diminution des engagements de l'Angleterre. La débacle de Suez a dissipé les dernières illusions des classes dominantes sur leur aptitude à maintenir leur puissance internationale en dépit du changement des rapports de forces. La logique de la situation implique nécessairement, pour toute une période, une offensive accrue contre le niveau de vie des travailleurs.

L'Angleterre a connu, après la guerre, une longue période de prospérité d'une ampleur mondiale qui continuera dans l'avenir immédiat. Cela n'a servi qu'à masquer le déclin radical du pays par rapport à son ancienne position internationale. Jointe au soutien apporté au capitalisme britannique par l'Aide Marshall et le Prêt américain, au climat économique favorable dans le monde entier, avec un marché en apparence inépuisable, cette prospérité a étayé la position de la bourgeoisie anglaise. Cherchant à maintenir la « confiance », Thorneycroft, nouveau Chancelier de l'Echiquier, et le premier ministre ont prononcé, le 17 janvier, des discours dans lesquels ils vantaient la solidité fondamentale de l'économie et de la position internationale anglaise.

M. Peter Thorneycroft, parlant devant une assemblée des hommes d'affaires américains à Londres, a déclaré : « De 1948 à 1956, le taux d'accroissement de la production du Royaume-Uni a été aussi élevé que celui des Etats-Unis. Par rapport à 1938, l'augmentation de notre productivité nous met au premier rang de l'Europe ; on peut comparer les 30 % d'augmentation de l'Angleterre aux 10 % de l'Allemagne ». Ces comparaisons donnent un tableau erroné de la situation. Le taux d'accroissement de l'Amérique se calcule à l'échelle d'une économie 4 ou 5 fois plus grande que celle de l'Angleterre. De la fin de la guerre à 1948, l'économie allemande était dans un état de prostration. 1938 avait été une année de prospérité pour l'Allemagne, et une année de stagnation pour l'Angleterre.

En réalité, malgré l'existence du « boom », l'Angleterre a connu, tous les deux ans depuis la fin de la 2^e guerre

mondiale, une sorte de crise économique. L'économie britannique n'a pas été assez solide pour concilier le maintien de ses positions, son désir de rester le banquier du monde, avec le marché monétaire de la Cité, et ses engagements internationaux de grande puissance avec sa domination sur les territoires coloniaux et ses besoins de capitaux de rééquipement. Les tentatives faites dans ce sens ont dépassé ses capacités économiques, ralentissant, même dans les conditions les plus favorables, le développement de la production et la modernisation de l'industrie — ce qui a encore accentué les contradictions entre son potentiel réel et ses prétentions à la puissance mondiale.

Dans les représentants idéologiques importants du capitalisme anglais, le « Times », l'« Economist » et le « Financial Times », porte-parole des banquiers et des industriels, en ont tiré une juste leçon. L'« Economist » du 1^{er} décembre 1956 écrivait : « Il faudra réélaborer de toute urgence, une fois réglée l'échéance immédiate de Suez, les rapports adéquats entre nos engagements et nos ressources, et entre notre politique et avec les uns, et avec les autres... Si l'Angleterre décidait de devenir une autre Suède ou une autre Hollande — et si aucun pays ne devenait une autre Angleterre, remplissant son rôle de poisson pilote, le plus expérimenté pour guider le gros poisson protecteur américain dans la périphérie menacée du monde non-communiste — il pourra ne plus y avoir ni Suède, ni Hollande, à moins que le poisson pilote ne fasse travail salutaire en mordant le gros poisson.

« Telle est la vraie leçon de Suez. Cette crise a montré que la Grande-Bretagne ne pouvait mener à bien aucune aventure extérieure dans laquelle elle s'embarquerait seule. »

Ceci résume la banqueroute de l'orientation économique, financière, politique et militaire suivie par le capitalisme anglais depuis 10 ans. En dépit des 7 milliards de livres sterling dépensés en 5 ans pour la « défense », l'Angleterre a été incapable de maintenir sa domination sur le Moyen-Orient, face à l'opposition à l'invasion de l'Egypte manifestée par l'Union Soviétique, à l'impérialisme américain, aux mouvements de libération nationale des peuples coloniaux et à la classe ouvrière métropolitaine.

L'ANGLETERRE PERD LA COURSE

Au cours des cinq dernières années, les avantages relatifs que possédait l'Angleterre sur ses rivaux battus, l'Allemagne et le Japon, se sont largement évanouis. En même temps, l'impérialisme américain, qui a accru sa production au cours de la deuxième guerre mondiale, a énormément étendu la modernisation et le rééquipement de son industrie en vue de la concurrence sur les marchés internationaux. L'économie américaine est avant tout dynamique. En 1956, l'Amérique a dépassé la production de l'année précédente en capital marchandise. On prévoit qu'en 1957, un accroissement de 15 % des dépenses fera du boom actuel sur le capital marchandise le plus long et le plus important qui ait jamais été connu. On envisage, par anticipation, pour 1957 que 14 milliards 400 millions de dollars seront dépensés par la bourgeoisie industrielle pour l'équipement et les nouvelles usines. 40 milliards seront dépensés par l'ensemble du secteur privé. Le volume physique augmentera de 5 %, après une autorisation d'augmentation des prix.

En 1956, il y a eu aux Etats-Unis une augmentation de 2,5 % du produit national brut pour un total de 412 milliards de dollars, soit environ 147.143 millions de livres. On a enregistré un progrès de 17 % des exportations sur un total de 24 milliards de dollars, soit plus de 8 milliards 500 millions de livres. A la fin de 1956, le niveau annuel arrivait à 21 milliards de dollars, soit environ 7 milliards 500 millions à la fin de 1955. Les importations se sont élevées de 1 milliard de dollars, soit un niveau annuel de 20 milliards de dollars, c'est-à-dire plus de 7 milliards de livres... Les investissements

UNE BALANCE COMMERCIALE PRECAIRE

Dans ses tentatives de jonglerie avec ses prétentions impérialistes, sa position de marché monétaire (aujourd'hui encore la livre sterling reste la monnaie d'échange pour 50 % du commerce mondial), l'économie anglaise a dépassé ses propres capacités. Dans ces conditions, la base du capitalisme anglais est si fragile que la vente, sur le marché intérieur en expansion, d'un peu plus de voitures, de frigidaires ou de meubles peut placer aussitôt l'économie dans une situation difficile. Le « Financial Times » gémit : « D'après l'expérience de 1954-1955, un boom même modéré sur les voitures ou quelques produits ménagers agirait de telle façon sur la marge d'importation que la balance des paiements serait sérieusement alourdie ».

Le « Financial Times » du 1^{er} janvier commente la catastrophe de Suez : « Les Etats-Unis peuvent marcher seuls — et ils le feront si leurs intérêts vitaux sont atteints —. De la même façon, la Russie a marché seule — oh ! combien — dans l'affaire hongroise. Nous ne pouvons agir de même, pour la raison très simple que nous ne sommes plus une grande puissance au sens où le sont l'Amérique et la Russie.

privés à l'étranger ont augmenté de 50 %, s'élevant à 3 milliards de dollars (plus d'un million de livres). L'Amérique a complètement distancé sa rivale britannique.

L'accroissement de la différence entre l'Amérique et l'Angleterre sur le plan du rééquipement industriel et commercial peut être illustré par un fait intéressant. L'an dernier, il s'est vendu en Amérique pour un milliard de dollars de machines à calculer électroniques. Au cours de la même période, il s'en est vendu pour 2 millions de livres en Angleterre.

L'Amérique dépense chaque année plus de dix fois la somme consacrée par le Royaume-Uni à de nouveaux investissements de capitaux. La conséquence en est que la marge entre l'économie américaine et l'économie anglaise augmente au lieu de diminuer. L'Angleterre est passée très loin en queue de la course; ses maigres épaules, à peine un peu plus larges que celles de la France, ont été trop faibles pour supporter le fardeau d'un essai de politique indépendante — indépendante de l'Amérique.

Le fardeau de sa position mondiale a encore affaibli la puissance de l'impérialisme anglais. Au cours des derniers 18 mois, avec la politique déflationniste du gouvernement conservateur, la production britannique est virtuellement demeurée au point d'arrêt. Le « Financial Times » se plaint : « Depuis l'automne 1955, la production anglaise est restée statique, alors qu'au cours de la même période, toute une série de pays d'Europe continentale ont enregistré des progrès allant de 5 à 10 % ».

Il nous faut accepter le fait que, sous le nouveau régime, nous ne pouvons plus nous permettre de mener des guerres d'importance secondaire. Comment alors subviendrions-nous à une guerre générale, si par une chance contraire nous devions le faire, étant donné les niveaux actuels de nos dépenses et de nos impôts ? »

Tout en étant en déclin, l'Angleterre était, avant la deuxième guerre mondiale, une des plus grandes nations créditrices du monde; elle est devenue maintenant la plus grande débitrice. Malgré les sifflements allégres de Thornycroft et Mac Millan, qui cherchent à se convaincre eux-mêmes que tout va bien, les faits parlent d'eux-mêmes. Dans le domaine des investissements étrangers, le Royaume-Uni était, avant 1914, la principale source de capitaux. Depuis longtemps, elle a été remplacée par l'Amérique. En 1914, les investissements américains s'élevaient à 3 milliards 514 millions de dollars. En 1940, ils avaient atteint un peu plus de 10.500 millions de dollars; en 1950, ils dépassaient 19.400 millions de dollars. Dans le Royaume-Uni, le processus a été inversé: en 1913, le niveau

des investissements étrangers étaient de 757 millions de livres. En 1938, il était tombé à 754 millions de livres. En 1951, il avait atteint le chiffre nominal de 245 millions de livres.

En 1925 encore, les Etats-Unis expor-

taient 20 % de leur production de matières premières. En 1950, ils importaient 8 % des matières premières dont ils avaient besoin et, depuis lors, le chiffre a constamment augmenté.

CHUTE DE LA PART DES EXPORTATIONS

Dans la lutte pour les exportations, la part relative du Royaume-Uni a commencé à décliner. L'année dernière même, où la compression des crédits a donné un élan aux exportations, le volume des exportations, si l'on laisse de côté les effets désastreux de l'aventure de Suez, le volume respectif des exportations de l'Angleterre et de ses principaux concurrents a été le suivant pour les neuf premiers mois de l'année: Royaume-Uni, 19,3 % du total mondial; Allemagne de l'Ouest, plus de 16 %; Etats-Unis, 25 %; et Japon, 5,5 %. Mais l'on prend comme indice 100 le volume des exportations en 1950, la France arrive à 137, l'Allemagne de l'Ouest à 258, le Royaume-Uni à 106,

les Etats-Unis à 134 et le Japon à 192. Entre 1953 et 1955, l'augmentation du taux général annuel moyen du volume des exportations a été de 6 % pour le Royaume-Uni, de 11 % pour la France, de 19 % pour l'Allemagne, de 27 % pour le Japon, et de 8 % pour les Etats-Unis. Entre 1953 et 1955, la part de l'Allemagne de l'Ouest dans le commerce mondial des objets manufacturés est passée de 13,3 % à 15,6 %. Le Royaume-Uni est tombé de 21,3 % à 19,5 %. Et encore, en 1950, la part de l'Allemagne de l'Ouest était de 7,3 % et celle du Royaume-Uni de 25,3 %. Pour le moment, l'extension du commerce mondial masque le changement relatif de la position anglaise.

LE FARDEAU ECRASANT DE LA « DEFENSE »

Selon un livre blanc publié par le gouvernement, le volume total du commerce mondial a augmenté de 40 % entre 1950 et 1955. La part de l'Angleterre est tombée de 25 % à 20 %. Cela la rend inférieure à la part qu'elle avait avant la guerre dans le total du commerce mondial. Et cela avec un marché en extension.

Une des principales causes du déclin continu de l'Angleterre par rapport à ses rivaux est l'énorme extension de ses dépenses d'armement, effectuée afin de tenter de se maintenir sur un pied d'égalité avec la Russie et l'Amérique et, surtout, de dominer les pays coloniaux et semi-coloniaux tel que le Moyen-Orient. En mai dernier, Mac Millan, l'actuel Premier ministre (qui a inauguré sa charge en taillant les dépenses de défense qui, selon ses suggestions doivent finalement être de l'ordre de 300 millions de livres par an) se glorifiait des différences entre les charges d'armement de l'Angleterre et de ses alliés européens de l'O.T.A.N. Il disait: « En 1954, en Angleterre, nous avons consacré 9 % de notre produit national brut à la défense. Le chiffre pour l'ensemble des autres pays de l'O.E.C.E. était de 5 %. Avec 7 %, la France dépassait cette moyenne... L'Allemagne de l'Ouest arrivait à 4 %. Par rapport au reste de l'Europe occidentale, nous consacrons une part deux fois plus importante de nos ressources à la défense.

« Supposons que notre chiffre soit aussi de 5 % et non de 9%..., notre programme de défense ne dépasserait pas 1.500 millions de livres par an, il serait environ de 800 millions de livres, ce qui nous donnerait 700 millions de ressources disponibles. Si nous investissions seulement la moitié de ces 700 millions dans les exportations, notre balance commerciale serait complètement transformée. Et si nous consacrons l'autre moitié à des in-

vestissements fixes, il y aurait beaucoup moins de commentaires critiques sur le faible pourcentage de nos investissements... »

« Avec 700 millions de dépenses en moins, je serais certainement à même d'opérer de notables réductions d'impôts. Ce serait une façon d'encourager l'épargne et de financer davantage d'investissements. » Mais il s'empressa d'ajouter, obsédé encore par le rêve de la position mondiale de l'Angleterre. « Nous savons que cela n'est pas possible. Nous ne nous conduirons pas en irresponsables. »

Et maintenant... tard dans la soirée, les capitalistes britanniques ont réalisé qu'en dernière analyse la puissance mondiale dépend de la puissance économique.

L'Amérique et la Russie peuvent dépenser 10 % et plus de leur produit national brut en armement et accroître encore énormément leur puissance productive. Pareille chose serait hors des possibilités du capitalisme anglais.

Dans le passé, la puissance industrielle anglaise était basée sur sa primauté industrielle. Celle-ci s'est évanouie; automatiquement, malgré des efforts frénétiques, la position mondiale de l'Angleterre a empiré. Le véritable changement du rapport des forces est montré par le total des dépenses en investissements fixes de l'Angleterre et de ses rivaux. Dans la période 1950-1954 les investissements fixes bruts s'élevaient en moyenne à 21 % du produit national brut de l'Allemagne de l'Ouest et à 14 % de celui du Royaume-Uni. L'économiste bourgeois Roy Harod avertit: « Selon l'office d'enquête commerciale, le capital de dépense pour l'industrie manufacturière et le capital de dépense pour le matériel et l'équipement en particulier, n'étaient pas prévus, avant le blocus de Suez, comme devant être supérieurs en 1957 à ce qu'il était en 1956.

Ceci est en soi-même peu satisfaisant ; ceci contraste avec une enquête identique des Etats-Unis, qui laisse prévoir pour 1957 une augmentation substantielle des investissements ».

Le « Financial Times » commente l'augmentation du capital d'investissement qui eut lieu en 1955 et, malgré les réductions de crédit, continua en 1956 : « On ne peut vraisemblablement tabler sur une poursuite de l'augmentation pour cette année (1957). Pour ce qui est des machines outils, la capacité de production dépasse maintenant substantiellement le rythme d'arrivée des commandes. Les commandes nouvelles de consommateurs locaux ont connu un déclin particulièrement marqué ». En dépit du boom d'ensemble, la production industrielle du Royaume-Uni a décliné par rapport à celle de ses principaux concurrents. Si l'on prend 1948 comme indice 100, la production de la France atteignait 149 en 1955, celle de l'Allemagne de l'Ouest 331, celle du Royaume-Uni 139, celle des Etats-Unis 133, celle du Japon 310, et le pourcentage d'augmentation par rapport à l'année la plus favorable de l'avant-guerre était de

LE VOLUME DES INVESTISSEMENTS FIXES

Au cours des cinq années 1950-1954, le volume des investissements bruts a augmenté de 19 % en France, de 41 % en Allemagne de l'Ouest et de 15 % seulement dans le Royaume-Uni. En 1950, la consommation totale par tête était de 529 dollars en France, de 423 dollars en Allemagne, de 699 dollars dans le Royaume-Uni. Le taux d'accumulation par tête en France s'est situé entre 7 et 8 livres pendant ces années. En Allemagne de l'Ouest, entre 13 et 14 livres en moyenne ; dans le Royaume-Uni entre 5 et 6 livres. L'enquête économique indique, qu'exprimés en prix de 1948, les investissements fixes nets étaient de 676 millions de livres en 1938 dans le Royaume-Uni, et de 705 millions de livres seulement en 1954.

Le capitalisme anglais a été particulièrement chanceux qu'un changement favorable de quelques pourcentages soit intervenu dans les conditions commerciales au cours de ces trois dernières années. Néanmoins, à longue échéance, les mêmes facteurs seraient désastreux pour l'Angleterre. La différence des prix entre les produits primaires et les produits industriels, favorable aux accords commerciaux, implique à la longue une réduction des importations des pays producteurs de produits primaires.

Dans le domaine de la technique et de l'éducation, l'Angleterre passe au dernier rang. L'Amérique a 900.000 ingénieurs et cadres scientifiques. L'U.R.S.S. en aura 1.200.000. A l'heure actuelle, 350.000 ingénieurs et techniciens professionnels sont formés en Union Soviétique ; il y en aura 50 % en plus en 1960, et l'Angleterre n'en forme que 21.000 par an. Les chiffres de l'Amérique, bien que largement inférieurs, peuvent se comparer à ceux de l'U.R.S.S. En même temps, la dépense

150 % pour la France, de 170 % pour l'Allemagne de l'Ouest, de 166 % pour le Royaume-Uni, de 217 % pour les Etats-Unis et de 148 % pour le Japon. Le « Financial Times » commente : « Par comparaison avec les résultats obtenus depuis 1951, il est clair que l'Angleterre s'est rangée parmi les économies stagnantes... »

... Il est dangereux que la production de l'Allemagne, de la Russie et de l'Amérique ait largement distancé celle de l'Angleterre ; le taux d'augmentation récent du Japon laisse penser que le contraste favorable entre ce pays et le nôtre est seulement passager ». Ce qui marque la gravité de la situation est que 1955 a été une année de prospérité pour l'Angleterre. L'enquête économique sur l'Europe en 1955, publiée par les Nations Unies l'an dernier, dit : « ... Le seul pays (d'Europe occidentale) pour lequel la part d'investissements fixes dans le produit national brut est tombée, est le Royaume-Uni, dans lequel pour toute la période d'après-guerre, il a été consacré aux investissements d'une part du produit national inférieure à celle de 1938 ».

totale pour les recherches industrielles dépassent de loin, en Amérique, celles de l'Angleterre ; et en Angleterre, les deux tiers de l'argent dépensé pour les recherches industrielles l'est dans le domaine des armements. Ceci sape encore davantage sa position dans la concurrence.

Dans le passé, la position de Londres comme marché financier du monde était renforcée par la puissance de sa monnaie. Maintenant il y a une inflation continue, due aux effets de tarissement de l'économie qu'a le capital fictif des énormes dépenses d'armement. En raison de ses guerres coloniales et de ses efforts pour maintenir sa domination impérialiste, l'impérialisme français se trouve dans un goulet identique. Le pouvoir d'achat du mark a diminué de 6 % en 8 ans. Au cours de la même période, le franc français s'est effondré de 50 % et la livre sterling est tombée d'un tiers. (Tout ceci n'empêche nullement bien sûr, ajouterons-nous en passant, les classes dominantes de prétendre solennellement que les augmentations de salaire sont la cause de l'inflation. Ni leur propagande d'avoir quelque effet sur certains secteurs de la direction des Trade-Unions et du mouvement travailliste.)

De plus, une partie des dépenses britanniques pour les armements se fait à l'étranger, aggravant ainsi le déficit chronique de la balance des paiements. 150 millions de livres de monnaie étrangère ont été dépensées de la sorte en 1956.

Conséquence de la crise déterminée par l'affaire de Suez : le Royaume-Uni a emprunté 1.300 millions de dollars au Fonds Monétaire International et a réclamé un renoncement au prêt du Canada et de l'Amérique.

La perspective du capitalisme anglais est sombre. Notons incidemment que le taux d'accroissement de la production, dans

les années du gouvernement travailliste, n'était pas beaucoup plus élevé que sous les conservateurs.

EFFETS DES COMPRESSIONS DE CREDIT

Les compressions de crédit de ces derniers 18 mois ont été délibérément imposées pour exercer une pression sur la classe ouvrière. Le coût des énormes programmes d'armement et de tentatives anglaises de maintenir l'ancienne puissance impériale devait être rejeté sur les épaules de la classe ouvrière, et dans une certaine mesure, des classes moyennes et des petits hommes d'affaires. Les dépenses pour la construction passèrent de 354.000 maisons bâties en 1954, à 324.000 en 1955 et à moins de 300.000 en 1956. En même temps les dépenses pour la consommation tombèrent et, dans certaines branches du commerce et de l'industrie, il y eut un développement du travail à mi-temps et du chômage. En 1956, la Chambre de Commerce confirme que « quand en avril dernier, il fut procédé au bilan semestriel, onregistra que l'augmentation dans les enveloppes a été moindre que celle de l'index officiel. C'est un symptôme du succès à ce jour de la politique anti-inflationniste... »

« C'est à une réduction des heures supplémentaires et à une augmentation du travail à mi-temps que le changement d'avril dernier peut être attribué. Cette tendance s'est accentuée depuis. Généralement il y a eu une dislocation de l'industrie. Dans l'industrie mécanique et les transports, il y a eu réduction de travail et surabondance. Et la perspective pour 1957 est sombre, à cause des effets de Suez aussi bien que des compressions de crédits ». Un des économistes bourgeois les plus en vue prédit sombrement que, cette année, la production industrielle sera presque sûrement inférieure à celle de 1956. « Le pétrole n'entre que pour 10 % dans la consommation énergétique des industries anglaises, si bien que l'actuelle réduction de 10 à 15 % peut-être réduire l'indice de production industriel d'environ 1 %. De plus, puisque les pénuries de pétrole ne sont prévues que pour six mois, l'effet net pour un an serait seulement une chute de 0,5 %... La réduction sera de 1,2 % pour un an. » Il est clair que, même dans le meilleur des cas, la production ne peut s'élever que très faiblement. En même temps, tout le fardeau des compressions de crédits continuera à être supporté par la classe ouvrière, les classes moyennes et les petits industriels. En même temps, les profits industriels pour 1956 de 3.000 grandes compagnies s'est élevé de 1.930 millions de livres à 2.100 millions, si bien que même sur une telle base la classe ouvrière ne s'en tire pas trop mal.

Cependant, les porte-parole typiques des classes dominantes, tout en exhortant les travailleurs à travailler plus dur, à pratiquer le jeûne et l'abstinence, et, surtout, à ne pas réclamer d'augmenta-

tions de salaire, etc., n'en sont pas moins remplis de pressentiments sur l'avenir à long terme. Tandis que les leaders travaillistes ont gobé l'optimisme facile des mesures gouvernementales, moyens d'éviter la chute, les vrais dirigeants du système, banquiers et industriels, sont beaucoup plus sceptiques. Lord Harlech, directeur de la Midland Bank, dans son rapport moral aux actionnaires, avertit, après s'être plaint de l'affaiblissement des conditions économiques : « L'extension des responsabilités mondiales pour l'orientation du développement des affaires économiques a réduit la probabilité, si elle n'a pas supprimé la possibilité d'une répétition d'une dépression prolongée comme celle des années 30 ».

Les mesures que banquiers, industriels et marchands réclament consistent à utiliser les économies faites sur la défense et les autres dépenses gouvernementales pour réduire l'impôt sur les bénéfices et les revenus, tout en continuant les mesures de limitation de la consommation ouvrière.

L'orientation vers l'Europe, le Marché commun et la zone européenne de libre échange sont, de la part du gouvernement et des classes dominantes, des gestes de désespoir pour s'opposer aux deux colosses modernes. Mais les conditions de l'Europe ne sont pas meilleures que celles de l'Angleterre. Les demi-mesures ne résoudre pas le problème. Au premier signe de dépression, chaque Etat national européen essaie de prendre des mesures nécessaires à la défense de sa propre économie, aux dépens de ses concurrents.

En même temps, les principales nations capitalistes ont accru leurs exportations au cours des dix dernières années ; la nature des exportations est passée des biens de consommation aux machines, constructions mécaniques et capitaux pour l'essentiel. En conséquence, un amoindrissement du marché les affectera toutes.

Parallèlement, la classe dirigeante a toléré, à contre-cœur, le plein emploi, pour des raisons essentiellement politiques, dans la crainte des conséquences politiques qu'entraînerait toute grande chute de l'emploi. Dans un discours prononcé à Newcastle, le 6 décembre, Sir Graham Huyman, Président de la Fédération britannique de l'Industrie, a déclaré « que depuis la guerre, l'économie a été accablée par ce qu'on a exigé des ressources du pays plus qu'elles ne pouvaient donner. Le résultat en a été un hyper plein emploi. Et une chute continue de la monnaie ».

Ainsi, le nouveau gouvernement Mac Millan se prépare-t-il, sous les auspices de ses maîtres, les propriétaires fonciers, les banquiers et les capitalistes, à refuser

toute concession véritable à la classe ouvrière. Toute augmentation de salaire ne sera accordée qu'après des luttes ouvrières; ou alors elle sera de telle nature

que sa portée sera affaiblie par des augmentations du coût de la vie. Ce qui sera glissé dans la poche gauche des travailleurs sera escamoté dans la droite.

LUTTES OUVRIERES

Les travailleurs ne sont pas disposés, après les formidables efforts de l'après-guerre, à voir leur gain mis en pièce. En 1955, il y a eu plus de jours perdus pour faits de grèves (3.794.000) qu'en aucune autre année depuis 1932. Dans la première moitié de 1956, on a dénombré 1.395 conflits économiques contre 1.209 dans la première moitié de 1955. 286.000 travailleurs environ y participèrent et 118.000 jours de travail furent perdus — ce qui dépasse les chiffres les plus élevés de 1955. Ces mouvements, sur le plan économique, sont une indication de l'impatience croissante des travailleurs à l'encontre des mesures de classe du gouvernement conservateur; c'est pour essayer d'affaiblir la pression de la classe ouvrière que les compressions de crédit furent introduites.

Dans de telles conditions, la classe dirigeante peut se doper pendant l'année 1957, en dépit du coup que représente la pénurie de pétrole. Depuis 1931, elle a subi une série de désastres diplomatiques et économiques, de retraites et de défaites. La victoire sur Hitler et le Japon fut une victoire surtout pour l'Amérique et la Russie. L'Angleterre ne fut qu'un vainqueur nominal.

Les conditions nouvelles font que le règlement de compte de l'impérialisme anglais, si longtemps ajourné, ne peut plus être repoussé indéfiniment. Une nouvelle poussée des masses vers le Labour est inévitable. Dès maintenant, l'état d'esprit de la classe ouvrière a poussé les dirigeants des Trade-Unions et du Labour dans l'opposition — au moins en gestes et en paroles. Par suite de la crise de Suez et de la politique intérieure de la classe dirigeante, il a fallu briser la semi-coalition à peine déguisée avec les conservateurs.

La situation économique esquissée ci-dessus prouve que les demi-mesures ne peuvent résoudre les problèmes de l'Angleterre. Le climat économique de 1945-1951 ne peut se renouveler.

Les leaders de droite du Labour Party se vantent toujours de leurs vues « dures », « pratiques », libres de tout « doctrinarisme » et de tout « idéalisme nébuleux ». Les résultats, on peut les voir dans leur réponse aux problèmes de l'économie anglaise. Bien qu'ils condamnent les conservateurs pour leur soutien des intérêts du grand capital, avec les désastreuses conséquences économiques que nous avons vues, bien qu'ils suggèrent d'augmenter quelques impôts directs sur les revenus des sociétés, qu'ils agitent de vagues menaces d'un impôt sur les bénéfices du capital, leurs solutions sont aussi futiles et impuissantes que celles des conservateurs qui, du point de vue des intérêts capitalistes, sont plus logiques.

Les dirigeants travaillistes acceptent généreusement les limites du système économique actuel et la politique qu'ils proposent à la son point de départ. Leur solution au problème a été esquissée par D. Jay dans le débat sur la crise économique (Hansard, 20-12-56). « Nous devons consulter les intérêts des pays du Commonwealth; nécessité d'un surplus de la balance des paiements et d'un plus haut taux d'investissement, etc. »

Leurs arguments reçoivent des Tories une réponse irréfutable: « Nous aussi partageons ces objectifs ». Mais comment y parvenir? Les intérêts des pays capitalistes du Commonwealth ne sont pas toujours les mêmes que ceux de l'Angleterre, comme on peut le voir d'après les restrictions à l'import-export effectuées l'an dernier par l'Australie et la Nouvelle-Zélande. L'idée de « contrôles sélectifs » est fantastique en face d'un élèvement des niveaux de production. Ce genre de contrôle ne peut fonctionner que, dans une période de pénurie universelle, dans un marché sans limitation. En fait, c'est le gouvernement travailliste qui a fait lui-même un « feu de joie » de presque tous les contrôles, aussitôt que les restrictions ont commencé à disparaître. L'impôt direct ne peut être qu'une fadaïse et, dans la mesure où il les gêne, les capitalistes exporteront leurs capitaux, d'une façon ou d'une autre, légale ou illégale.

Réclamer un taux d'investissement plus élevé sonne bien; mais ce n'est là que pure phraséologie. Les capitalistes n'investissent pas leurs capitaux par patriotisme, mais pour y trouver plus de profit. Si le profit est entravé par des impôts plus élevés, ou si le marché est en déclin, ils ne seront pas disposés à risquer leur argent. S'ils ont toléré les contrôles du gouvernement travailliste, c'est parce que grâce à eux, ils faisaient les plus hauts profits de toute leur histoire.

Qu'arrivera-t-il si les capitalistes n'écoutaient pas leurs plaidoiries? S'il y a une « grève » du capital et l'habituelle conspiration de la Cité de Londres?

Des gestes pieux aux mânes de Cripps ne reconcilieront pas les travailleurs avec les sacrifices que les dirigeants travaillistes croient nécessaires au rétablissement de la balance des paiements. Les travailleurs ne répondront pas aux appels au « sacrifice » qui entreront en conflit avec les promesses de réformer et d'élever le niveau de vie, sauf si, à la place de la route sans fin des sacrifices, des désastres et des nouveaux sacrifices, une vraie perspective socialiste leur est offerte.

Les éléments d'avant-garde, dans et hors le Labour Party, doivent expliquer aux militants travaillistes de base et aux masses: si les dirigeants travaillistes com-

UNE NECESSITE VITALE : LE PROGRAMME SOCIALISTE

menent maintenant une lutte sérieuse contre les conservateurs, en popularisant les rudes faits économiques, s'ils offrent la seule alternative pratique des mesures socialistes radicales, le pouvoir ne restera pas longtemps entre les mains de l'actuelle clique. Le Labour serait porté au pouvoir par une vague d'opposition irrésistible à la politique sans espoir de la classe dirigeante.

Depuis que le climat économique a changé, les réformes au sein du système actuel sont impossibles. La Gauche révolutionnaire doit mettre en avant ses revendications. Le Labour doit lutter pour le pouvoir sur la base d'un vrai programme socialiste. L'Angleterre est au bord de l'abîme. L'époque n'est plus des rapetassages et bavardages sur la doctrine de Keynes. La politique de Keynes a mis l'Angleterre dans un gâchis. Le

niveau de vie relativement élevé, obtenu sur la base de l'ancienne suprématie de l'impérialisme anglais, ne peut être conservé. Le peuple anglais devra faire face à deux solutions: ou bien un vrai programme socialiste, ou bien le désastre économique, politique et social avec l'effondrement du niveau de vie. Un plan socialiste, avec la nationalisation de toutes les industries doit être à la base du programme du Labour Party et des Trade-Unions; le programme de l'avant-garde doit être mis en avant, comme tâche fondamentale du futur gouvernement travailliste. Une telle politique, accompagnée d'un appel aux travailleurs d'Europe et des colonies pour une collaboration dans l'intérêt commun au sein d'une Confédération des Etats Socialistes, est la seule solution aux problèmes qui se posent à la classe ouvrière.

Vers une Conférence nationale des Conseils Ouvriers en Pologne (D'un correspondant de Varsovie)

Quelque peu ralentie pendant la période préélectorale, la vague révolutionnaire qui entraîne aujourd'hui une partie importante de la classe ouvrière polonaise, a de nouveau franchi un obstacle important sur la voie de la démocratie socialiste, en déclenchant une riposte vigoureuse contre la tentative des éléments réactionnaires (staliniens) et centristes de freiner ou de saborder la gestion ouvrière.

Les 11 et 12 février se sont réunies, à Varsovie et à Chrzanow, dans deux importantes usines, l'usine Kasprzak (appareils de radio) et l'usine Fablok (construction de locomotives), des conférences régionales des conseils ouvriers des provinces de Varsovie et de Cracovie. A la deuxième conférence assistaient des délégations des usines les plus importantes de tout le pays.

Dans les deux cas, de nombreux orateurs ont, au cours de discussions passionnées et souvent orageuses, violemment dénoncé le maintien de l'appareil bureaucratique qui continue à saboter l'extension des droits des conseils ouvriers. Ils ont exigé:

1. La convocation d'une conférence nationale des conseils ouvriers qui élirait une direction nationale des conseils et la doterait d'une presse à elle, symbolisant le transfert du pouvoir dans les usines aux conseils et permettant un échange d'expérience qui faciliterait la mise au point du fonctionnement pratique des conseils;

2. Le transfert des prérogatives des administrations centrales de branches d'industrie à des conférences de conseils d'ouvriers, et la dissolution de ces administrations;

3. La mise en application immédiate et obligatoire du décret sur les conseils ou-

vriers dans toutes les entreprises et l'élaboration de nouvelles mesures législatives élargissant considérablement la compétence des conseils.

Deux faits significatifs méritent d'être soulignés. D'abord, le fait que des journaux polonais avaient spontanément pris l'initiative de convoquer la conférence de Chrzanow, rétablissant ainsi cette unité d'action entre les éléments de la gauche intellectuelle et l'avant-garde ouvrière, qui avait fait la victoire de la Révolution d'octobre et qui semblait menacée au cours des derniers mois par une certaine désorientation dans les milieux intellectuels.

Ensuite, les représentants les plus qualifiés de la classe ouvrière n'ont pas hésité à rappeler à l'ordre le Parti et à le placer devant ses responsabilités. Ainsi à la conférence des conseils ouvriers de Varsovie, des délégués ont attiré l'attention de l'auditoire sur le fait que les éléments bureaucratiques qui sabotent l'essor des conseils ouvriers, c'est-à-dire qui sabotent les directives du VIII^e Plénum (d'octobre) du Parti, sont tous des membres du Parti habitant surtout deux quartiers de Varsovie. Ils ont exigé que l'organisation du Parti se mobilise dans ces deux quartiers pour amener à la raison ces éléments bureaucratiques. Ces suggestions ont été approuvées avec enthousiasme par la conférence qui s'est tenue sous le signe des deux mots d'ordre que voici:

— Tout le pouvoir dans les usines aux conseils ouvriers!

— Lutte résolue contre les bureaucraties, sans égards pour les postes qu'ils occupent ni pour les mots d'ordre avec lesquels ils se camouffent.

Hugo GONZALEZ MOSCOSO

La révolution bolivienne approche de son point critique

Les travailleurs boliviens, par leur insurrection triomphante du 9 avril 1952, avaient porté au pouvoir un parti qui n'était pas le leur : le M.N.R. Aussi, pour témoigner de leur méfiance à son égard, créèrent-ils en même temps leurs propres organisations dans tout le pays, tels la C.O.B. et les syndicats avec de larges fonctions politiques, et établirent le contrôle ouvrier dans l'administration et l'industrie. Pratiquement la victoire ouvrière d'avril ouvrit une période de dualité de pouvoir opposant ces organisations révolutionnaires au pouvoir gouvernemental contrôlé par la direction petite bourgeoise du M.N.R.

Mais une telle situation ne pouvait ni se stabiliser ni durer longtemps. Elle doit se résoudre soit par le renforcement des embryons du pouvoir ouvrier permettant le passage à la formation d'un gouvernement ouvrier et paysan, soit par le renforcement du pouvoir bourgeois pouvant affaiblir le mouvement ouvrier et ouvrir un processus de liquidation de la révolution et de ses conquêtes.

Les cinq années de révolution vécues par la Bolivie ont été des années de lutte entre ces deux forces, se disputant l'hégémonie l'une à l'autre.

La politique gouvernementale pratiquée par le M.N.R. a constamment visé à enrayer le développement révolutionnaire, à maintenir la révolution d'avril dans le cadre du respect de la propriété privée et du développement capitaliste du pays. Cette orientation, qui avait été représentée par l'ex-président Paz Estensoro est aujourd'hui accentuée par le président Siles Zuazo à la tête d'un gouvernement

LES BUTS DE SILES ZUAZO

Parmi les membres du gouvernement M.N.R., personne n'a mieux exprimé que le président Siles Zuazo les aspirations des couches bourgeoises et petites bourgeoises aisées, ni n'a mieux apaisé de ce fait la « rosca ». Dans son discours du 17 octobre dernier, Siles Zuazo regrettait que la révolution ait eu des « répercussions dangereuses dans l'organisation et l'autorité de l'Etat ». Bien sûr, il se garda de préciser de quel Etat il s'agissait. Cependant, la nature de celui-ci ne pouvait pas ne pas se révéler à travers le discours présidentiel. On apprenait donc que « le

droitier, pro-impérialiste, conciliateur à l'égard des couches les plus réactionnaires du pays (l'oligarchie). Mais si le M.N.R. a pu donner une telle orientation au gouvernement, c'est grâce au consentement et à la collaboration que sa direction obtint des directions syndicales bureaucratiques, notamment de celle de la C.O.B. Cependant, les masses boliviennes, malgré le rôle joué par ces directions, ont enrichi leur esprit révolutionnaire d'une grande expérience sur les possibilités et les limitations de ce gouvernement, et elles se maintiennent fermes, sur un pied de combat.

Avec l'année 1957 s'ouvre pour la révolution bolivienne une étape décisive, l'étape où son sort sera joué. La lutte qui va décider du recul ou de la progression de la révolution est aujourd'hui engagée autour des problèmes relevant d'une situation économique qu'on voudrait stabiliser. Nous assistons en Bolivie à un regroupement des forces, à leur extrême polarisation et à des luttes qui annoncent l'approche de grandes batailles.

Comprendre la dynamique de la situation présente bolivienne afin de s'y orienter correctement est une question vitale non seulement pour les travailleurs boliviens mais aussi pour le mouvement marxiste révolutionnaire et les grandes masses de l'Amérique latine. Le sort de la révolution bolivienne se trouve étroitement lié aux développements révolutionnaires du continent sud-américain, la lutte engagée aujourd'hui en Bolivie s'inscrit donc dans la lutte plus générale des masses latino-américaines.

gouvernement se voit entravé dans son travail par la lutte de certaines forces se disputant l'hégémonie », que cela « nous conduisait à l'anarchie » car « le principe d'autorité se voyait brisé », alors que « le régime constitutionnel doit fonctionner sans que des influences étrangères viennent nuire aux compétences propres à chaque organisme ». Siles Zuazo ajouta que « les excès des syndicats dont se ressentait le pouvoir d'Etat défigurent le rôle de ces organisations », que le mouvement syndical « ne doit pas prolonger son activité dans des domaines qui ont

leur propre fonction politique », car « si les syndicats pénétraient dans les institutions (d'Etat), s'ils se substituaient au pouvoir exécutif ou au pouvoir judiciaire, alors ils détruiraient de ce fait leur propre nature et favoriseraient l'anarchie en affaiblissant le pouvoir d'Etat, pouvoir que nous sommes tous intéressés à renforcer ».

M. Siles Zuazo est donc pour le renforcement d'un Etat que la révolution a affaibli en lui enlevant certaines prérogatives pour les transmettre aux organisations ouvrières qui, de ce fait, ont cessé de se conduire en simples organisations syndicales.

Celles-ci ne pouvaient pas agir autrement car la révolution a sa propre dynamique. Pour vaincre, la révolution devait nécessairement détruire ne fût-ce qu'en partie l'Etat féodo-bourgeois, et créer de nouvelles forces, de nouveaux organismes correspondant à la nouvelle situation créée. C'est ainsi qu'apparut une situation de double pouvoir — embryonnaire si l'on veut — opposant ceux qui, comme le M.N.R., voulaient s'accrocher aux survivances du vieil Etat, aux masses révolutionnaires qui, sans aucun respect pour la respectable « autorité d'Etat » dont la « rosca » et les Siles Zuazo ont la nostalgie, étaient entrées dans les institutions d'Etat. Ce sont ces masses qui s'étaient approprié certains leviers du

LA STABILISATION DE LA MONNAIE

Pour que Siles Zuazo puisse atteindre ses objectifs il lui faudra regrouper autour de lui les forces de la réaction qui voient certes avec sympathie le nouveau président mais qui exigent de lui des actes, dont la mise en pratique des idées contenues dans son discours du 17 octobre. L'impérialisme fait pression dans le même sens. La crise économique du pays, caractérisée par une inflation que les masses parviennent mal à supporter, offre à Siles l'occasion d'amorcer ses projets. C'est ainsi qu'il a fait appel au capitaliste des U.S.A., Jackson Eder, qui est arrivé en Bolivie avec un plan de stabilisation économique du pays qui a reçu, selon ses propres déclarations, l'approbation d'importants trusts nord-américains.

Le plan Eder s'encadre dans les vues de Siles. Pour pouvoir l'appliquer, Siles avait obtenu de la Chambre des députés, outre la déclaration de l'état de siège du pays, des pouvoirs spéciaux destinés au renforcement voulu de l'Etat. Pour y parvenir, Siles avait profité du profond mécontentement des masses qui voulaient sortir de l'inflation et de la crise économique. Mais les masses ont vite vu comment elles ont été dupes à cette occasion.

En effet, le plan Eder pour stabiliser la monnaie suit la ligne du discours du président du 17 octobre ; il est dirigé fondamentalement pour liquider la révolution bolivienne. Il prouve incontestablement à quel point la direction petite bourgeoise du M.N.R. est disposée à capituler devant les réactionnaires indigènes et l'impérialisme, à désertier donc le camp révolutionnaire par peur de voir se développer un

pouvoir exécutif et judiciaire. Si elles n'avaient agi de la sorte, la tête de M. Siles Zuazo aurait été accrochée à un poteau voisin de celui que la « rosca » avait utilisé le 21 juillet 1946 pour pendre le président Villarroel.

Mais le président Siles, faisant écho aux gens de la réaction, appelle cette action des masses anarchie, perte d'autorité de l'Etat, excès des syndicats qui dépassent leur fonction stricte, syndicale, etc., etc. Bien sûr, la révolution a affaibli, détruit en partie l'autorité de l'Etat, mais de l'Etat des exploiters, des affameurs des masses boliviennes. En même temps elle a cherché et cherche toujours, à l'encontre du M.N.R. érigé en le plus grand obstacle, la voie pour établir un nouvel ordre, renforcer un nouvel Etat. C'est à travers ce processus qu'une nouvelle « autorité » se profile en Bolivie, autorité qui sera détenue non pas par une minorité mais par la grande majorité du pays dans le cadre d'une véritable démocratie.

Par contre ce que le président Siles veut, et il le dit dans ses discours et le confirme par ses actes, c'est le renforcement de l'Etat des exploiters avec la défaite des masses boliviennes et la destruction des formes embryonnaires du pouvoir ouvrier. Voilà son programme de gouvernement soutenu, comme il se doit, par la « rosca » et l'impérialisme.

mouvement ouvrier totalement indépendant. La preuve est ainsi faite que ces directions se trouvent plus étroitement liées aux forces réactionnaires qu'à celles de la classe ouvrière.

Autour du plan Eder s'est constituée une Sainte Alliance groupant l'impérialisme yankee, le gouvernement Siles, la droite du M.N.R., la Phalange et tous les organismes tant politiques qu'économiques tenus par la « rosca ».

Les raisons de cette Sainte Alliance sont expliquées par les buts du plan dont nous signalons ici les lignes générales :

- Liberté d'entreprise et du commerce.
- Suppression de tout contrôle sur les prix, les importations et les exportations.
- Blocage des salaires.
- Transfert au capital privé de toutes les branches productives exploitées par l'Etat : sucreries, plantations de coton, mines, installations hydro-électriques, services publics, etc., etc.
- Abrogation du droit pour tout travailleur de s'opposer à être congédié par le patron, et liberté pour celui-ci de le congédier.
- Augmentation de 200 à 400 % des prix du loyer d'habitation.
- Large liberté pour l'exportation aussi bien des capitaux que des bénéfices obtenus par les investissements.
- Suppression de tout contrôle sur toutes les opérations concernant la monnaie nationale et la monnaie étrangère.

Les mesures du plan concernant la stabilisation monétaire, aussitôt appli-

quées, ont détérioré davantage la situation économique des travailleurs boliviens et des classes moyennes. En effet, la cote officielle du dollar intervenant dans les importations des denrées alimentaires et

des matières premières et des machines pour l'industrie, est passée de 190 bolivianos à 7.760 bolivianos. Il en est résulté une hausse en flèche des prix, comme on le verra dans le tableau que voici :

Articles	Prix (en bolivianos)		Pourcentage d'augmentation
	Avant	Aujourd'hui	
Pain (pièce de 190 gr.)	30	300	900 %
Riz - kilog	130	2.800	2.100 %
Sucre - kilog	85	1.600	1.500 %
Viande - kilog	700	6.000	500 %
Journal (exemplaire)	100	500	400 %

La Bolivie est le pays latino-américain où la vie est la plus chère. Voici quelques prix et leurs équivalences en heures de travail :

Café - kilog	10.000 bolivianos	20 heures de travail
Viande - kilog	6.000 —	12 heures de travail
Riz - kilog	2.800 —	5 heures et demi de travail
Pain - kilog	1.600 —	3 heures et quart de travail
Pommes de terre - kilog	1.500 —	3 heures
Huile - litre	4.000 —	8 —
Cinéma - la place	1.500 —	3 —

Le Plan Eder n'a pas seulement des répercussions dans la vie économique des salariés, mais aussi dans le domaine politique visant l'avènement de la révolution bolivienne. Il s'attaque en effet à des conquêtes ouvrières telles que le droit de grève, le droit syndical, le contrôle ouvrier sur la production, etc.

D'autre part, du fait que la liberté du commerce et d'entreprise est rétablie, des conditions favorables sont données pour le renforcement des bases économiques de

la « rosca », que la révolution avait minées. Cette nouvelle situation économique se reflétera dans le domaine politique par un renouveau des partis réactionnaires qui ne tarderont pas à passer à l'attaque contre le mouvement ouvrier avant de se lancer pour prendre le pouvoir d'Etat dans leurs propres mains. Dans ces conditions, le président Siles Zuazo apparaît ouvrir la route pour le retour au pouvoir des classes les plus réactionnaires : la « rosca ».

LES MASSES S'OPPOSENT RESOLUMENT AU GOUVERNEMENT

Mais une chose est le plan du gouvernement, de la réaction indigène et de l'impérialisme, et autre chose est l'attitude des travailleurs boliviens qui pèsent de tout leur poids dans la politique nationale.

Le chemin que Siles Zuazo a choisi pour étrangler à froid la révolution bolivienne n'est pas dépourvu d'obstacle. Il est croisé par le chemin que les masses révolutionnaires parcourent elles-mêmes.

Il est vrai que Siles Zuazo a pour lui l'esprit conciliateur et même capitulaire de la direction de la C.O.B. Mais il est également vrai que cette direction a perdu de l'autorité auprès des masses qui l'assiègent avec leurs demandes et actions révolutionnaires et l'obligent à faire des pas en avant qu'elle ne voudrait nullement faire.

Les assemblées, conférences et congrès ouvriers tenus avant et après l'application du plan Eder l'ont prouvé.

Le gouvernement Siles avait pu obtenir des bureaucraties syndicales un soutien inconditionnel à sa nouvelle politique économique. En quête d'une confirmation de ce soutien, des assemblées des cheminots, des mineurs, des ouvriers du textile

et autres furent convoquées à l'échelle nationale.

Dans la première quinzaine de novembre se tint la réunion élargie des cheminots ; le 28 novembre celle des mineurs, le 9 décembre celle du Congrès national du textile. A toutes ces réunions il apparut d'une façon éclatante que l'esprit de la classe ouvrière bolivienne n'était pas celui de la soumission devant le gouvernement, mais de l'opposition totale aux mesures gouvernementales qui vont à l'encontre des intérêts des masses laborieuses. Ces réunions, assemblées et congrès avaient été, nous l'avons dit, convoqués pour entériner la politique économique envisagée par le gouvernement. La bureaucratie s'était mobilisée pour rechercher un soutien inconditionnel au gouvernement. Elle n'y parvint pas malgré tous ses efforts. Certes, les travailleurs, sous la pression de la crise économique et de l'inflation galopante, voulaient la stabilisation économique promise par le gouvernement. Cependant, dans leurs résolutions, ils tinrent à préciser sans aucune équivoque qu'ils défendraient leurs salaires, les conquêtes de la révolution ainsi que le développement économique et in-

dustriel de la Bolivie. Siles Zuazo, parlant au moment de présenter les projets de stabilisation économique, dans la nuit du 14 novembre, regrettait que « certains secteurs ouvriers me soutiennent conditionnellement alors que je rends mes services inconditionnellement au pays ».

Dans ces réunions ouvrières, le P.O.R. (Parti Ouvrier Révolutionnaire, section bolivienne de la IV^e Internationale) a été représenté par des délégués nommés par la base qui ont condamné sans ménagement le plan économique élaboré par Eder et proposé à la place un Plan ouvrier de stabilisation capable d'élever le niveau de vie des masses, de pousser la révolution en avant et de faire retomber sur les couches capitalistes le fardeau de la crise. Les militants du P.O.R. ont trouvé une grande sympathie de la part des autres délégations assistant à ces assemblées nationales et ont contribué largement à organiser la résistance contre la nouvelle orientation économique gouvernementale. Leurs critiques de cette politique, suivies de propositions se substituant au Plan Eder, ont contribué grandement à accroître le prestige du P.O.R. auprès des masses.

Cependant, le gouvernement Siles ne voyait pas d'un bon œil cette activité du P.O.R. Aussi fit-il saisir et détruire le journal du P.O.R., *Lucha Obrera*, du 29 novembre, tandis que la police arrêtait des dirigeants poristes pour les empêcher d'influencer de quelque façon que ce soit les assemblées des travailleurs. Mais ces

LE PRESIDENT FAIT LA GREVE DE LA FAIM CONTRE LES TRAVAILLEURS

Si avant son application, le plan Eder, dont la véritable portée n'était pas encore connue, avait provoqué le mécontentement des travailleurs, ce mécontentement ne fit que croître et exploser quand ses détails furent connus.

Au début, les décrets du 15 décembre sur la stabilisation économique produisirent un grand désarroi chez les travailleurs et les couches populaires. Le premier mot qu'ils prononcèrent fut « Trahison ! On nous a trompés ! ». Puis ce désarroi se mua dans un désir de lutte ouverte. Celle-ci commença avec l'assaut des boucheries et des autres établissements de denrées alimentaires, tandis que des groupes de manifestants menaçaient de s'emparer des boulangeries et des pompes pour l'approvisionnement d'essence. La Fédération des employés des télégraphes convoqua une assemblée de ses membres pour décider la grève, assemblée que la police interdit en arguant du décret déclarant le pays en état de siège.

De son côté, la direction de la C.O.B., qui jusqu'alors avait fui la discussion de la nouvelle politique économique, fut contrainte de convoquer une assemblée nationale de la C.O.B. devant laquelle les comités de la C.O.B. déclarèrent que le gouvernement n'avait pas consulté la C.O.B. pour l'application du plan économique et qu'elles en étaient les premières surprises. La discussion fut chaude. Tous les délégués se prononcèrent, à de rares

mesures rendirent un grand service au P.O.R. dans la mesure où il s'avéra que le P.O.R. n'était pas isolé des masses. En effet, la réunion élargie des mineurs adopta une résolution protestant contre la saisie de *Lucha Obrera* et exigeant la liberté de la presse ouvrière. Une résolution identique fut présentée à la Chambre des députés, qui fut soutenue par 17 députés ouvriers.

Malgré la répression contre les activités des militants du P.O.R., les vues de celui-ci sur les questions traitées aux assemblées ouvrières furent en partie incorporées aux résolutions adoptées. C'est ainsi que le soutien inconditionnel de la politique du gouvernement tant recherché par la bureaucratie syndicale fut limité à un soutien sous conditions.

Cela montre que la bureaucratie syndicale ne peut pas manœuvrer les masses comme auparavant. Elle rencontre une grande résistance dans la base et même dans les cadres moyens, tous résolus à défendre leurs intérêts de classe. Cependant cela ne veut pas dire que ces directions bureaucratiques ont perdu toute autorité sur les masses. Si le mouvement ouvrier tolère encore ces directions, c'est dans la mesure où elles ne s'attaquent pas directement aux intérêts des travailleurs. Quand ces attaques se produisent, les masses se dressent contre de telles directions. Entre temps, à travers ces luttes, une nouvelle direction ouvrière va se forgeant.

exceptions près, contre les décrets gouvernementaux et critiquèrent le gouvernement. Les délégués du P.O.R. intervinrent pour orienter comme il le fallait la discussion, et leurs interventions furent longuement applaudies.

Entre temps, les cheminots de Uyuni annonçaient leur décision d'arrêter le travail, tandis que les mineurs de Siglo XX se mettaient en grève.

La situation tournait mal pour le gouvernement. Le 28 décembre, le président Siles Zuazo, dans une conférence de presse, déclarait la grève de la faim pour répondre à l'opposition ouvrière au plan de stabilisation économique. Le but de Siles Zuazo était évident : il voulait empêcher que le mécontentement des ouvriers ne gagne d'autres couches populaires. Il voulait diviser le mouvement ouvrier, lancer les secteurs ouvriers les uns contre les autres, pousser la petite bourgeoisie exaspérée par la crise contre les organisations ouvrières, favoriser enfin des actes terroristes contre les dirigeants syndicaux et révolutionnaires.

Les groupements réactionnaires comprirent vite les buts que s'était fixés Zuazo et se mobilisèrent pour venir à son aide. Dans la nuit du 28 décembre, des bandes de terroristes parcoururent les rues de La Paz aux cris d'« A mort le P.O.R., la C.O.B., le P.C. ! » et demandant la tête des dirigeants syndicaux. Le lendemain, 29 décembre, aux appels lancés par la radio et la presse officielle,

les forces de la « rosca » se mobilisèrent pour manifester avec la droite du M.N.R. en faveur du président Siles Zuazo. Leurs mots d'ordre étaient : Destruction des organisations syndicales et de la C.O.B. ! Chasse aux militants révolutionnaires et aux partis ouvriers ! On criaient contre les « extrémistes », le trotskysme, le communisme. Des groupes de petits bourgeois saisis par l'hystérie demandaient un règlement de comptes contre les révolutionnaires !

Les manifestants défilèrent devant le palais gouvernemental en agitant les mouchoirs, mais sans mimer le signe V, signe symbolique du M.N.R.

Siles Zuazo parla aux manifestants qui se déchâinèrent, criant contre la C.O.B., Lechin et les syndicats. Cette manifestation, à laquelle ne participèrent ni les ouvriers ni les paysans, prouvait quelle était la nature politique et sociale de la force sur laquelle Siles Zuazo s'appuyait pour appliquer le plan Eder.

Les secteurs de la « rosca » se sont unis au président, avec pour but principal de contenir le mouvement ouvrier

LA REPONSE OUVRIERE

Il était facile de prévoir que cette attaque des forces réactionnaires venant au secours de Siles Zuazo trouverait, de la part des travailleurs, une réponse adéquate, car l'offensive de la « rosca » visait la destruction de la C.O.B. et des syndicats, véritables moteurs, quelles que soient leurs actuelles directions bureaucratées, du processus révolutionnaire. Tout ouvrier bolivien, même le plus arriéré politiquement, sait que le syndicat est pour lui un rempart et qu'il doit le défendre à tout prix.

Quelques heures après la manifestation de rue des réactionnaires, commencèrent à se faire jour des résolutions syndicales condamnant les attaques lancées par les partisans de Siles.

La direction de la C.O.B. tout comme les directions des Confédérations et Fédérations — qui avaient senti planer sur leurs têtes le danger — décidèrent, sous la pression de la base et après quelques hésitations, de contre-manifester dans la rue ; mais, toujours soucieux de montrer un esprit conciliateur, elles voulurent limiter la portée politique de la contre-manifestation. En fait, ce ne fut pas la C.O.B. en tant que telle qui organisa la contre-manifestation, mais les différentes directions syndicales. En outre, cette démonstration de force avait été conçue comme un acte de « réparation à l'égard de Lechin ». Pis encore, des consignes furent données pour appuyer le gouvernement, Siles et Lechin. On voulait ainsi éviter que les masses, voyant où se trouvait l'ennemi réel, se différencient encore davantage du gouvernement.

La contre-manifestation ouvrière défila le jeudi 3 janvier. Les syndicats sortirent dans la rue et se concentrèrent sur la place Venezuela, devant le siège de la C.O.B. Là, les manifestants écoutèrent les discours confus qui appelaient à la

et d'étrangler la révolution. Ces gens ont comparé Zuazo à Gandhi et à Mossadegh, mais ils ont oublié que le leader hindou comme le leader iranien pleuraient ou pratiquaient la grève de la faim dans leur lutte pour l'indépendance de leurs peuples à l'égard de l'impérialisme, tandis que Siles Zuazo pratique la grève de la faim contre la classe ouvrière et les couches populaires qui l'ont porté au pouvoir, pour imposer la volonté de l'impérialisme yankee.

Mais la « rosca » est allée plus loin. En chargeant le général Bilbao, phalangiste bien connu, de présider aux manifestations en faveur de Siles Zuazo, la « rosca » chercha à s'emparer du pouvoir à une étape ultérieure. Son raisonnement est le suivant : Détruisons avec l'aide de Siles la C.O.B. et les syndicats, puis nous nous débarrasserons de Siles et nous prendrons le pouvoir avec des hommes tout dévoués à nous.

La main de l'impérialisme apparaît à travers tous ces agissements de la « rosca ». C'est en effet lui qui la pousse et l'oriente avec des directives précises.

concorde. Lechin termina en effet son discours par un « Vive Siles ! » et conseilla aux travailleurs de rentrer chez eux dans le calme.

Mais ce n'était pas ce que les ouvriers voulaient. Leur esprit de lutte n'avait trouvé aucun écho dans les discours de ces dirigeants, et ce en dépit du fait que les ouvriers qui étaient à la queue du défilé étaient à ce moment attaqués par les droitiers du M.N.R. et la Phalange précisément aux cris de « Vive Siles ! ».

Les discours terminés, un deuxième défilé se forma qui, passant outre aux conseils de Lechin, se dirigea vers la Place Murillo occupée par les réactionnaires. Le choc qui semblait inévitable ne se produisit point ; deux coups de fusil suffirent pour que les « rosqueros » quittent les lieux devant la décision des travailleurs de les écraser. Cette manifestation de la Place Murillo était présidée par la direction et les militants du P.O.R. ; elle parcourut les principaux quartiers de La Paz aux cris de : Vive la C.O.B., les milices armées, l'alliance ouvrière et paysanne, le gouvernement ouvrier et paysan, le P.O.R., tandis qu'on conspuait l'impérialisme yankee, la droite du M.N.R., les nouveaux riches, la Phalange, le plan économique Eder. Devant le siège de la C.O.B. les manifestants demandaient : « le pouvoir à la C.O.B. ! ».

Entre la première manifestation qui défilait en bon ordre pour rendre hommage à Lechin, et cette seconde manifestation combative à la tête de laquelle se trouvait le P.O.R., il y avait une grande différence qualitative nécessaire pour faire échec à la réaction.

Les travailleurs ont vu que la réaction gagne du terrain dans la mesure où les directions syndicales se montrent lâches, hésitantes et capitulardes. Mais quand les ouvriers sont dans les rues dirigés par

une direction révolutionnaire, le front contre-révolutionnaire, mis en pièces, disparaît.

Les mots d'ordre et le programme du P.O.R., à l'occasion de cette manifestation ouvrière, ont coïncidé entièrement

avec l'esprit combatif des travailleurs. Les dirigeants et les militants du P.O.R. ont, à la tête des masses, dans la rue, disputé la direction au M.N.R. et à la bureaucratie syndicale qui prônaient le calme et la dispersion des manifestants.

LA DIRECTION DE LA C.O.B. NE REpond PAS AUX BESOINS OUVRIERS

Dans une situation caractérisée par l'exacerbation de la lutte des classes et leur polarisation en deux fronts (qui existent dans les faits en dépit des désirs des bureaucrates qui voudraient une paix sociale, d'ailleurs impossible) l'actuelle direction de la C.O.B. ne constitue pas un facteur positif mais négatif et de confusion à cause de son orientation politique. En effet, la politique suivie par l'équipe dirigeante de la C.O.B. est une politique centriste-réformiste qui, loin d'armer idéologiquement le mouvement ouvrier, le freine dans ses initiatives, le dévie vers des objectifs secondaires et gaspille ainsi ses énergies.

Lors des événements que nous venons d'évoquer, la direction de la C.O.B. s'est préoccupée de ranger la C.O.B. derrière le gouvernement et de mettre sur le même plan les noms de Siles et de Lechin. Les travailleurs se sont ainsi vus confrontés avec des groupes qui manifestaient en faveur de Siles mais s'attaquaient aux travailleurs, groupes dans lesquels se trouvaient même des employés du palais gouvernemental. Le fait que Siles ait été soutenu en même temps par la réaction et par les dirigeants de la C.O.B. a pro-

duit dans la masse une grande confusion.

Cette attitude politique des dirigeants de la C.O.B. profite indirectement à l'ennemi, empêche le renforcement du front ouvrier et se dresse comme un obstacle devant les masses révolutionnaires. La direction actuelle de la C.O.B. n'est donc pas la direction dont le mouvement ouvrier a besoin pour vaincre. Sa ligne de concessions continues, bien que mêlée de résistances, de frictions et de luttes conjoncturelles, aboutit toujours à la capitulation devant l'ennemi.

La direction de la C.O.B. ne veut pas se différencier du gouvernement et du M.N.R. Elle s'entête à préconiser l'unité C.O.B.-M.N.R., unité qui d'ailleurs n'est pas conçue sur un plan d'égalité mais plutôt de soumission de la C.O.B. au M.N.R. Or, comme la C.O.B. représente la grande majorité des ouvriers et des paysans, une telle unité consiste à s'allier aux secteurs droitiers, ennemis aussi bien de la révolution que de la C.O.B. elle-même. Enfin, l'unité préconisée, c'est la soumission de la direction de la C.O.B. aux intérêts des gens qui se trouvent être les alliés de la Phalange et de la « rosca ».

LA CRISE DE LA DIRECTION OUVRIERE PEUT ETRE RESOLUE PAR L'ACTION DU P.O.R.

La révolution bolivienne s'achemine vers un dénouement. Dernièrement des changements favorables aux forces réactionnaires sont intervenus. Le Plan économique Eder est venu souder dans un front tous les secteurs de la réaction.

Cependant, le front de la révolution, celui des masses n'a pas encore une direction adéquate. C'est pourquoi la question centrale de la révolution bolivienne, c'est de créer dans le plus bref délai possible la direction dont celle-ci a besoin.

Dans cette tâche d'une portée historique, le Parti Ouvrier Révolutionnaire a à jouer un rôle décisif. C'est lui le seul parti enraciné dans les masses, fusionné avec elles. Bien qu'encore parti minoritaire, le P.O.R. est le seul parti ayant des vues correctes qu'il souligne aux travailleurs à tout moment, au sein de la C.O.B. comme ailleurs. C'est lui qui oppose un optimisme révolutionnaire au pessimisme qui ronge les directions ouvrières bureaucratées et tel ou tel secteur du mouvement ouvrier.

Sans le P.O.R. en tant que force réelle agissant à l'intérieur et à l'extérieur des organisations ouvrières pour la constitution de nouvelles directions syndicales, la

révolution bolivienne ne pourrait pas avancer. Avec la direction actuelle de la C.O.B., les masses boliviennes pourraient, animées par leur esprit combatif, résister à l'ennemi, mais elles risquent de s'atomiser.

La révolution bolivienne est arrivée à un stade où le Parti révolutionnaire est plus que nécessaire. Bien que les masses suivent la C.O.B. et que le P.O.R. soit encore un parti minoritaire, c'est à lui que revient le rôle de parti dirigeant de la révolution. La marche des masses boliviennes vers le pouvoir exige du P.O.R. une action constante auprès des masses pour les aider à constituer de nouvelles directions plus conscientes et pour les doter d'un programme révolutionnaire en vue de réaliser le pouvoir ouvrier. Le P.O.R. agit déjà dans un tel sens, mais il le fait encore avec des limitations qu'il doit surmonter pour mettre en échec le front de la contre-révolution.

Œuvrer au renforcement de l'activité révolutionnaire du P.O.R., c'est le devoir de tout révolutionnaire bolivien ou latino-américain.

Janvier 1957.

Dictature bonapartiste ou dictature prolétarienne en Indonésie

Peu après son retour de Moscou, Sukarno a tenu une conférence très importante au cours de laquelle il a proposé la suppression des partis politiques. Ce plan ne fut approuvé que par deux partis, le P. N. I. parti de Sukarno et le parti stalinien P. K. I.

Dans les mois qui suivirent, d'autres fragments du plan Sukarno furent révélés. Le 17 janvier 1957 Sukarno déclara devant des journalistes étrangers : « L'Indonésie ne remplit pas encore les conditions pour une introduction fructueuse de la démocratie parlementaire à l'occidentale. Celle-ci exige un certain degré de culture et de prospérité ». Il communiqua également son intention de créer un « conseil consultatif » qui rendrait impossible les conflits entre le parlement, le cabinet et les leaders politiques. Il déclara par la même occasion qu'il n'avait pas l'intention d'enterrer la démocratie en faisant appel aux leaders politiques pour qu'ils se réunissent et **enterrent TOUS LES PARTIS POLITIQUES.** « Le but de la démocratie est d'abord de servir les intérêts du peuple et pas seulement de faire étalage de liberté politique pour les bonzes des partis » (Algemeen Handelsblad, 17 janvier 1957).

Le journal « Pedomon » (Partai Socialis Indonesia) du 16 janvier nous apprit que le plan de Sukarno ne consiste pas seulement à former un « conseil consultatif » mais aussi « un nouveau cabinet sur la base de la représentation parlementaire ». D'après ce journal, le Masjumi (Musulmans nationalistes de droite) et le P. N. I. auraient le même nombre de sièges dans ce cabinet. Le Nadahtul Ulama (Parti des petites gens de religion islamique) et le P. K. I. auraient également un même nombre de sièges, quoique légèrement inférieur à celui des partis précédents. Les autres partis pourraient seulement désigner des vice-ministres. Le conseil consultatif comprendrait les trois chefs d'état-major, cinq ministres et des représentants des chefs religieux islamiques, des paysans, des travailleurs, des organisations de jeunesse et des organisations féminines.

Un jour plus tôt, le journal « Merdeka » (P. N. I.) avait fait mention du plan de Sukarno de constituer un « conseil révolutionnaire » après avoir proclamé l'état de guerre et l'état de siège pour toute l'Indonésie.

On voit donc que ces prémices indiquent une tentative d'instauration d'une dictature bonapartiste. La participation éventuelle des stalinien au gouvernement et au « conseil révolutionnaire » n'est qu'une manœuvre de diversion pour tromper les masses du P. K. I. sur le véritable caractère de la « démocratie

dirigée », (expression utilisée par Sukarno pour désigner ce plan).

La participation du P. K. I. n'est cependant nullement assurée, étant donné que les grands partis islamiques, le P. S. I. et l'aile droite du P. N. I. y sont opposés. De leur côté les dirigeants stalinien sont tout à fait décidés à faire partie du conseil et du gouvernement. Comme dans les années 1925-1926 où le stalinisme naissant sema la confusion et la démoralisation parmi les dirigeants communistes d'Indonésie et prépara ainsi la défaite, c'est toujours la mentalité stalinienne de leaders comme Lukman, Aidit, etc... qui favorise les ennemis de la classe ouvrière.

La politique du P. K. I. est actuellement stalinienne, comme elle l'a été depuis la deuxième guerre mondiale lorsque Sardjono devint président en février 1946. Depuis lors, elle fut alternativement « droitiste » ou « gauchiste ». A certains moments elle était putschiste comme du temps de Musso et coûta la vie à toute une génération de dirigeants communistes; à d'autres moments elle était à nouveau droitiste comme du temps de Sjarifuddin, avant Musso, et comme maintenant. La politique du P. K. I. correspondait toujours aux impératifs de la politique étrangère russe et les intérêts des masses indonésiennes ne comptaient presque pas.

La bourgeoisie indonésienne et son armée préparent la dictature. Le P. K. I. ne s'y oppose pas. Au contraire il a préalablement écarté les obstacles. En voici un exemple : Les 20 et 27 janvier, deux réunions du Sarbupri (syndicat des ouvriers des plantations comprenant un million et demi de membres) furent dispersées par la police à Penataran (Java Est); il s'agissait de réunions où des problèmes d'organisation interne étaient discutés. Plusieurs leaders furent arrêtés. La direction du Sarbupri a protesté et exigé que de pareils faits ne se reproduisent plus. Pourquoi la police a-t-elle osé agir de cette façon contre les dirigeants du Sarbupri? Parce qu'elle sait que les meilleurs leaders révolutionnaires fondateurs du Sarbupri comme Cordian, ont été exclus de l'organisation par les stalinien; parce qu'elle sait que les leaders actuels sont pour la plupart des stalinien qui appuient la politique gouvernementale et qu'ils n'organiseront pas d'actions de masse contre le gouvernement et la police.

La façon dont les dirigeants stalinien indonésien traduisent la coexistence pacifique en Bahasa Indonesia apparaît dans le communiqué suivant, publié le 6 février par le Comité central du P. K. I., après discussion avec les dirigeants du Partai

Sarekat Islam Indonesia : « Si le cabinet actuel était dissous ou si un remaniement important intervenait, ce qui signifierait en fait la formation d'un nouveau cabinet, le P. K. I. demande de prendre en considération la formation d'un cabinet avec participation des communistes, dans l'intérêt de L'UNION NATIONALE. Un tel cabinet renforce l'union nationale et donne des garanties pour une opposition puissante du peuple contre toute intervention étrangère ». (Souligné par nous). Pendant que la bourgeoisie internationale, ou plutôt les impérialistes américains, préparent la guerre contre l'Union Soviétique et les organisations ouvrières du monde entier (aussi en Indonésie!) les stalinien d'Indonésie proclament l'UNITE NATIONALE avec la bourgeoisie. Avec Natsir et Sjahrir, avec Nasution et Simbolon, avec Muzakkar et Daud Beureuh, avec les assassins de Musso et de Sjarifuddin!

Les dirigeants stalinien sont prêts à vendre la classe ouvrière en échange d'une politique neutraliste de la part des nationalistes bourgeois du P. N. I.

LA REVOLTE DES COLONELS

Le 20 décembre 1956, un conseil d'autorités civiles et militaires, sous la direction du lieutenant-colonel A. Hussein, proclama l'autonomie de la partie centrale de Sumatra. Le 22 décembre, le colonel Simbolon prit le pouvoir dans le Nord de Sumatra. Le pouvoir central le démit de ses fonctions et désigna comme successeur le lieutenant-colonel Ginting. Ce dernier ne réussit pas à arrêter Simbolon, fuyant vers sa région natale Tapanuli. Seul Medan et ses environs sont aux mains de Ginting. Le reste du Nord de Sumatra est pratiquement contrôlé par Simbolon. Quelques jours plus tard les autorités du Sud de Sumatra déclarèrent qu'elles ne paieraient plus d'impôts à Djakarta.

Ces événements ont eu lieu après le coup d'état manqué du colonel Lubis qui tenta de renverser le gouvernement en novembre 1956. Ils eurent pour conséquence le retrait du Masjumi du gouvernement pour éviter la responsabilité d'éventuelles mesures contre les rebelles.

La plupart des adhérents du Masjumi sont de Sumatra, contrairement au P.M.I. et au P. K. I. qui ont la plupart de leurs adhérents à Java. C'est aussi une des raisons qui explique le succès de la révolte des colonels à Sumatra et l'échec de celle du colonel Lubis à Java. Une autre raison réside dans la grande distance entre le territoire en révolte et le pouvoir central et son appareil militaire. Une troisième raison importante est l'attitude irrésole des dirigeants stalinien qui négligèrent de mobiliser les masses contre le danger.

Peu après la révolte, le gouvernement a donné satisfaction dans une large mesure aux revendications des insurgés. 20 millions de roupies ont été mises à la disposition du conseil militaire de

Cette espérance est d'ailleurs basée sur une illusion, étant donné qu'une dictature bonapartiste signifierait le commencement de la fin pour une politique étrangère neutraliste. Au fur et à mesure que la pression de l'aile droite (Masjumi, P. S. I. et une partie importante des officiers supérieurs) s'accroît, et étant donné qu'il n'existe pas d'opposition organisée de la part de la classe ouvrière, les dirigeants du centre (P. N. I.) sont de plus en plus entraînés.

En même temps il existe une grande inquiétude aussi bien dans l'aile droite que chez les dirigeants du centre devant les actions de plus en plus nombreuses et politiquement conscientes de la classe ouvrière. Les travailleurs montrent actuellement leur mécontentement en exerçant une pression énorme sur la direction syndicale. Ils obligent de ce fait la bourgeoisie à prendre des mesures de plus en plus brutales comme par exemple la promulgation de la loi d'urgence n° 1/1956 contre l'occupation illégale des terres, le soulèvement des militaires à Sumatra, la dissolution de réunions syndicales et l'arrestation de dirigeants syndicaux.

Sumatra central. Le Sud de Sumatra est autorisé à utiliser provisoirement les impôts et les droits de douane pour sa reconstruction.

Aucune mesure ne fut prise pour arrêter les rebelles. Le chef de l'état-major général, Nasution, a tenu à Sumatra une conférence avec eux, après qu'ils aient refusés de venir à Djakarta. A Java un groupe important d'officiers liés à Lubis ont été consignés à domicile mais on n'a toujours pas réussi à arrêter Lubis. En réalité le gouvernement n'ose pas prendre de mesures contre lui qui a une grande influence parmi les officiers de l'Est de Java.

Le correspondant du journal catholique « Volkskrant » à Djakarta donna le 3 janvier une caractérisation claire de la situation : « La situation est complètement paradoxale. Simbolon et Hussein, qui ont rompu leur serment d'officier, reconnaissent Sukarno comme commandant en chef et comme président mais refusent d'exécuter ses ordres. Sukarno de son côté leur donne des ordres qui reviennent à dire : « Venez mes amis, vous avez commis une erreur, réconcilions-nous ». Ceci aussi montre qu'il n'existe pas de désaccord de principe entre les diverses fractions de la bourgeoisie au sujet de l'instauration d'une dictature militaire, mais seulement des désaccords tactiques.

Plusieurs raisons expliquent que la bourgeoisie nationale et la fraction de l'armée qui lui est fidèle tentèrent d'abord l'instauration d'une dictature militaire et l'écrasement du mouvement ouvrier à Sumatra. En premier lieu, Sumatra est l'île la plus riche de l'archipel, qui rapporte 70 % des devises (tandis que seulement 7 % des subventions gouvernementales sont destinées à Sumatra). De plus, Sumatra produit des articles re-

cherchés comme l'étain, le caoutchouc, le café, le thé, le tabac et l'huile de palme. Un esprit fédéraliste, dirigé contre les Javanais et utilisé par les leaders rebelles contre le parlement et le cabinet siégeant à Java, est encouragé. Le mécontentement de la classe ouvrière, principalement des centaines de travailleurs de plantations, est très grand. Il s'exprime principalement ces derniers temps par

l'opposition à la loi d'urgence n° 1/1956 destinée à combattre les « occupations illégales de terres », qui prévoit des peines très sévères pour l'occupation des terres appartenant aux grandes entreprises étrangères. Le tableau suivant des grèves montre non seulement le degré de mécontentement de la classe ouvrière mais constitue en même temps une preuve de la puissance de cette classe.

Grèves dans l'Est de Sumatra.			
	Grèves légales	Grèves illégales	Heures perdues
1952	14	51	1.357.930
1953	51	64	2.390.367
1954	163	124	2.498.062
1955	245	255	3.119.900
1956 (9 mois)	207	349	3.263.601
Grèves dans le Nord de Sumatra.			
Octobre 1956	8	9	92.314
Novembre 1956	22	66	321.168

(Les grèves légales sont celles qui sont annoncées 3 semaines à l'avance aux commissions de conciliation gouvernementales).

La conscience de classe des travailleurs a atteint à Sumatra un niveau très élevé après la deuxième guerre mondiale. C'est là que l'influence de la révolution a été la plus profonde au point de vue politique et social. C'est pourquoi la bourgeoisie nationale réagit maintenant si brutalement. Elle veut éviter la répétition des événements qui se sont produits après 1945. C'est entre la mi-décembre 1945 et la mi-janvier 1946 qu'une révolte populaire eut lieu dans le Nord de Sumatra. Ce mouvement, dirigé par des leaders religieux liés au Masjumi (qui était encore la grande fédération des mouvements musulmans) était dirigé contre les pouvoirs autonomes de 102 aristocrates. Ces souverains locaux avaient été les serviteurs dociles des oppresseurs néerlandais et japonais après que le sultan ait été déposé par les Néerlandais, en 1904, après l'action militaire contre Atjeh. Plus de la moitié de ces souverains ont été tués en décembre 1945 lorsqu'ils s'opposèrent au mouvement révolutionnaire.

Le mouvement qui éclata quelques mois plus tard dans l'Est de Sumatra et s'étendit rapidement à Tapanuli et Menangkabau consistait en occupation des plantations abandonnées par les Japonais par environ 350.000 travailleurs et paysans sans terre, remplacement des chefs de village et élimination des aristocrates pro-néerlandais, sous la direction du Persatuan Perjuangan (le front populaire de Tan Malakka).

Il n'est donc pas étonnant que Simbolon et ses commanditaires, instruits par ce qui précède, ont fraudé du caoutchouc pour 20 millions, dans la période où ils étaient encore « loyaux » envers le pouvoir central, pour se constituer un appareil militaire.

Sumatra n'est pas seulement d'une grande importance pour la bourgeoisie indonésienne, mais aussi pour les impé-

rialistes. Sachant que l'Amérique est un acheteur très important de caoutchouc et que le Stanvac possède de très grands intérêts à Sumatra, on ne doit pas s'étonner le moins du monde de lire dans le journal « Suluh Indonesia » (P. N. I.) du 26 décembre que Washington apporte une aide aux officiers rebelles de l'armée indonésienne. Le bureau de presse Antara communiqua à la même époque que l'ambassadeur américain Hugh Cummings avait rendu visite au premier ministre Ali Sastroamidjojo et communiqué que les Etats-Unis, considérant les intérêts importants qu'ils ont dans le Nord de Sumatra, sont obligés de reconnaître de facto le régime de Simbolon. Le « New-York Times » du 23 décembre nous apprend que l'Amérique possède d'importants investissements à Sumatra, où résident 500 citoyens américains. Un porte-parole des compagnies pétrolières Caltex et Standard a affirmé que ces compagnies n'avaient aucune inquiétude au sujet de la situation et qu'elles ne croyaient pas qu'il arriverait quelque chose à leurs possessions. Il communiqua également que S.C. Waugh, président de l'United-States Export and Import Bank et J.C. Baird, chef d'une mission administrative, se trouvaient à Sumatra pendant l'insurrection pour l'étude de la construction d'une fabrique d'engrais artificiels pour laquelle l'Indonésie avait demandé un prêt de 20 millions de dollars.

Le premier ministre Ali Sastroamidjojo communiqua le 7 février au parlement que 500 citoyens américains seront autorisés à venir en Indonésie aux mois de janvier et février 1957 pour le développement des champs pétrolifères de Duri et Bekasap, qui rapporteront au gouvernement 200 millions de dollars entre 1957 et 1963.

La seule conclusion que l'on puisse tirer de ce qui précède est que la révolte des militaires de Sumatra est destinée à donner des garanties à une partie de la bourgeoisie indonésienne qui veut essayer d'améliorer l'état déplorable de l'écono-

mie indonésienne au moyen d'investissements étrangers. Elle doit constituer une preuve de puissance pour la bourgeoisie américaine qui investit de plus en plus en Indonésie et veut que ses capitaux et profits soient protégés par un pouvoir ferme contre les grèves des travailleurs mécontents et contre l'occupation des terres par les travailleurs agricoles.

En Indonésie aussi, nous pouvons parler d'une relève des Européens par les Américains, bien que les impérialistes néerlandais aient encore des positions solides au point de vue économique. On a cependant eu quelques craintes ces derniers temps en Hollande au sujet du développement de la situation en Indonésie comme en témoigne le tableau suivant :

Actions	Cours fin 1955	Fin 1956
Batavia Veem	400	110
Java Veem	250	175
Stroochoedenveem	485	265
Ver. Prauwenveren	490	255
Basilam	900	475
Bodjong Dalar	425	270
Gedeh	600	180
Malabar	800	130
Pandjie en Tandjongsarie	165	155
Banjoemas Elec. Mij.	630	280
G. E. B. E. O.	865	425

Le fait que le soulèvement de Sumatra a signifié un soulagement réel des impérialistes néerlandais est prouvé par le texte suivant du journal de 3 janvier 1957 « De Volkskrant » : « Il s'agit, de plus, d'une révolution ayant un caractère anti-communiste très net. Les communistes

passent actuellement par une période difficile, surtout dans le Nord de Sumatra. Simbolon attaqua fermement ses compatriotes « russes » dès le premier jour, en interdisant notamment à la puissante association rouge des paysans toute appropriation de terre ».

CONCLUSION

Au début de cet article nous posons la question « Dictature bonapartiste ou dictature prolétarienne en Indonésie ? » Telle est l'alternative devant laquelle se trouvent la classe ouvrière et la bourgeoisie en Indonésie.

Si la bourgeoisie doit recourir à la dictature bonapartiste c'est qu'il y a à cela d'importantes raisons. En premier lieu, l'élévation considérable de la conscience de classe du prolétariat et la menace d'une révolution prolétarienne. Deuxièmement, le chaos régnant dans l'économie et le gouvernement du pays et notamment une corruption qui a pris un développement tel qu'elle constitue un danger pour la bourgeoisie elle-même.

Troisièmement, le capital américain désire des garanties avant d'effectuer de nouveaux investissements importants. Des garanties contre les grèves et l'occupation des entreprises; des garanties contre la classe ouvrière qui peut leur mettre des bâtons dans les roues au moyen des organisations syndicales SOBSI et Sarbupri et de l'association paysanne BTI (Bariisan Tani Indonesia). Quatrièmement, la bourgeoisie ose poser le problème de la « démocratie dirigée » parce que le P.K.I. soutient la politique gouvernementale envers et contre tout et trompe les travailleurs par des phrases sur l'union nationale au lieu de mobiliser la classe ouvrière contre la menace de dictature militaire. Pour ces raisons, la classe ouvrière et les paysans pauvres d'Indonésie sont menacés d'un grave danger, qui peut cependant être écarté pourvu que les forces révolutionnaires intactes du prolétariat soient guidées par une direction prolétarienne révolutionnaire mar-

xiste-léniniste et non stalinienne.

La première étape pour écarter le danger, est la formation d'une nouvelle direction révolutionnaire par les communistes non stalinien et par les organisations syndicales et l'éviction de dirigeants comme Lukman et Aidit du P.K.I.

Pour cela, il est indispensable que se forme au sein du P. K. I. une aile gauche opposant le programme de la révolution prolétarienne à la collaboration de classe de la direction stalinienne actuelle, qui n'a en vue que les intérêts de la bureaucratie du Kremlin.

A la dictature bonapartiste de Sukarno et des chefs militaires, les marxistes-révolutionnaires d'Indonésie opposent la dictature du prolétariat.

Pour la défense des droits démocratiques, de réunion, d'association et de liberté de presse.

Dissolution immédiate de l'armée de métier et formation de milices ouvrières et paysannes par l'armement des syndicats et des associations paysannes.

Expropriation de toutes les industries-clefs sans indemnisation.

Expropriation des banques et des transports et annulation des dettes envers l'étranger.

Monopole d'Etat du commerce extérieur. Partage du sol entre ceux qui le travaillent.

Collectivisation des plantations appartenant aux étrangers.

Reconquête de l'Iriam.

Tout cela, basé sur les conseils élus par les ouvriers, les soldats et les paysans pauvres.

20 février.

Ouvriers polonais et hongrois parlent...

La 9^e Session Plénière du Conseil Central des Syndicats polonais s'est réunie à Varsovie du 16 au 18 novembre 1956, c'est-à-dire au lendemain immédiat de la révolution d'octobre. Le souffle puissant de cette révolution avait animé ses débats, au cours desquels les ouvriers venus spécialement des 150 entreprises les plus importantes du pays avaient balayé le Présidium et obligé le président Klosiewicz, un des dirigeants les plus néfastes de la fraction stalinienne à démissionner.

La résolution adoptée par ce Plénum et que nous reproduisons ci-dessous relie avec la tradition bolchevik-léniniste en quelques points essentiels. Elle reconnaît explicitement les déformations bureaucratiques de l'époque stalinienne ; elle fixe comme tâche des syndicats la défense des intérêts des travailleurs « par tous les moyens à la disposition », y compris la grève, comme Gomulka l'avait d'ailleurs déjà proclamé au VIII^e Plénum du C.C. du P.C. polonais ; elle délimite de façon correcte les compétences réciproques des conseils ouvriers et des syndicats ; elle engage une lutte résolue pour plus d'égalité, contre les privilèges bureaucratiques.

C'est pourquoi cette résolution mérite d'être publiée et d'être méditée et discutée par les travailleurs communistes, les travailleurs d'avant-garde de tous les pays, même si elle contient forcément des passages avec lesquels nous n'exprimons pas notre accord entier.

VERS LE RENOUVEAU DU MOUVEMENT SYNDICAL EN POLOGNE

Depuis des années, les syndicats ont pratiquement cessé d'être le représentant, l'interprète et le défenseur des intérêts des travailleurs en Pologne Populaire.

Cet état de chose est la conséquence des graves déformations et faiblesses générales dans l'ensemble de notre système politique, social et économique. Le centralisme bureaucratique lié au culte de la personnalité, la concentration des instructions dans tous les domaines à l'échelon suprême de l'Etat, l'attention insuffisante réservée dans l'édification du socialisme à la satisfaction des besoins des travailleurs, le manque de responsabilité des dirigeants de la vie sociale, politique et publique devant les masses — tout cela, dans son ensemble, a enlevé le véritable contenu à la notion de souveraineté et de démocratie, a freiné le progrès de la construction socialiste et l'élévation du niveau de vie, provoquant des dissonances entre le peuple et la direction.

Dans ces conditions, les syndicats, et en particulier leurs instances dirigeantes, surtout le Conseil Central des Syndicats, devenaient des organismes bureaucratiques, oubliant les besoins des travailleurs et ne luttant pas pour la satisfaction de ces besoins, demeurant insensibles devant les problèmes de la classe ouvrière, devant les problèmes de l'homme.

Dans la période écoulée la direction des syndicats ne savait s'opposer énergiquement aux tendances à maintenir les syndicats sur une position d'organismes de la lutte pour la production, tout en négligeant en fait les besoins de la classe ouvrière, sur une position de transmission unilatérale du parti aux masses, sans se soucier de voir les syndicats en tant que transmission des masses au parti.

Les instances syndicales sont devenues en pratique des offices disposant d'un personnel excessivement nombreux ; par conséquent, la direction des syndicats s'appuyait plutôt sur des fonctionnaires que sur des militants ouvriers.

La violation de la démocratie au sein des syndicats revêtait un caractère de masse ; les syndiqués étaient en pratique dépourvus de toute influence sur le choix de leurs organismes dirigeants ; d'autre part, les dirigeants des instances n'assumaient pratiquement aucune responsabilité devant leurs électeurs.

Les différentes instances syndicales, coupées des masses, ne représentaient pas comme il

le fallait les intérêts de la classe ouvrière devant les pouvoirs d'Etat et les organismes de l'administration économique.

Une responsabilité particulière pour cet état de choses au sein des syndicats incombe au Conseil Central des Syndicats et à son ancienne direction. La Session Plénière estime que la démission de l'ancien Présidium du Conseil Central des Syndicats était indispensable et répondait aux exigences de tous les syndiqués.

La nécessité d'apporter des changements fondamentaux dans notre système politique et économique, y compris la nécessité de rénover les syndicats a été depuis un certain temps la revendication des travailleurs des entreprises et des diverses couches de la classe ouvrière.

Les résolutions de la VIII^e Session Plénière du Comité Central du Parti Ouvrier Polonais Unifié ont donné satisfaction à ces revendications de la classe ouvrière, en déterminant l'orientation vers l'extension de la démocratie socialiste, vers le renforcement de la souveraineté nationale, vers le chemin polonais au socialisme.

La Session Plénière élargie du Conseil Central des Syndicats approuve dans toute son étendue le programme que contiennent les résolutions de la VIII^e Session Plénière du Parti et exprime, au nom du mouvement syndical polonais renaissant, son plein appui pour la nouvelle direction du Parti, avec le camarade Wladyslaw Gomulka en tête.

Le processus du renouveau de notre vie politique et économique commencé sur la base des résolutions de la VIII^e Session Plénière du Comité Central du P.O.P.U. crée des conditions nécessaires à la renaissance du mouvement syndical polonais :

- afin que les syndicats occupent une position entièrement indépendante par rapport à l'administration publique et économique à tous ses échelons ;
- afin que le développement futur des syndicats s'appuie largement sur les meilleures traditions d'avant guerre et des premières années d'après guerre du mouvement polonais syndical de classe ;
- afin que l'organisation des syndicats, de la base jusqu'au sommet, s'appuie sur des principes pleinement démocratiques, assurant les liens les plus étroits entre les syndicats, entre leurs instances dirigeantes et les larges masses de syndiqués, le contrôle des masses quant à l'activité des instances syndicales et la responsabilité totale de la direction syndicale devant les travailleurs ;
- afin que soit reconnue, en tant que principe essentiel dans les rapports entre le parti et les syndicats, la direction idéologique et politique du Parti Ouvrier Polonais Unifié dans le domaine du mouvement syndical polonais ;
- afin que soient éliminées toutes les formes et les méthodes d'exercer une influence administrative des instances du parti sur l'activité des syndicats.

En exprimant les idées, les sentiments et les désirs des quatre millions et demi de syndiqués, nous affirmons — en tant que membres de l'Assemblée Plénière du Conseil Central des Syndicats et représentants des travailleurs, élus dans les entreprises — que le devoir sacré de toute la classe ouvrière polonaise, de l'ensemble du mouvement syndical est celui de consolider le système de démocratie populaire et la souveraineté de notre patrie, de raffermir les conquêtes du socialisme et de développer l'édification socialiste, d'assurer des conditions de vie toujours meilleures à tous les travailleurs.

Les syndicats, représentant les intérêts de l'ensemble de la classe ouvrière, sont vitalement intéressés à ce que notre revenu national soit le plus grand et que sa répartition soit effectuée d'une façon juste.

En ce moment il est de toute urgence nécessaire de relever et d'assainir l'économie nationale, d'élever la rentabilité des entreprises, d'accroître la masse des marchandises au marché et d'utiliser toutes les possibilités en vue d'élever les conditions de vie des travailleurs.

Le mouvement syndical polonais ne ménagera guère ses forces en vue de resserrer la solidarité prolétarienne avec la classe ouvrière du monde entier qui lutte pour le progrès et la démocratie, en vue de développer des rapports d'amitié entre les pays de démocratie populaire, de renforcer les liens fraternels entre les peuples de l'U.R.S.S., et de la Pologne Populaire, basés sur des principes d'égalité, de souveraineté, d'aide mutuelle et d'amitié.

En vue d'assurer la réalisation des principes essentiels du programme du mouvement syndical, la Session Plénière estime comme indispensable :

I. — L'ETABLISSEMENT DE BONS RAPPORTS ENTRE LES ORGANISMES DIRIGEANTS DU POUVOIR POPULAIRE ET LES SYNDICATS.

Les syndicats doivent posséder leur propre représentation parlementaire à la Diète Législative, composée de militants syndicaux et représentant la position du mouvement syndical face aux problèmes essentiels de la classe ouvrière.

La Session Plénière estime qu'aucun problème ayant trait aux conditions de vie de la classe ouvrière ne peut être résolu sans la participation du Conseil Central des Syndicats pour les questions d'ordre général, et des Comités Directeurs des syndicats intéressés — pour des questions concernant les différents groupes de travailleurs. Les syndicats se réservent le droit d'occuper une position indépendante et d'exprimer leur propre opinion par rapport aux décisions adoptées à ce sujet par les organismes publics et économiques.

Aucune décision d'importance essentielle pour la classe ouvrière, ayant trait aux problèmes liés à la détermination des proportions pour la répartition du revenu national, à l'acceptation des plans économiques, d'investissements, des salaires, de l'emploi, etc., ne peut être prise sans prendre chaque fois en considération le point de vue de la représentation du mouvement syndical. Ce principe doit être respecté aussi bien à l'échelon national, que dans les rapports entre la représentation des syndicats locaux et les autorités publiques locales.

Le Conseil Central des Syndicats, en tant que représentant des intérêts communs à toute la classe ouvrière, doit avoir le droit à l'initiative législative pour des questions d'ordre général; par ailleurs, les comités directeurs des syndicats, représentant les intérêts des différentes catégories de la classe ouvrière, doivent avoir le droit de prendre des initiatives législatives pour des problèmes ayant trait aux travailleurs de leur branche d'industrie.

Dans l'intérêt du progrès de la démocratisation il est nécessaire que les syndicats utilisent pleinement leur droit de critique, basée sur l'opinion des plus larges couches des travailleurs, que toutes les initiatives des syndicats se traduisent par une activité conséquente, qu'en aspirant à la réalisation de leurs justes principes dans l'intérêt de l'ensemble des travailleurs, les syndicats exigent fermement la réalisation de leurs revendications, en utilisant à cet effet tous les moyens dont ils disposent.

La Session Plénière souligne que le processus de la démocratisation, reconnu par la VIII^e Session Plénière du Comité Central du Parti en tant que voie fondamentale de notre développement, se heurte au cours de sa réalisation à des résistances et des entraves de différents chaînons de l'appareil d'Etat et de l'administration publique. C'est pour cette raison qu'en vue de faire progresser ce processus nous estimons comme indispensable :

- la garantie absolue de la part de l'Etat et le respect en pratique des principes de la publicité de l'activité politique et économique, de la légalité et de la liberté de parole et de presse; par la liberté de presse nous entendons le devoir de dire la vérité;
- la punition sévère de tous ceux qui dans la période du culte de la personnalité ont commis des crimes contre des gens innocents, violant ainsi la légalité populaire;
- la poursuite de tous ceux qui répondent des erreurs et des déformations dans la réalisation du plan de 6 ans ainsi que de l'état catastrophique dans lequel se trouve actuellement notre économie.

II. — DANS LE DOMAINE DES TACHES ECONOMIQUES.

La Session Plénière estime que sur le plan économique la tâche la plus urgente à l'heure actuelle, autour de laquelle devraient se concentrer tous les efforts de la direction du parti et du gouvernement, ainsi que de l'appareil économique, c'est l'élévation du niveau de vie de l'ensemble des travailleurs, et surtout l'élévation des salaires les plus bas à un niveau assurant le minimum d'existence.

Il est également indispensable de compenser les disproportions frappantes des salaires, anciennes ou survenues dans la période écoulée, dans les différentes branches de l'économie.

La Session Plénière estime que toutes les prétentions des meilleurs travailleurs résultant d'une violation des lois en vigueur, des contrats collectifs, des droits coutumiers ou provenant du retrait des privilèges antérieurement acquis, doivent absolument être compensées. Tous ces privilèges doivent être reconnus à nouveau et inclus dans les contrats collectifs en voie de conclusion.

La Session Plénière engage les comités directeurs des syndicats à élaborer dans le plus bref délai des programmes détaillés quant aux modifications des salaires pour les années à venir, en tenant compte de tous les problèmes urgents et des injustices qui demandent un règlement rapide, ainsi qu'à élaborer avec les ministères intéressés un projet de simplification de la structure des salaires. Ces principes doivent servir au Conseil Central des Syndicats comme base à l'élaboration du plan général d'augmentation des salaires; les syndicats soumettront ensuite les revendications correspondantes au gouvernement.

Dans le cadre des mesures indispensables en vue d'améliorer les conditions de vie de la classe ouvrière, la Session Plénière estime nécessaire d'étendre le principe de 30 % de réduction de l'impôt sur le salaire à toutes les branches en dehors de l'industrie, ainsi qu'à tous les travailleurs intellectuels, et de fixer à 1.000 zlotys le minimum de salaire exempt d'impôt ainsi que de différencier le taux de l'impôt en fonction de la situation familiale.

Exprimant les aspirations des travailleurs et compte tenu du bas niveau des salaires, la Session Plénière adresse au gouvernement la demande d'élargir les règlements permettant une participation de plus en plus large des travailleurs aux bénéfices en sus du plan ou planifié, réalisés par les entreprises — soit sous forme de fonds d'entreprise, soit en tant que prime d'un autre genre.

La Session Plénière estime qu'il est indispensable de régler les principes d'octroi de rentes et de pensions, notamment d'adopter des principes déterminant le montant des pensions basés sur le critère de l'ancienneté, d'abolir la classification injuste entre ce qu'on appelle le vieux et le nouveau portefeuille des rentes, d'établir le niveau minimum des rentes et des pensions selon le principe assurant le minimum d'existence.

La Session Plénière soutient entièrement la position prise par le Conseil Central des

Syndicats tendant à élever substantiellement les allocations familiales pour les familles dans lesquelles il n'y a qu'une seule personne qui travaille. Cette augmentation doit englober aussi bien l'épouse qui ne travaille pas, que les enfants, quel que soit leur nombre.

Nous estimons que cette solution du problème permettra à beaucoup de femmes, notamment dans les familles nombreuses, de s'occuper du ménage et d'élever leurs enfants. Cela atténuera en quelque sorte les difficultés dans le domaine de l'emploi. A notre avis, toute demi-mesure dans le domaine des allocations familiales est inutile.

La Session Plénière estime qu'il est de son devoir de poser devant le gouvernement la revendication que soient prises immédiatement des mesures énergiques en vue de régler le problème des excédents de main-d'œuvre.

Nous reconnaissons la nécessité dictée par les intérêts de l'économie nationale de procéder d'une manière conséquente à éliminer les excédents d'emploi dans l'administration et dans les entreprises. Nous estimons cependant que l'administration économique a le devoir de garantir pleinement les intérêts individuels de chaque licencié; nous demandons par conséquent que tous les licenciements se fassent avec la participation des représentants de nos organisations syndicales. La direction de l'entreprise doit assumer le devoir de proposer aux licenciés un nouvel emploi, de lui donner des possibilités d'acquérir des qualifications, tout en conservant le salaire précédent pour la période de la formation, ainsi que le devoir d'étudier avec soin la situation familiale du licencié et ses capacités d'effectuer un autre travail.

Les syndicats sont d'avis que dans les conditions d'une économie socialiste, avec une bonne planification et l'établissement de proportions adéquates du développement de l'économie, l'Etat a toutes les possibilités d'assurer du travail à tous les membres adultes de la société. Nous considérons pour cette raison toutes les difficultés actuelles dans le domaine de l'emploi comme étant le résultat de la gestion malhabile de l'économie et les conséquences de cet état de choses ne peuvent nullement peser sur les travailleurs. Nous sommes d'avis que dans les cas où il n'est pas possible de trouver un emploi pour tous ceux qui n'ont pas de travail, il faut — après avoir épuisé tous les moyens dont dispose l'Etat — garantir à ceux qui n'ont pas de travail une allocation de chômage.

La Session Plénière exprime son approbation et son plein appui à l'initiative juste et saine du mouvement syndical tendant à remettre entre les mains de la classe ouvrière la gestion des entreprises en créant des comités ouvriers de gestion.

La Session Plénière engage tous les syndicats et les militants syndicaux disposant d'une riche expérience dans le domaine des problèmes liés à la production, à assurer la plus grande aide aux travailleurs à l'élaboration des principes des comités ouvriers de gestion, ainsi qu'à la réalisation de ces principes.

Les syndicats ont le devoir de s'opposer à toute tentative freinant ce processus de la part de certains éléments bureaucratiques de l'appareil économique, ainsi que de prêter leur appui à toute nouvelle initiative des travailleurs tendant à élargir l'indépendance des entreprises de production et autres.

Les comités ouvriers de gestion qui réalisent les principes de la gestion directe de l'entreprise par une représentation du personnel, ne sont nullement en contradiction avec les principes du programme et du fonctionnement des organisations syndicales dans les entreprises ainsi que des syndicats dans leur ensemble.

Nous estimons que l'application générale du principe des comités ouvriers de gestion constitue la base des rapports démocratiques dans notre pays. La détermination des droits des comités ouvriers à la gestion des entreprises et à la responsabilité assumée dans le domaine de la production permet de cristalliser nettement les tâches de l'organisation syndicale en tant que représentant et défenseur des intérêts des travailleurs.

En reconnaissant la justesse du respect des principes de rentabilité des entreprises de la part des comités ouvriers de gestion, il est à notre avis nécessaire que les comités syndicaux d'entreprise, protégeant les intérêts du personnel et de chaque travailleur, garantissent une juste convergence des intérêts de l'entreprise avec ceux de l'Etat.

La Session Plénière engage le nouveau Présidium du Conseil Central des Syndicats à élaborer sans tarder un projet de loi sur les comités syndicaux d'entreprise, qui comprendra entre autres les droits de ces comités à la lumière des lois sur les comités ouvriers de gestion. Ce projet doit être soumis à l'adoption de la prochaine Session de la Diète.

III. — EN CE QUI CONCERNE LA LEGISLATION DU TRAVAIL ET LES QUESTIONS DES CONDITIONS DE VIE.

La Session Plénière considère comme une nécessité urgente d'introduire une législation du travail uniforme, d'abroger tous les règlements surannés, injustes et souvent contradictoires, et tout particulièrement, de liquider les vestiges d'une législation du travail capitaliste se traduisant par la division artificielle entre les travailleurs manuels et intellectuels.

Cela concerne en tout premier lieu le rajustement graduel des allocations de maladie, des congés payés et dans le domaine des préavis.

Parmi les questions qui demandent une mise au point la Session Plénière envisage entre autre la nécessité d'étendre les règlements relatifs aux congés payés pour soigner un membre

malade de la famille, de sorte que le père de famille puisse bénéficier de ces congés dans les cas où la mère n'est pas capable de travailler.

Il est non moins indispensable de réviser les principes selon lesquels sont accordées les allocations spéciales pour les travaux nuisibles à la santé et dans le sens d'égaliser le montant de ces allocations quel que soit le montant du salaire, ainsi que d'étendre ces allocations aux employés et au personnel technique.

En exprimant l'opinion de tous les travailleurs, la Session Plénière exige la liquidation entière des privilèges sociaux injustifiés, réservés à des groupes restreints d'employés occupant des postes élevés dans l'administration publique et économique.

La Session Plénière reconnaît la nécessité d'égaliser successivement la durée des congés payés des travailleurs manuels à celle des travailleurs intellectuels. Cela se traduirait dans l'immédiat par l'octroi de 21 jours de congé payé après trois ans de travail et dans l'industrie minière, après un an de travail.

Conformément aux tendances générales, la Session Plénière reconnaît la nécessité de réduire successivement la durée du travail, en premier lieu dans les branches de l'économie nationale où le travail est exécuté dans des conditions particulièrement difficiles et partout où des possibilités se présentent dans ce sens. Toutes ces mesures visent à assurer dans l'avenir l'introduction générale de la semaine de 40 heures.

La Session Plénière attire l'attention du gouvernement sur les insuffisances particulièrement frappantes dans le domaine de l'assistance médicale pour les travailleurs. Elle considère indispensable une augmentation sensible des fonds accordés par l'Etat pour les services médicaux, une amélioration générale du niveau sanitaire du pays et le développement des traitements prophylactiques dans le domaine des maladies professionnelles.

La Session Plénière est d'avis qu'il faut rétablir le droit des assurés à la gratuité des médicaments de production polonaise ou étrangère en augmentant considérablement les importations.

La Session Plénière estime que la durée du traitement dans un sanatorium doit être entièrement indépendante des congés payés normaux.

Afin d'améliorer le service médical dans les entreprises, il faut adopter le principe selon lequel les médecins affectés à l'entreprise doivent être rémunérés directement par l'entreprise. La Session Plénière pense également qu'il faut mettre des centres médicaux spéciaux à la disposition de certaines catégories de travailleurs employés dans les industries ayant une importance particulière pour l'économie nationale, tels, par exemple, les mineurs, les sidérurgistes, les travailleurs de l'industrie chimique, etc.

La Session Plénière estime qu'il est inutile de développer ultérieurement le réseau des crèches et maternelles auprès des entreprises, mais par contre elle considère qu'il faut poursuivre le développement de ces services sociaux dans le cadre des municipalités.

Afin d'améliorer l'ensemble de l'activité des vacances et loisirs ouvriers, des traitements prophylactiques et de sanatorium, la Session Plénière engage le Présidium du Conseil Central des Syndicats Polonais à créer dans le plus proche avenir une commission spéciale qui examinerait et jugerait l'ensemble de l'activité du Fonds des Vacances et Loisirs des Travailleurs et qui étudierait toutes les possibilités d'une extension ultérieure de ces services ainsi que de liquider tout privilège injustifié.

La Session Plénière s'adresse aux autorités locales afin qu'elles procèdent d'une manière conséquente à la recherche de toutes les réserves de pièces habitables qui, actuellement, sont occupées par les bureaux et les institutions ainsi qu'à combattre impitoyablement tout abus en ce qui concerne l'attribution des logements. La procédure quant à l'attribution des logements doit être fondée sur des principes d'égalité, de démocratie et de publicité, et doit être soumise le plus largement possible à un contrôle social.

La Session Plénière considère comme une sérieuse insuffisance dans le travail antérieur des syndicats le manque d'intérêt pour le problème des prix. La Session Plénière engage les directions syndicales à procéder à une analyse systématique des prix sur le marché, à veiller à ce que les prix soient établis conformément aux règles, surtout les prix des articles de consommation courante, et à empêcher les hausses non justifiées des prix. Les commissions spéciales de contrôle doivent combattre avec une sévérité particulière tous les abus dans ce domaine qui portent préjudice aux intérêts les plus vitaux de la classe ouvrière.

IV. — EN CE QUI CONCERNE LES QUESTIONS DE STRUCTURE ET D'ORGANISATION DES SYNDICATS.

Afin d'assurer une pleine démocratisation de la vie syndicale, il est nécessaire de procéder aussi rapidement que possible à la décentralisation de la direction syndicale et de reconnaître une indépendance complète des fédérations syndicales professionnelles.

A cet effet, la Session Plénière considère comme indispensable d'apporter des modifications essentielles aux statuts de l'Union des Syndicats Polonais. Elle recommande donc de créer des commissions chargées d'élaborer le projet des nouveaux statuts, lesquels après avoir été largement discutés, seront soumis à l'approbation du prochain Congrès des Syndicats.

La Session Plénière abroge la décision du Conseil Central des Syndicats qui restreint aux

fédérations respectives la possibilité de posséder leurs propres statuts. La Session Plénière décide de laisser aux Congrès Nationaux des fédérations la pleine liberté de préparer et d'adopter leurs propres statuts. Cette indépendance se traduira, en outre, par la possibilité d'apporter des changements à la structure des diverses fédérations, à la fixation des taux des cotisations, ainsi que de la durée du stage syndical pour l'octroi des prestations diverses fournies par les syndicats aux adhérents. Les nouveaux statuts de l'Union des Syndicats doivent déterminer les fonctions de cette dernière en tant que représentant de l'ensemble du mouvement syndical. Selon la Session Plénière, le Conseil Central des Syndicats doit être transformé en un Conseil de l'Union des Syndicats, appelé à soumettre devant les organismes dirigeants de l'Etat et de l'économie les revendications générales du mouvement syndical, à coordonner les mesures prises en commun par tous les syndicats et à représenter le mouvement syndical polonais dans le mouvement ouvrier international et à la F.S.M.

La Session Plénière engage le Présidium du Conseil Central des Syndicats Polonais nouvellement élu à limiter à un minimum indispensable l'appareil syndical permanent du Conseil Central des Syndicats en fonction de ses nouvelles activités. La question de la réduction du nombre des fonctionnaires syndicaux permanents se rapporte également à toutes les fédérations des syndicats professionnels.

La Session Plénière engage les instances syndicales à assurer aux fonctionnaires permanents qui devront quitter l'appareil syndical des possibilités d'acquérir de nouvelles qualifications ainsi qu'à leur verser des indemnités dans le cas de résiliation avant terme du contrat de travail, conformément aux lois en vigueur.

En raison des modifications envisagées dans la structure syndicale, la Session Plénière est d'avis que les fonctionnaires syndicaux qui assument des postes importants dans la direction syndicale doivent être approuvés par les sessions plénières. Dans l'avenir, il faudra adopter le principe selon lequel tous les postes responsables devront être assurés par des dirigeants élus.

La Session Plénière engage le Conseil Central des Syndicats à dissoudre immédiatement les Conseils des Syndicats des Voivodiés, à la place desquels il convient de créer des Commissions Départementales de Coordination qui se composeraient des Présidents des Fédérations Départementales des Syndicats Professionnels. La Session Plénière recommande également de liquider les écoles syndicales qui formaient des militants syndicaux permanents.

Selon l'avis de la Session Plénière, on devrait prendre en considération les revendications des différentes catégories professionnelles de la classe ouvrière qui réclament le démembrement des « combinats » syndicaux multiprofessionnels, formés d'une manière artificielle et la création de syndicats respectifs pour chaque profession, ou bien même des sections professionnelles auprès des fédérations qui seraient à même de mieux défendre les intérêts des travailleurs.

La Session Plénière recommande au Présidium du C.C.S.P. de définir clairement dans le plus bref délai la position des syndicats à l'égard des associations d'artistes, des écrivains, etc., ainsi que de l'Organisation Technique Centrale.

Pour ce qui est des organisations syndicales d'entreprise, la Session Plénière est d'avis qu'il faut s'appuyer sur le principe selon lequel une organisation syndicale représente les intérêts de tous les travailleurs dans une même entreprise. Cependant, dans certains cas justifiés, il est admissible de renoncer à ce principe, si tel est le point de vue de l'ensemble des travailleurs d'une branche professionnelle donnée.

Afin d'améliorer l'ensemble de l'activité syndicale, la Session Plénière estime qu'il faut dispenser les syndicats de certaines fonctions qui leur ont été transmises antérieurement par les organismes de l'Etat. Il s'agit tout particulièrement de transférer les fonctions dans le domaine de la répartition des places pour les sanatoria à l'appareil du service de la santé, la gestion du système des assurances sociales au Conseil Social de la Sécurité, fonctionnant d'après le principe d'une autonomie largement comprise. L'Etat devrait se charger de la répartition des cartes de tarif réduit pour les chemins de fer, en garantissant à tous les travailleurs un voyage par chemin de fer gratuit par an, ainsi que la restitution de la gratuité des voyages de vacances.

La Session Plénière décide d'abroger la décision du C.C.S.P. sur la création et le fonctionnement des tribunaux composés de travailleurs et destinés à juger un ou plusieurs de leurs camarades pour délits tels que : absentéisme, alcoolisme, etc.

La Session Plénière voit la nécessité de soumettre à une analyse plus approfondie les possibilités et les principes de transférer à l'Etat d'autres domaines de l'activité syndicale telles que la gestion des centres culturels et d'éducation, de l'activité sportive, etc.

La Session Plénière réaffirme que l'organe du Conseil Central des Syndicats Polonais « Glos Procy » est le journal des syndicats et que les membres de la rédaction doivent être approuvés et peuvent être révoqués par le Présidium du C.C.S.P. et le rédacteur en chef, par la Session Plénière.

La Session Plénière est d'avis que les directives de la présente résolution n'épuisent pas l'ensemble des problèmes qui se rattachent au renouvellement du mouvement syndical polonais et pour cette raison, elle charge le Présidium du Conseil Central des Syndicats Polonais et les

futures Sessions Plénières ainsi que les directions des fédérations et l'ensemble des militants syndicaux de poursuivre leur travail dans ce sens, de soumettre de nouvelles propositions, de discuter avec tous les syndiqués en vue d'élaborer les principes et les fondements de l'activité syndicale qui correspondraient aux nouvelles conditions sociales, politiques et économiques ainsi qu'aux tâches actuelles de l'édification socialiste.

Le nouveau programme d'activité du mouvement syndical polonais doit être accepté après une discussion de fond par les Congrès Nationaux des Fédérations professionnelles ainsi que par le Congrès Extraordinaire de l'Union des Syndicats qui doit être convoqué au plus tard dans le 2^e trimestre de 1957.

La Session Plénière engage le Présidium du Conseil Central des Syndicats Polonais à étudier en détail et à mettre au point toutes les motions soumises aux commissions au cours des débats de cette session, à définir le mode de règlement de toutes les questions qui y sont traitées et à en informer leurs auteurs.

La Session Plénière engage le Présidium du C.C.S.P. à publier au complet les documents sur le déroulement de la 9^e Session Plénière y compris les interventions présentées par écrit à la Présidence ainsi qu'à envoyer ces documents à tous les conseils d'entreprise, aux Fédérations Départementales et Fédérations Nationales des syndicats professionnels.

RÉSOLUTION DES CONSEILS OUVRIERS DU 11^e ARRONDISSEMENT DE BUDAPEST

Nous publions ci-après la résolution adoptée par les Conseils ouvriers du 11^e arrondissement de Budapest, au cours de leur lutte contre la seconde intervention des armées soviétiques. Dans sa brièveté, ce document expose le programme de la révolution hongroise. Aujourd'hui nombre de leaders de ces conseils — et notamment l'outilleur de 23 ans, Sandor Rucz, représentant de ce 11^e arrondissement et président du Conseil central de Budapest — sont en prison.

Les représentants des ouvriers des fabriques du 11^e arrondissement ont unanimement décidé que, dans les intérêts de la construction socialiste de la Hongrie et de l'avenir du peuple hongrois, ils sont prêts à reprendre le travail aux conditions suivantes :

1. Nous soulignons expressément que la classe ouvrière révolutionnaire considère que les usines et la terre sont propriété du peuple travailleur.

2. Le Parlement ouvrier reconnaît le gouvernement Kadar comme partie négociante à la condition préalable qu'il se réorganise dans un but d'assurer sa légalité, pour correspondre ainsi à la volonté du peuple.

3. Le peuple a accordé sa confiance aux conseils ouvriers pour s'assurer que la volonté du peuple sera ultérieurement exécutée. Nous exigeons l'élargissement des attributions des conseils ouvriers ainsi que leur confirmation de la part du gouvernement dans les domaines économique, culturel et social.

4. Dans l'intérêt du maintien de l'ordre et du rétablissement de la paix, nous exigeons que soit fixé un délai pour des élections libres. Ne pourront y participer que les partis qui reconnaissent et ont toujours reconnu l'ordre socialiste. Cet ordre repose sur le principe que les moyens de production appartiennent à la société.

5. Nous exigeons la libération immé-

diante des membres du gouvernement Imre Nagy qui ont été choisis par la révolution ; de même nous exigeons la libération de tous les combattants de la liberté.

6. Nous exigeons l'établissement immédiat d'un cessez-le-feu ainsi que le retrait des troupes soviétiques de Budapest, étant donné que les autorités hongroises peuvent assurer l'ordre au moyen du pouvoir ouvrier. Nous exigeons en outre que le gouvernement hongrois commence des négociations pour le retrait graduel et ordonné des troupes soviétiques hors du territoire hongrois, aussitôt que les travailleurs auront repris le travail et que l'opinion publique soit informée de la marche de ces négociations.

7. La police doit être recrutée parmi les ouvriers d'usine sincères et les unités de l'armée qui sont loyales envers le peuple.

8. Il est demandé que les points ci-dessus soient rendus publics par le gouvernement au moyen de la radio et de la presse.

Conclusion : Nous commencerons aussitôt à travailler à la reconstruction ainsi qu'à assurer l'approvisionnement du peuple et à rétablir les moyens de transport ; mais d'autres tâches ne seront prises en considération qu'après reconnaissance de nos revendications et leur mise à exécution.

Budapest, le 12 novembre 1956.

NOTES DE LECTURE

Sur la Révolution Hongroise

On a déjà beaucoup écrit et on écrira encore beaucoup sur la révolution hongroise. Informations et commentaires de tous ordres font la matière de nombreux livres et brochures sur un événement qui a mis aux prises tout un peuple — et en premier lieu les ouvriers — avec la bureaucratie soviétique.

Sur le détail des événements eux-mêmes, il n'y a guère matière à contestation. Sauf les domestiques du Kremlin astreints à justifier celui-ci, des observateurs politiquement les plus différents ont rapporté toute une série de faits incontestables. Mais mieux que tous les observateurs, ce sont les masses hongroises qui se sont exprimées très clairement.

Parmi les publications qui donnent un tableau saisissant de la marche des événements, il faut signaler une forte brochure en allemand publiée... par le Comité de l'Europe libre à Munich. Cette brochure, en effet, donne l'ensemble des émissions **provenant de Hongrie** du 23 octobre au 9 novembre, c'est-à-dire du jour où commença la révolution jusqu'au moment où le « gouvernement Kadar » — cinq jours après la seconde inter-

vention des troupes soviétiques — fut maître des stations hongroises de radio. Les éditeurs de cette brochure étaient intéressés à mettre en valeur tout ce qui pouvait corroborer leur propagande pro-occidentale. Or, dans toutes ces émissions indiquées jour par jour, heure par heure, il n'y en a que deux ou trois, provenant d'un « émetteur non identifié » qui peuvent être considérées comme ennemies du régime social. Pour toutes les autres, c'est avant tout l'esprit de la classe ouvrière et ses objectifs démocratiques, qui sont formulés par les appels des Conseils de toutes les régions du pays. Dans quelques cas, il y a de la confusion, mais partout s'exprime la volonté de conserver les conquêtes de la révolution. La seule intervention réactionnaire, celle du cardinal Mindzenty, témoigne de l'incompréhension de ce personnage anachronique, mais il ne s'y montre pas du tout le chef ou l'aspirant à la direction du pays.

Examinons maintenant quelques publications, pour en relever soit des informations intéressantes soit pour en examiner les appréciations sur les événements de Hongrie.

HUNGARIAN TRAGEDY

C'est un livre d'une centaine de pages, écrit par Peter Fryer, correspondant du *Daily Worker* londonien à Budapest. Peter Fryer donna son adhésion au P.C. britannique à l'âge de 15 ans ; il en était membre depuis 14 ans et était journaliste au *Daily Worker* depuis 9 ans, quand survinrent les événements de Hongrie. Il arriva à la frontière hongroise le 27 octobre, passa par les villes de Magyarovar et Gyor et aussi par une ferme collective avant d'atteindre Budapest.

Voici quelques-unes de ses observations :

« Les vingt membres du comité révolutionnaire (de Magyarovar) étaient des habitants de la ville ; on ne pouvait qualifier aucun d'eux d'émigré. » (Page 17.)

« Par leur origine spontanée, leur composition, leur sens des responsabilités, leur organisation efficace des fournitures alimentaires et de l'ordre public, par la modération qu'ils exercèrent sur les éléments les

plus turbulents dans la jeunesse, par la sagesse avec laquelle beaucoup d'entre eux traitèrent du problème des troupes soviétiques, et — non moins — par leur ressemblance frappante sur tant de points avec les soviets ou les conseils de délégués des ouvriers, de paysans et de soldats qui surgirent en Russie dans la révolution de 1905 et à nouveau en février 1917, ces comités — dont un réseau s'étendait maintenant sur toute la Hongrie — étaient remarquablement identiques. Ils étaient à la fois des organes d'insurrection — rassemblant les délégués élus des usines et des universités, des mines et des unités militaires — et des organes d'auto-administration populaire en qui le peuple armé avait confiance. En tant que tels ils jouissaient d'une autorité immense et il n'est pas exagéré de dire que jusqu'à l'attaque soviétique du 4 novembre, le pouvoir réel se trouvait entre leurs mains. » (Page 51.)

A la ferme étatique de Babolna, près de Gyor, il assiste à la réunion du conseil.

« La réunion du conseil des travailleurs comprenait environ 80 délégués, représentant toutes les sections de la ferme... Il y eut d'abord quelques discours généraux sur la révolution, ses buts, ses tâches, ses perspectives et sur la place de Babolna dans une nouvelle Hongrie, vraiment socialiste, vraiment démocratique... Je notais quelques phrases typiques : nous obéirons à un parlement démocratiquement élu... notre devoir est d'élire les meilleurs... c'est maintenant notre pays... nous devons nous opposer résolument à toute vengeance personnelle... nous ne voulons pas que des Hongrois tuent des Hongrois... Rakosi a dupé et trompé le peuple... »

« Un homme demanda l'interdiction ou la dissolution volontaire du Parti communiste comme organisation complètement discréditée. L'orateur suivant, un homme sérieux de 25 ans environ dit : Je suis contre la revendication que le P.C. soit dissous, parce que dans un pays démocratique il doit y avoir la liberté pour tous les partis. Mais il faudra que ce soit un Parti communiste qui opère d'une façon entièrement nouvelle... »

« Bientôt les délégués... procédèrent à l'élection de leur direction. Trois candidats furent proposés comme directeur, tous trois des hommes de la localité... L'élection se fit au vote secret. Chacun reçut un bout de papier et écrivit le nom d'un des candidats... Cela demanda beaucoup de temps, et l'un des délégués vint me dire quelque chose qui m'est depuis lors resté à l'esprit : ... c'est lent mais vous devez comprendre que nous n'avons pas l'habitude d'élire des gens... » (Pages 60-62.)

A Budapest, dit Freyer, le pouvoir était aux mains « des gens qui étaient armés ».

« Des fascistes ? Non, les gens qui s'étaient battus, les combattants de la liberté, les ouvriers de Csepel et d'Ujpest, des étudiants, des adolescents..., les soldats... (Pages 65-66.) »

« Ces gens qui voulaient conserver le socialisme et l'améliorer étaient armés ; c'étaient des ouvriers armés, des paysans armés, des étudiants armés, des soldats armés. Ils avaient des fusils et des tanks et des munitions. Ils avaient un moral splendide. Ils

étaient supérieurs à quelque putsch qui aurait pu être tenté. (Page 77.) »

« Le troisième argument en faveur de l'intervention soviétique était que la « terreur blanche » faisait rage en Hongrie... De même que la terreur rouge est la répression organisée systématique des opposants contre-révolutionnaires par une dictature prolétarienne, la terreur blanche est la répression organisée, systématique des opposants révolutionnaires par une dictature bourgeoise... Il est tout à fait vrai qu'une partie de la population de Budapest, rendue enragée par les crimes de la police secrète, fut prise d'envie d'exterminer des communistes. Il est vrai que des innocents ont souffert aussi bien que des coupables. C'est un fait pénible et désolant. Mais décrire l'assassinat d'un certain nombre de communistes (tous les observateurs étant d'accord que cela n'eut lieu qu'à Budapest) comme de la « terreur blanche » nécessitant une intervention soviétique, c'est décrire les événements de Hongrie de façon propagandiste unilatérale. » (Pages 79-80.)

Les articles que Peter Fryer envoya à son journal ne parurent point. Pour les avoir publiés quand même, pour avoir publié son livre qui mériterait d'être traduit en de nombreuses langues et diffusé auprès des ouvriers communistes, Peter Fryer a été exclu du Parti communiste. Mais il continue le combat avec courage.

« La Hongrie n'était pas un exemple de socialisme ou de communisme... La Hongrie était le stalinisme incarné... Le stalinisme s'est révélé à la fois en théorie et en pratique une monstrueuse perversion du marxisme... Tout l'avenir du mouvement communiste mondial dépend de la fin du stalinisme... Nous serons témoins de la floraison d'un véritable Parti communiste dédié aux principes de l'humanisme socialiste. Marx a appelé la révolution « une protestation humaine contre une vie inhumaine ». La révolution hongroise, c'était précisément cela. Elle a montré comment aller de l'avant. A notre modeste manière, nous communistes britanniques, pouvons aussi devenir des combattants de la liberté. »

Par son livre, Peter Fryer a déjà participé à la lutte du prolétariat hongrois, à la révolution hongroise qui triomphera.

LA TRAGÉDIE HONGROISE

Sous ce titre a paru à Paris, aux Editions Pierre Horay, un livre de F. Fetjo, socialiste hongrois qui, en 1949, quitta le bureau de presse de la Légation hongroise à Paris et passa dans l'émigration au moment de l'affaire Rajk. Depuis lors, Fetjo s'est montré un des observateurs les plus attentifs de ce qui se passe dans les « démocraties populaires » et notamment en Hongrie.

A son livre, il faut ajouter son article

publié dans le numéro des « Temps Modernes » dont nous parlerons plus loin.

Ce livre fait un tableau de l'évolution de la Hongrie depuis 1944-1945. Il rappelle le partage de Yalta, la formation des « démocraties populaires » qui, pour Staline, n'avait qu'un objet, constituer un glacis pour l'U.R.S.S. et où il n'était nullement question de bouleverser le régime capitaliste.

« ... Les régimes d'après guerre en Europe

centrale se sont presque tous établis sur ce que j'appellerais un refoulement de guerre civile. Un refoulement, oui, car la révolution politique et sociale aurait éclaté sans la présence de l'armée russe. » (Page 43.)

Puis Fetjo décrit ce qui se passa avec la « guerre froide » : l'introduction des méthodes stalinienne dans tous les domaines, les procès du type de Moscou, et il donne un tableau particulièrement intéressant de la période qui s'étend de juillet 1953 à mars 1955 pendant laquelle Rakosi dut, devant des difficultés très grandes, donner la présidence du gouvernement à Imre Nagy, tout en le contrainant par sa mainmise sur le parti. Pendant cette période, Nagy voulut remédier aux pires aspects du régime Rakosi, mais il y procéda d'une manière toute bureaucratique, sans dresser les masses, en se servant d'un appareil hostile à lui et à sa politique.

Imre Nagy fut renvoyé par Rakosi sans difficulté aucune. Mais, de cette période, commença la renaissance de la pensée en Hongrie et c'est parmi les intellectuels que passa l'opposition politique au régime bureaucratique.

Fetjo rappelle la plupart des faits désormais bien connus des journées de la révolution hongroise. Il insiste cependant sur le rôle que joua la révélation que des gisements uranifères avaient été cédés aux Russes par traité secret.

Parmi les autres faits à relever, citons :

« Un fait très important est la conférence des unités militaires insurrectionnelles de Budapest et de la province de Budapest qui se tint à la caserne Kilian, en présence de 800 délégués, ouvriers pour la plupart. A cette conférence, Maleter déclara, aux applaudissements de tous les participants : « Nous ne permettrons à personne de porter atteinte aux bases socialistes du régime. » (« Temps Modernes », page 768.) »

Mais si Fetjo est bien documenté quant aux faits, et si son livre donne une vue globale correcte de l'évolution de la situation depuis 1945, il est par contre beaucoup moins bon dans le domaine des idées. On a l'impression que Fetjo a lu beaucoup, mais qu'il se retrouve fort mal dans ce domaine. Il est vrai qu'il semble plus attiré par les idées de Proudhon, Bakounine et Kropotkine que par le marxisme.

Ainsi tout est sens dessus dessous dans sa tête au sujet des divergences qui eurent lieu dans le parti bolchevik jusqu'au triomphe de Staline. Il attribue, par exemple, à Trotsky non seulement la proposition d'un plan d'industrialisation mais aussi de la « collectivisation agricole » dès 1921 (page 106). Trotsky, ajoute-t-il, ne croyait pas à l'aggravation de l'antagonisme entre les diverses couches de la paysannerie (page 128), Trotsky pour gagner la bataille contre la paysannerie « proposait de concentrer tous les efforts sur la révolution mondiale » (page 129). Or la plate-forme de l'Opposition de gauche reprochait au bloc Staline-Boukharine de miser sur le koulak et de ne rien faire pour opposer le paysan pauvre et le paysan moyen à celui-ci ; il ne pouvait être question d'une collectivisation à la campagne sans qu'il en existe les bases matérielles et techniques suffisantes, et aussi sans la participation volontaire des paysans. Enfin le marxisme le plus élémentaire enseigne qu'on ne peut fabriquer une révolution sur commande.

De même, Fetjo écrit :

« Que la dictature du prolétariat — c'est-à-dire le gouvernement des classes laborieuses (ouvriers, paysans et intellectuels) — puisse s'exercer dans un cadre « multipartis », les exégètes, même les plus souples, n'y avaient point songé depuis que l'idée du second parti, émise jadis par Boukharine, avait été discréditée en Russie. » (« Temps Modernes », page 773.) »

Faut-il répéter que le gouvernement soviétique de Lénine n'a jamais défendu le principe d'un seul parti, qu'il y eut même pendant un certain temps un gouvernement de coalition avec les socialistes-révolutionnaires de gauche, que mencheviks, anarchistes et s-r de gauche participèrent pendant des années aux soviets, et que le gouvernement de Lénine ne prit à leur égard que des mesures temporaires imposées par les circonstances ? D'autre part, loin d'avoir émis l'idée d'un second parti, Boukharine fut lors de son bloc avec Staline un de ceux qui furent le plus virulent contre l'Opposition de gauche sur ce point, lui reprochant, mensongèrement d'ailleurs, de vouloir faire un second parti. Enfin, c'est Trotsky qui a soulevé et fait inscrire dans le programme de la IV^e Internationale le droit à la pluralité des partis soviétiques.

LA RÉVOLUTION EN POLOGNE ET EN HONGRIE

La revue « Socialisme ou barbarie » a consacré une place importante aux événements de Pologne et surtout de Hongrie.

Là aussi, la partie documentaire est très correcte. On y trouve également une série de questions aux militants du P.C.F., reprenant les déclarations mensongères de « l'Humanité » en contradiction avec les faits, avec des déclarations de dirigeants communistes

hongrois, questions le plus souvent très pertinentes.

Mais les rédacteurs de cette revue reviennent tout aussitôt à leurs théories sur le « capitalisme bureaucratique » qui sévirait en U.R.S.S. et dans les « démocraties populaires ». La bureaucratie serait une classe au même titre que les capitalistes. Pendant des années, ils nous ont accusés de capituler

idéologiquement devant le stalinisme, parce que nous disions que cette bureaucratie n'était qu'une excroissance parasitaire hostile à la classe ouvrière et dangereuse pour la société soviétique. Or, malgré toute leur prétendue clairvoyance idéologique, que disent-ils aujourd'hui ?

« Nous ne pensions pas que l'U.R.S.S. oserait... Alors même qu'on était conscient du véritable caractère du régime russe, qu'on connaissait... qu'on se souvenait... on ne pensait pas que dans la conjoncture présente l'U.R.S.S. — nous voulons dire son gouvernement — assume devant le monde entier, devant les travailleurs de tous les pays et les communistes de tous les pays, la responsabilité d'écraser sous le poids de milliers de blindés une insurrection qui avait mobilisé toutes les couches de la population hongroise... Nous avons sous-estimé le Kremlin, sa puissance de mensonge, son cynisme et sa haine sans limite des masses populaires. » (Pages 113-114.)

Nous qui nous sommes toujours gardés de qualifier sociologiquement le régime soviétique en fonction des crimes de ses dirigeants, qui avons toujours dit qu'on ne portait aucun coup sérieux à la bureaucratie en la qualifiant de façon erronée de classe (capitaliste collectif ou autre définition), nous avons, dès 1953, indiqué que, dans les conditions nouvelles, la bureaucratie par auto-défense lâcherait du lest, mais qu'avant de disparaître on assisterait à des chocs en retour et aux pires crimes antiouvriers de la part de la bureaucratie (voir « Montée et déclin du stalinisme », thèses du 4^e Congrès Mondial, 1954).

Il est tout à fait important d'observer que les rédacteurs de cette revue parlent des événements qui se passent en U.R.S.S. et dans les « démocraties populaires » indépendamment de la montée révolutionnaire dans le monde. Ils ne traitent de la « déstalinisation » que comme un phénomène spécifique à chaque Etat et fonction de la situation dans chaque Etat seulement.

LES TEMPS MODERNES

Le numéro spécial de cette revue (janvier 1957) présente deux parties distinctes. D'une part toute une série de documents, de 1949 à 1956 qui est une anthologie de la lutte entre stalinien hongrois et intellectuels. D'autre part, un long article de Sartre, sur les événements de Hongrie, sur la « déstalinisation » et sur bien des choses.

Les pages des écrivains hongrois, pour la plupart des communistes ou des socialistes, sont passionnantes. Articles, poèmes, œuvres dramatiques, etc., les uns vibrant d'indignation, d'autres pleins de satire ou d'humour, d'autres encore avant tout soucieux de serrer leur argumentation, tous montrent dans leur diversité que l'intelligenza hongroise ne

« La « déstalinisation » est un phénomène complexe déterminé par une foule de facteurs. Ces facteurs résultent tous en dernière analyse de la crise d'une société construite sur la scission radicale entre dirigeants et exécutants et sur leur opposition... » (Page 158.)

Ce complexe, cette foule de facteurs, cela nous amène en fin de compte à ce que la bureaucratie, que Chaulieu avait présentée jadis comme ces « hommes intelligents » qui avaient roulé capitalistes et ouvriers incapables de donner une issue à la crise de la société, est incapable de créer une société stable pour elle, comme le capitalisme l'avait fait pour son propre compte pour toute une période historique. Mais nous n'avons pas l'intention de reprendre ici une discussion fort ancienne, sachant que nous n'entendons pas de la part de ces adversaires de nos conceptions un argument nouveau.

Par contre, il y a tout de même des choses que nous aurions pensé ne plus entendre de leur part depuis les événements de Pologne et de Hongrie. Ainsi, nous lisons :

« Le prolétariat a vu que ce régime, se prétendant « communiste », n'était qu'une autre forme du régime capitaliste. » (Page 157.)

Ce n'est pas vrai ! Le prolétariat s'est exprimé au cours des journées révolutionnaires. Ni les ouvriers polonais et hongrois ni les intellectuels de ces pays ont dit cela. Ils se sont exprimés de façon exactement contraire. Très peu d'entre eux connaissent l'analyse trotskyste de l'U.R.S.S. et des « démocraties populaires », mais c'est dans des termes très voisins pour ne pas dire identiques à celle-ci qu'ils se sont exprimés. Le prolétariat de ces pays qui a connu dans sa chair le régime bureaucratique a su y distinguer une forme de société différente de la société capitaliste, la base de la société socialiste pour laquelle il lutte.

s'était pas battue pour des droits particuliers, pour des faveurs spéciales au nom de l'esprit, de l'art, de la création intellectuelle, mais qu'elle fut le porte-parole des masses hongroises, des ouvriers, des paysans, tout comme des intellectuels, contre un régime policier qui les opprimait.

Dans ces pages, on peut trouver sans aucun doute des idées confuses — pas trop cependant — mais toutes ces œuvres se placent sur le plan du socialisme. En l'absence d'une opposition politique organisée, s'exprimant en termes politiques, ces intellectuels furent les porte-parole de toutes les masses laborieuses, et ce sera pour eux un titre de gloire impérissable, quelque chose

qui tranche totalement avec la veulerie trop souvent manifestée dans ces mêmes milieux envers le pouvoir établi.

Nous n'entendons nullement classer ces pages. Toutes sont à lire. Toutes sont stimulantes. On comprend la haine qu'elles ont suscitée chez les Rakosi et autres bureaucrates qu'elles cinglaient.

Et ces pages ont stimulé les ouvriers. On trouve dans l'anthologie publiée par les « Temps Modernes » quelques lettres d'ouvriers hongrois approuvant précisément ces interventions d'intellectuels parues dans un numéro de la « Gazette Littéraire » hongroise.

Quel plus bel éloge pouvait recevoir l'écrivain Emil Horn que cette lettre du forgeron Bela Kiss :

« Chapeau bas ! C'est l'article d'Emil Horn qui me fait pousser ce cri. Enfin quelqu'un qui s'est aperçu de l'existence non pas du travailleur, non pas du camarade, même pas du peuple, mais bien de l'ouvrier manuel... Il est indiscutable qu'aujourd'hui vaut mieux qu'hier. Mais ce n'est pas tout à fait ainsi que j'ai imaginé « demain ». Il est pourtant bien vrai qu'on ne remarque souvent même pas mon existence et, si l'on s'en aperçoit, on me prend pour une marionnette... Combien de fois ne m'oblige-t-on pas d'accepter l'opinion des autres que je ne partage peut-être même pas. A mesure que cette opinion change, on exige que la mienne change également. Et cela fait mal, plus mal que si l'on me battait... »

Ecoutons aussi cette lettre du fraiseur stakanoviste Laszlo Pal, de Csepel, visiblement un ouvrier hautement politisé :

« ... Je me considère authentiquement de Csepel. J'avais cinq ans lorsque mes parents, pauvres comme Job, s'installèrent ici il y a une trentaine d'années... Mon destin et ma conception de la vie se confondent avec l'existence ouvrière de Csepel. Je travaille à la forge depuis vingt ans, sans interruption... Prenons un exemple de la vie quotidienne de l'usine. Quelques ouvriers discutent autour d'un tour, se demandant si Imre Nagy acceptera de faire son autocritique, pourquoi Tito a pu se rendre en Crimée, si la remise en ordre des salaires aura bien lieu le 1^{er} janvier, etc. Un responsable de l'organisation de base du Parti s'approche d'eux, et aussitôt la conversation tourne autour des paris de football, du nombre des matches nuls à prévoir dans la semaine... »

« La ligne suivie par la direction suprême a connu trop de fluctuations au cours des dernières années pour permettre à quiconque de discerner une orientation nette et ferme... »

« Est-ce la raison du silence et de la passivité des ouvriers de Csepel ? Mais se taisent-ils vraiment ? Sont-ils réellement indifférents à tout ? Il en est certes qui noient leur chagrin dans quelques verres ou qui consacrent leurs loisirs aux sports et aux concours sportifs. Mais d'autres — qui forment peut-être la majorité — lisent, réflé-

chissent et se tiennent au courant des événements. Il est caractéristique de l'état d'esprit de ces derniers qu'on ait offert jusqu'à dix forints pour un exemplaire du numéro de la « Gazette Littéraire » qui traite de l'assemblée générale des écrivains. Cette partie de la classe ouvrière respecte les représentants de la presse et de la littérature qui s'exposent courageusement, qui révèlent avec sincérité les obstacles à franchir et se placent ainsi à l'avant-garde de la lutte pour la liquidation d'un passé criminel, pour la création d'une atmosphère démocratique purifiée... En dépit du problème que représente à Csepel la nécessité de dissiper la méfiance engendrée par les erreurs passées, je veux signaler en conclusion un phénomène réconfortant : le souvenir affectueux de l'immortel camarade Lénine demeure vivant dans le cœur des travailleurs ! L'ouvrier de Csepel n'est pas, n'a jamais été et ne sera jamais un adversaire ! S'il est l'ennemi des fautes, des conditions de vie insupportables, il croit fermement que, malgré les entraves apparemment insurmontables, la vérité léniniste, la liberté et la prospérité véritables des travailleurs finiront par triompher. »

Mais autant les pages des écrivains hongrois vous entraînent, autant on a peine à parcourir le texte de Sartre. Le directeur des « Temps Modernes » se trouvait dans une situation embarrassée. Au lendemain de la guerre, il avait opposé son existentialisme au marxisme pour résister au courant pro-P.C.F. Après une expérience politique médiocre entre deux chaises, au R.D.R., il avait commencé une évolution progressive vers le mouvement ouvrier. Mais, confondant classe ouvrière et P.C.F., il devint vite un compagnon de route du stalinisme. Pour se justifier, il commença à écrire en 1952 « Les communistes et la paix ». Après deux ou trois numéros, la fin de cet ouvrage se montrait laborieuse. On l'annonçait enfin pour... novembre 1956, quand se produisit la révolution hongroise et la répression du Kremlin. Sartre rompit avec les stalinien, en invitant d'ailleurs les partisans de la guerre en Algérie et à Suez à se taire. C'était très bien. Dans sa revue, Sartre a pris 120 pages pour s'expliquer, et là les choses se gâtent.

Nous ne mettons pas en cause tout ce qu'il dit contre les colonialistes ni ce qu'il reproche aux stalinien. Certains de ses propos à ces derniers sont percutants.

« L'U.R.S.S. s'est trompée cent fois, ses chefs l'ont publiquement reconnu ; pourtant si vous n'acceptez pas dans l'enthousiasme ses erreurs nouvelles, vous êtes objectivement un assassin. » (Page 680.) « Un communiste français me disait : « Mettez-vous à notre place : on assassine nos camarades. » C'est vrai. Mais Rajk et Slansky étaient aussi des camarades. Les communistes français ont-ils crié qu'on les assassinait ? Quand le pouvoir suprême écrase un militant, ils déclarent

aussitôt que c'est un traître. Quand la vengeance du peuple s'exerce sur un responsable, c'est le peuple qui est criminel à leurs yeux. » (Page 619.)

Mais Sartre veut justifier sa propre attitude passée, la justifier non comme une coopération contre l'impérialisme, sans aucune compromission théorique et politique, mais en justifiant le stalinisme passé sur le plan théorique et politique.

Dans ces 120 pages, Sartre touche à tout, sans la moindre unité de vue, et nous n'avons pas la prétention de tout relever en quelques paragraphes. Il affirme bien des choses avec une superbe qui n'a d'égale que son ignorance.

« Quand Boulganine menace Londres et Paris de fusées atomiques, il ne songe pas vraiment à en faire usage ; mais ces armes existent, l'U.R.S.S. en possède, on le sait ; du coup, la menace prend, dans sa bouche, une réalité dont il ne se rend peut-être pas compte. » (Page 670.)

Mme Tabouis qui sait tout aussi bien que lui ce que pensent les chefs de gouvernement ne va tout de même pas jusqu'à prétendre qu'ils ne se rendent pas compte de leurs propos.

« Est-il possible que le gouvernement soviétique ait cru vraiment que la misérable tentative anglo-française, que ce débarquement raté pouvait être la source d'un conflit mondial : le monde entier nous a condamnés ; à l'O.N.U. nos représentants ont été mis au coin et coiffés de bonnets d'âne. » (Page 671.)

Notre existentialiste qui ne voit que ce qui est sous son nez, et encore, ne prévoyait pas la « doctrine Eisenhower » pour le Moyen-Orient, et que le State Department ne condamnait la France et l'Angleterre que parce qu'ils contrecarraient ses propres plans pour éliminer Nasser.

Mais le morceau principal, c'est une apologie de Staline et du stalinisme dans le passé.

« Les révolutionnaires soviétiques, après quelques années d'incertitude, ont fini par comprendre que le socialisme n'était pas séparable de la planification. En outre, l'urgence des périls et l'inculture des masses obligeaient le gouvernement russe à se prononcer pour une planification autoritaire... Les intérêts à long terme de la construction socialiste s'opposaient aux intérêts immédiats de la classe travailleuse... Dans cette première phase, les masses perdent le pouvoir de dénoncer elles-mêmes leurs propres besoins ; ce sont les experts qui déterminent ce qui leur convient... Entre ces « organisateurs » et les masses, le Parti prétend jouer le rôle de médiateur. De fait il corrige sans cesse la bureaucratie ; par d'incessantes persécutions, par des remaniements et des « purges », il la tient en haleine et l'empêche de se poser pour soi ; mais il est, en lui-même, l'expression de la planification ; créateur de mythes,

spécialisé dans la propagande, il contrôle, agit, exhorte les masses... » (Pages 631 à 637.)

Sartre ne peut pas ne pas savoir que les révolutionnaires qui ont commencé par proposer la planification, c'étaient Trotsky et l'Opposition de gauche, contre les bureaucraties et leur porte-parole dans le parti bolchevik, Staline, qui a mis du temps à en comprendre la nécessité.

Ceci dit, à quoi se résume le petit exercice de prestidigitation auquel se livre Sartre ? Le parti révolutionnaire comprend la nécessité de la planification, les masses travailleuses qui ont compris la nécessité de faire des sacrifices pour le socialisme avant la prise du pouvoir en deviennent incapables une fois le pouvoir capitaliste renversé ; ce sont des « experts », des « organisateurs » qui peuvent seuls désormais déterminer ce qu'il convient de leur donner pour leur travail ; et au-dessus de cela, il y a le « Parti », qui est devenu une sorte d'agence de publicité — « expression en lui-même de la planification » — qui vend des mythes aux masses et asticote les « experts » au moyen de persécutions et d'épurations.

Il y a quelques années, Gilles Martinet avait exposé — sous une forme un peu plus raffinée, il est vrai — la thèse que Sartre expose ici, savoir que dans cette première phase de la construction du socialisme la bureaucratie était nécessaire pour défendre le socialisme, y compris contre la classe ouvrière. Nous ignorons si Martinet est encore prêt à la défendre ; mais de toute façon — après les événements de Pologne et de Hongrie — cette thèse est moins valide que jamais. Plus que jamais, il s'avère qu'une saine construction du socialisme suppose des proportions correctes entre le rythme de l'industrialisation et l'élévation du niveau de vie des masses, ainsi que des proportions correctes entre les diverses branches de l'économie. Il s'avère également que ces proportions correctes ne peuvent être trouvées par des « experts » tout seuls, si géniaux soient-ils, mais par la participation démocratique des masses à la conduite de l'économie et de la société. La crise actuelle en U.R.S.S. et dans les « démocraties populaires » trouve précisément une de ses lignes de développement dans toutes les contradictions accumulées par la gestion bureaucratique de l'économie et de la société. Les usines, les grands travaux..., ce sont les grandes masses qui les ont édifiés à la sueur de leur front ; les disproportions monstrueuses, les tensions énormes, ce sont les fruits de la gestion stalinienne.

Que des conditions exceptionnelles aient permis à la bureaucratie de devenir omnipotente, c'est une explication qui a été fournie il y a de longues années par les marxistes. Mais expliquer n'est, ne peut pas signifier justifier, approuver. Il faut être un mandarin, plein d'affinités pour la bureaucratie,

pour justifier les persécutions, l'odieuse régime stalinien qui n'a pas seulement « tenu en haleine » une masse de bureaucrates en les menaçant des camps de concentration mais qui a exterminé toute l'avant-garde révolutionnaire soviétique et qui a maintenu les masses travailleuses à un niveau de vie que ne justifiait pas depuis des années le niveau des forces productives.

Avec tout autant d'ignorance, Sartre traite du mouvement communiste dans les pays occidentaux. Il impute aux dirigeants du P.C.F. la volonté de « resserrer » leur parti, au lieu de « s'élargir comme le P.C. italien » (page 686). Double erreur ! Le P.C. italien connaît aussi quelques difficultés (perte d'influence dans les élections d'entreprise, rupture de l'unité d'action avec le P.S. italien). La direction du P.C.F., depuis la fin de la guerre, n'a jamais cherché à « resserrer » son parti ; au contraire, elle a toujours été à la recherche d'alliés, des « bons Français », des socialistes... C'est la politique qu'elle a menée qui a abouti au résultat actuel, à son incapacité de mobiliser les travailleurs qui pourtant votent P.C.F. Mais comment Sartre pourrait-il dire cela, après avoir tant écrit dans « Les communistes et la paix » sur la profonde sagesse de ce B.P. qui, aujourd'hui, fait la sourde oreille et ne veut pas déstaliniser ?

En réalité, Sartre, « intellectuel » s'adressant à des « intellectuels », se montre une fois de plus incapable de comprendre le prolétariat comme force sociale, comme sujet de l'histoire. C'est à la direction du parti de la déterminer, et c'est à lui de dire à la direction du parti comment se comporter pour réaliser « l'union des gauches » et même le socialisme.

Tout le fond de sa pensée, Sartre l'avait montré quand il avait condamné Khrouchtchev pour son rapport :

« La faute la plus énorme a probablement été le rapport Khrouchtchev, car, à mon avis, la dénonciation publique et solennelle, l'exposition détaillée de tous les crimes d'un personnage sacré qui a représenté si longtemps le régime est une folie quand une telle franchise n'est pas rendue possible par une élévation préalable, et considérable, du niveau de vie de la population. »

Quand Sartre s'exprima ainsi, Silone, justement indigné, demanda : « Envers qui Sartre se sent-il engagé ? »

Malgré toute son inconsistance politique, Silone est avec les masses qui peinent, qui souffrent. Quant à Sartre, il raisonne au sujet des masses comme un vulgaire épicier, non un épicier poujadiste, mais un épicier démocrate et défenseur des Droits de l'Homme qui veut le bien des ouvriers parce que s'ils gagnent bien, le commerce marche. Il y avait bien longtemps que Marx, en 1848,

avait expliqué le processus à propos des Sartre de son époque :

« Il ne faut pas s'imaginer non plus que les représentants démocrates sont tous des boutiquiers ou qu'ils s'enthousiasment pour ces derniers. Ils peuvent par leur culture et leur situation personnelle, être séparés d'eux par un abîme. Ce qui en fait les représentants de la petite bourgeoisie, c'est que leur cerveau ne peut dépasser les limites que le petit bourgeois ne dépasse pas lui-même dans sa vie, et que par conséquent, ils sont théoriquement poussés aux mêmes solutions auxquelles leur intérêt matériel et leur situation sociale poussent pratiquement les petits bourgeois. Tel est, d'une façon générale, le rapport qui existe entre les représentants politiques et littéraires d'une classe et la classe qu'ils représentent. »

Sartre écrit rarement sans lancer quelque coup bas contre les trotskystes en déformant leur pensée ou leur action ; il n'a pas manqué à sa tradition :

« Les communistes reconnaissent aujourd'hui qu'il ne s'agissait pas d'un simple putsch fasciste ; seuls les trotskystes soutiennent que l'insurrection tout entière avait un caractère progressiste. La vérité se trouve quelque part entre ces deux affirmations également gratuites et schématiques. Quelque part, mais où ? Pour la trouver, il faudrait une analyse marxiste de la situation ; mais les éléments nous font encore défaut. » (Page 595.)

Nous n'avons, pour autant que nous le sachions, employé la phrase que nous attribue Sartre, mais ce n'est pas l'essentiel. Nous avons dès les premiers glissements de Nagy alerté contre les dangers réactionnaires et jamais nous n'avons prétendu qu'il n'y avait pas eu de crimes de fascistes au cours des événements de Hongrie. Mais, à la différence de Sartre, nous disons qu'il ne manque pas d'éléments pour donner une caractéristique marxiste de ces événements. Car l'analyse marxiste commence par définir la nature de classe d'un phénomène. On n'a pas besoin de connaître le nombre exact des crimes fascistes pour savoir qu'ils ne caractérisent pas le mouvement des travailleurs hongrois. L'insurrection de ceux-ci a été progressive ; mais, comme tout événement de cette ampleur, il n'a pas été pur — et des éléments troubles ont cherché à profiter de la situation. Sartre ne peut pas ignorer que telle est notre position. Mais il peut d'autant moins éviter de donner un coup contre les trotskystes qu'il prend ses distances des stalinien. Mais en introduisant l'expression « tout entière », Sartre révèle là aussi qu'il aborde les événements de masse non en marxiste mais avec l'esprit d'un épicier qui pèserait des grains de café.

Lénine et la dialectique

Lénine n'a entrepris l'étude systématique de la méthode dialectique de Hegel que relativement tard, quelques années avant la Révolution d'Octobre, en 1914-1915 plus précisément. Il était déjà parvenu à sa pleine maturité de penseur militant, ce qui lui permit d'approcher avec une facilité étonnante, presque joyeuse dirons-nous, toute la richesse de cette méthode qu'il considérait à juste titre comme la théorie de la connaissance par excellence.

En relisant les « Cahiers philosophiques » de Lénine (1) présentés pour la première fois dans leur texte intégral au public français, on ne peut que rester ébloui, ravi même, de la pénétration de l'esprit philosophique de Lénine, puisant avec ferveur, avec verve également et souvent avec humour, dans la puissante sève qui jaillit des écrits du philosophe d'Iéna.

A la lecture de ces « Cahiers », il ne fait aucun doute que c'est à cette époque (1914-1915) que Lénine trouve l'occasion, préparée déjà par tout son développement antérieur, d'assimiler à fond — en la transcrivant en termes matérialistes — la dialectique hégélienne. Ce qui ne manqua pas de lui suggérer son aphorisme fameux : « On ne peut parfaitement comprendre « le Capital » de Marx et en particulier son premier chapitre sans avoir étudié à fond et compris toute la logique de Hegel. Donc pas un marxiste n'a compris Marx un demi-siècle après lui ! »

Lénine tout entier vit dans ces « Cahiers », saisissant d'emblée l'essentiel, excité par ses propres découvertes, en approfondissant Hegel, aussi bien spontanément dans son enthousiasme pour ce dernier que mordant, caustique, plein d'humour, quand il tombe sur les « lâchetés », les « dérobadés » du philosophe allemand envers le matérialisme plus particulièrement.

Lénine approfondit Hegel de manière incontestablement créatrice. Ses « Cahiers » contiennent une masse de remarques, d'idées, de développements qui non seulement aident à clarifier le texte souvent obscur de Hegel, à souligner ses faiblesses sinon son verbiage idéaliste et vide ici et là, mais également à l'étudier critiquement du point de vue matérialiste, à l'approfondir et parfois même à l'enrichir.

On n'exagérerait pas en affirmant que les notes écrites par Lénine lors de son étude de

Hegel peuvent parfaitement servir de base à la rédaction d'une sorte de manuel de la dialectique matérialiste, de la théorie de la connaissance du matérialisme. Avait-il lui-même ce projet en tête en étudiant de manière si intéressée, si passionnée, les écrits du philosophe allemand ? On le dirait en lisant la note qu'il a consacrée dans ses commentaires à la table des matières de la Petite Logique de Hegel. Elle est en même temps une intéressante esquisse de la dialectique du Capital de Marx. La voici :

« Marx ne nous a pas laissé de « Logique » (avec un grand L) mais il nous a laissé la logique du Capital. Il faudrait en tirer parti le plus complètement possible pour la question qui nous intéresse. Dans le Capital, c'est à une science que Marx applique la logique, la dialectique et la théorie de la connaissance du matérialisme (il n'est pas besoin de trois mots : c'est une seule et même chose), prenant chez Hegel tout ce qui a de la valeur et le développant.

La marchandise — l'argent (production de la plus-value absolue) — production de la plus-value relative — le capital.

Histoire du capitalisme et analyse des concepts qui résument cette histoire.

Point de départ : l'« être » le plus simple, le plus habituel, le plus courant, le plus immédiat : la marchandise singulière (l'« être » en économie politique). L'analyse de cette marchandise comme rapport social. Analyse double, déductive et inductive — logique et historique (les formes de la valeur)... »

Lénine considérait le Capital comme l'application de la dialectique « dans sa forme rationnelle » à l'économie politique. Il souhaitait par ailleurs que « la continuation de l'œuvre de Hegel et de Marx » puisse « consister dans l'élaboration dialectique de l'histoire de la pensée, de la science et de la technique ».

L'assimilation de la dialectique, en tant que théorie de la connaissance, devrait être selon Lénine universelle. Dans ce domaine, il partage complètement les critiques aussi bien de Hegel que d'Engels à l'égard des savants qui, faute d'une assimilation profonde de la dialectique, pèchent souvent par des vues unilatérales, mécaniques et n'arrivent pas à comprendre réellement la « transformation », l'évolution, ou le sens des lois de la nature. Les savants souvent ne connaissent pas « l'art d'opérer avec les concepts ».

Cet « art » n'est pas « inné : il est le résultat des sciences naturelles et de la philosophie pendant deux mille ans ». Lénine explicite cette pensée. Epousant les remarques faites par Hegel sur la « méthode d'explication formelle à partir de raisons tautologiques », il écrit :

« Très souvent, surtout dans les sciences physiques, on explique les « raisons d'être » d'une façon tautologique : le mouvement de la terre s'explique par la « force d'attraction » du soleil, mais qu'est donc la force d'attraction ? Un mouvement aussi ! Une tautologie vide : pourquoi tel homme se rend-il dans telle ville ? A cause de la force d'attraction de cette ville ! Il arrive d'ordinaire aussi que dans la science on commence à présenter comme raison d'être « les molécules », l'éther, la « matière électrique », etc., et puis il se révèle que « ces concepts sont plutôt des déterminations déduites de ce

qu'ils sont destinés à fonder, des hypothèses et des fictions, œuvre d'une réflexion non critique » (Hegel). Ou bien on dit que « nous ne connaissons pas la nature interne de ces forces et matières elles-mêmes ». Alors il ne reste plus rien non plus à « expliquer » ; il faut simplement se limiter aux faits... »

Mais, remarque Lénine à la suite de Hegel, le fond réel, l'explication réelle n'est pas, ne devrait pas être une tautologie mais déjà « une autre détermination du contenu », plus profonde, plus proche de la réalité. La marche de la science est cet approfondissement infini de la nature, à travers l'élaboration par l'homme pensant de concepts « plus affûtés, travaillés, souples, mobiles, relatifs, liés entre eux, unis dans les relations, afin d'embrasser l'univers » (Lénine).

C'est déjà là un des aspects de la dialectique.

LA DIALECTIQUE EN TANT QUE THEORIE DE LA CONNAISSANCE

« La logique (la dialectique), écrit encore Lénine, est la doctrine de la connaissance. »

Et il s'explique :

« La connaissance est le reflet de la nature par l'homme. Mais ce n'est pas un reflet simple, immédiat, total : ce processus consiste en toute une série d'abstractions, de formulations, de formation de concepts, de lois, etc., et ces concepts, lois, etc., embrassent aussi relativement, approximativement les lois universelles de la nature éternellement mouvante et se développant.

Ici il y a réellement, objectivement, trois termes : 1. la nature, 2. la connaissance de l'homme, le cerveau de l'homme (en tant que produit supérieur de cette nature), et 3. la forme du reflet de la nature dans la connaissance humaine ; cette forme, ce sont les concepts, les lois, les catégories, etc. L'homme ne peut pas saisir = refléter = reproduire la nature entièrement en tant que tout, dans sa « totalité immédiate » ; tout ce qu'il peut, c'est éternellement s'en approcher en créant des abstractions, des concepts, des lois, un tableau scientifique de l'univers, etc. »

Lénine revient souvent sur la notion du « reflet » afin de l'assouplir, de la « dialectiser » au maximum :

« La connaissance est le processus par lequel la pensée s'approche infiniment et éternellement de l'objet. Le reflet de la nature dans la pensée humaine doit être compris non d'une façon « morte », « abstraite », non sans mouvement, sans contradiction, mais dans le processus éternel du mouvement, de la naissance des contradictions et de leur résolution. »

Comme le fit Hegel, Lénine suit le « mouvement dialectique » de la pensée humaine, de la connaissance, de la sensation au concept, et du « concept purement « formel » au début vers le jugement, puis vers le syllo-

gisme », et enfin « jusqu'à la conversion du concept subjectif en son objectivité ».

Cette méthode est analytique « mais elle est tout autant synthétique » (Hegel).

Les éléments de la dialectique apparaissent ainsi être sommairement les suivants :

« 1. La chose elle-même doit être considérée dans ses relations et dans son développement.

« 2. La contradiction dans la chose elle-même, les forces et les tendances contradictoires dans chaque phénomène.

« 3. L'unité de l'analyse et de la synthèse. »

Cependant, Lénine pense pouvoir les présenter « d'une façon plus détaillée » encore comme suit :

« 1. L'objectivité de l'examen (pas d'exemples, pas de digressions, mais la chose en elle-même).

2. Tout l'ensemble des rapports multiples de cette chose avec d'autres.

3. Le développement de cette chose (ou phénomène), son mouvement propre, sa vie propre.

4. Les tendances (et aspects) internes contradictoires dans cette chose.

5. La chose (le phénomène, etc.) comme somme et unité des contraires.

6. La lutte, ou encore le déploiement de ces contraires, la contradiction des tendances, etc.

7. L'unité de l'analyse et de la synthèse, l'analyse des éléments particuliers et l'ensemble, la somme de ces éléments.

8. Les rapports de chaque chose (phénomène, etc.) non seulement sont multiples mais universels.

Toute chose (phénomène, processus, etc.) est liée à toute autre.

9. Non seulement l'unité des contraires mais aussi les passages de chaque détermi-

(1) Editions sociales, Paris.

nation, qualité, trait, aspect, propriété, à chaque autre (à son opposé).

10. Processus infini de découverte de nouveaux aspects, rapports.

11. Processus infini d'approfondissement de la connaissance humaine des choses, phénomènes, processus, etc., qui va du phénomène à l'essence, de l'essence moins profonde à l'essence plus profonde, etc.

12. De la coexistence à la causalité et d'une forme de connexion et d'interdépendance vers une autre, plus profonde, plus universelle.

13. Répétition dans la phase supérieure de certains traits, propriétés, etc., de l'inférieure, etc.

LA NEGATIVITE, « FOND » REEL DE LA DIALECTIQUE

« On peut brièvement définir la dialectique, écrit Lénine, comme la théorie de l'unité des contraires. Par là on saisira le noyau de la dialectique... »

Et voici de quelle manière il explicite cette théorie :

« L'identité des contraires (leur « unité » devrait-on dire plus exactement peut-être ? bien qu'ici la distinction des termes identité et unité ne soit pas d'une grande importance. En un certain sens les deux sont justes, c'est la reconnaissance (la découverte) des tendances opposées, contradictoires, s'excluant mutuellement, dans tous les phénomènes et processus de la nature (y compris l'esprit et la société).

La condition d'une connaissance de tous les processus du monde dans leur « autodynamique », dans leur développement spontané, dans leur vie vivante, est leur connaissance en tant qu'unité des contraires.

Le développement est une « lutte » des contraires.

Deux conceptions fondamentales (ou deux possibles ? ou deux conceptions constatées dans l'histoire ?) du développement (de l'évolution) : le développement comme diminution ou augmentation, comme répétition, et le développement comme unité des contraires (dédoublé de l'un en contraires qui s'excluent mutuellement et rapports réciproques entre ces contraires).

Avec la première conception du mouvement, l'autodynamique reste dans l'ombre, sa force motrice, sa source, son motif, à moins qu'on ne transporte cette source au dehors — un dieu, un sujet, etc.).

Avec la deuxième conception l'attention principale est dirigée précisément sur la connaissance de la source de l'« auto »-dynamique.

La première conception est morte, pauvre, aride. La deuxième est vivante.

Seule la deuxième donne la clef de « l'autodynamique » de tout ce qui est : elle seule donne la clef des « bonds », de la « rupture dans la succession », « de la transformation

14. Retour apparent à l'ancien (négation de la négation).

15. Lutte du contenu avec la forme et inversement. Rejet de la forme, remaniement du contenu.

16. Passage de la quantité à la qualité et vice-versa.

Nous avons là probablement le schéma d'un manuel de dialectique auquel Lénine ne cesse de penser au fur et à mesure qu'il approfondit et découvre les richesses de la pensée de Hegel.

Cependant, le « fond » de la dialectique, son « essence » est, selon Lénine, « l'identité (ou l'unité) des contraires » et son « dédoublement en ses parties contradictoires.

dans le contraire », de l'abolition de l'ancien et de la naissance du nouveau.

L'unité (coïncidence, identité, égalité d'action) des contraires est conditionnée, temporaire, passagère, relative.

La lutte des contraires, s'excluant réciproquement, est absolue, de même que sont absolus le développement, le mouvement.

Chaque concept doit être compris comme l'identité, l'unité, la coïncidence, temporaire, des contraires. Non pas comme immobile ou comme maintien d'oppositions fixes et extérieures l'une à l'autre, mais comme en automouvement par le passage de l'un des contraires à l'autre.

Chaque détermination posée, médiatisée, comme celle par exemple du fini, du particulier, est à cet instant même niée, passée à son contraire, à sa négation (l'infini, le général).

Les concepts des choses sont dialectiques (en reflétant la dialectique propre des choses). C'est-à-dire qu'en se déterminant, ils posent instantanément leur autre.

« Mais cet autre, écrit Hegel, n'est pas par essence le négatif vide, le néant, qui est considéré le produit habituel de la dialectique, mais il est l'autre du premier, le négatif de l'immédiat, il est ainsi déterminé comme le médiatisé, il contient comme toute la détermination du premier. C'est ainsi que le premier se trouve conservé et maintenu dans l'autre. Maintenir le positif dans son négatif, dans le contenu de la présupposition, dans le résultat, telle est la tâche la plus importante de la connaissance rationnelle. »

« Ceci est très important pour comprendre la dialectique », note Lénine qui ajoute :

« Ni la négation nue ni la négation irréflechie ni la négation sceptique ni l'hésitation ni le doute ne sont caractéristiques et essentiels de la dialectique — qui bien entendu contient en elle l'élément de la négation, et même comme son élément le plus important — non, mais la négation en tant que moment du lien, moment du développement qui maintient le positif, c'est-à-dire sans

aucune hésitation, sans aucun éclectisme. »

La négativité constitue « le tournant dans le mouvement du concept » (Hegel).

« Elle est la source interne de toute activité de tout mouvement spontané, vivant et spirituel, l'âme dialectique qui tire toute la vérité de ce point et lui donne seule sa vérité. »

C'est-à-dire elle enrichit l'affirmation première et, en même temps, amorce son automouvement dialectique, qui assume le processus de la connaissance.

« La connaissance est ainsi poussée de contenu en contenu, écrit Hegel. Cette progression est caractérisée avant tout par le fait qu'elle commence par des précisions simples, pour continuer par des précisions de plus en plus riches et concrètes. C'est que le résultat contient son commencement, et l'évolution de celui-ci l'enrichit d'une nouvelle précision. C'est le général qui forme la base, ce qui fait que la progression n'est pas un simple écoulement d'un à un autre. Dans la méthode absolue le concept se maintient dans son être autre, le général se conserve dans sa particularité, dans le jugement et dans la réalité.

LE MOUVEMENT DIALECTIQUE

L'incompréhension de la négativité dans la dialectique va d'ailleurs le plus souvent avec l'incompréhension de l'automouvement, de l'autodynamique, du développement du mouvement en général des choses, des phénomènes, des concepts, qui réside dans « l'unité », « l'identité », « la coïncidence » des contraires et leur dédoublement.

En principe, remarque Lénine, dans notre siècle « tout le monde est d'accord » avec le « développement ».

« Mais cet accord » superficiel, non réfléchi, fortuit, philistin, est un de ces accords par lesquels on étouffe et affadit la vérité. »

Car le développement n'est pas « une simple croissance, une augmentation (ou encore une diminution) générale et éternelle, etc. ». Il faut comprendre au contraire « avec plus de précision l'évolution comme naissance et destruction de toute chose, comme passages réciproques ». Il faut comprendre le mouvement « non pas comme une somme, une suite d'états de repos », mais à la manière de Hegel : « se mouvoir veut dire être dans ce lieu et en même temps ne pas y être : c'est cela la continuité de l'espace et du temps — c'est elle précisément qui rend possible le mouvement ». Il faut d'autre part comprendre l'évolution comme la progressivité jalonnée de sauts, la qualité changeant brusquement à la suite de modifications quantitatives en une nouvelle qualité. C'est en cela que consiste le « passage dialectique ».

« Comment distinguer un passage dialectique d'un passage non dialectique ? Par le saut. Par la contradiction. Par la rupture de

A chaque nouvelle phase de sa détermination, la masse de son contenu antérieur s'élève, non seulement elle ne perd rien du fait de la progression dialectique, ne laisse rien derrière elle, mais elle emporte avec elle tout l'acquis et le ramasse sur elle-même à mesure qu'elle s'enrichit. »

Extension et intensité, approfondissement, vont ensemble dans ce processus.

Ce fragment de Hegel « qui résume assez bien à sa manière ce qu'est la dialectique » (Lénine) fait en même temps justice des exposés formalistes, vides de contenu, que font sur la dialectique de doctes universitaires. « La triade » hégélienne (thèse, antithèse, synthèse) continue à être présentée comme un « schéma formel » pour un « arrangement purement extérieur » « sans concept » et sans « détermination immanente ». Il s'agit là en réalité d'un « jeu avec la dialectique » contre lequel s'élevait déjà avec violence Hegel lui-même. Il écrivit en effet « que la forme de la méthode (dialectique) dans son ensemble soit celle d'une triade, cela ne constitue que le côté superficiel, extérieur, de la connaissance ».

la continuité, par l'unité (l'identité) de l'être et du non-être. » (Lénine)

Lénine est enchanté par tous les passages de la Logique de Hegel qui analysent la rupture de la progressivité graduelle par les sauts (2).

L'entendement se heurte incontestablement à des difficultés dans son effort pour comprendre le mouvement, car il saisit mal le passage, le changement brusque du quantitatif au qualitatif, lui qui a au contraire la tendance à se représenter « l'identité et la variation comme une identité et une variation indifférentes et extérieures du quantitatif » (Hegel). Mais c'est là une difficulté structurelle de la connaissance humaine qui, pour approfondir la réalité dialectique extérieure, a en quelque sorte besoin de faire abstraction de toute une série de liens, de moments, de cette réalité, d'interrompre sa continuité réelle, de simplifier, de séparer, de figer des éléments autrement vivants et en inter liaison et interaction des plus complexes. Ainsi la connaissance humaine **dédialectise** la réalité objective dialectique afin de la saisir.

« La représentation du mouvement en pensée, écrit Lénine, consiste toujours à rendre grossier, à figer et pas seulement par la pensée mais aussi par la sensation non seulement le mouvement mais tous les concepts. »

La dialectique, le vrai fond de la dialectique devrait précisément consister à réparer, en partie au moins, ces défauts de l'entendement, surtout de l'entendement ordinaire.

Mais il ne faut pas oublier que la dialectique

tique de la réalité restera toujours plus riche, plus vivante, plus complexe, plus profonde, que la pensée dialectique la plus développée.

La pensée dialectique n'est pas innée — sauf dans des fragments, des éléments — elle s'acquiert en tant que méthode systématique de compréhension de la réalité, grâce à une éducation philosophique qui est précisément celle du matérialisme dialectique. Historiquement cette pensée est le produit, comme le note Lénine, du progrès des sciences et de la philosophie depuis 2.000 ans déjà. Son contenu s'enrichit constamment avec les progrès des sciences et l'élaboration philosophique de leurs résultats.

De ce point de vue, les « lois » de la dialectique ne sont ni définitives dans leur forme actuelle ni les seules exclusives. **La dialectique est constamment « dépassée » par**

tout l'acquis réellement nouveau des sciences dans leur manière d'aborder, d'approfondir la réalité, et retravaillé par elle (la dialectique).

D'où le contenu, « d'une richesse incommensurable », par rapport à toute autre théorie et méthode de la connaissance, de la dialectique « en tant que connaissance vivante, étendue et complexe (la multiplicité d'aspects ne cessant d'augmenter) comportant une foule inépuisable d'aspects particuliers dans la façon d'aborder, d'approfondir la réalité (avec un système philosophique qui se constitue en un tout à partir de chaque aspect particulier) » (Lénine).

Février 1957.

M.P.

(2) Il est intéressant de noter que les philosophes soviétiques pour justifier « l'évolution évolutive » aussi bien en U.R.S.S. (passage graduel du « socialisme au communisme ») que les « voies nouvelles au socialisme » dans les pays capitalistes furent obligés d'entreprendre une véritable révision de la dialectique.

Tel par exemple B.M. Kedrov avec ses travaux « sur la progressivité considérée comme une des formes du passage de l'ancienne qualité à la nouvelle », dans lesquels il introduit l'idée d'un changement qualitatif s'effectuant graduellement, progressivement, d'une manière évolutive.

Les philosophes yougoslaves — tel par exemple Predrag Vranicki — eux aussi partisans de la possibilité d'une « évolution évolutive » du capitalisme au socialisme n'ont pas manqué d'épauler ces tentatives révisionnistes.

La qualité peut-elle changer sans saut, sans transformation brusque, en une autre qualité ? Telle est la question que les uns et les autres esquivent de la manière suivante : les uns (les soviétiques) en confondant les changements quantitatifs de la qua-

lité avant le saut avec des changements soi-disant déjà qualitatifs, effectués par une série de petits sauts négligeables ; les autres (les Yougoslaves) en introduisant la notion de la polyqualification de la chose, c'est-à-dire de sa détermination par de nombreuses qualités à la fois. En réalité il y a là confusion entre la qualité en tant qu'être pur de la chose, et les qualités en tant que détermination, propriétés diverses de l'être pur, de la qualité.

La qualité, telle qu'elle est comprise par Hegel et Lénine est si l'on veut la somme structurée de manière unique de ce qu'on appelle les propriétés, les qualités de la chose. Quand on parle de changement d'une qualité en une autre qualité, on parle d'un changement radical dans la structure intime, profonde de l'être, de la chose, du phénomène, et non pas ni d'un certain changement de la qualité qui se prépare dans les changements quantitatifs qui précèdent le saut, ni de changement de quelques-unes de ses propriétés, de ses qualités.

Un tel changement radical ne s'effectue que par rupture brusque de la progressivité, par un saut, par un bond.

Un vieux bolchevik dénonçait Staline en 1939

Fedor Fedorovitch Raskolnikov, né en 1892, membre du Parti bolchevik depuis 1912, se trouvait en 1917 comme officier dans la flotte de la Baltique. Arrêté à la suite des journées de juillet. Il fut membre du Comité militaire révolutionnaire du Soviet de Petrograd (comité qui, présidé par Trotsky, dirigea l'insurrection armée) et de l'organisation militaire des bolcheviks. Pendant la guerre civile, il commanda la flotte de la Volga et fut adjoint au Commissariat du Peuple à la Marine. Après la guerre civile, il fut ambassadeur en Afghanistan, puis en Estonie en 1930 et en Bulgarie en 1937. Là il reçut en 1938 l'ordre de se rendre à Moscou, où Staline procédait aux épurations de tous les anciens bolcheviks. Raskolnikov échappa au Guépéou et se rendit en France. Mis « hors la loi » comme « ennemi du peuple » par un décret publié en U.R.S.S. le 20 juillet 1939, Raskolnikov adressa à Staline la lettre ouverte ci-après en août 1939. C'était à la veille de la seconde guerre mondiale, Raskolnikov mourut en France le mois suivant. Le document ne fut publié qu'en 1941 en Bulgarie, et a été récemment traduit en allemand. C'est la première fois qu'il paraît en français.

Raskolnikov ne fut guère un oppositional. Comme il l'écrivit lui-même, il ferma longtemps les yeux sur ce qui se passait en U.R.S.S. Bien qu'il ait été un proche collaborateur de Trotsky pendant la révolution et la guerre civile, même dans cette lettre il garde ses distances envers Trotsky.

Sa lettre, écrite 17 ans avant le rapport Khrouchtchev, apporte non seulement les mêmes accusations que celui-ci ; elle ajoute aussi, dans la liste des crimes staliniens, l'abandon des révolutionnaires espagnols vaincus. Elle réfute aussi l'affirmation que les masses n'auraient pas compris que Staline soit critiqué, en déclarant que la Constitution avait été reçue par les masses comme l'annonce d'un changement de cours.

Lettre ouverte de Raskolnikov à Staline

Staline, vous m'avez déclaré hors la loi. Vous m'avez mis en ce qui concerne mes droits, plus exactement mon absence de droits, au niveau de tous les citoyens soviétiques qui, sous votre domination, se trouvent hors la loi. Pour ma part, je vous réponds de façon tout à fait correspondante : je vous rends la carte d'entrée pour le pays du « socialisme » édifié par vous et romps avec votre régime. Votre « socialisme », dont ses constructeurs ne trouvent de place que derrière des barreaux de prison, est aussi éloigné du socialisme véritable que l'arbitraire de votre dictature personnelle se trouve étranger à la « dictature du prolétariat ». Il ne vous servira de rien si l'honorable révolutionnaire décoré de tous les ordres, N.A. Morosov, affirme qu'il a précisément passé 20 ans de sa vie à la prison de Schlüsselbourg pour un tel « socialisme ».

L'accroissement naturel du mécontentement des paysans, des ouvriers et de l'intelligenzia exigeait impérieusement une « grande manœuvre populaire », semblable au passage de Lénine à la N.E.P. en 1921. Sous la pression du peuple soviétique, vous lui avez « fait cadeau » de la Constitution. Elle fut saluée par tout le pays avec un enthousiasme sincère. La réalisation honnête des principes constitutionnels de 1936 qui incarnaient les espoirs et les aspirations de tout le peuple, aurait signifié une nouvelle étape dans la vie de l'Etat soviétique. Mais pour vous chaque pas politique est identique à mensonge et tromperie. Vous engendriez une politique sans éthique, une puissance étatique sans règle, et un socialisme sans amour de l'humanité.

Staline, qu'avez-vous fait de la Constitution ? Effrayé par la liberté de vote comme « un saut dans l'inconnu » qui pourrait menacer votre pouvoir personnel, vous avez déchiré la Constitution, transformé le vote en une farce ridicule de scrutin pour une seule candidature et rempli les séances du Soviet suprême par des louanges et des ovations en votre honneur. Mais dans les intervalles entre les diverses périodes gouvernementales vous anéantissez les « députés vacillants ». Ainsi vous vous moquez de leur immunité et rappelez que le maître du pays

soviétique n'est pas le Soviet suprême mais vous-même. Vous avez tout fait pour discréditer l'administration soviétique et le socialisme. Au lieu de suivre la ligne prescrite par la Constitution, vous avez étouffé le mécontentement croissant par des actes de violence et le terreur. Avec le remplacement graduel de la dictature des travailleurs par le régime de votre dictature personnelle, vous avez ouvert une nouvelle étape qui entrera dans l'histoire de notre révolution sous le nom « d'époque de la terreur ». Dans toute l'Union soviétique, personne ne se sent sûr et personne ne sait quand il se couche s'il ne va pas au devant de la prochaine arrestation. Personne n'est épargné. Le coupable et l'innocent, le héros de la révolution d'Octobre et l'ennemi de la révolution, le vieux bolchevik et le sans-parti, le kolkhozien et l'ambassadeur, le commissaire du peuple et l'ouvrier, l'intellectuel et le maréchal soviétique — tous sont également exposés aux coups de votre knout. Tous dansent dans votre infernal carnaval aspergé de sang. De même que dans une explosion volcanique de grands blocs de pierre bondissent dans le cratère avec bruit, de même vous lâchez des couches entières des soviets et les livrez à l'abîme.

Vous avez commencé par des scissions sanglantes avec d'anciens partisans de Trotsky, Zinoviev et Boukharine, puis vous êtes passé à l'assassinat des vieux bolcheviks. Vous avez exterminé les cadres de sans-partis et des membres du parti qui s'étaient formés pendant la guerre civile et qui avaient porté sur leurs épaules la construction des premiers plans quinquennaux. Puis vous avez organisé l'assassinat des jeunes communistes. Vous vous êtes retranché derrière le mot d'ordre de la lutte contre les « espions trotskystes-boukharinistes ».

Mais le pouvoir n'est pas seulement depuis hier dans vos mains. Personne ne peut obtenir un poste responsable à votre insu. Qui a placé les soi-disant « ennemis du peuple » aux postes les plus responsables du parti, de l'armée et de la diplomatie ? Vous, Joseph Staline ! Qui a laissé placer les soi-disant « saboteurs » à tous les pores de l'appareil d'Etat et du parti ? Vous, Joseph Staline ! Vous agissez comme si vous étiez un bon gars confiant, que n'importe quel monstre de carnaval muni d'un masque a mené pendant des années par le bout du nez. Vous soufflez à vos créatures : « Cherchez et trouvez des boucs émissaires ! ». Vous rejetez ainsi vos propres péchés sur des victimes, des prisonniers condamnés à l'exécution. Vous avez attaché le pays aux fers d'une peur et d'une terreur effrayante. Même l'homme courageux n'ose plus vous dire la vérité à la face. Les vagues de l'autocritique sans distinction de personne meurent docilement au pied de votre trône.

Vous êtes infaillible comme le pape ! Vous ne commettez jamais d'erreur ! Mais le peuple soviétique sait parfaitement que vous êtes responsable de tout, vous, le forgeron du « bonheur général ». A l'aide de falsifications malpropres, vous avez monté des procès qui, avec leurs accusés ternes, dépassent de loin les procès médiévaux de sorcières que vous connaissez de vos manuels de séminariste. Vous savez bien que Piatakov n'a pas volé vers Oslo et que Maxime Gorki est mort de mort naturelle.

Sachant bien que tout était mensonge, vous avez stimulé ceux qui calomniaient : « Continuez à calomnier tranquillement, il en reste toujours quelque chose ! ». Vous êtes un cuisinier qui prépare des plats épicés. Pour des estomacs normaux, vos plats sont indigestes.

Sur la tombe de Lénine vous avez prononcé un serment solennel d'exécuter ses volontés et de veiller sur l'unité du parti comme sur la prunelle de vos yeux.

Vous, parjure, vous avez détruit ce legs de Lénine. Vous avez calomnié, déshonoré et fusillé les vieux compagnons de Lénine, Kamenev, Zinoviev, Boukharine, Rykov et d'autres dont vous connaissiez bien l'innocence. Vous les avez contraints à se repentir de crimes qu'ils n'avaient jamais commis et à se salir de la tête aux pieds.

Où sont les héros de la Révolution d'Octobre ? Où est Bubnov ? Où est Krilenko ? Où est Antonov-Ovseenko ? Où est Dybenko ? Staline, vous les avez arrêtés ! Où est la vieille garde ? Elle n'est plus ! Staline, vous l'avez fait fusiller ! Vous avez déshonoré et souillé l'âme de vos collaborateurs. Vous avez forcé vos partisans à passer, avec détresse et dégoût, dans les flaque de sang provenant de leurs amis et camarades de la veille.

Dans la mensongère histoire du parti qui a été composée sous votre direction, vous avez volé les hommes calomniés, frappés et tués par vous et vous vous êtes attribué leurs faits et leurs mérites. Vous avez anéanti le parti de Lénine et fondé sur son cadavre le nouveau « parti de Lénine et de Staline » qui ne sert que comme un manteau commode de votre régime personnel. Vous ne l'avez pas édifié sur la base d'un programme général et d'une tactique, sur lesquels se bâtit tout parti, mais sur la base dépourvue d'idée de l'amour et du dévouement personnel envers vous. La connaissance du nouveau programme du parti est déclarée non obligatoire. Mais l'amour pour vous, Staline, est obligatoire. Il est enflammé chaque jour dans la presse. La reconnaissance du programme du parti est remplacé par des déclarations d'amour pour Staline. Vous êtes un renégat qui a rompu avec son passé et qui a trahi l'œuvre de Lénine. Vous avez renoncé solennellement à la création de nouveaux cadres. Combien de ces jeunes qui s'étaient élevés de la masse pourrissent dans les geôles de vos prisons ? Staline, combien d'entre eux avez-vous fait fusiller ?

Avec la cruauté d'un sadique, vous détruisez tant de cadres si utiles et irremplaçables pour le pays : du point de vue de votre dictature personnelle ils vous paraissent être dangereux. A la veille de la guerre vous détruisez l'Armée rouge. Vous avez enlevé à l'Armée rouge ses dirigeants. Vous avez assassiné les chefs militaires les plus doués qui avaient été élevés dans les expériences de la guerre mondiale et de la guerre civile, en tête desquels le remarquable maréchal Toukhatchevsky. Vous avez exterminé les héros de la guerre civile qui avaient transformé l'Armée rouge pour la mettre au niveau moderne de la technique militaire. Au moment où le danger de guerre devient le plus grand, vous continuez à détruire les dirigeants de l'armée. Où est le maréchal Blucher ? Où est le maréchal Yegorov ? Staline, vous les avez emprisonnés ! Pour calmer les esprits inquiets, vous mentez aux pays en disant que, par les arrestations et les fusillades, l'Armée rouge affaiblie est encore devenue plus forte. Bien que vous sachiez que les règles de la guerre exigent un commandement unique dans l'armée, du haut état-major jusqu'à l'organisme inférieur, vous avez rétabli l'institution des commissaires politiques qui avait été créée dans l'armée et la flotte rouges au début de la révolution, quand nous n'avions pas encore nos propres officiers et que nous devions surveiller les spécialistes militaires de la vieille armée par des hommes politiques. Par votre méfiance envers les officiers rouges vous introduisez la dualité de commandement dans l'armée et vous minez ainsi la discipline militaire.

Sous la pression du peuple russe, vous avez hypocritement fait renaître le culte des héros de l'histoire russe, Alexandre Newski, Dimitri Donskoi, Souvorov et Koutouzov, et espérez que ceux-ci vous aideront mieux dans la guerre future que les généraux fusillés. Dans l'atmosphère empoisonnée créée par vous — de soupçon, de méfiance réciproque, de dénonciation générale et de toute-puissance du Guépéou, à la torture de laquelle vous avez livré l'Armée rouge et tout le pays — on croit à tout « document découvert » comme à une preuve indiscutable ou bien on agit comme si on y croyait. Par l'envoi de faux documents qui dénoncent aux agents de Jezov le travail honnête de l'ambassade de Sofia, on obtient la décomposition et l'effondrement de notre ambassade en Bulgarie, depuis le chauffeur jusqu'à l'attaché militaire W.T. Soukharoukov.

Vous avez détruit l'une après l'autre les plus importantes conquêtes d'Octobre. Sous le prétexte de la lutte contre les « fluctuations de la force de travail », vous avez asservi les rapports de travail et les ouvriers soviétiques, par déplacement dans les fabriques et les entreprises. Vous avez détruit l'organisation économique du pays, désorganisé l'industrie et les transports et, par d'innombrables remplacements et nominations, arrestations et instigations, affaibli l'autorité des directeurs, ingénieurs et contremaîtres, toujours pour rechercher « des saboteurs cachés, pas encore démasqués ». En rendant impossible un travail normal, vous avez sous forme de lutte contre « l'absentéisme » et le « retard » obligé les ouvriers à travailler sous le fouet de décrets cruels. Vos repréailles inhumaines rendent insupportables la vie des ouvriers soviétiques qui sont chassés de leur logement pour la plus petite infraction.

La classe ouvrière a supporté avec héroïsme le fardeau d'un travail tendu à la fin, la sous-alimentation, des salaires diminués, la misère des logements et le manque de marchandises. Elle croyait que vous la meniez au socialisme. Mais vous n'avez pas justifié cette confiance. La classe ouvrière soviétique espérait que, lorsque le socialisme aurait vaincu dans notre pays, tous vivraient joyeusement et aisément. Vous avez également enlevé à ces gens cette espérance : vous avez déclaré que le socialisme était déjà construit et les ouvriers qui ne pouvaient en croire leurs oreilles se demandaient en chuchotant les uns aux autres : « Si c'est cela le socialisme, pourquoi avons-nous donc combattu, camarades ? »

Vous, Staline, avez déformé la théorie de Lénine sur le dépérissement de l'Etat, ainsi que tout le marxisme. Par la bouche de vos théoriciens sans culture qui ont pris les places de Boukharine, Kamenev et Lounatcharski, vous promettez de maintenir la puissance du Guépéou même sous le communisme. Vous avez sous prétexte de lutte été aux kolkhoziens toute incitation au travail. Vous avez détruit les petits lopins pour obliger les paysans à ne travailler que sur les terres kolkhoziennes. Comme organisateur de la faim, vous avez, par la rudesse et la cruauté des méthodes inconsidérées qui caractérisent votre tactique, apporté le discrédit sur l'idée de la collectivisation.

Tandis que vous déclariez hypocritement que l'intelligence est le « sel de la terre », vous avez privé le travail de l'écrivain, du savant et de l'artiste du minimum de liberté intérieure. Vous avez poussé l'art dans l'impasse où il étouffe, devient terne et meurt. L'omniprésence de la censure terrorisée par vous et la peur compréhensible des rédacteurs qui paient tout de leur tête ont complètement paralysé la littérature soviétique. L'écrivain ne peut faire imprimer ses œuvres, l'auteur dramatique les faire jouer, le critique donner son opinion s'ils ne sont pas approuvés officiellement. Vous étranglez l'art soviétique parce que vous exigez de lui de la servilité courtisane. Mais l'art préfère se taire que de chanter votre hosanna.

Vous avez introduit un pseudo-art qui loue avec monotonie votre célèbre « génie » gouvernemental. Des scribouillards sans talent vous supplient comme une semi-divinité et vous vous plaisez dans l'encens comme un despote. Vous détruisez impitoyablement ceux qui sont

doués, quand les écrivains russes ne vous conviennent pas. Où est Boris Pilniak ? Où est Serge Tretiakov ? Où est Alexandre Arosev ? Où est Michel Kolzov ? Où est Tarassov-Rodionov ? Où est Galina Serebriakova dont la seule faute était d'être la femme de Sokolnikov ? Staline, vous les avez fusillés ! De mes propres yeux j'ai vu comment on envoie aux bibliothèques soviétiques de longues listes de livres qui doivent être détruits sans condition et immédiatement. Lorsque j'étais en Bulgarie, j'ai trouvé en 1937 dans une liste de littérature à brûler qui avait été expédiée mon livre de souvenirs historiques « Kronstadt et Petersbourg en 1917 ». Sous les noms de beaucoup d'auteurs il était écrit : « A détruire tous les livres, brochures et portraits ! »

Vous avez privé les savants soviétiques dans le domaine spirituel du minimum de libre pensée scientifique sans lequel le travail de recherche créatrice est impossible. Des ignorants infatués d'eux-mêmes ne permettent pas, par leurs intrigues, bavardages et excitations, aux savants de travailler tranquillement dans les universités, laboratoires et instituts. Vous avez essayé de priver de leur renommée devant le monde des savants russes de renommée mondiale, des académiciens comme Ipatiev et Tchitchibabine, pour « n'être pas retournés ». Vous avez fait connaître à tout le pays et à l'opinion mondiale le fait triste pour votre propre régime que les meilleurs savants fuient votre paradis et renoncent à vos « bienfaits » : le logement, l'auto et la carte qui confère le droit de déjeuner à la cantine du Commissaire du peuple. Vous détruisez les savants russes les plus doués. Où est le meilleur constructeur d'avions soviétiques Tupolev ? Vous ne l'avez également pas épargné, vous l'avez fait arrêter.

Il n'y a pas un domaine, pas un coin où l'homme peut poursuivre tranquillement son travail préféré. Vous savez que, par suite de notre pauvreté en hommes, tout diplomate cultivé et expérimenté est précieux. Néanmoins vous faites revenir tous les ambassadeurs soviétiques à Moscou et vous les détruisez l'un après l'autre. Vous avez finalement détruit tout l'appareil du Commissariat du peuple aux affaires extérieures. Vous avez aussi par la destruction des jeunes cadres du pays exterminé aussi dans la fleur de l'âge les diplomates les plus doués et les plus prometteurs. Dans toutes vos actions en politique extérieure et intérieure, vous ne partez pas de l'amour du pays qui vous est étranger mais de votre crainte animale de perdre le pouvoir personnel. Votre dictature sans principe est comme une poutre pourrie sur le chemin de notre pays. Comme « père des peuples » vous avez trahi les révolutionnaires espagnols vaincus et les avez abandonnés à l'arbitraire du sort, en laissant à d'autres pays le soin de ces hommes. Sauver courageusement des vies humaines n'est pas dans vos principes. Malheur aux vaincus ! Ils ne peuvent plus vous servir.

Comme tous les patriotes soviétiques j'ai travaillé, fermant les yeux sur bien des choses. Je me suis tu depuis longtemps. Il m'est pénible de déchirer mes derniers liens avec le vieux parti de Lénine où j'ai passé près de 30 ans. Vous avez réussi à l'anéantir en trois ans. Plus le temps passe et plus les intérêts de votre dictature personnelle entrent en conflit inconciliable avec les intérêts du développement de tout le pays sur lequel vous réglez comme un tyran qui est finalement parvenu à diriger seul. Votre base sociale se restreint chaque jour. Recherchant fiévreusement des appuis, vous comblez les « bolcheviks sans-parti » de compliments, vous créez toujours de nouveaux groupes de privilégiés, vous les comblez de vos bienfaits, vous les nourrissez d'aumônes — mais vous ne pouvez également pas garantir le droit à la vie de ces nouveaux « califes ». Votre bacchanale dévastatrice ne peut se poursuivre longtemps. La liste de vos crimes est infinie. Il est impossible de les compter tous. Tôt ou tard le peuple soviétique vous mettra au banc des accusés comme traître au socialisme et à la révolution, comme principal saboteur, comme véritable ennemi du peuple et comme organisateur de la faim et des falsifications.

17 août 1939.

DOCUMENTS

Appel de la IV^e Internationale à toutes les organisations ouvrières, à tous les travailleurs

Camarades,

Depuis plusieurs semaines déjà, les travailleurs hongrois luttent héroïquement pour la défense de leur pouvoir démocratique, de leurs Conseils. Cette lutte est arrivée maintenant à un nouveau point crucial.

Il se trouve un gouvernement soi-disant « révolutionnaire » pour décider « d'interdire » ces organes authentiques du pouvoir prolétarien, sous prétexte de leur opposition à ce « gouvernement » fantôme imposé par le Kremlin, et de leurs attributions « politiques ».

Jamais l'effronterie, l'ignominie, le cynisme bureaucratique n'ont atteint de tels sommets !

Jamais la bureaucratie soviétique et ses agents staliniens de par le monde ne se sont si totalement démasqués en tant que représentants d'intérêts autres que ceux des masses luttant pour leur bien-être et pour leurs libertés !

Le gouvernement fantôme de Kadar veut écraser par la force des tanks russes les Conseils des travailleurs hongrois. Ces derniers, tout en décrétant une nouvelle grève générale en Hongrie lancent un appel pressant à la solidarité prolétarienne internationale.

REPONDEZ SANS TARDER A CET APPEL !

Ce n'est pas de l'O.N.U., cuisine sordide des intrigues de l'impérialisme et de la bureaucratie soviétique, ni des gouvernements bourgeois que les ouvriers hongrois attendent une aide.

Leur lutte ne vise pas à faire revenir la Hongrie dans l'ornière du régime féodo-capitaliste passé, mais à permettre l'épanouissement complet du socialisme dans la démocratie et la liberté.

C'est au prolétariat international de les aider !

Nous proposons la création immédiate, partout dans les usines et les localités de comités de soutien moral et matériel aux travailleurs hongrois !

et une conférence internationale ouvrière de ces comités à Paris, qui examinera tous les moyens adéquats pour atteindre ce but.

OUVRIERS COMMUNISTES !

Il ne s'agit pas de donner ainsi une plate-forme à l'impérialisme pour multiplier ses attaques contre les Etats Ouvriers et le Socialisme. Il s'agit de défendre à la fois contre l'impérialisme et contre la bureaucratie soviétique, les véritables conquêtes ouvrières, le pouvoir prolétarien démocratique en Hongrie, que représentent les Conseils.

Il s'agit de défendre le sens et l'avenir du Socialisme !

Que chaque organisation, que chaque prolétaire prenne ses responsabilités !

Il faut agir maintenant et agir vite !

Il faut sauver les Conseils ouvriers de Hongrie, éclatante conquête du prolétariat révolutionnaire !

TOUT LE POUVOIR AUX CONSEILS EN HONGRIE !

RETRAIT IMMEDIAT DE L'ARMEE SOVIETIQUE !

VIVE LA HONGRIE SOCIALISTE, LIBRE ET INDEPENDANTE !

Le 10 décembre 1956.

Le Secrétariat International de la IV^e Internationale.

Pour l'Unité du Mouvement Trotskyste

APPEL AUX DIRECTIONS ET AUX MEMBRES DES ORGANISATIONS
DU « COMITE INTERNATIONAL »

Camarades,

A cette heure où la crise catastrophique du stalinisme se développe avec une ampleur sans égale, nous vous adressons un nouvel appel pressant en vue de réaliser l'unité du front des trotskystes, du front des combattants de la IV^e Internationale.

Les événements ont tranché souverainement nombre de divergences politiques qui nous ont séparés dans le passé. Des rapprochements politiques incontestables se sont ainsi réalisés. Des chances évidentes énormes s'ouvrent maintenant devant notre mouvement international. Il serait criminel de les gâcher, même en partie par incompréhension, amour-propre, ou n'importe quel autre motif. Elevons-nous tous au niveau de nos responsabilités historiques. Un mouvement international trotskyste unifié, sans faille, accroîtrait énormément notre force d'attraction sur les éléments désappointés du stalinisme qui sont en quête d'une nouvelle direction révolutionnaire. Il n'est pas de question, à l'heure actuelle, organisationnelle ou politique, pour laquelle nous ne pouvons pas trouver en commun une solution satisfaisante pour tous. Depuis que la scission a eu lieu, nous n'avons pas cessé d'appeler à l'unité. Profondément persuadés du bien immense que cette unité représenterait pour notre mouvement à l'heure actuelle, en toute responsabilité et sincérité, nous vous appelons à réfléchir, à dominer des motifs et des considérations secondaires, à faire acte de ce même esprit de responsabilité.

Organisons en commun le Congrès Mondial de l'Internationale, manifestation éclatante de l'unité et de la puissance du trotskysme. Nous prenons solennellement l'engagement d'examiner dans l'esprit de la plus grande compréhension toutes vos demandes, suggestions ou critiques. Croyez-nous camarades, ce n'est pas par esprit de faiblesse ou de toute autre considération analogue que nous vous lançons cet appel. Vous serez heureux, nous en sommes persuadés, en retrouvant l'unité dans les rangs de la IV^e Internationale, de constater les progrès immenses de notre mouvement commun. C'est par esprit de responsabilité, de fidélité à nos principes et pour l'intérêt suprême de notre mouvement commun que nous lançons ce nouvel appel à l'unité. Le temps presse. Montrons-nous dignes de nos traditions glorieuses, de notre programme principal, consacré de manière si éclatante par l'histoire. Serrons les rangs dans le cadre de la IV^e Internationale. Préparons ensemble son Congrès Mondial. Formons immédiatement une commission qui prépare pour ce but le terrain. Il est impossible que vous restiez muets à cet appel.

Novembre 1956.

LE 18^e PLENUM DU
COMITE EXECUTIF INTERNATIONAL

D'un rapport officiel du P.C. britannique :

LE SORT DES JUIFS EN U.R.S.S.

Une délégation du Parti communiste britannique se rendit en U.R.S.S. durant le mois d'octobre 1956. Elle était composée de W. Alexander, J.R. Campbell, président, Ida Hackett, J. Law, le professeur Hyman Levy, W. Moore, A.L. Morton, W. Warman. Elle avait été constituée surtout pour répondre aux inquiétudes des membres du Parti à la suite des révélations du rapport Khrouchtchev. Parmi les sujets sur lesquels porta son investigation se trouvait la question du sort des Juifs en U.R.S.S. Le professeur H. Levy qui, par son action dans les milieux juifs d'Angleterre, y avait attiré de nombreuses sympathies pour la cause de l'U.R.S.S. et du communisme était particulièrement sollicité de se renseigner sur ce point. Le rapport de la commission a été publié dans l'hebdomadaire du P.C. britannique « World News ». La partie relative à la question juive en U.R.S.S. le fut dans le numéro du 12 janvier 1957.

La commission est arrivée à la conclusion suivante :

« 1. Avant la mort de Staline et certainement depuis la fin de la guerre, une politique délibérée fut poursuivie par un élément puissant dans la vie soviétique afin d'exacerber les sentiments entre les nationalités, et notamment contre certaines petites nationalités, et que ceci se développa sous une forme extrême qui conduisit à l'extermination physique de quelques-uns des meilleurs cerveaux de la vie soviétique. »

La commission conclut aussi que, depuis la mort de Staline, des efforts ont été faits pour remédier à cet état de choses et pour en empêcher le retour.

Nous publions ci-dessous un extrait du rapport contenant les faits que la commission a pu relever sur le sort des Juifs en U.R.S.S. :

Le premier morceau d'information concrète vint d'une visite à la Bibliothèque nationale Lénine. C'est une institution énorme et très moderne, venant du point de vue dimension seulement après la Librairie du Congrès des Etats-Unis. Comme on le sait, l'accès aux

livres est complètement mécanisé et il était possible en quelques minutes de consulter l'un quelconque des nombreux millions de livres qui sont rangés sur des rayons d'une longueur de 250 kilomètres. Il y existe une section en yiddish et une section en hébreu

contenant respectivement 15.000 et 70.000 pièces. Des livres et des journaux arrivent régulièrement et systématiquement d'Israël et sont entièrement accessibles à l'inspection et à l'étude de chacun. On y trouve des copies de pratiquement chaque journal et livre en yiddish produit en Union soviétique. Au moment où le camarade Lévy discutait en yiddish de ces livres avec le directeur juif du département, arriva une copie du nouveau livre de prières en hébreu.

Il s'avéra qu'il n'y avait rien en yiddish postérieur à 1948, époque à laquelle la publication de journaux et de périodiques en yiddish dut donc avoir cessé.

L'Encyclopédie soviétique qui, dans son édition de 1932, accordait environ 160 colonnes aux Juifs, ramena cela dans son édition de 1952 à 4 colonnes. Les biographies de nombre de Juifs éminents avaient été enlevées, Marx n'était plus mentionné comme Juif.

Si les changements de contenu de l'Encyclopédie avaient pu être le résultat de la décision individuelle de l'éditeur lui-même, interprétant ce qu'il pouvait concevoir comme étant le sentiment officiel, la cessation de la publication de livres et journaux en yiddish ne pouvait pas ne pas être autre chose qu'une politique officielle. Par exemple, « Heimland », journal yiddish, se trouvait en librairie jusqu'au volume de 1948 et pas plus tard. Les œuvres de Halkin et Vergelis, poètes yiddish encore vivants, y étaient jusqu'à 1948. Cette année apparaît comme étant une date significative.

Par conséquent, la première tâche était de rencontrer quelques écrivains juifs et d'examiner quelle était leur réaction à cela. Des demandes officielles à cette fin furent faites, mais nous fûmes informés que ce n'était pas possible parce qu'ils étaient tous en vacances, tandis que Helkin qui était chez lui était trop malade pour recevoir quelqu'un. Ce dernier fait du moins fut vérifié et trouvé exact.

Puis vint la découverte faite dans des conversations privées par le camarade Lévy avec des Juifs que les années 1948-1952 étaient connues entre eux comme « les années noires », la période pendant laquelle beaucoup de Juifs furent renvoyés de leurs postes, des poètes et écrivains juifs furent arrêtés et accusés de trahison et exécutés. Le Yiddish disparut de la rue et des marchés, la population juive se serra, devint tendue et nerveuse, et de jeunes Juifs qui, autrement, se seraient fondus dans l'ensemble de la population et auraient oublié qu'ils étaient des Juifs, s'éveillèrent à un nouveau sens

d'unité dans la détresse. Cette situation, on nous l'assura, fut partagée par d'autres minorités nationales que les Juifs ; mais il faut dire que cette peur n'émanait pas d'un quelconque sentiment général d'antagonisme de la part de la population russe, elle provenait de sources officielles ou quasi-officielles, en fait de la police politique. Beaucoup de couches de la classe ouvrière soviétique trouvèrent des moyens pour montrer de la sympathie et un soutien aux Juifs persécutés.

Des conversations avec les parents de travailleurs culturels qui furent liquidés semblent suggérer que la procédure était invariable. Ceux qui furent arrêtés et accusés en secret étaient des travailleurs culturels ou politiques éminents. Peu après l'arrestation, les parents directs de l'homme arrêté étaient déportés en quelque lieu éloigné et mis à travailler, souvent à de bas salaires. Finalement, le mari était fusillé, parfois après avoir été torturé, pour tenter de le forcer à avouer ou à en incriminer d'autres. De cette façon presque tout le Comité antifasciste juif fut liquidé et cette procédure fut effectuée par la police politique sous l'autorité directe de Béria, avec l'accord de Staline lui-même qui, semble-t-il, avait fini par se convaincre de la sincérité de Béria à démasquer l'ennemi de classe. Comment cela se produisit-il, nous le verrons bientôt. Ce n'est qu'après les révélations du 20^e Congrès que des mesures furent prises pour ramener les familles des hommes assassinés, pour les réinstaller dans leurs foyers, et les indemniser d'une certaine façon pour les souffrances qu'elles avaient subies.

Il n'est pas nécessaire de s'étendre pour apporter des preuves de ces crimes. Ils sont connus, reconnus et admis comme des faits en Union soviétique aujourd'hui et on ne fait rien pour les dénier. Depuis le 20^e Congrès, de nombreux faits témoignent d'un changement d'attitude et par conséquent sont une preuve indirecte de la terreur qui la précéda. Par exemple en premier lieu, des travailleurs culturels juifs dirigeants qui furent exécutés ont été publiquement et officiellement « réhabilités », et comme nous l'avons expliqué, leurs familles ont été indemnisées. Des travailleurs culturels soviétiques dirigeants, par exemple le poète Simonov, secrétaire de l'Union des écrivains soviétiques, exprima personnellement le sentiment de honte ressenti par lui et ses collègues, les écrivains soviétiques, pour le terrible sort qui échet à leurs collègues juifs, et ils ont demandé que ces sentiments soient rendus connus d'autres.

LES LIVRES

Les Antilles décolonisées

de Daniel GUÉRIN (*)

Voici la première publication donnant une vue d'ensemble sur les Antilles, leur structure sociale et leurs problèmes économiques, sociaux, politiques.

Le résultat de l'entreprise de Daniel Guérin est en effet « remarquable », comme le souligne Aimé Césaire dans sa préface : « Voici que de cette poussière d'îles, de ces appartenances hétéroclites, de ce bric-à-brac de terres, surgit un fait auquel on ne pense pas assez et qui désormais s'incruste dans l'esprit : l'unité antillaise ».

L'unité structurée des Antilles dont Daniel Guérin analyse tous les aspects : « la poussée démographique » d'une population parmi les plus déshéritées de la terre ; les formes de l'exploitation impérialiste ; les vices de l'administration colonialiste ; la géographie des différentes couches sociales de la population et leur mentalité. Dans une deuxième partie, Daniel Guérin décrit le processus de la prise de conscience raciale, sociale et politique par les masses de la région Caraïbe, et discute largement la question de leur avenir social et politique : autonomie ou assimilation ? vers une confédération antillaise ?

On ne saurait sous-estimer les obstacles de toutes sortes qui se dressent devant ce que Aimé Césaire appelle les différentes « nations antillaises » en train de se former pour les acheminer vers une confédération antillaise, cadre ethnique, économique et civilisateur incontestablement le plus approprié pour leur « déco-

lonisation véritable » et leur épanouissement.

Mais cette perspective semble de toute façon nécessaire, avant tout aux représentants du mouvement ouvrier marxiste naissant dans cette région afin d'œuvrer au rapprochement, à l'unité d'action et même à son unification future, dans une association de tous les partis ouvriers marxistes antillais. La « décolonisation » des Antilles est impensable sans qu'elles ne réalisent d'une manière ou d'une autre leur unité en tant que complexe ethnique, économique et administratif propre.

Toute autre solution ne serait que demesure.

Ce sera au mouvement ouvrier marxiste des Antilles de réaliser, dans le cadre du développement de la révolution socialiste mondiale, la prophétie, maintenant beaucoup plus rapprochée, de Victor Schœlcher, l'émancipateur des esclaves que cite Daniel Guérin : « En examinant la position des Antilles au milieu de l'Océan, en regardant sur la carte où on les voit presque se toucher, on est pris de la pensée qu'elles pourraient bien un jour constituer ensemble un corps social dans le monde moderne ».

« ... Elles seraient unies confédérativement par un intérêt commun et auraient une marine, une industrie, des arts, une littérature qui leur seraient propres. Cela se fera peut-être dans un, dans deux, dans trois siècles mais cela se fera parce que naturel ».

(*) Editions Présence Africaine, Paris.

L'Égypte en mouvement

de Jean et Simonne LACOUTURE (*)

Les auteurs de ce livre de près de 500 pages sont deux journalistes français qui ont vécu en Égypte de 1953 à 1956. Leur tendance, quelque chose comme chrétien progressiste. Aussi ce livre tranche-t-il pas mal et en bien sur le ton qui sévit actuellement en France envers l'Égypte.

Bien que le livre commence avec l'expé-

dition de Bonaparte, qu'il traite assez longuement du règne de Mohammed Ali et des premières luttes du Wafd, sous la direction de Zaghloul, contre l'impérialisme britannique, sa plus grande partie est consacrée à la toute récente époque, au mouvement qui a chassé le roi Farouk et a porté à la direction du pays Gamal

Abdel Nasser, autrement dit à la révolution égyptienne qui se déroule à présent.

Le livre est bien documenté. Signalons notamment les chapitres qui exposent les problèmes qui se posent si fortement en Égypte, avant tout le problème agraire. Les auteurs montrent très clairement les limites très étroites de la réforme agraire, confirmant les articles parus dans notre revue sur ce sujet il y a 18 mois environ. Rien pour les ouvriers agricoles, qui constituent 38 % de la masse agraire. L'ensemble de la réforme touchera seulement 1,5 million de fellahs sur les 18 millions que compte l'Égypte. D'autre part, la réforme devait amener un déplacement du capital agricole vers l'industrie ; de ce côté échec complet.

Il était inévitable que l'Égypte s'attaque à l'impérialisme, symbolisé plus particulièrement par la Compagnie Universelle du Canal de Suez. Les dernières pages du livre ont été écrites au moment où les impérialistes français et anglais furent obligés de mettre un terme à leur aventure.

Ce qui apparaît assez bien dans ce livre, ce sont les forces sociales qui sont en mouvement dans la révolution égyptienne.

Le mouvement a commencé par un coup d'Etat des militaires contre la monarchie complètement putréfiée. Les officiers firent cette opération sans recourir aux masses. Ils étaient avant tout l'expression de la petite bourgeoisie scandalisée par la monarchie et également désillusionnée par les politiciens du Wafd, les féodo-capitalistes qui manipulaient les élections et l'administration du pays.

Ces militaires, ces hommes « d'ordre », qui tout au début ont voulu tout régler dans le pays comme la vie d'une caserne — et qui ont commencé par pendre deux dirigeants d'ouvriers en grève devant l'ensemble des travailleurs — ont été amenés, empiriquement, à rechercher un appui dans les masses.

Nasser n'a pas été aussi loin sur ce point que Peron en Argentine, parce que les conditions égyptiennes ne sont pas encore arrivées au degré de maturité des conditions argentines, mais la tendance est la même. Pour essayer d'arracher l'Égypte au joug impérialiste, pour tenter de l'industrialiser, pour vouloir y développer une bourgeoisie industrielle indigène, il lui faut se tourner du côté des masses. Et il devra le faire encore plus à l'avenir.

L'empirisme de Nasser et de son équipe éclate à chaque page. D'ailleurs Nasser lui-même ne le dissimule nullement dans sa « Philosophie de la révolution » qui a été stupidement comparée par Mollet et Pineau à « Mein Kampf ». Dans ce document, Nasser montre qu'il a su discerner qu'il se produisait « deux révolutions en une » et il déclare ouvertement qu'il veut favoriser la première (la révolution bourgeoise) et arrêter la seconde (la révolution socialiste) dans de très étroites limites.

Si les auteurs du livre ne pouvaient, et pour cause, dire grand-chose sur le mouvement ouvrier égyptien, plus particulièrement sur le mouvement syndical qui est encore faible et sévèrement contrôlé par le gouvernement, ils apportent de nombreuses informations sur le développement des idées révolutionnaires dans l'intelligentsia égyptienne. Les exemples de la Russie et de la Chine enflamment les esprits de toute la jeunesse intellectuelle. L'Égypte n'a pas un parti communiste monolithique ; les courants, fractions, groupes rivaux abondent. Malheureusement, les auteurs — parce qu'ils ne sont pas des marxistes — jugent d'un peu haut ces divisions, ne comprenant pas qu'il s'agit de la préhistoire du mouvement communiste de masse de demain, que ces divisions ne peuvent pas ne pas avoir quelque signification politique profonde, et ils ne disent vraiment rien sur ce point.

(*) Editions du Seuil, Paris.

Livres reçus dont nous rendrons compte dans nos prochains numéros :

- Edouard Vaillant, un grand socialiste, de M. Dommanget.
- La pensée de Karl Marx, de J.-Y. Calvez.
- Le problème social à travers l'histoire, de L. de Riedmatten.

Le mouvement Poujade

de S. HOFFMANN (*)

L'apparition du mouvement Poujade a suscité jusqu'à maintenant en France une sérieuse bibliographie.

Le livre de S. Hoffmann, auquel a contribué toute une équipe sous le patronage du Centre d'Etudes Economiques de l'Ecole Pratique des Hautes Etudes, résume incontestablement l'essentiel écrit jusqu'à ce jour à ce sujet, et apporte la plus complète documentation qui existe à l'heure actuelle sur le Poujadisme.

Il analyse successivement les origines du mouvement, sa vie intérieure à toutes les étapes, de sa naissance au scrutin du 2 janvier 1956 ; la mythologie du poujadisme, la structure interne de ce mouvement, la position des différentes organisations professionnelles et partis politiques à son égard.

Parmi les parties intéressantes de l'ouvrage, pour la compréhension du poujadisme, il y a incontestablement celles se référant à son origine, et la conclusion de l'auteur.

Ce dernier voit généralement juste dans les causes qui ont provoqué le poujadisme et situe bien ce mouvement dans le contexte de la vie politique française. « La plus importante et la plus irréfutable » des raisons économiques qui ont provoqué la naissance du poujadisme, écrit l'auteur « est la pauvreté du petit commerce et de l'artisanat dans les régions d'où le mouvement est parti et où il s'est solidement établi ». Deuxième cause économique : « un déplacement de l'activité au sein du commerce, qui se produit au détriment du petit commerce individualiste, et du petit commerce rural... Le commerce se concentre, la consommation se centralise ».

« La stabilisation des prix à partir de 1954, et la perte des profits extra pour les petits commerçants résultant des inflations antérieures, en est une autre raison. »

« A ces causes économiques profondes s'ajoutent des causes fiscales » qui tendent à les aggraver. Il s'ensuit une description détaillée dans l'aggravation de la taxation pour les petits commerçants, artisans et exploitants agricoles.

A la fin de l'ouvrage, dans la conclusion à plusieurs points de vue intéressante de l'auteur, le poujadisme apparaît comme « un sursaut quasi désespéré contre un changement social qui s'est plus ou moins sensiblement, manifesté depuis la Libération : le dépérissement et le sous-développement d'une partie de la France rurale marquait le déclin d'un mode de vie indépendant, individualiste

et traditionnel auquel des masses importantes imparfaitement organisées, parce que l'organisation même est contraire à leur idéal, et à la nature du régime, restent attachées ».

Ce « sursaut » a touché cette fois « la base même de la République jacobine française ».

A partir du moment où cette République sort économiquement de la stagnation, son « Etat » garant en réalité, jusqu'à ces derniers temps « du statu quo » des différents groupes sociaux en France, perd la mystique « jacobine » et « apparaît, tel qu'il est, et chaque jour même davantage » : l'Etat du Grand Capital.

« Dans la IV^e République, écrit l'auteur, les deux grands mythes que les « républicains » avaient utilisés pour cacher la réalité de la stagnation permanente se sont effondrés : la confiance en un bien commun à tous les citoyens, la foi en l'éducation patriotique. »

La 3^e méthode — la distribution des services — est maintenant utilisée en plein jour, mais il y a trop de demandeurs pour que tous puissent être satisfaits dans une nation appauvrie.

C'est dans ces conditions que les progrès de l'industrialisation avec ses conséquences : la lutte sournoise entre le patronat moderne et les « petits » et « moyens », la coupure profonde entre « la France dynamique » et l'autre, ont créé la base du poujadisme. »

« ... Les raisons économiques, sociales, politiques de 1953-1955 qui ont paru mettre une fin brutale à l'immobilisme du régime, ont engendré le poujadisme. »

Dans le cas d'une inévitable sortie de la France de sa stagnation économique, d'une industrialisation et modernisation du pays réelles, le poujadisme se résorberait en tant que révolte négative de couches limitées et condamnées de toutes manières à disparaître.

Mais au cours de l'évolution économique critique du pays, à la veille d'un changement de la conjoncture internationale, et des conséquences désastreuses de la politique coloniale, autour du poujadisme, ferment fasciste, des couches plus larges pouvaient s'agglomérer, paysans, ouvriers, déclassés, employés, fonctionnaires et redonner au mouvement fasciste en France une vigueur nouvelle. Telle est également implicitement la conclusion de ce livre.

(*) Edition Armand Colin.

Pour le 5^e Congrès Mondial de la IV^e Internationale

Nous avons publié dans notre numéro précédent un premier document, « La révolution coloniale depuis la fin de la 2^e guerre mondiale », soumis à la discussion préparatoire du 5^e Congrès Mondial de la IV^e Internationale.

Nous publions ci-après un deuxième document destiné à servir de base à cette discussion.

Le troisième document — portant sur les développements de la situation internationale et ses perspectives — paraîtra dans notre prochain numéro.

Déclin et chute du Stalinisme

PREAMBULE

Les thèses « Montée et déclin du stalinisme » adoptées par le 4^e Congrès Mondial de la IV^e Internationale appliquaient, à l'analyse de la dynamique de la société soviétique, les conclusions générales que la IV^e Internationale avait dégagées de la réévaluation de la situation mondiale, opérée à son 3^e Congrès Mondial.

La dictature de la bureaucratie soviétique, l'expropriation politique et l'atomisation du prolétariat de l'U.R.S.S. avaient été le résultat du recul mondial des forces de la révolution devant celles de la réaction. Elles résultaient en outre des rapports des forces économiques et sociales fortement défavorables au prolétariat en U.R.S.S. même.

La modification fondamentale de la situation internationale et de la situation intérieure en U.R.S.S., caractérisée par la montée mondiale des forces de la révolution depuis 1943 et surtout par la victoire de la révolution chinoise, d'une part, et par les succès spectaculaires de la planification qui ont fait de l'U.R.S.S. la deuxième puissance industrielle du monde, d'autre part, ont détruit les bases objectives de l'essor et de la puissance de la bureaucratie soviétique.

A l'évolution des rapports de forces internationaux en faveur des couches anticapitalistes devait correspondre une évolution des rapports de forces à l'intérieur de l'U.R.S.S. en faveur du prolétariat et aux dépens de la bureaucratie. Cette évolution accroissait sans cesse la pression des masses sur la dictature bureaucratique, l'obligeant à faire d'importantes concessions aux masses, d'abord dans le seul domaine économique, ensuite également, et de plus en plus, dans le domaine politique.

Le « cours nouveau » du Kremlin était ainsi considéré non pas comme un mouvement d'auto-réforme de la bureaucratie, mais comme un mouvement d'auto-défense de celle-ci. Tout en favorisant et en précipitant même par ses conséquences objectives le réveil du mouvement des masses, notamment par les divisions qu'il créait du haut en bas de l'échelle bureaucratique, le « cours nouveau » n'était pas considéré comme un succédané mais comme une phase préparatoire de la révolution politique des masses contre la bureaucratie.

Les événements de plus en plus dramatiques qui se sont succédé en U.R.S.S. même, dans les démocraties populaires et dans les P.C. des pays capitalistes depuis le 4^e Congrès Mondial, ont entièrement et brillamment confirmé la justesse de cette analyse, qui a fait de notre mouvement la seule tendance du mouvement ouvrier international capable de prévoir et d'interpréter correctement l'évolution de la crise mondiale du stalinisme.

La réhabilitation de Tito ; les décisions spectaculaires du 20^e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. ; les révélations sensationnelles du rapport Khrouchtchev ; l'éclatement de la « démocratisation accélérée » dans plusieurs démocraties populaires ; l'évolution « critique » des Partis communistes d'Italie, de Grande-Bretagne, des Etats-Unis, etc. ; la révolte de Poznan ; la révolution politique en Pologne et en Hongrie — ce sont autant d'étapes du déclin progressif du stalinisme et du début de sa chute ; ce sont autant de bonds en avant d'un processus que les thèses « Montée et déclin du stalinisme » avaient amplement analysé.

Le 5^e Congrès Mondial de la IV^e Internationale — en présence de la phase finale de ce processus qui a manifestement commencé dans tout un secteur hier encore dominé par la bureaucratie soviétique — s'attache avant tout à définir les conditions précises de la chute du stalinisme, les conditions d'un essor et d'une victoire du prolétariat révolutionnaire sur les ruines de la dictature croulante.

C'est pourquoi les thèses présentes ne reprennent ni les exposés historiques, ni les analyses et les définitions structurelles des thèses « Montée et déclin du stalinisme », dont elles sont non pas un substitut ou un correctif, mais un prolongement naturel et ainsi une partie intégrante.

I. — LE DECLIN ET LA CHUTE DU STALINISME EN U.R.S.S.

1. — Depuis 1953, l'essor de l'industrie soviétique s'est poursuivi à un rythme dépassant largement celui de la croissance des pays capitalistes les plus avancés. Dans de nombreux domaines (combustibles, en particulier pétrole; construction mécanique; automation; utilisation industrielle de l'énergie nucléaire), l'économie soviétique a réussi à surmonter les retards et les disproportions de la fin de l'ère stalinienne, et à réaliser des progrès dépassant tout ce qu'elle avait connu dans le passé. La première reconversion partielle de l'industrie lourde, réalisée en 1953 au profit de certains biens de consommation durables (montres, bicyclettes, télévision, machines à coudre, lessiveuses, etc.), a permis en quelques années de dépasser également dans ce domaine, jadis tant négligé, la production de tous les pays capitalistes, à l'exception des Etats-Unis, et d'accroître sensiblement le niveau de vie des masses ouvrières.

En même temps, l'économie soviétique continue à souffrir de deux disproportions qui représentent le principal héritage de l'ère stalinienne: la disproportion entre l'industrie lourde et l'industrie légère, d'une part; la disproportion entre l'industrie et l'agriculture, de l'autre. Ces disproportions sont la cause principale du fait que, malgré les succès incontestables dans le relèvement du niveau de vie des masses au cours des dernières années, la consommation reste encore très inférieure à celle des pays capitalistes ayant un prolétariat industriel proportionnellement comparable à celui de l'U.R.S.S. Ceci est particulièrement vrai en ce qui concerne les produits alimentaires de qualité (viande, produits laitiers, fruits exotiques), les produits de consommation durables (articles ménagers, scooters, radios, voitures, etc.), et la qualité des biens de consommation semi-durables (vêtements et chaussures). Plus que jamais, la crise du logement reste la raison du mécontentement quasi universel de la population laborieuse.

Le retard de l'agriculture par rapport à l'essor général de l'économie est le souci principal des dirigeants actuels de la bureaucratie. Ils se sont efforcés de le supprimer soit en passant outre à la paysannerie kolkhozienne (politique dite des « terres vierges »), soit en stimulant l'intérêt privé de la paysannerie (adaptation des prix des pommes de terre), soit en menaçant les fermiers de supprimer les derniers vestiges d'exploitation privée (attaques contre les jardins et le cheptel privés). Mais en l'absence d'une politique correcte et cohérente d'ensemble, les résultats fragmentaires, souvent contradictoires, de ces différents efforts ne permettent pas de résoudre la crise agricole comme telle.

Les méfaits de la centralisation bureaucratique excessive continuent à peser sur l'économie soviétique, malgré les premières mesures timides de décentralisation administrative dans l'industrie. Ils sont résumés dans le pourcentage officiellement reconnu des travailleurs productifs, dans l'ensemble de la main-d'œuvre soviétique, qui n'est pas supérieur à 35 %.

L'ensemble de ces contradictions et de ces disproportions représente un frein puissant au développement des forces productives en Union soviétique. Le remplacement de la gestion bureaucratique par une gestion démocratique des travailleurs; l'élaboration, l'adoption et l'exécution du plan sous le contrôle des masses permettraient d'accroître considérablement la productivité du travail, de réduire les faux frais et le gaspillage, et d'assurer un niveau de vie supérieur à la classe ouvrière et aux paysans travailleurs, sans diminuer le rythme de progression de l'économie.

2. — Avec l'amélioration du niveau de vie des masses qui a été surtout importante en 1953 et 1954, les revendications économiques et sociales des différentes couches sociales, loin de s'atténuer, se sont manifestées de façon de plus en plus nette et ouverte. Elles ont dépassé le stade des revendications immédiates: meilleur approvisionnement; meilleure qualité des produits industriels; meilleurs logements pour les ouvriers; prix d'achat par l'Etat plus élevés; plus de liberté de commerce; fournitures industrielles meilleur marché pour les paysans — pour atteindre le stade des revendications exprimant la logique sociale des différentes classes ou couches qui constituent la société soviétique. Ainsi, la « libéralisation » du régime, momentanément freinée après la chute de Malenkov, a atteint une nouvelle progression dans la préparation, au cours et au lendemain du 20^e Congrès, qui a vu se développer parallèlement les deux tendances suivantes:

a) La tendance prolétarienne qui soulève avant tout la question de l'égalité, et qui tend de plus en plus à soulever la question de la **gestion des entreprises**. Cette tendance a obtenu des concessions importantes au 20^e Congrès (augmentation des bas salaires, égalisation des

pensions, etc.). Elle a saisi habilement la « lutte contre le culte de la personnalité » pour combattre le principe du « commandement unique » (c'est-à-dire la toute-puissance arbitraire du directeur) au sein de l'entreprise. Elle a également obtenu la reconnaissance de principe que le Code du Travail — le plus sévère au monde! — doit être révisé. Les tentatives faites par les représentants stalinien de la bureaucratie économique (Kaganovitch et Boulganine) d'introduire une réforme du système des salaires qui — sous prétexte de lutte contre les excès du stakhanovisme et contre le système des primes progressives — réduit en réalité le salaire global des ouvriers les mieux qualifiés, ont été combattues avec succès. La tendance prolétarienne s'inspire de l'exemple des syndicats polonais et hongrois pour réclamer un retour des syndicats à leur véritable fonction historique: la défense des intérêts spécifiques des ouvriers — au besoin contre l'administration et l'Etat bureaucratiquement dégénéré.

b) La tendance des représentants les plus conscients des couches les plus privilégiées de la bureaucratie (directeurs de trusts et d'usines, ingénieurs en chef, généraux de l'armée, etc.) qui cherchent à obtenir des **garanties légales supplémentaires** pour leurs privilèges, justement au fur et à mesure que ceux-ci sont de plus en plus remis en question par la pression et le début de l'action des masses. Cette tendance avait surtout marqué des points au cours de l'année 1955, à la Conférence industrielle de Moscou (exigence et obtention du statut modèle du directeur; augmentation des prérogatives du personnel de maîtrise au sein de l'entreprise), mais la pression ouvrière en vue d'une révision du Code du travail risque de détruire une partie de ces avantages. La bureaucratie a réclaté et obtenu au 20^e Congrès l'extension du système des primes en faveur du personnel de gestion. Elle demande une « libéralisation » du Code pénal en matière économique et obtient notamment le droit de vente de certains biens de production par chaque entreprise industrielle, ce qui élargit (et légalise) le marché gris de ces biens et introduit un facteur dissolvant dans la planification.

Quant à la paysannerie, elle n'a guère eu l'occasion de formuler de façon articulée des revendications sociales à longue échéance. On peut cependant supposer qu'elle entend avant tout conserver et défendre avec acharnement le lopin de terre privé, sur lequel se concentre une partie importante de son effort et dont elle retire une fraction disproportionnellement élevée de ses revenus.

Ainsi, la poursuite du « cours nouveau » prépare-t-elle inexorablement la grande explosion entre le prolétariat et les couches les plus privilégiées de la bureaucratie, explosion qui aura la gestion de l'entreprise pour enjeu principal et qui posera inévitablement toutes les questions de structure et de contrôle de l'économie et de l'Etat ouvrier.

3. — Depuis la période préparatoire au 20^e Congrès, il était devenu évident qu'une révolte grondait sur le front du travail intellectuel en U.R.S.S. La critique virulente et justifiée à laquelle furent soumises successivement les productions cinématographique, théâtrale, littéraire, artistique, architecturale, scientifique, philosophique, etc., révélaient et la faille lamentable du danovisme et la volonté passionnée d'une jeune génération d'artistes, d'écrivains, de savants, de se libérer de « directives » intéressées, ignares et contraires aux exigences propres de leur travail. La jeunesse intellectuelle soviétique réclama la liberté de critique, de pensée et de création, et elle la réclama si bruyamment que certaines concessions importantes durent lui être accordées.

Mais accorder aux artistes et aux savants une liberté de critique dont ne jouissent pas les citoyens, avant tout les travailleurs, en matière de politique et d'économie, c'est faire de la création artistique et de la recherche scientifique un **instrument inévitable de critique sociale**. L'ampleur de cette critique, même de la part d'artistes inféodés à la bureaucratie (Ehrenbourg!) a surpris et inquiété les sommets de la bureaucratie. D'où leurs efforts pour arrêter et même renverser le courant, pour retourner à un « réalisme socialiste » plus « sincère », pour ne tolérer que les critiques qui « respectent la ligne générale correcte du parti ». Les vicissitudes de l'historiographie soviétique accrochée à la plupart des légendes stalinien jusqu'à la veille du 20^e Congrès, puis semblant se libérer totalement, pour retomber ensuite sous la férule d'un Molotov, caractérisent nettement les zig-zags de la bureaucratie confrontée avec la revendication de liberté de critique de la part des intellectuels.

Mais malgré la résistance désespérée de cette bureaucratie; malgré les retours en arrière, les retards et même les réactions qui se manifestent dans tel ou tel domaine, la bataille pour la liberté de pensée en U.R.S.S. a remporté au 20^e Congrès des victoires formidables, dont les effets ne pourront plus être effacés. S'infiltrant inexorablement par toutes les fentes et crevasses dorénavant ouvertes dans la dictature branlante, l'esprit critique, l'esprit de rébellion pénétrera dans le domaine de la politique et y fera jaillir l'étincelle de la révolution politique.

4. — Le 20^e Congrès a marqué un point culminant de la crise qui secoue les sommets bonapartistes de la bureaucratie soviétique depuis la mort de Staline, et qui est elle-même le reflet de la modification fondamentale des rapports de forces entre le prolétariat et la bureaucratie. Sous la pression des masses et d'un mécontentement qui commençait à prendre un aspect politique, le noyau dirigeant de la bureaucratie s'est déchiré en plusieurs tendances: une tendance en faveur de concessions majeures aux masses (tendance Malenkov-Mikoyan?); une tendance de redressement de la dictature (Kaganovitch-Molotov?); une tendance « cen-

triste» (Khrouchtchev-Boulganine). Confronté avec une tentative ouverte de la part des « libéraux » de capitaliser la haine des masses envers Staline, en attaquant pour la première fois ouvertement l'autorité du dictateur défunt, Khrouchtchev a voulu neutraliser cette manœuvre en lançant lui-même une attaque beaucoup plus virulente encore contre Staline dans son rapport secret. Ainsi, ayant en vain cherché à faire endosser ses crimes collectifs par Béria, la bureaucratie transforma son propre chef en principal bouc émissaire, obtenant ainsi un court répit avant de devoir faire face à une opposition politique.

Cette manœuvre colossale, d'envergure véritablement historique, a porté dès le début toutes les marques de la hâte, de la panique même, de laquelle elle est née. A aucun moment les dirigeants de la bureaucratie n'ont pu contrôler ou même prévoir les forces qu'ils libéraient ainsi. S'ils ont peut-être retardé l'apparition d'une tendance d'opposition anti-stalinienne au sein du P.C. de l'U.R.S.S.; s'ils ont peut-être même connu un éphémère regain de sympathie dans certains milieux intellectuels et dans les couches inférieures de la bureaucratie, ils ont en même temps déclenché un véritable mouvement boule-de-neige qui finira par les écraser.

En détruisant de façon aussi radicale l'autorité de Staline, incarnation de tout l'autocratie bureaucratique, ils ont définitivement sapé l'autorité et l'esprit de commandement bureaucratique à tous les échelons. En révélant cyniquement les crimes monstrueux de Staline, auxquels ils étaient pourtant associés, ils ont détruit définitivement l'obéissance aveugle des militants communistes envers leur direction, tout en se couvrant de discrédit. En expliquant les horreurs ainsi révélées par un « culte de la personnalité » à rebours, ils n'ont satisfait personne, ils ont ouvert la voie vers une analyse marxiste critique de la société soviétique et de sa dégénérescence bureaucratique.

Le 20^e Congrès a ainsi porté à son paroxysme la crise du stalinisme dans plusieurs pays, notamment dans les « démocraties populaires » où les masses se trouvaient au seuil de la révolte. En y déclenchant un mouvement qui a accéléré l'éclatement de la révolution politique, il a temporairement transporté le centre de gravité de la lutte entre le prolétariat et la bureaucratie hors des frontières de l'U.R.S.S. Mais c'est en vain que, consternée par l'ampleur des forces révolutionnaires ainsi libérées, la bureaucratie a voulu faire un pas en arrière et a cherché à freiner la déstalinisation (été 1956). Ces mesures rétrogrades ont fini par exaspérer davantage encore les masses, notamment en Pologne et en Hongrie, et ont finalement confronté le Kremlin avec la nécessité de réprimer par la force des mouvements révolutionnaires de masse dans ces pays. Par les soldats soviétiques en contact avec ce puissant mouvement révolutionnaire, la vague de la révolution politique repassera du « glacis » en U.R.S.S. elle-même, signant le verdict de mort pour la bureaucratie aux abois.

5. — Ainsi mûrissent rapidement en Union soviétique les conditions objectives et subjectives de la révolution. Après avoir perdu l'auréole de l'omniscience, le Kremlin a perdu celle de la toute-puissance. Ayant abandonné le manteau de l'autocratie, la bureaucratie perd maintenant le masque du libéralisme éclairé. Avec une rapidité inouïe, l'histoire oblige les héritiers de Staline à abattre toutes leurs cartes et à faire face, pour ainsi dire les mains nues, à l'assaut des masses.

Plus la pression populaire s'accroît, et plus les divergences au sommet auront tendance à s'accroître. La tendance néo-stalinienne verra dans les concessions déjà accordées la cause de la poussée des masses et cherchera à arrêter la « libéralisation », remettant même en question les concessions accordées depuis 1953. La tendance « libérale » au contraire comprendra que la poussée d'en bas ira en s'accroissant si la dictature ne reconnaît pas, du moins en partie, les préoccupations populaires, et préparera une nouvelle vague de « déstalinisation » peut-être plus sensationnelle encore que celle du 20^e Congrès. Les uns et les autres ne cherchent cependant qu'à conserver et à défendre les privilèges de la bureaucratie dans son ensemble. Les uns et les autres seront amenés à en appeler de plus en plus souvent à l'armée, seul instrument efficace de répression qui subsiste après le démantèlement de la police, pour arbitrer leurs conflits.

Cette tension croissante entre les masses et la bureaucratie, entre les différents courants au sein de la bureaucratie, entre les préoccupations des soldats de l'armée et la fonction de répression qui lui est attribuée (Hongrie!) s'approche inexorablement d'une explosion violente. Qu'une fraction de gauche au sein de la tendance « libérale » soit amenée à faire appel aux masses; que celles-ci descendent dans la rue pour trancher une question économique, sociale ou politique qui leur est chère; que des courants d'avant-garde au sein de la jeunesse, de la classe ouvrière ou même de l'armée commencent spontanément à formuler un programme de revendications politiques, ou qu'on assiste à une inter-action ou à une combinaison entre ces différents facteurs — la logique de la révolution politique prépare une collision ouverte entre les forces qui désirent maintenir les institutions fondamentales de la dictature (parti unique à structure bureaucratique; syndicats au service de l'Etat; toute-puissance des directeurs; caractère formel des institutions représentatives; grandes différences des rémunérations) et les masses qui veulent prendre en main la gestion démocratique de l'Etat et de l'économie. Sans une transformation de la **pression** des masses en **action directe** des masses, la révolution politique ne saurait aboutir en U.R.S.S.

II. — DECLIN ET CHUTE DU STALINISME DANS LES « DEMOCRATIES POPULAIRES »

6. — Le développement économique, social et politique des « démocraties populaires » n'a pas été parallèle à celui de l'U.R.S.S. au cours des dernières années. Alors que production, productivité, salaires réels et niveau de vie de la population ont augmenté de façon régulière, bien qu'inégale, en U.R.S.S. depuis huit ans, le développement de l'économie des pays du « glacis » soviétique a été beaucoup plus contradictoire. Cela est dû avant tout aux formes d'exploitation particulières que la bureaucratie avait introduites dans ces pays (réparations, sociétés anonymes soviétiques, sociétés mixtes, traités de commerce à tarifs unilatéralement préférentiels, etc.), exploitation qui a pesé lourdement sur l'économie des « démocraties populaires » et y a neutralisé en partie les progrès incontestables de l'industrialisation. Si les formes les plus grossières de cette exploitation ont commencé à être supprimées après la révolte du 17 juin 1953 à Berlin, les séquelles de cette politique se sont maintenues jusqu'à ce jour, notamment en matière de politique commerciale.

La tentative d'appliquer à chacun des pays dits de « démocratie populaire » le schéma stalinien d'industrialisation (priorité absolue de l'industrie lourde, plus autarcie) devait avoir les conséquences les plus néfastes surtout dans les pays, comme l'Allemagne orientale, la Tchécoslovaquie et la Pologne, qui avaient été jadis profondément intégrés au marché mondial, et le sont restés en partie jusqu'à la guerre de Corée et au « blocus » impérialiste. Les tentatives de coordination de l'ensemble des économies du « glacis », ou même d'élaboration d'un plan commun, ont été tardives, timides et empreintes de l'idée de « compléter » des économies nationales plus ou moins autarciques, et non pas de l'esprit d'une planification commune dans l'intérêt commun des peuples du « glacis ».

Le niveau de vie plus élevé auquel étaient habitués notamment les ouvriers allemands et tchèques, et particulièrement polonais et hongrois; l'attachement plus farouche encore des paysans à la petite propriété dont la tradition est plus ancienne; l'existence de classes moyennes urbaines plus nombreuses et disposant de traditions politiques et sociales plus solides qu'en Russie; enfin la puissance de l'Eglise catholique qui a joué dans presque tous ces pays le rôle de principal point de ralliement de l'opposition petite bourgeoise et bourgeoise au régime de « démocratie » — tous ces facteurs ont donné dès le début une instabilité sociale plus grande à la société des « démocraties populaires » par rapport à celle de l'U.R.S.S.

Si l'on y ajoute le fait que les partis d'opposition n'ont été éliminés qu'il y a à peine 7-8 ans; que les ouvriers conservent en général une tradition syndicale qui les amène à s'opposer à des augmentations excessives des normes par la résistance passive, la grève perlée, voire la grève tout court; que la propriété paysanne et l'entreprise privée restent prédominantes dans l'agriculture de tout le « glacis », on comprend que la planification bureaucratique a dû y faire face à des tensions beaucoup plus dangereuses qu'en U.R.S.S., et qu'elle a même, par moment, fait faillite devant les difficultés qu'elle a en partie elle-même provoquées.

Ainsi, la production industrielle a suivi un rythme saccadé, certaines années étant marquées par une stagnation ou même un recul dans certains secteurs. Les revenus réels des travailleurs se sont même abaissés à certaines époques (Pologne 1951-1952, Hongrie et Allemagne orientale 1952-1953, Tchécoslovaquie 1953) pour rester dans de nombreux cas stagnants. La Pologne et la Hongrie ne connaissent en 1955 qu'un niveau de vie à peine supérieur à celui de 1949, et sans doute inférieur à celui de 1938, du moins pour les ouvriers. La Tchécoslovaquie a augmenté son niveau de vie au cours des dernières années, mais il dépasse à peine celui de 1947 et de 1936. L'Allemagne orientale, également en fort progrès depuis 1949, reste en dessous du niveau de 1936 et surtout de celui de l'Allemagne occidentale. Si en Roumanie et en Bulgarie le niveau d'avant guerre a été largement dépassé, cela s'est produit en partie au prix de difficultés d'approvisionnement en vivres, difficultés d'ailleurs communes à tous ces pays, jadis le grenier de l'Europe, et qui prouvent la faillite complète de la politique agricole stalinienne.

7. — Partant de conditions objectives fort différentes de celles qui règnent en Union soviétique, les rapports entre les masses laborieuses et les partis staliniens au pouvoir, ainsi que les rapports entre les masses et l'Etat, sont beaucoup plus différenciés et beaucoup plus contradictoires qu'en U.R.S.S. Ainsi, si le P.C. de l'U.R.S.S. ne peut plus guère être considéré comme un parti ouvrier au sens sociologique du terme (il est composé en grande partie de bureaucrates comme le confirment les statistiques publiées à l'occasion de ses 19^e et 20^e Congrès), il n'en est pas ainsi pour les P.C. des différents pays du « glacis » où continue à militer la majorité des ouvriers d'avant-garde (notamment Tchécoslovaquie, Allemagne orientale, Bulgarie, et dans une moindre mesure jusqu'en 1956 Pologne et Hongrie). Les syndicats de ces pays sont encore de nature contradictoire, la bureaucratie les considérant comme ses propres bras rallongés, les ouvriers conservant souvent l'espoir — qui s'est justifié notamment en Allemagne orientale le 17 juin 1953, à Poznan et en Hongrie — de pouvoir à nouveau les utiliser à leurs propres fins.

Pour toutes ces raisons, des luttes de tendance peuvent être déclenchées plus facilement dans ces partis que dans le P.C. de l'U.R.S.S., et surtout ces luttes de tendances peuvent avoir

un écho beaucoup plus ample au sein de la base et des couches les plus avancées de la classe ouvrière. Celle-ci connaissant des conditions objectives d'existence relativement beaucoup plus mauvaises que la classe ouvrière soviétique, ces luttes de tendances deviennent une étape préparatoire de l'action des masses. L'ensemble de ces conditions objectives, ainsi que la faiblesse relativement beaucoup plus grande de l'appareil bureaucratique de l'Etat et du parti réduisent considérablement le délai entre l'éclatement de ces luttes de tendance — sous la pression de toutes les contradictions sociales — et le début de la révolution politique des masses.

D'autre part, l'isolement de l'appareil bureaucratique par rapport à l'ensemble de la société est beaucoup plus grand dans les « démocraties populaires » qu'en Union soviétique. L'appareil installé de l'étranger se trouve confronté avec des forces autonomes de classe encore vivantes ; il n'a pas encore pu s'entourer d'une large couche d'aristocrates ouvriers ; il dispose de moyens matériels infiniment plus réduits ; il a été amputé par la série des épurations de 1948-1953. C'est pourquoi pareil appareil, terrorisé par la crainte d'une opposition populaire et sans réel moyen de défense en dehors de la répression ouverte, s'accroche désespérément à « l'amitié avec l'Union soviétique » (c'est-à-dire la subordination au Kremlin) et au « principe du parti monolithique », ne pouvant tolérer la moindre faille sans risquer de perdre le pouvoir.

Ainsi s'explique le fait paradoxal que l'impulsion première de la « déstalinisation » est venue de l'Union soviétique, où la position de la bureaucratie est relativement plus solide, alors que les effets les plus révolutionnaires de cette « déstalinisation » se sont fait sentir dans les « démocraties populaires » où elle a été le point de départ immédiat de la révolution politique.

Il faut tenir compte enfin de la violence accrue avec laquelle la question nationale se manifeste dans les pays du « glacis ». Les dirigeants des partis stalinien y apparaissent en général comme des Quislings imposés par une puissance étrangère. L'opposition à l'intérieur des P.C. capitalise le sentiment national. La lutte pour le « chemin national vers le socialisme » y acquiert ainsi une valeur hautement progressive et révolutionnaire, contrairement aux P.C. d'Occident, où elle couvre en général un tournant vers un opportunisme droitier codifié. Gomulka en Pologne, Nagy en Hongrie, demain peut-être Hertzog ou Ackermann en Allemagne orientale, en devenant aux yeux des masses des symboles d'une lutte d'émancipation nationale, créent des conditions favorables à un regain de popularité pour le P.C. (à travers sa tendance « nationale ») et permettent à la révolution politique sous une direction communiste oppositionnelle de mobiliser en sa faveur le sentiment national. C'est ce qui s'est notamment produit sous une forme classique en Pologne.

8. — Première phase de la crise internationale du stalinisme et origine lointaine de la « déstalinisation », la révolte du P.C. yougoslave contre le Kremlin en 1948 a continué à influencer les relations entre les pays du « glacis » et l'U.R.S.S., ainsi que l'évolution intérieure dans ces différents pays. Cependant, au cours de la dernière période, cette influence a également révélé sa nature profondément contradictoire, elle-même expression de la nature contradictoire du P.C. yougoslave — parti centriste qui s'est arrêté sur une ligne opportuniste et pragmatiste, à mi-chemin entre le stalinisme et le marxisme révolutionnaire.

Dans le processus de « déstalinisation » déclenché par la bureaucratie soviétique comme mouvement d'auto-défense sous la pression des masses, la direction du P.C. soviétique était obligée de repasser tôt ou tard le cas du P.C. yougoslave. Le voyage spectaculaire de Khrouchchev à Belgrade ; la réhabilitation spectaculaire de Tito ; l'explication absurde de la crise soviéto-yougoslave par référence aux « agissements du traître Béria » étaient les premiers coups de masse que la nouvelle direction de la bureaucratie dut porter à l'autorité de Staline et, par ricochet, à sa propre autorité et à toute autorité bureaucratique au sein du mouvement communiste. Les communistes yougoslaves insistèrent eux-mêmes pour que les véritables responsabilités de la rupture soient recherchées non chez Béria mais chez Staline et dans tout le système politique en vigueur en U.R.S.S. à l'époque stalinienne. Ils jouèrent de nouveau un rôle fortement progressif dans le mouvement communiste international, au cours de toute la période cruciale préparatoire du 20^e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S.

En même temps, la réhabilitation du « renégat Tito » — brusquement traité avec infiniment plus d'égards que les laquais Tchervenkov, Rakosi, Bierut, Ulbricht et Cie — provoqua même avant le 20^e Congrès une crise profonde dans les rapports réciproques entre P.C. et entre Etats ouvriers, tels qu'ils avaient été conçus et établis à l'époque stalinienne. L'idée de l'égalité fondamentale entre tous les Partis communistes et tous les Etats ouvriers, l'idée qu'il fallait revoir d'urgence la conception nationaliste petite bourgeoise du « rôle dirigeant de l'Union soviétique au sein du camp socialiste » ; l'idée qu'il était néfaste d'imiter dans d'autres Etats ouvriers les excès et erreurs que la bureaucratie soviétique avait commis en U.R.S.S. même, se frayait rapidement un chemin dans les P.C. du « glacis », favorisant l'éclatement rapide d'oppositions « nationales » et « libérales ». Les effets du rapport Khrouchchev s'ajoutant à ceux de la réhabilitation de Tito — les deux tournants étant d'ailleurs indissolublement liés l'un à l'autre — ces tendances jouaient un rôle hautement progressif, voire objectivement révolutionnaire au sein de leurs P.C. respectifs.

Mais du moment où ces divergences au sommet déclenchaient des mouvements de plus en plus violents à la base et que les masses elles-mêmes commençaient à intervenir dans la lutte politique, le P.C. yougoslave commençait lui-même à craindre l'ampleur des réactions populaires, et de moteur il devint un frein de la « déstalinisation », s'efforçant de limiter celle-ci au remplacement d'une équipe de direction par une autre (Bulgarie), voire par un simple aveu des « erreurs commises » de la part de la direction en place (Roumanie). Le moment de cette transformation du rôle du P.C. yougoslave dans la préparation de la révolution politique dans le « glacis » peut être placé entre le premier et le second voyage de Tito en U.R.S.S.

Ce n'est pas seulement subjectivement, c'est aussi objectivement que le P.C.Y. devenait un obstacle sur la voie du déploiement plein et entier des forces révolutionnaires en Europe orientale. Si l'expérience yougoslave de gestion ouvrière des entreprises reste un stimulant progressif dans tous les cas où se maintient un régime bureaucratique fermé, l'absence d'une démocratie politique suffisante dans l'Etat et le P.C. yougoslave ont profondément déçu les oppositions de gauche dans les P.C. du « glacis » à la recherche d'une démocratisation totale du mouvement ouvrier, avant tout dans le P.C. polonais. Incontestablement, l'absence d'un exemple vivant et victorieux d'un Etat ouvrier démocratique a retardé la maturation révolutionnaire et a notamment contribué, dans le cas de la Hongrie, à empêcher une solution révolutionnaire rapide de la crise créée par le soulèvement populaire du 23 octobre.

Lorsque par contre la bureaucratie soviétique déclencha un grand mouvement de repli dans la « déstalinisation » après les événements de Hongrie, et lorsqu'elle chercha à condamner tous les courants plus ou moins indépendants dans les P.C. d'Europe orientale, le P.C.Y. se sentant à juste titre visé, se vit obligé de préciser et d'accentuer une fois de plus son opposition au stalinisme et à la bureaucratie soviétique. L'offensive violente déclenchée contre le terrorisme policier réapparaissant en Hongrie, en Albanie, en Roumanie, etc., la défense d'abord hésitante (discours de Tito à Pula) puis plus nette et plus courageuse (discours de Kardelj devant l'Assemblée Nationale yougoslave) de la révolution hongroise contre l'intervention soviétique, l'appui inconditionnel donné à la révolution polonaise, le mot d'ordre « Tout le pouvoir aux conseils ouvriers » lancé par le P.C.Y. pour la Hongrie, fût-ce a posteriori, ont une grande signification dans ce sens, et permettent aux positions prises par le P.C.Y. de jouer de nouveau un rôle de moteur idéologique dans la différenciation à l'intérieur des P.C.

Le rôle progressif joué par la résistance du P.C. yougoslave aux ukases stalinien n'est nullement remis en question par l'analyse qui précède. Ce rôle appartient déjà à l'histoire. Mais l'histoire a aussi démontré par l'exemple yougoslave qu'une politique opportuniste pragmatique qui accumule les « succès » passagers au jour le jour, peut brusquement devenir un facteur historiquement négatif lorsque la montée révolutionnaire des masses exige des décisions autrement audacieuses et conformes aux principes. Cela s'était manifesté une première fois à l'époque de la guerre de Corée. Cela s'est manifesté une deuxième fois pendant les semaines cruciales des révolutions polonaise et hongroise.

9. — La révolution politique en Pologne plonge ses racines, non seulement dans l'ensemble des conditions objectives de la dictature bureaucratique et dans l'élément d'opposition nationale que le Kremlin a introduit dans ce pays, mais aussi dans les magnifiques traditions révolutionnaires du mouvement ouvrier polonais, qui se sont manifestées pour ainsi dire sans interruption depuis un demi-siècle, atteignant un dernier point culminant avec la Commune de Varsovie en 1944. En brisant rapidement le carcan des idées et des dogmes stalinien qui n'ont jamais été assimilés par le P.C. polonais — qui fut dissous pour cette raison par Staline en 1938 — la révolution politique en Pologne a renoué avec une tradition qui n'avait d'égale que celle du bolchevisme. De là le niveau exceptionnellement élevé de la conscience de la vieille et de la nouvelle génération ouvrière en Pologne, qui a permis à la révolution politique, dès sa première phase, de dépasser les meilleures actions et écrits du P.C.Y. aussi largement que ceux-ci avaient eux-mêmes dépassé le stalinisme proprement dit.

Ayant reçu son impulsion première par le 20^e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. et ayant été favorisé par une crise de direction qui coïncidait avec ce 20^e Congrès (la mort de Bierut), le réveil de la conscience communiste, nourrie par des erreurs économiques exceptionnellement graves commises par l'équipe stalinienne au pouvoir, conduisait rapidement à une lutte de tendance pour la direction du parti, parallèlement à laquelle se développait une lutte pour le retour de Gomulka au sein de cette direction.

La liberté de pensée et de critique fit alors violemment irruption au sein des organisations ouvrières, encourageant les manifestations publiques de mécontentement ouvrier. Si la pression des masses explique la « démocratisation », la « démocratisation » prépara le terrain à la transformation de la pression en action directe des masses. C'est ainsi que se produisit la grève de Poznan, réponse du prolétariat à une politique économique et sociale insensée, qui violait les intérêts les plus immédiats des travailleurs.

Poznan souleva d'emblée la question de la lutte pour la direction du parti. La répression et surtout la calomnie employée contre les grévistes déclencha une tempête d'opposition populaire. Alors qu'une tendance stalinienne considéra la grève comme un produit de la « démocra-

tisation» limitée et, avec l'appui du Kremlin, chercha à limiter les « excès » de la liberté politique au sein du mouvement ouvrier, une opposition de gauche se cristallisa, décidée à retrouver le contact et l'union avec la classe ouvrière, en prenant résolument la tête d'un mouvement de démocratisation de toute la vie sociale. Le VII^e Plénum du C.C. du P.C. polonais (août 1956) vit une victoire politique importante de cette opposition, mais la pression du Kremlin suffit à imposer au P.C. polonais une direction paritaire qui paralysa en pratique l'application de la ligne du VII^e Plénum.

D'août à octobre 1956, du VII^e au VIII^e Plénum du C.C., la lutte de tendance se généralisa dans toutes les organisations ouvrières et prit une forme de plus en plus tumultueuse et violente, la transformant en lutte de fraction au cours de laquelle chaque fraction essaya de mobiliser un appui dans le prolétariat. La droite stalinienne fit appel aux pires instincts anti-léninistes et chauvins et fit de la démagogie revendicative; la gauche libérale en appela à la conscience de classe et au désir d'émancipation des ouvriers. Elle commença à mobiliser ceux-ci contre la bureaucratie.

Alors le mouvement de masse atteignit un nouveau niveau depuis longtemps inconnu. Spontanément, les ouvriers d'usine commencèrent à exiger la gestion ouvrière des entreprises. La jeunesse ouvrière et estudiantine se plaça à la tête du mouvement de démocratisation politique et de retour à Lénine sur le plan de la théorie. Lorsque Gomulka rejoignit la fraction de gauche au début d'octobre, sa victoire semblait certaine. En désespoir de cause la fraction stalinienne appela le Kremlin à l'aide; l'intervention brutale de la délégation stalinienne au 8^e Plénum provoqua une mobilisation générale du prolétariat qui occupa les usines, s'arma, et constitua des conseils. Après quatre journées de fièvre révolutionnaire, l'opposition prit en main la direction du parti. La révolution politique en Pologne avait gagné une première étape décisive.

Par ses liens multiples avec le prolétariat au sein duquel elle s'est profondément enracinée au cours de six mois de lutte politique violente; par la clarté de sa critique du stalinisme qui se rapproche fortement du marxisme révolutionnaire; par son programme de mobilisation des travailleurs qui reprennent en main la direction de l'économie; par sa défense farouche des libertés démocratiques au sein du mouvement ouvrier, la tendance de gauche qui s'est associée à la fraction centriste de Gomulka dans le renversement de la direction stalinienne du P.C. polonais peut être considérée, surtout dans son aile marchante de la jeunesse, comme un noyau de la nouvelle direction marxiste-révolutionnaire du prolétariat polonais en formation. L'alliance de cette tendance avec la fraction de Gomulka reste instable, soumise à l'influence contradictoire qu'exercent sur la fraction centriste la pression des masses d'une part — qui la rapproche chaque fois de la gauche — et la pression de l'appareil bureaucratique polonais et de la bureaucratie soviétique d'autre part — qui l'en éloigne périodiquement. Les rapports de forces sociales et surtout l'audace et la tactique correcte de la gauche décideront en définitive de cette évolution. La façon dont la tendance de gauche restera fidèle à son programme, l'appliquera en pratique et se liera plus intimement encore au prolétariat, déterminera sa capacité de remplir complètement le rôle de guide léniniste de la classe ouvrière polonaise. Elle aura des répercussions profondes et sur la composition de la direction et la nouvelle structure que choisira le prochain congrès du parti, et sur les rapports avec le mouvement ouvrier international, et plus particulièrement son avant-garde révolutionnaire.

10. — La révolution politique en Hongrie a éclaté dans des conditions beaucoup plus défavorables que celles qui ont permis la victoire de la première étape de la révolution polonaise. Parmi ces conditions défavorables il faut énumérer :

a) La tradition marxiste beaucoup plus limitée du mouvement ouvrier, la faiblesse traditionnelle et les divisions internes du mouvement communiste.

b) Le caractère plus policier et plus odieux de la dictature stalinienne (procès Rajk).

c) L'absence d'une direction de remplacement résultant de l'absence d'une tendance largement organisée dans tout le parti et le mouvement ouvrier.

Ce fait amena le « Cercle Petæfi », un groupe d'intellectuels et d'étudiants qui n'étaient pas tous communistes, à jouer un rôle de guide dans la démocratisation, la lutte de tendance Nagy-Rakosi (Geræ) ne se reflétant plus dans les organismes dirigeants du parti.

d) Le fait que les éléments « libéraux » ayant une première fois accédé au pouvoir en 1953 en avaient été chassés après la chute de Malenkov, ce qui provoqua une épuration du parti de beaucoup d'éléments de gauche, et un durcissement des éléments stalinien.

e) L'absence d'un signal d'alarme dans le genre de Poznan, ce qui retarda la constitution d'une large fraction Nagy et permit aux éléments stalinien de refuser jusqu'à la dernière minute toute concession substantielle aux masses (retard dans la démission de Rakosi, interventions contre le Cercle Petæfi, etc.).

f) Les véritables provocations criminelles dont se rendirent coupables les stalinien confrontés avec un mouvement de masse puissant mais encore pacifique et ne débordant pas le cadre de la « démocratie populaire » : discours de Geræ du 22 octobre, fusillades du 23 octobre, appel à l'intervention des troupes soviétiques.

Ces différents facteurs expliquent pourquoi la montée du mouvement de masse qui, du 20^e Congrès du P.C. soviétique jusqu'à la chute de Rakosi et même jusqu'à la victoire de la

première phase de la révolution en Pologne, s'était déroulée parallèlement à la montée polonaise, a brusquement pris une tournure plus violente et, à partir du 23 octobre 1956, a débordé en grève générale insurrectionnelle contre la dictature bureaucratique.

Ce caractère plus spontané de la révolution politique en Hongrie a donné une forme prolétarienne classique à ses moyens de lutte et d'organisation : manifestations de rue et occupations d'usine, passage de l'armée du côté du peuple; armement général des travailleurs; constitution de conseils d'ouvriers, de soldats et d'étudiants dans tout le pays.

Ainsi étaient réunis tous les éléments **objectifs** pour une victoire révolutionnaire rapide et éclatante, pouvant amener à un niveau plus élevé tout le mouvement révolutionnaire mondial. C'est essentiellement le danger de cette victoire, et non pas le danger contre-révolutionnaire, qui a incité le Kremlin — après des hésitations et des renversements multiples de politique — à intervenir militairement contre la révolution hongroise, qui menaçait de s'étendre à tout le glacié et en U.R.S.S. même.

Mais le caractère essentiellement spontané de l'insurrection du 23 octobre, et l'absence d'une direction révolutionnaire capable de coordonner rapidement les forces prolétariennes et de les guider rapidement vers la constitution d'une république démocratique et indépendante des conseils, ont permis de libres manifestations de tous les courants de la population, la réapparition de partis petits bourgeois et bourgeois, voire un début d'activités contre-révolutionnaires qui ont fourni à l'intervention du Kremlin un semblant de justification et un alibi saisi au vol.

Le peuple révolutionnaire armé qui s'était levé pour arracher les usines et le pouvoir aux bureaucrates, n'aurait jamais toléré qu'ils soient restitués aux anciens maîtres capitalistes et propriétaires fonciers. Il était assez puissant pour empêcher toute victoire de la contre-révolution. Mais moins il disposait d'une direction révolutionnaire à la hauteur de sa tâche et plus devait se prolonger une période transitoire de confusion pendant laquelle la réaction pouvait s'organiser et se manifester. Plus la bureaucratie tardait à retirer ses troupes de Hongrie, plus elle intervenait directement contre la révolution et plus les sentiments nationaux devaient s'exacerber et passer même au premier plan des préoccupations des masses. Nagy et ses amis, avant tout soucieux de reprendre en main la direction du mouvement, ne pouvaient alors que s'adapter à cette évolution des sentiments populaires, et entrer en collision ouverte même avec les tendances les plus « libérales » de la bureaucratie soviétique.

Les interventions militaires soviétiques contre la révolution hongroise ont été des crimes qui ont porté un coup énorme à l'Union soviétique et au mouvement communiste international. Elles ont rejeté loin en arrière le parti communiste hongrois lui-même, aujourd'hui totalement coupé du prolétariat de son pays. Elles n'ont cependant pas pu briser la magnifique combativité des travailleurs hongrois. Ceux-ci n'ont perdu qu'une première manche de la révolution politique; celle-ci se relèvera, invincible, de la saignée imposée par le Kremlin. Déjà le régime Kadar est obligé de conserver une partie des conquêtes du 23 octobre. Encouragée par une résistance passive farouche et une pression des masses qui ne se relâchera point, la révolution reprendra sa marche en avant et rétablira, avec la démocratie prolétarienne pleine et entière, l'honneur du communisme en Hongrie.

11. — Le 20^e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S.; le rapport Khrouchtchev; la révolution politique en Pologne et en Hongrie, ont exercé une influence profonde sur les P.C. de tous les Etats ouvriers, y compris sur celui de Chine, après que s'y soit manifesté un certain retard dans la « déstalinisation », qui s'explique avant tout par l'état arriéré du pays, et les difficultés économiques, objectives, énormes auxquelles doit faire face la direction du P.C. chinois. Mais la pression du courant de « déstalinisation » a été suffisamment forte pour imposer au congrès du P.C. chinois des décisions importantes, notamment en faveur du droit des tendances, du droit des minorités à défendre leurs idées au sein du parti communiste même après les décisions de la majorité, voire de la nécessité de tolérer plusieurs partis « démocratiques » dans un Etat ouvrier. Ces idées exerceront une grande influence sur de nombreux partis communistes, surtout en Asie.

Les remous se sont manifestés même dans les pays où la dictature bureaucratique n'a pas été immédiatement confrontée avec un mouvement des masses (Allemagne orientale, Tchécoslovaquie, Albanie, Roumanie et Bulgarie); les dirigeants stalinien ont dû faire des concessions surtout économiques aux masses, et ont dû promettre de même des réformes politiques démocratiques. Si les événements de Hongrie retarderont inévitablement l'éclatement de mouvements de masse dans ces pays, en les incitant à un plus grand conformisme envers l'ensemble de l'appareil stalinien, leurs répercussions lointaines rendront plus violentes et plus radicales les explosions inévitables contre la bureaucratie.

Un des résultats les plus spectaculaires de la révolution hongroise avait été la Déclaration soviétique du 30 octobre. Cette déclaration s'efforçait d'établir les relations entre les démocraties populaires et l'U.R.S.S. sur une base nouvelle, reconnaissant ainsi implicitement l'élément d'oppression nationale que le Kremlin avait introduit dans les rapports réciproques entre Etats ouvriers.

Si l'intervention brutale du Kremlin dans la révolution hongroise oppose un démenti cinglant aux protestations de bonne foi de la bureaucratie, sa déclaration du 30 octobre n'en

sera pas moins invoquée contre elle-même chaque fois qu'une tendance d'un P.C. des « démocraties populaires » cherchera à s'émanciper effectivement de la tutelle du Kremlin. Elle deviendra ainsi, à l'insu de la bureaucratie, une nouvelle bombe à retardement qui fera voler en éclats les rapports de subordination entre partis communistes et Etats ouvriers.

Les répercussions immédiates de la révolution hongroise peuvent inciter une fraction momentanément prédominante au Kremlin à « durcir » de nouveau son attitude envers les pays du « glacis ». Mais la pression des masses ne peut pas ne pas aller en s'accroissant dans ces pays. Le ferment d'indépendance nationale et d'autonomie des P.C. par rapport au P.C. soviétique ne peut pas ne pas « décomposer » une grande partie de la jeunesse et des militants communistes eux-mêmes. Le processus de transformation des relations entre Etats ouvriers de relations d'oppression nationale et d'exploitation économique en relations d'égalité et de collaboration fraternelle est irréversible. Plus vite la bureaucratie soviétique s'inclinera devant ce processus et plus il se réalisera harmonieusement. Plus elle lui résistera, et plus il conduira à des conflits violents et à des collisions sanglantes.

III. — LE PROGRAMME DE LA IV^e INTERNATIONALE POUR LA REVOLUTION POLITIQUE.

Le développement des révolutions polonaise et hongroise, la maturation rapide des conditions objectives et subjectives de la révolution politique en U.R.S.S. même, l'apparition de courants oppositionnels dans les partis staliniens des autres « démocraties populaires », ainsi que toute la discussion internationale déclenchée par la crise actuelle de la dictature bureaucratique rendent impérieuse la formulation par la IV^e Internationale d'un programme plus détaillé et plus précis pour cette révolution. Ce programme ne peut plus s'appuyer simplement sur la généralisation de l'expérience de l'Etat ouvrier démocratique des premières années après la Révolution d'Octobre. Il doit en même temps s'appuyer sur les expériences multiples que le mouvement ouvrier a accumulées depuis lors : expérience de la dégénérescence de l'Etat bureaucratique soviétique ; expérience de la dégénérescence de la III^e Internationale et des P.C. ; expérience de la révolution espagnole ; expériences, aussi bien positives que négatives, des révolutions yougoslave, chinoise, polonaise et hongroise ; expérience des pays dits de « démocratie populaire » et des revendications avancées par l'avant-garde prolétarienne et par la jeunesse révolutionnaire en lutte ouverte contre la dictature bureaucratique, pour l'affirmation d'un véritable pouvoir soviétique (notamment les 16-17 juin 1953 à Berlin-Est et dans toute la D.D.R. ; fin mai 1953 en Tchécoslovaquie ; les révoltes à Vorkouta et dans les autres camps de travail forcé en U.R.S.S. depuis le deuxième semestre 1953 ; la grève de juin 1956 à Poznan, etc.).

12. — L'organisation de l'Etat ouvrier doit être revue à la lumière de la théorie léniniste classique en la matière, la théorie de la démocratie soviétique en tant qu'élargissement et non restriction des droits et libertés démocratiques dont peut disposer l'ensemble des masses laborieuses par rapport aux libertés dont elles jouissent même dans les Etats bourgeois les plus démocratiques. Dictature du prolétariat et démocratie soviétique sont synonymes dans ce sens que l'octroi de libertés politiques illimitées aux masses laborieuses peut et doit être accompagné d'une restriction ou même d'un refus de libertés politiques à tous les représentants des classes hostiles, à tous ceux qui œuvrent au renversement de l'Etat ouvrier basé sur la suppression de la propriété privée des grands moyens de production.

En pratique, l'exercice réel du pouvoir par des soviets, des conseils librement élus par les travailleurs manuels et intellectuels des villes et des campagnes, n'est possible que si les garanties suivantes existent :

a) Liberté d'organisation pour tous les partis qui se placent dans la légalité soviétique, dans le cadre de la constitution de l'Etat ouvrier.

b) Liberté effective de presse et de réunion, c'est-à-dire droit pour chaque tendance appuyée par un nombre minimum légalement établi d'ouvriers manuels et intellectuels, ou par un avis des soviets, d'obtenir à leur disposition des locaux de réunion, du temps d'émission aux stations de radio et de TV, du papier-journal et des installations d'imprimerie au prorata des disponibilités.

c) Election et réélection périodique des membres des organismes législatifs centraux et des principaux fonctionnaires centraux, provinciaux et locaux, au scrutin secret et avec multiplicité des candidats ou de listes, représentant les divers partis soviétiques.

d) Limitation du traitement de tout fonctionnaire dans l'administration, avant tout dans l'administration d'Etat, au salaire d'un ouvrier qualifié.

e) Election et réélection périodique des juges au scrutin secret, garantissant leur indépendance complète par rapport aux organes d'administration de l'Etat. Juridiction contradictoire, avec droit de défense assuré dans chaque cas, et sur la base du droit écrit.

f) Dissolution de tous les organes permanents de sécurité intérieure secrets. Ils doivent être remplacés par des milices ouvrières publiques, fonctionnant au besoin à l'aide d'organes auxiliaires soumis constamment au contrôle public des soviets.

Le principe léniniste dont s'inspire la IV^e Internationale, c'est que si la violence est nécessaire dans les relations entre le prolétariat et l'ennemi de classe, elle doit être bannie

des relations qui opposent à l'intérieur de la classe ouvrière les tendances différentes du mouvement ouvrier, et les relations qui opposent à l'intérieur du parti révolutionnaire différents courants, tendances ou fractions. La dictature du prolétariat signifie l'emploi de la violence contre l'ennemi de classe, en fonction de sa résistance. La démocratie soviétique signifie le refus d'employer la violence à l'intérieur du mouvement ouvrier, et le recours exclusif du parti révolutionnaire dans ses relations avec sa classe et les autres couches laborieuses de la société à la persuasion et l'expérience.

Comme en pratique les frontières entre la classe ennemie et les classes laborieuses ne sont pas nettement tracées ; comme de nombreuses conditions objectives peuvent amener l'ennemi de classe à s'appuyer sur les courants les plus conservateurs de ces classes laborieuses, l'avant-garde révolutionnaire peut être amenée parfois devant un choix douloureux : ou bien admettre qu'une situation dangereuse se développe pour l'Etat ouvrier, ou bien employer, pour écarter ce danger, des méthodes qui sapent gravement la confiance des travailleurs dans l'avant-garde et dans leur Etat. Sans vouloir énoncer des vérités absolues ni des dogmes, la IV^e Internationale déclare que, sur la base de l'expérience passée, il est absolument clair qu'un Etat ouvrier a constamment à faire face à **deux dangers** aussi longtemps que la victoire mondiale du socialisme n'est pas assurée : le retour de la contre-révolution capitaliste et l'affirmation de la dégénérescence bureaucratique. Plus l'Etat est faible, plus la pression ennemie est forte et plus la confiance de la grande majorité des travailleurs ainsi que leur initiative politique font défaut, et plus toute mesure de contrainte exercée contre des parties de la propre classe sape la confiance de celle-ci dans l'Etat et ouvre la porte à la dégénérescence bureaucratique. C'est pourquoi il est du devoir du parti révolutionnaire de se soumettre au verdict démocratique des soviets, même quand ceux-ci commettent des erreurs graves que l'expérience permettra à la masse des travailleurs de reconnaître et de corriger tôt ou tard. C'est seulement dans cet esprit que le principe : **TOUT LE POUVOIR AUX SOVIETS**, comme base d'organisation de l'Etat ouvrier prendra tout son sens.

13. — La dégénérescence bureaucratique de l'U.R.S.S. a démontré que les racines de la puissance de l'appareil bureaucratique résident dans sa disposition plus ou moins arbitraire de l'appareil de production de l'Etat. Les relations entre l'appareil d'Etat, l'appareil dirigeant l'économie, et le parti révolutionnaire sont pour cette raison décisives pour assurer l'essor de la démocratie socialiste soviétique. Ces relations doivent être régies par les principes suivants :

a) Distinction fondamentale entre l'Etat ouvrier et le parti révolutionnaire, l'un ne pouvant se confondre avec l'autre ni être subordonné à l'autre. Ceci signifie notamment que, dans aucune condition, un organisme quelconque de l'Etat — **a fortiori** des organismes de sécurité — ne peut intervenir dans des discussions ou des luttes de tendance internes du Parti. Ceci signifie aussi qu'aucun organisme d'Etat élu par les masses (ou les soviets) ne peut être modifié dans sa composition sur décision du Parti.

b) Election et contrôle démocratique des dirigeants du Parti par les membres du Parti, par l'observation stricte de toutes les règles de fonctionnement du centralisme démocratique : congrès et conférences à périodes fixes ; élection des dirigeants locaux, régionaux et nationaux au scrutin secret ; liberté d'organisation de tendances allant jusqu'au droit de publication de bulletins intérieurs de tendance ; information et discussion aussi complète que possible à la base avant que ne soient tranchés des différends importants par des organismes centraux, pas de sanction contre des membres sans accord des organismes de base dont ils sont membres, etc.

c) Contrôle démocratique de l'appareil d'Etat et de l'appareil de l'économie par la masse du peuple laborieuse, organisé respectivement dans ses soviets locaux et conseils d'usine. Election et révocabilité des principaux membres de ces appareils par ces organes respectifs. Participation active des différentes tendances politiques existantes au choix de dirigeants et de programmes d'action opposés.

d) Absence de privilèges matériels attachés à l'exercice de fonctions dirigeantes, des exceptions ne pouvant être tolérées que dans le cas de techniciens non membres du Parti, qui doivent dans ce cas être soumis à un contrôle sévère par les organismes soviétiques de base.

e) Principe du maximum d'information et de publicité pour toutes les questions controversées au sein du Parti, des organismes d'Etat et des organismes dirigeant l'économie. C'est la condition indispensable pour que le prolétariat puisse effectivement diriger l'Etat et pour qu'il acquière le plus rapidement possible l'expérience nécessaire afin d'effectuer cette direction avec le maximum d'efficacité possible.

14. — L'organisation de l'économie socialisée, pendant la période de transition du capitalisme vers le socialisme, est la pierre de touche de l'évolution de l'Etat ouvrier vers l'élargissement de la démocratie socialiste jusqu'au moment où la démocratie elle-même dépérit comme dernière forme de l'Etat, ou vers les déformations bureaucratiques de l'Etat et l'apparition de nouvelles inégalités sociales pouvant aller jusqu'à une dégénérescence bureaucratique monstrueuse.

En tant que marxistes, nous savons que la dégénérescence bureaucratique de l'Etat ne peut être qu'une étape transitoire dans l'histoire de la lutte pour le socialisme mondial, étape rendue **possible** par l'insuffisance des bases matérielles dont dispose un Etat ou un groupe

d'Etats ouvriers, et par son isolement. Cependant, en reconnaissant cette cause dernière de la dégénérescence, les marxistes n'admettent nullement un déterminisme mécaniste et automatique, c'est-à-dire l'inévitabilité d'une dégénérescence extrême du type soviétique. Ils reconnaissent seulement que plus la base matérielle de l'Etat ouvrier est pauvre, plus grand est le risque de déformations bureaucratiques de l'Etat. Mais s'appuyant sur la douloureuse expérience soviétique qui a coûté au prolétariat soviétique et international des hécatombes, des défaites et des sacrifices évitables, ils comprennent la nécessité absolue pour l'avant-garde révolutionnaire, pour le facteur subjectif, de contrecarrer dans la mesure du possible le jeu des forces objectives spontanées nées du besoin, de la pression du milieu adverse, du manque de culture et de qualification, etc.

Il est essentiel de concevoir à ce sujet un **partage des fonctions et des pouvoirs économiques** qui limite à l'extrême les possibilités d'arbitraire bureaucratiques, tout en créant en même temps les garanties les meilleures pour un essor aussi harmonieux que possible des forces productives. Ce partage des pouvoirs doit s'établir schématiquement d'après le plan suivant :

a) Décisions centrales (dans un Congrès national des soviets ou des conseils ouvriers), après discussion démocratique de plans opposés, en ce qui concerne les grandes lignes de la répartition du produit national (politique d'investissement, taux de progression, politique des prix et des salaires). La IV^e Internationale rejette comme antidémocratique et anticommuniste le mythe anarcho-sindicaliste de l'autonomie complète des entreprises qui ne peut aboutir qu'à la lutte de concurrence sur un marché, plus ou moins libre ou plus ou moins monopolisé, entre des entreprises, avec toutes les injustices que cela entraîne (appropriation par les ouvriers des usines plus modernes d'une partie du produit créé par les ouvriers des entreprises plus arriérées, etc.), et avec le danger de la dislocation de l'économie planifiée.

b) Gestion des entreprises par les conseils ouvriers dans le cadre du plan général élaboré par les représentants élus de l'ensemble du prolétariat. Ces conseils doivent contrôler et, au besoin, modifier en cours de route l'exécution du plan, et doivent défendre, contre des exigences injustes de l'appareil économique central, les intérêts particuliers des **producteurs** (normes de travail et de salaires dans leur application concrète, licenciement et embauchage, organisation du travail, etc.). Ils doivent élire le directeur et constituer en même temps la grande école de gestion, dans laquelle un nombre croissant de travailleurs s'initie, à tour de rôle, à l'exercice des fonctions d'administration des entreprises.

c) Rôle de contrôle joué par les syndicats qui, devant les conseils ouvriers — représentant avant tout le point de vue de production — et les organes centraux de planification doivent surtout défendre les intérêts des ouvriers en tant que **consommateurs et citoyens** ayant des besoins culturels déterminés. Ils doivent discuter des normes générales du travail et des salaires et de leur application aux branches d'industrie et aux usines dans le cadre de contrats collectifs à termes fixes ; ils doivent veiller à la sécurité sociale des travailleurs sous toutes ses formes sans remplir un rôle d'administration (qui incombe à l'Etat, c'est-à-dire aux organismes locaux d'auto-administration) ; ils doivent s'efforcer de réduire la durée du temps de travail, d'augmenter les possibilités de congés payés et de participation des travailleurs à la vie culturelle sous tous ses aspects, etc. Ils doivent être basés, comme le parti, sur la stricte règle d'adhésion volontaire, contrairement aux conseils ouvriers et soviets, pour lesquels tout salarié de l'entreprise ou de la localité a automatiquement droit de vote.

En affirmant l'importance de ce partage des pouvoirs économiques, la IV^e Internationale affirme en même temps que toute structure organisationnelle quel qu'idéale qu'elle soit, reste une forme vide de contenu aussi longtemps que ne s'épanouissent pas la **démocratie ouvrière politique** et la participation effective à la vie politique d'un nombre croissant de prolétaires. Dans une économie planifiée, la détermination des grandes proportions de répartition du revenu national représente la décision capitale qui fixe à tous les organismes d'auto-gestion un cadre plus ou moins rigide auquel ils ne peuvent échapper sans désorganiser l'ensemble de la planification. Aussi longtemps qu'une majorité de prolétaires ne participe pas à cette décision, de façon directe ou indirecte (par ses représentants librement élus), et qu'en connaissance de cause, elle ne fixe pas elle-même la limite des sacrifices qu'elle consent pour l'essor des forces productives, on ne peut parler réellement d'une démocratie soviétique véritable épanouie. Aussi longtemps que différents courants ouvriers n'ont pas le droit de présenter des plans généraux ou partiels de rechange au choix des travailleurs, cette participation restera plus fictive que réelle.

15. — Le socialisme est une forme d'organisation sociale basée sur l'abondance. Au moment où le prolétariat conquiert le pouvoir dans n'importe quel pays, y compris dans le pays le plus avancé, les forces productives existantes ne suffisent pas à assurer une telle abondance à tous les citoyens et a fortiori à tous les citoyens du globe. L'époque de transition entre le capitalisme et le socialisme est donc de toute façon une période pendant laquelle le prolétariat ne pourra se contenter d'une répartition nouvelle et plus juste de **richesses existantes**. Il devra de toute façon assurer un **accroissement considérable** de la production courante de richesses, et de là du stock des moyens de production à la disposition de la société, pour arriver à son but : l'organisation d'une société qui assure à chaque homme la

satisfaction pleine et entière de tous ses besoins, sans calculer cette satisfaction d'après la mesure exacte du travail que l'homme lui aura fourni en échange.

A la lumière de cette thèse on pourrait supposer qu'il n'existe qu'une différence quantitative entre les problèmes d'essor de la production posés pour un Etat ouvrier ou un groupe d'Etats ouvriers encore à peine industrialisés, et pour des Etats ouvriers apparus dans des pays où le capitalisme lui-même avait préalablement assuré un large épanouissement de l'industrie moderne. Ce n'est pas le cas : il y a entre ces pays des différences qualitatives en ce qui concerne les problèmes posés par l'essor d'une industrie socialisée :

a) Du point de vue social, dans le premier groupe de pays l'industrialisation, même si elle dispose de l'aide d'une économie socialiste internationale, se développe dans un milieu **hostile** (la majorité de la population constituée par les petits producteurs paysans). Dans le deuxième groupe de pays, l'Etat ouvrier peut compter dans sa politique économique sur **l'appui de la majorité** sinon des 2/3 de la population.

b) Du point de vue **économique**, l'industrialisation dans le premier groupe de pays doit correspondre à des objectifs combinés : à la fois les intérêts particuliers des travailleurs, l'élévation de leur niveau de vie et de culture, etc., et la nécessité de différencier la paysannerie (en détacher une couche de paysans pauvres qui peuvent s'intégrer librement dans une économie socialisée, et une couche de paysans moyens qui peuvent être neutralisés dans la lutte contre l'accumulation primitive des paysans riches). Dans le deuxième groupe de pays, l'essor de l'économie peut être fondamentalement orienté vers la satisfaction des besoins croissants de la masse des producteurs, tout en réservant pendant une longue période transitoire une tranche importante du produit national à l'aide à accorder aux Etats ouvriers moins industrialisés.

La IV^e Internationale n'affirme pas seulement le principe qu'il est impossible pour un Etat ouvrier d'imposer aux travailleurs une marge de sacrifices supérieure à celle qu'ils acceptent librement. Elle affirme en même temps que toute tentative de surélever systématiquement pendant une longue période le taux d'accumulation se répercute négativement et sur la productivité du travail et sur l'auto-discipline des producteurs, et crée ainsi des pertes et des faux frais énormes qui épongent en grande partie les avantages escomptés d'une telle accumulation. N'est rentable à la longue qu'une planification qui établit une proportion harmonieuse dans la croissance des différents secteurs de l'économie, entre l'industrie, l'agriculture et le système des transports, et entre les différentes branches de l'industrie elle-même. La base d'un tel système doit être une progression de la production accompagnée d'une élévation plus ou moins équivalente du niveau de vie des producteurs. Plus les producteurs peuvent facilement mesurer eux-mêmes directement ces progressions parallèles, et plus consciente et enthousiaste deviendra leur participation créatrice à l'essor économique. Les exigences d'un tel développement harmonieux de toutes les branches de l'économie excluent par avance toute politique de collectivisation forcée de l'agriculture, source de stagnation sinon de recul de la production agricole et de graves désordres dans l'approvisionnement en vivres des villes.

Elles peuvent par contre être conciliées avec la création de coopératives de production agricoles dans toutes les couches de la paysannerie qui sont socialement et économiquement prêtes à accepter un tel mode de production, à condition qu'il leur apporte des avantages matériels précis.

Sans exclure la nécessité, qui peut se présenter même à l'avenir, qu'un Etat ouvrier isolé sur un continent déterminé doive entamer par ses propres forces la construction d'une économie socialiste, toute l'expérience a démontré que la division internationale du travail et l'entraide entre différents Etats ouvriers sur un pied d'égalité représentent un facteur facilitant et stimulant l'essor de l'économie, un facteur de toute façon indispensable pour rattraper et dépasser le niveau de productivité du travail atteint dans les pays capitalistes les plus avancés, seul critère de la victoire définitive de l'économie socialisée sur l'économie capitaliste. Toute idée de pouvoir achever la construction d'une économie socialiste autarcique dans un seul pays ou dans un petit groupe de pays doit être rejetée comme un mythe réactionnaire.

16. — La démocratie soviétique, objectif de la révolution politique dans les Etats ouvriers dégénérés et de la révolution sociale dans les pays capitalistes est inconcevable sans un essor libre de la création artistique, du travail scientifique et de toutes les activités culturelles de l'homme. Un tel essor s'avère d'ailleurs de plus en plus une condition indispensable à une exploitation pleine et entière du formidable réservoir de forces créatrices techniques et productives que la révolution met à la disposition de la société nouvelle. Un tel essor libre ne signifie pas que le Parti et l'avant-garde révolutionnaire s'abstiennent de manifester leur propre avis au sujet des multiples controverses qui peuvent apparaître dans des domaines théoriques. Mais cela signifie :

a) Que le parti révolutionnaire milite activement par la propagande et la persuasion pour toutes les thèses du marxisme et du matérialisme dialectique et historique, qu'il exige que ces thèses soient exposées à toute la jeunesse étudiante dans le cadre de l'enseignement de l'Etat, sans que l'Etat impose l'adoption ou l'exposé exclusif de ces thèses au personnel enseignant ou à la jeunesse.

b) Qu'aucune tendance scientifique, artistique ou culturelle qui n'est pas considérée comme progressive ou la plus progressive, par l'avant-garde révolutionnaire, ne peut être réprimée ou punie administrativement ou entravée dans son effort de production et de création ;

c) Que l'Etat ne donne pas son investiture officielle, ni par des avantages matériels ni par une distribution de postes hiérarchiques, à une tendance quelconque dans le domaine de la science, des arts ou de la production culturelle, domaines qui sont les plus mûrs à l'application intégrale du principe d'auto-administration.

d) Que le parti distingue nettement entre le choix d'objectifs sociaux, économiques ou culturels à atteindre par priorité (par exemple la solution prioritaire de la crise de logement par rapport aux besoins de l'esthétique urbanistique) et la nécessité de défendre sur le plan théorique (de la planification à longue échéance) des principes corrects se rapportant à ces objectifs, même s'ils ne sont pas immédiatement réalisables.

La démocratie soviétique est de même inconcevable sans la destruction radicale de toutes les barrières qui empêchent aujourd'hui encore une majorité de citoyens de jouir des dons matériels et culturels de la civilisation. Elle doit garantir la gratuité entière de l'enseignement à tous les échelons, la sélection ne pouvant s'opérer strictement que d'après les capacités ; elle doit garantir à chaque citoyen des soins de santé gratuits sans discrimination sociale aucune. Elle doit assurer aux jeunes une participation pleine et entière, et autonome, à la vie politique. Elle doit réaliser pleinement le principe « à travail égal, salaire égal », aider au maximum l'émancipation de la femme de millénaires de soumission et permettre en même temps une sélection professionnelle en faveur de la femme qui tienne compte de ses particularités physiques. Elle doit revoir dans l'esprit de la Révolution d'Octobre le code du mariage, le droit au divorce et à la maternité volontaire (distribution libre de moyens anti-conceptionnels et droit à l'avortement), les droits des enfants, l'auto-administration à l'école, dans le sens de l'égalité absolue entre l'homme et la femme, de l'absence maxima de toute contrainte matérielle d'un être humain sur un autre.

17. — La bureaucratie soviétique avait usurpé le pouvoir sous le drapeau du « socialisme dans un seul pays » ; c'est sous le drapeau du véritable internationalisme prolétarien basé sur la stricte égalité entre toutes les nations, que triomphera la révolution politique contre la bureaucratie. La bureaucratie a empoisonné les relations entre les différents Etats ouvriers, ainsi que les relations entre les différentes nationalités à l'intérieur de l'U.R.S.S., par sa brutalité chauvine grand-russe et ses préjugés petits bourgeois bornés.

La IV^e Internationale condamne la conception stalinienne selon laquelle la subordination des intérêts du prolétariat mondial aux intérêts de la bureaucratie du Kremlin serait le critère de l'internationalisme prolétarien. Elle rejette également la thèse centrisme, anti-léniniste, selon laquelle le chauvinisme de la grande nation oppresseuse ne serait condamné qu'au même titre que le nationalisme des petites nationalités opprimées. Tout en levant partout le drapeau de la solidarité internationale des prolétaires elle distingue nettement entre le chauvinisme grand-russe (et grand-han) inconditionnellement réactionnaire, et le nationalisme des petites nations opprimées par la bureaucratie, qui n'est souvent qu'une déformation de la juste révolte des masses contre l'oppression nationale dont elles furent l'objet et qui ne peut modifier la nature objectivement progressive de leur lutte d'émancipation.

C'est pourquoi la IV^e Internationale défend le mot d'ordre des Républiques Socialistes Soviétiques indépendantes et souveraines de Pologne, de Hongrie, de Tchécoslovaquie, de Yougoslavie, de Roumanie, de Bulgarie, d'Ukraine, de Géorgie, de Lithuanie, de Lettonie et d'Esthonie, tout en préconisant au même temps la confédération, sur un pied de stricte égalité, de tous ces Etats ouvriers, en une ou plusieurs fédérations démocratiques d'Etats ouvriers.

Un Etat ouvrier démocratique éduquera les travailleurs et la jeunesse dans l'esprit du respect total envers la personnalité culturelle de tous les peuples auxquels il assurera un essor illimité. Il combattra sans relâche toute manifestation de chauvinisme, de haine nationale ou raciale, d'antisémitisme, etc. Il s'efforcera d'accroître à toute occasion l'intérêt, la solidarité et la participation consciente des travailleurs de l'Etat ouvrier aux luttes des prolétaires de tous les autres pays du monde. Toute tendance au « repli national », à la subordination des intérêts de la révolution internationale à une défense de l'Etat ouvrier, si important ou progressif qu'il soit, est toujours un signe sûr de déformation bureaucratique.

18. — La IV^e Internationale conçoit le problème de l'Internationale ouvrière dans le même esprit qu'elle conçoit le problème du parti révolutionnaire. L'Internationale rassemblant en son sein un ou plusieurs partis exerçant le pouvoir dans des Etats ouvriers ne peut pas davantage « dicter » la politique aux citoyens ou aux gouvernements de ces Etats que le parti ne la « dicte » aux ouvriers organisés dans les soviets. Elle ne peut que renforcer le poids de la conviction et du prestige de ses arguments soumis à la décision du peuple laborieux, et ce seulement dans la mesure où l'expérience a démontré à ces peuples qu'elle défend systématiquement les intérêts collectifs du prolétariat contre telle ou telle déformation particulière ou nationaliste de ces intérêts.

Conçue dans cet esprit, l'Internationale révolutionnaire, loin de perdre de son « actualité »

ou de son « importance » par la conquête du pouvoir par le prolétariat dans un ou plusieurs pays, reste un instrument absolument indispensable pour résoudre les tâches de la construction mondiale du communisme :

a) Indépendamment des manœuvres diplomatiques indispensables qu'un ou plusieurs Etats ouvriers peuvent être amenés à exécuter, l'Internationale coordonne la lutte de tous les partis révolutionnaires, y compris ceux qui ont déjà conquis le pouvoir, pour la victoire aussi rapide que possible de la révolution mondiale.

b) Après la victoire de la révolution, l'Internationale s'efforcera de coordonner et de propulser la planification internationale optima de l'économie, devançant les possibilités pratiques de fédération ou de confédération d'Etats ouvriers.

c) L'Internationale sera l'instrument de coordination et de propulsion de toutes les activités de l'avant-garde révolutionnaire dans les Etats ouvriers, dans le cadre du processus de révolution permanente jusqu'à l'achèvement du communisme mondial, tâche d'autant plus cruciale qu'en ces domaines toute l'œuvre de généralisation théorique reste à accomplir, et ne peut être menée à bien sur la base d'expériences nationales fragmentaires.

Sur la base de l'expérience désastreuse qu'ils ont faite avec le Komintern, puis avec le Kominform à l'époque stalinienne, beaucoup de militants communistes sont devenus méfiants envers l'idée même d'une Internationale basée sur le centralisme démocratique. Cette méfiance n'est en aucune façon justifiée, et céder à cette tendance signifierait abandonner un élément essentiel du marxisme révolutionnaire. Ce n'est pas par la dégénérescence de l'I.C. qu'a débuté la crise mondiale du communisme. C'est dans un parti, le parti russe, que la bureaucratie a tout d'abord détruit la démocratie pour pouvoir s'écarter de la voie léniniste. Plus l'Internationale est forte et soustraite à toute influence prépondérante d'une seule section ou d'un petit groupe de sections, et plus elle facilite la lutte contre le danger de bureaucratisme d'un parti ou d'un Etat ouvrier, en transférant vers le pays le plus menacé par ce processus tout le poids des secteurs les plus sains du mouvement ouvrier international.

Pour la même raison il faut rejeter toute idée d'organisation internationale « polycentrique » ou de relations purement « bilatérales » entre P.C. Loin de garantir une évolution saine du mouvement ouvrier, ces formules opportunistes ne cherchent qu'à protéger des bureaucraties nationales contre l'influence de la révolution internationale.

IV. — DECLIN ET CHUTE DU STALINISME DANS LES P.C. DES PAYS CAPITALISTES.

19. — La crise des partis communistes qui prend son origine dans la contradiction entre les aspirations révolutionnaires de leurs militants et la fonction d'instruments de la politique étrangère soviétique que veut leur imposer la bureaucratie, a reçu au cours des dernières années un double stimulant. D'une part la progression de la montée révolutionnaire dans le monde a confronté une série de partis communistes avec des situations pré-révolutionnaires ou révolutionnaires et a amené une partie de leurs militants à manifester leur mécontentement de la politique opportuniste de leur direction. Dans certains cas, comme celui de l'Algérie et de l'Argentine, la pression du mouvement ouvrier ou révolutionnaire des masses a été tellement forte qu'elle a obligé la direction stalinienne à esquisser un important tournant vers la gauche et à abandonner une position qui l'avait placée initialement dans le camp de la contre-révolution.

D'autre part, l'éclatement de la crise de la bureaucratie en U.R.S.S. même et dans les « démocraties populaires » a puissamment stimulé le développement de la crise dans les partis communistes de tous les pays capitalistes. Cette crise a fait irruption dès le lendemain de la mort de Staline ; elle a été fortement accentuée par la réhabilitation spectaculaire de Tito ; elle a atteint un premier point de rupture avec le 20^e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. pour aboutir rapidement à un deuxième point de rupture et à un véritable paroxysme après les révolutions polonaise et hongroise. Il n'est pas exagéré de dire que les partis communistes se trouvent aujourd'hui divisés en deux courants : les uns (P.C. polonais, yougoslave, norvégien, américain, en partie italien, belge et suédois, avec de fortes oppositions en Grande-Bretagne, Autriche, Brésil, etc.) condamnant la première intervention soviétique en Hongrie et regrettant sinon condamnant la deuxième intervention et s'identifiant plus ou moins avec la révolution polonaise ; les autres (P.C. soviétique, tchèque, S.E.D., P.C. roumain, bulgare, albanais, français) s'identifiant servilement avec la politique du Kremlin. Le P.C. chinois, suivi par la majorité des partis communistes asiatiques, semble occuper un rôle intermédiaire entre les deux tendances qui devient d'ailleurs de plus en plus un rôle d'arbitre du mouvement communiste international, tout en associant ses efforts à ceux du Kremlin pour limiter les efforts désagrégateurs de la « déstalinisation » sur le mouvement stalinien international.

Les sources de ce développement spectaculaire sont évidentes : dans les révolutions polonaise et hongroise il y a **confluence** des deux courants qui alimentent aujourd'hui la crise du stalinisme, le courant révolutionnaire objectif et le courant subjectif de la « déstalinisation ». En outre, c'est en Hongrie que la bureaucratie soviétique a été amenée, pour la première fois depuis la guerre civile espagnole, à jouer un rôle ouvertement contre-révolutionnaire, c'est-à-

dire à réprimer elle-même un essor révolutionnaire des masses sur une grande échelle (l'expérience de 1953 en Allemagne ayant été beaucoup plus limitée). Si dans certaines parties du monde les événements de Hongrie ont coïncidé avec une situation objective qui n'est pas très favorable à l'essor du mouvement révolutionnaire des masses, il n'est pas ainsi des pays coloniaux et semi-coloniaux sur lesquels ces événements ont exercé en outre un rôle de leçon et d'encouragement directs pour leurs propres luttes. La position stalinienne « orthodoxe » devenait ainsi d'autant plus intenable dans ces pays.

20. — Les caractéristiques générales de la crise des partis communistes, qui s'appliquent à des degrés différents à tous les P.C. des pays capitalistes, peuvent être ainsi résumées :

a) Depuis la mort de Staline et surtout depuis les révélations de Khrouchtchev, la base même du système de pensée stalinien, c'est-à-dire la foi dans l'infailibilité du chef, du gouvernement soviétique et des dirigeants du P.C. soviétique, a reçu un coup mortel. Toutes les questions fondamentales du communisme sont maintenant remises en discussion. Dorénavant, à chaque événement important où les actions du gouvernement soviétique semblent heurter les intérêts d'une fraction ou de l'ensemble du prolétariat mondial, la validité de ces actions sera ouvertement mise en question par un nombre croissant de militants communistes.

b) La perte de la foi qui était à la base de l'obéissance provoque une véritable révolte contre le système rigide de direction bureaucratique des P.C., contre l'absence de liberté de discussion, contre la tyrannie de l'appareil et la façon anti-démocratique dont celui-ci assure sa permanence à la tête du P.C. De plus en plus des voix se lèvent pour réclamer une application réelle et non formelle du centralisme démocratique (discussions réelles dans les organes publics des partis avant les congrès ; réunion périodique de ceux-ci ; élection des dirigeants au scrutin secret ; droit de tendance à l'intérieur du parti ou, de toute façon, droit — déjà acquis dans les nouveaux statuts du P.C. chinois — des minorités de conserver leurs opinions même après avoir été battues dans des congrès, etc.).

c) Comme à peu d'exceptions près les directions stalinienne ne cèdent que partiellement (dans le but de conserver la direction du parti) ou pas du tout devant cette pression démocratique de leur base, l'avant-garde de celle-ci constitue des tendances plus ou moins ouvertes ou secrètes, d'après le climat plus ou moins bureaucratique existant dans le parti, afin d'arracher la démocratisation et la révision de l'activité politique sur des plates-formes déterminées qui s'élaborent de plusieurs côtés et se confrontent au fur et à mesure que se développe la discussion ouverte ou secrète dans le parti.

d) Inévitablement, ces courants et groupes d'opposition doivent reviser sur la base de l'expérience révélée par le rapport Khrouchtchev leurs rapports envers l'U.R.S.S. et effectuer une analyse de la société et de l'Etat soviétique (ou même, plus généralement, comme dans le cas du P.C.Y. et du P.C. polonais), de tous les problèmes posés par la période de transition du capitalisme au socialisme). La « question russe » telle que le mouvement trotskyste international l'avait discutée pendant une longue période fait maintenant irruption dans toute une aile des P.C.

e) Se heurtant au conservatisme satisfait et à l'ignorance des appareils bureaucratiques en place, ces courants oppositionnels sont obligés rapidement d'étendre leurs plates-formes non seulement aux problèmes de l'U.R.S.S. mais encore à tous les problèmes de doctrine communiste : relations avec la social-démocratie, analyse du capitalisme contemporain, attitude envers la révolution coloniale, conseils ouvriers, voies du socialisme, Internationale, etc.

21. — L'expérience a démontré que, d'après l'attitude prise envers ces différentes questions d'actualité et de doctrine, les courants d'opposition qui se cristallisent à l'intérieur des partis communistes peuvent être classés dans deux catégories : un courant d'opposition de droite et un courant d'opposition de gauche.

Le courant d'opposition de droite représente l'aboutissement logique de l'opportunisme de droite pratiqué par d'importants P.C. pendant de longues périodes de leur existence (et récemment encore au lendemain du 20^e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S.), mais un opportunisme qui perd, dans ses relations avec le monde capitaliste, le frein principal que représentait pour la bureaucratie des partis staliens leur subordination inconditionnelle à la bureaucratie soviétique. De tels courants (Hervé en France, Gialitti en Italie, la majorité du comité régional new-yorkais du P.C. américain, etc.) prennent à la lettre les bavardages de Khrouchtchev sur les voies nouvelles du socialisme, sur la conquête du pouvoir par la voie pacifique et parlementaire dans les pays capitalistes, y compris les plus grands et les plus puissants d'entre eux, sur le rapprochement avec la social-démocratie. Ils subissent rapidement une évolution de « social-démocratisation » jusqu'au point de remettre en question la légitimité de la révolution coloniale, du point de vue des intérêts de la « paix » ou, plus vulgairement, de la « nation » (c'est-à-dire de la bourgeoisie impérialiste !) du pays où ils se manifestent.

Le courant d'opposition de gauche par contre s'insurge à la fois contre les contradictions dans l'interprétation khrouchtcheviste du phénomène stalinien et contre le caractère foncièrement opportuniste (périodiquement combiné avec un sectarisme infantile) de la politique du P.C. national. Il reproche à la direction de ce P.C. son incapacité de profiter de maintes occasions propices pour impulser ou mener à la victoire le mouvement des masses, ou son

incapacité de s'intégrer réellement dans le mouvement ouvrier autochtone de son pays. Il désire non la « social-démocratisation » des P.C. mais le retour à Lénine, non la « coexistence pacifique » avec la bourgeoisie impérialiste du pays mais une lutte plus décidée et plus efficace contre celle-ci. Le courant « Marty » dans le P.C.F., les groupes oppositionnels dans les P.C. autrichien et brésilien, divers groupes oppositionnels dans le P.C. italien, sont typiques de cette tendance.

Aussi longtemps que ces courants s'affirment à l'intérieur du P.C. ou luttent encore pour le droit de s'affirmer ouvertement, les sections de la IV^e Internationale pratiquant une politique d'entrisme sui generis dans les P.C., ou des sympathisants guidés par elles ou en alliance avec elles, défendront le droit à la parole et à la représentation démocratique dans les organismes de direction de toutes les tendances intérieures au P.C. Après des décades d'étouffement bureaucratique, l'esprit critique du militant communiste de base a besoin d'une longue période de réflexion, de discussion et de confrontation d'idées avant de pouvoir retrouver la capacité de s'orienter de lui-même dans la vie politique. Le courant de gauche n'a rien à craindre d'une libre confrontation des différentes tendances qui facilitera la cristallisation de la véritable avant-garde révolutionnaire dans ces pays. En outre, il est impossible d'affirmer comme revendication principale le droit à l'organisation de tendances et de nier ce droit à une tendance avec laquelle on n'est pas politiquement pas d'accord. Pour toutes ces raisons, les trotskystes seront à l'avant-garde de la lutte pour la démocratie interne dans les P.C. envers tous les membres, sans exclusive aucune, tout en appelant en même temps les éléments les plus avancés à constituer un courant d'opposition de gauche.

22. — Dans les **partis communistes de masse** des pays d'Europe occidentale (France et Italie), les problèmes de la « déstalinisation » discutés à l'intérieur des P.C. sont exacerbés par l'incapacité flagrante dont avait fait preuve la direction bureaucratique de ces partis de profiter de nombreuses situations pré-révolutionnaires et révolutionnaires propices à l'essor du parti. En même temps cependant, dans la conjoncture générale qui existe dans ces pays et devant la faillite encore plus retentissante de la social-démocratie (guerre d'Algérie et aventure de Suez en France, collaboration avec la démocratie-chrétienne en Italie), les partis communistes de ces pays continuent à canaliser la majorité, et surtout la partie la plus combative du prolétariat. En Italie, la ligne plus gauchiste du parti de Nenni en fait cependant un concurrent sérieux du P.C. De ce fait, les courants les plus sains et les plus à gauche auront tendance à se maintenir à l'intérieur du P.C., les groupements expulsés qui inclinent vers le « communisme de droite » dégénéralant rapidement en formations centristes de droite, sinon social-démocrates de gauche. L'évolution des révolutions hongroise et polonaise, et les tentatives des P.C. polonais et yougoslave d'influencer idéologiquement d'autres P.C., agissent dans le même sens. Cela ne signifie pas que nos sections doivent dédaigner en principe le travail au sein de ces formations, surtout si elles possèdent une certaine consistance numérique et une influence dans des secteurs du prolétariat ; mais ce travail reste subordonné à la tactique générale d'entrisme sui generis qui s'avère plus que jamais la seule tactique efficace pour la construction du parti révolutionnaire dans ces pays.

Il n'en va pas de même dans les **petites sectes stalinienne**s d'Europe occidentale (P.C. allemand, britannique, belge, hollandais, suisse, autrichien, scandinaves, etc.). La crise du stalinisme y est nourrie, outre des répercussions générales de la « déstalinisation » et des révolutions polonaise et hongroise, du déclin catastrophique de l'influence du P.C. dans les masses, de son isolement quasi complet par rapport au mouvement ouvrier organisé, de son incapacité, malgré l'alternance période de tactiques sectaires et opportunistes de droite, à se « rapprocher de la base social-démocrate ». Les tendances communistes de droite y sont particulièrement capitulardes et vont en général jusqu'à proposer une dissolution pure et simple du P.C. Les tendances communistes de gauche, dans la mesure où elles ne sont pas paralysées par un sectarisme complet envers le mouvement de masse, s'orientent rapidement vers une tactique proche de celle suivie par notre mouvement. Tout en leur proposant d'abord une lutte à l'intérieur du P.C. pour le triomphe d'une ligne léniniste, nous devons leur offrir en alternative à la politique droitiste la perspective d'un travail à l'intérieur de la social-démocratie et des syndicats sur une plate-forme révolutionnaire, dans le cadre des sections de la IV^e Internationale. Ce travail n'a pas pour but de s'adapter à l'opportunisme des chefs réformistes mais doit permettre de réduire plus rapidement l'influence de ceux-ci sur les couches les plus combatives des travailleurs. Avec une telle plate-forme, appuyée par des succès organisationnels déjà réels obtenus par différentes sections dans ce travail, des oppositionnels communistes peuvent être gagnés pour notre mouvement.

Dans les **P.C. des pays semi-coloniaux et coloniaux** la crise du stalinisme est nourrie plus particulièrement par la politique opportuniste droitiste que le 20^e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. a imposée aux directions de ces partis : subordination directe et servile aux intérêts de la bourgeoisie coloniale alliée à la bureaucratie soviétique ou « neutralisée » par elle. Dans le climat général de la « déstalinisation », une telle politique peut aboutir au développement de puissants courants de gauche à l'intérieur de ces partis. Cependant, la pression du mouvement révolutionnaire des masses peut amener en pratique la direction de ces partis ou une partie de ces directions, à esquisser un tournant vers une orientation révolutionnaire et à

réprimer ainsi dans l'œuf le développement d'un courant autonome de gauche à l'intérieur du Parti.

Quelles que soient les péripéties que connaîtra à la prochaine étape la crise du stalinisme dans les différents P.C. des pays capitalistes, la montée révolutionnaire qui se développe dans les « démocraties populaires » et en U.R.S.S. en présage d'ores et déjà l'aboutissement final: la disparition du stalinisme en tant que courant idéologique du mouvement communiste international, le retour vers la social-démocratie (ou des formations centristes de droite analogues) d'une partie des cadres et des militants des P.C. d'aujourd'hui et le regroupement de la partie la plus saine et de la grande majorité des militants communistes convaincus dans les nouveaux partis révolutionnaires qui surgiront de cette crise.

V. — LA REVOLUTION POLITIQUE EN U.R.S.S. ET DANS LES « DEMOCRATIES POPULAIRES », ETAPE DE LA REVOLUTION SOCIALISTE MONDIALE.

23. — La révolution politique en U.R.S.S. et dans les pays dits de « démocratie populaire » est en elle-même un processus de révolution permanente. Déclenchée par l'ensemble des griefs accumulés dans les masses laborieuses du fait des crimes de la bureaucratie, elle se développe, selon une logique propre, de révolution populaire à laquelle participent toutes les couches de la nation vers une différenciation sociale de plus en plus rapide qui ne peut aboutir qu'à la victoire du courant le plus prolétarien et le plus conscient: celui qui réalise la démocratie socialiste en préconisant et en réalisant la concentration de tous les pouvoirs entre les mains des conseils d'ouvriers et de paysans pauvres, démocratiquement élus. Le caractère permanent de la révolution ne s'arrête pas à la conquête du pouvoir par les conseils ouvriers. Celle-ci ouvre au contraire une période révolutionnaire d'une fertilité exceptionnelle où, grâce à l'esprit d'audace et à l'initiative créatrice poussés jusqu'à leur plus haute expression sous le fouet de la révolution, tous les aspects de la vie sociale seront soumis à une critique et à une révision impitoyables, afin d'amener partout l'éclosion des formes les plus avancées de démocratie directe, d'égalité et de solidarité compatibles avec le cadre matériel de la société. L'élargissement rapide de ce cadre, par un essor prodigieux des forces productives enfin libérées de la tutelle bureaucratique et par l'extension internationale de la révolution, deviendra à son tour objet de la révolution permanente dont cette phase précède poursuivra de plus en plus consciemment cet objectif colossal: le triomphe de la démocratie soviétique dans l'ensemble des Etats ouvriers, pour un tiers de l'humanité et sur un quart du globe.

24. — Mais la révolution politique dans les Etats ouvriers bureaucratiquement dégénérés ou déformés n'est pas seulement un processus de révolution permanente de par sa propre dynamique. Elle représente également une partie intégrante de la dynamique mondiale de la révolution permanente, de la révolution socialiste mondiale. Il est en effet inconcevable que la victoire de la révolution politique dans plusieurs des Etats ouvriers existants, et surtout sa victoire en U.R.S.S., n'exerce un puissant effet sur l'ensemble du mouvement révolutionnaire mondial. Des Etats ouvriers démocratiques ne pourront pas ne pas retourner aux formes fondamentales de l'internationalisme prolétarien. Bien loin d'avoir des intérêts particuliers à défendre qui les obligeront à poursuivre des efforts pour maintenir en tutelle le mouvement ouvrier international, ils aideront et stimuleront dans la mesure du possible les mouvements d'émancipation des travailleurs dans les pays capitalistes et des peuples coloniaux et semi-coloniaux.

Par ailleurs, objectivement et subjectivement, le mouvement ouvrier international recevra d'un rétablissement de la démocratie soviétique en U.R.S.S. un stimulant comparable seulement aux effets de la Révolution socialiste d'Octobre. L'effet de la propagande bourgeoise et de ses pendents sociaux-démocrates contre le communisme, exclusivement dirigée sur les crimes de la bureaucratie, disparaîtrait. L'amélioration rapidement possible du niveau de vie des travailleurs en U.R.S.S. et dans les « démocraties populaires » accroîtrait la puissante force d'attraction de ces Etats sur les habitants du monde capitaliste. La bourgeoisie impérialiste des dernières puissances capitalistes se verrait rapidement isolée dans un monde qui lui est fondamentalement ennemi, et la majorité des travailleurs rejoindrait partout le camp des Etats ouvriers et de la révolution coloniale. Le renforcement interne du mouvement ouvrier de la plupart de ces pays passerait à l'ordre du jour sans doute la question de la conquête du pouvoir à brève échéance.

La marche concrète de la révolution mondiale à travers le monde, au lendemain de la deuxième guerre mondiale, avait fait de la révolution chinoise et de la révolution coloniale le moteur principal de la révolution mondiale. En atteignant l'U.R.S.S. et l'ensemble des pays dominés par la bureaucratie soviétique, la montée révolutionnaire fait de la révolution politique contre cette bureaucratie le deuxième moteur puissant de la révolution mondiale. Dans ces pays la révolution se trouve en face de millions de prolétaires, qualifiés et hautement cultivés, capables aujourd'hui de résoudre les problèmes de la réorganisation socialiste de l'humanité avec la même conscience que les travailleurs allemands ou français auraient pu le faire au lendemain de la première guerre mondiale. La perspective concrète d'une victoire de la révolution politique en U.R.S.S. est la perspective de l'exercice direct du pouvoir par le prolétariat de la deuxième puissance industrielle du globe

NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

Ceylan

LA CONFERENCE DU L. S. S. P.

La conférence annuelle du L.S.S.P. (section ceylanaise de la IV^e Internationale) a eu lieu les 2 et 3 février en présence d'environ un millier de délégués, nombre jamais atteint dans le passé.

La conférence a montré l'unité complète de vues qui règne actuellement sur toutes les questions politiques importantes. Elle s'est occupée plus particulièrement des moyens et des voies pour améliorer le fonctionnement du Parti et accentuer son intégration dans le mouvement des masses.

La principale résolution politique adoptée fait tout d'abord la critique du gouvernement actuel qui s'est adonné à une politique d'un communalisme réactionnaire et outrancier, tout en négligeant de

faire appliquer les mesures économiques radicales qui étaient inscrites dans le programme électoral du M.E.P. (le parti au pouvoir).

La résolution souligne le danger de voir une partie des masses désillusionnée par la politique impuissante du gouvernement actuel se retourner en faveur de l'U.N.P.

La tâche du L.S.S.P. consiste à travailler de manière qu'il apparaisse de plus en plus comme la seule alternative progressive au M.E.P.

Dans un autre passage, la résolution critique l'attitude récente du P.C. ceylanais sur la question linguistique, l'accusant d'avoir en fait capitulé devant les pressions chauvines de la majorité cinghalaise et abandonné la lutte pratique pour les droits de la minorité Tamil.

CHOU EN-LAI INVITE UNE DELEGATION DU L. S. S. P. EN CHINE

Le journal du L.S.S.P. en langue anglaise « Samasamajist » publie dans son numéro du 7 février le communiqué suivant du Parti:

« Le premier ministre de la Chine, Chou En Lai, lors de sa conversation avec

le camarade N. M. Perera, l'a invité à se mettre à la tête d'une délégation du parti pour visiter la Chine. Le Comité Central du L.S.S.P. a instruit le camarade Perera d'accepter l'invitation et de remercier le premier ministre chinois. »

Amérique latine

REUNION DU BUREAU LATINO-AMERICAIN DE LA IV^e INTERNATIONALE

Du 25 au 30 décembre 1956 s'est tenue la réunion plénière du Bureau latino-américain de la IV^e Internationale. Elle a été placée sous la présidence d'honneur du Secrétariat International auquel fut envoyé un salut ainsi qu'à toutes les sections de l'Internationale, à la camarade Natalia Trotsky et aux camarades argentins emprisonnés à cause de leur participation remarquable dans les luttes récentes du prolétariat argentin.

L'ordre du jour de la réunion comportait les questions suivantes: 1. évolution de la situation internationale et crise ultime du stalinisme; 2. évolution de la situation latino-américaine; 3. crise du stalinisme en Amérique latine; 4. bilan d'activité et tâches de notre mouvement latino-américain; 5. rapport sur le développement de l'Internationale et sur le 5^e Congrès Mondial; 6. rapport sur l'acti-

tivité du Secrétariat du Bureau latino-américain.

— Le rapport sur la situation internationale fut basé sur les analyses et conclusions établies par le 18^e Plénum du Comité Exécutif International.

— Le rapport sur la crise ultime du stalinisme également.

Aussi bien le rapport que la discussion qui s'est ensuivie ont clairement montré les grandes perspectives pour la IV^e Internationale devant le déclin définitif du stalinisme et l'apparition dans tous les P.C. de tendances aspirant au renouveau du communisme révolutionnaire. Il s'est avéré que la IV^e Internationale est le mouvement ouvrier qui a su le premier prendre une position correcte à l'égard des révolutions politiques polonaise et hongroise; le seul mouvement qui a su apprécier la nature hautement progres-

sive de ces révolutions par rapport à la question de la construction du socialisme, le seul qui a su indiquer pour la crise du stalinisme une issue révolutionnaire et empêcher la dispersion des forces de l'avant-garde révolutionnaire.

Le rapport a souligné qu'un retour au stalinisme est désormais impossible en dépit des mesures répressives et criminelles que la bureaucratie soviétique a prises en Hongrie, car les conditions objectives et subjectives qui avaient rendu possible le stalinisme n'existent plus.

— Le rapport sur l'évolution de la situation en Amérique latine fit état de l'instabilité aussi bien économique que politique et sociale que connaissent les pays latino-américains, dont la bourgeoisie et l'oligarchie, tout comme l'impérialisme, s'avèrent incapables de se rendre maîtres de la situation malgré les plans Klein-Sacks, Prebisch et Eder, au moyen desquels elles tâchent de trouver une issue. En même temps, l'impérialisme yankee continue ses préparatifs de guerre et parvient dans cette entreprise à trouver la complicité des gouvernements latino-américains, comme le montre la cession de nouvelles bases militaires — telle celle de Fernando de Noronha au Brésil — la vente d'avions à réaction, les manœuvres navales en commun avec le Brésil, l'Uruguay, l'Argentine, le Chili, le Pérou. L'impérialisme yankee est en train d'élaborer pour l'Amérique latine un « plan Eisenhower » comme en témoigne la dernière réunion d'un représentant direct d'Eisenhower avec des délégués gouvernementaux latino-américains.

Le rapport a en outre souligné que les masses latino-américaines conservent et développent leur combativité en dépit des durs coups répressifs portés contre elles (comme en Argentine). Les grèves récentes en Argentine, au Chili et en Bolivie, l'opposition agissante des masses boliviennes au plan économique Eder, montrent le courage des masses dans leur lutte contre la réaction et l'impérialisme. La décomposition politique de la bourgeoisie latino-américaine s'accroît, ainsi que la faillite des directions ouvrières et bourgeoises ou petites bourgeoises nationales, tandis que se développe la politisation des masses et qu'apparaissent des tendances ou des éléments jetant les bases pour une nouvelle direction révolutionnaire. La IV^e Internationale joue dans cette situation un rôle des plus importants car elle fusionne avec ces nouvelles forces qu'elle influence et ouvre ainsi des possibilités certaines pour devenir la direction effective des masses. Ces possibilités se voient encore accrues du fait de la crise du stalinisme d'une part, et de l'absence en Amérique latine de directions ouvrières reconnues par les masses d'autre part.

Le rapport sur la crise du stalinisme en Amérique latine a souligné les répercussions énormes du processus de déstalinisation et des révolutions politiques polonaise et hongroise dans les P.C. latino-américains. Il a souligné la crise explosive que connaît le P.C. brésilien avec

l'apparition de tendances publiquement organisées — comme celles de Salustio et d'Agildo Baratta — qui ont engagé la lutte contre la direction de Prestes, exigent la liberté de tendances et de discussion au sein du P.C., et combattent le stalinisme qu'elles présentent comme expression de la dégénérescence bureaucratique de l'U.R.S.S. et des P.C. A côté de ces tendances il y a encore un groupe de militants exclus du P.C., comme Crispim, en 1952. Ce groupe a publié une lettre ouverte signée de Pinho en défense de L. Trotsky et demandant pour les trotskystes le droit de militer comme tendance dans le P.C. La réintégration de Crispim, aujourd'hui dirigeant de la IV^e Internationale, dans le P.C. brésilien est d'ailleurs demandée par un grand nombre de militants du P.C. Le rôle du camarade Crispim en tant qu'animateur de toutes les tendances d'opposition sera d'une importance énorme pour le développement de ces tendances vers le communisme révolutionnaire.

Dans tous les P.C. de l'Amérique latine, on lit et on discute les publications de la IV^e Internationale. Cela prouve le développement de l'influence des idées trotskystes dans les rangs des P.C., ce qui témoigne de l'ampleur de la crise de ces partis.

Le Bureau latino-américain a conclu que notre mouvement doit prêter une très grande attention aux P.C., même aux plus petits, de l'Amérique latine.

Les rapports sur le développement de l'Internationale et les activités des sections latino-américaines ont enregistré les progrès très importants de notre mouvement. La IV^e Internationale est le seul mouvement révolutionnaire qui s'est préparé consciemment et patiemment pour capitaliser les conditions actuelles favorables à la construction d'une direction révolutionnaire du prolétariat et des masses.

Les débats du Bureau latino-américain ont témoigné des progrès réalisés en particulier par notre mouvement latino-américain. **En Argentine**, notre mouvement a été à la direction des dernières grèves et s'est fusionné avec la nouvelle avant-garde révolutionnaire qui se forge dans ces luttes. **En Bolivie**, notre parti — le P.O.R. — lutte toujours pour faire avancer la révolution, pour que la C.O.B. prenne le pouvoir; il aide à la maturation d'une large tendance qui, au sein de la C.O.B., cherche à rompre avec le M.N.R. afin de donner à la révolution bolivienne une issue prolétarienne contre l'alternative réactionnaire représentée par le gouvernement Siles. **Au Brésil**, notre mouvement avec le camarade Crispim à sa tête, fusionne avec les tendances d'opposition qui surgissent au sein du P.C. et les impulsent pour la reconstruction du mouvement communiste brésilien sur des bases révolutionnaires. Partout, la IV^e Internationale accroît son influence et se prépare à présider au processus de construction d'une nouvelle direction révolutionnaire de masse en Amérique latine.

La réunion du Bureau latino-américain a terminé ses travaux en envoyant un salut aux peuples coloniaux et semi-coloniaux, avant-garde de la lutte révolutionnaire mondiale des masses; aux masses polonaises et hongroises qui, avec leur révolution politique, ont porté la révolution mondiale à des niveaux plus hauts; aux masses latino-américaines et tout spécialement argentines et boliviennes, pour leur grand héroïsme et leur grande combativité.

Le Bureau a décidé d'assurer la parution régulière de la « **Revista Marxista** »

latino-américana », dont la diffusion augmente constamment grâce à l'intérêt que cette revue soulève. Il a décidé également d'impulser l'édition des œuvres de Trotsky et des publications de l'Internationale.

Le Bureau a enfin décidé d'adresser un Manifeste aux masses latino-américaines et des lettres ouvertes aux membres des P.C. de l'Amérique latine, au Congrès des mineurs boliviens convoqué pour le mois d'avril prochain, et au congrès national de la Centrale Ouvrière Bolivienne qui se tiendra en mai.

Le 1^{er} janvier 1957.

Moyen-Orient

GOUVERNEMENTS ET MOUVEMENTS DE MASSE

Un correspondant nous écrit :

On peut maintenant mieux juger des effets de l'agression contre l'Egypte... La Jordanie est sur le point de se débarasser entièrement de toute influence britannique. Avec la Syrie, l'Egypte et l'Arabie Séoudite, elle forme maintenant un bloc arabe neutre que sollicitent à la fois l'U.R.S.S. et les U.S.A. Ces derniers qui visent à combler le « vide » laissé par l'Angleterre sont en mesure de fournir aux classes dirigeantes l'aide économique et un soutien contre une pénétration soviétique. Le gouvernement irakien et celui du Liban y sont favorables, les classes dirigeantes de ces pays étant acquises à la collaboration avec l'impérialisme alors que celles de Syrie et d'Egypte sont divisées là-dessus. La bourgeoisie nationale de Syrie tient au neutralisme et veut jouer sur le conflit U.R.S.S.-U.S.A., tout comme Nasser, pour fortifier ses positions. Le procès de Damas indique que la fraction favorable à l'Irak a été mise hors de combat et cela surtout grâce à la pression des Partis socialiste (réformiste, petit bourgeois, paysan) et communiste alliés à la bourgeoisie anti-impérialiste. Ces deux partis exercent en Syrie et en Jordanie une grande influence sur les masses. Le prestige de l'U.R.S.S. y est élevé, la radio évite de relater toute nouvelle désagréable à l'U.R.S.S. (exemple Hongrie)... Cependant, on ne peut dire qu'il s'agit d'un véritable mouvement prolétarien de masses, car la coalition actuelle n'a en vue que de collaborer avec l'U.R.S.S. sur le plan étatique: il n'est nullement question d'un mouvement socialiste révolutionnaire, mais de Front National; les éléments bourgeois qui en font partie se retourneraient du côté des U.S.A. si leurs positions de classe étaient mises en danger...

D'un autre correspondant, nous recevons les informations suivantes :

Les dictatures militaires (de Syrie) des dernières années n'avaient aucune trace de progressivité par rapport aux dirigeants précédents, à la différence du régime Nasser en Egypte. Ce n'étaient alors

que des rivalités de généraux et de colonels représentant des couches féodo-capitalistes soudoyées par les rivalités entre impérialistes. La fin de la dictature fut provoquée en février 1953 par un véritable soulèvement populaire dans lequel les ouvriers de Damas et ceux d'Alep, où s'exerce une influence communiste, jouèrent un rôle important. Autrement dit, tandis qu'en Egypte le vieux régime fut renversé par une révolte militaire sans participation directe des masses, en Syrie les masses accomplirent cette tâche. Ces différences exercent encore leurs effets dans le caractère différent des deux pays.

La Syrie a une tradition de partis de masse et de mouvement syndical, tandis qu'en Egypte le parlementarisme avait un caractère beaucoup plus fictif et les syndicats avaient une activité beaucoup plus limitée. Aujourd'hui, malgré le caractère progressif du régime Nasser, le mouvement ouvrier est presque inexistant et la création de partis extrêmement difficile.

En Syrie deux partis exercent une influence décisive sur les masses: le « Parti de la Renaissance socialiste arabe » et le Parti communiste.

Le premier provient de la fusion du Parti de la Renaissance arabe (dirigé par Michel Aflak) et du Parti socialiste arabe (dirigé par Akram Chauranis et Salah el-Bittar).

Michel Aflak était dans les années 1930 un dirigeant du P.C. syrien, qui en fut exclu pour avoir fait l'éloge du livre de Gide, « Retour de l'U.R.S.S. ». Il fonda ensuite son parti avec quelques intellectuels de gauche, formulant un programme combinant un socialisme romantique et un nationalisme arabe, en vue de donner lieu à une « renaissance » de la grande période de la culture arabe. Cette organisation cherchait des liens avec les masses, mais n'en possédait pas.

Par contre le parti de Akram Chauranis était né dans la plus importante ville industrielle de Syrie, Alep. Ici aussi on ne peut parler d'un programme socialiste et le chauvinisme arabe y joue un grand rôle; mais ce qui est positif est qu'il fut le premier qui exprima clairement les deux points les plus importants de la

lutte de libération nationale et sociale des Arabes : unité des pays arabes du Proche-Orient et réforme agraire. Il développa ce programme à un moment où le dirigeant du P.C. syrien, Chaled Bakdash, dans une période où en France les représentants du P.C.F. se trouvaient dans un gouvernement de Gaulle, soumettait à des représentants de toutes les classes syriennes, y compris les propriétaires fonciers, un programme d'unité nationale syrienne (!) et d'armistice entre les classes, demandant aux seigneurs féodaux d'avoir « pitié » des fellahs.

En octobre 1955, le secrétaire du Parti, Salah el-Bittar, a mis en avant le programme suivant : démocratisation de la vie politique, liquidation du régime féodal et capitaliste, réforme agraire, compromis entre le travail et le capital, organi-

sation progressive de la Fédération des Etats arabes, neutralité entre l'Est et l'Ouest, socialisme arabe et non marxiste.

Il y a de l'opportunisme, de la confusion et du chauvinisme ; mais ce parti est un facteur important dans les masses syriennes (ouvriers, petits bourgeois et fellahs). Il ne faut avoir aucune illusion sur ce parti et surtout sur sa direction opportuniste. Mais, tandis que le groupe d'officiers bonapartistes de Nasser peut se retourner à tout moment vers l'impérialisme, n'ayant aucune base de masse organisée et maintenant en prison tous les dirigeants ouvriers, y compris les staliniens, le parti de Chauranis ne pourra pas le faire aussi aisément en raison des masses qui se trouvent derrière lui. En 1947 il avait deux élus au Parlement, en 1955 il en a eu 16.

Etats-Unis

LE CONGRES DU PARTI COMMUNISTE

Le Congrès du P.C. américain qui a eu lieu en février est un événement à plusieurs points de vue important. Il marque la rupture d'un Parti communiste avec la règle de l'obédience stricte au Kremlin et la conception du parti « monolithique ».

Depuis le 20^e Congrès, le P.C. américain est entré dans une grave crise. La divulgation du rapport Khrouchtchev et ensuite les événements de Pologne et de Hongrie ont provoqué les plus vives réactions dans ses rangs, y compris à l'échelon de sa direction. Son isolement parmi les masses, consécutif à ses erreurs de politique et au climat macartyste aux Etats-Unis a joué, entre autres conditions, pour approfondir la crise idéologique déclenchée par tous ces événements.

Bientôt trois tendances se sont formées au sein du P.C. américain, qui ont pu s'exprimer avec une liberté presque entière, y compris dans la presse extérieure du parti : la tendance orthodoxe stalinienne sous la conduite de W. Foster, ancien secrétaire et actuel président du parti ; la tendance « libérale » dirigée par John Gates et Steve Nelson, rédacteurs du journal central du parti « Daily Worker » ; la tendance « centriste » intermédiaire, dirigée par le secrétaire général actuel du parti, Eugène Dennis.

C'est une sorte de compromis intervenu au Congrès entre cette tendance et la tendance « libérale » qui a remporté la victoire au congrès, contre la tendance Foster puissamment appuyée jusqu'à la dernière minute par le Kremlin et par toutes les directions staliniennes des autres Partis communistes, de Ulbricht à Thorez et Duclos.

La tendance Gates avait pris position déjà avant le Congrès contre la stricte dépendance du Parti envers Moscou et pour sa démocratisation intérieure. Elle a même avancé l'idée de changer la politique et la structure organisationnelle du Parti afin de permettre son unification

avec d'autres tendances socialistes des Etats-Unis, en le transformant en une « Association d'éducation politique ». John Gates écrivait à ce propos en novembre 1956 dans *Political Affairs* :

« La progression des ouvriers américains vers le socialisme est impossible sans une avant-garde consciente et organisée. En toute sincérité nous devons avouer que nous ne sommes pas cela aujourd'hui. De même nous ne sommes également pas le canal exclusif par lequel une telle direction se fera jour, mais je pense que nous sommes une partie importante, essentielle, de ce processus et que nous pouvons apporter une contribution particulière et décisive si nous faisons face à la crise actuelle et si nous opérons les changements nécessaires pour la surmonter. »

Dans le même organe, au même moment, Steve Nelson écrivait pour sa part :

« Ce point de vue refuse d'admettre qu'il y avait eu de graves fautes en politique et qu'il pouvait y avoir quelque chose d'erroné dans nos conceptions organisationnelles. Ceux qui ont ce point de vue tendent à minimiser la discussion actuelle dans le mouvement communiste mondial et le traitent comme un phénomène superficiel. Ils tirent apparemment la conclusion qu'aucun problème fondamental ne doit être reconsidéré à nouveau. Tout dans le passé est accepté comme si on avait répondu à tout à tout jamais. »

En réalité cette tendance cherche confusément la formation d'un parti ouvrier plus large que l'actuel Parti communiste, dans lequel il s'agirait d'opérer en tant que tendance marxiste.

Le Congrès du P.C. américain a rejeté la position d'une « association d'éducation politique », mais en même temps il a décidé de continuer la discussion sur cette question. Sur ce point la tendance Foster a obtenu une certaine satisfaction.

Mais le Congrès a d'autre part décidé que le P.C. américain « interpréterait »

désormais et « appliquerait » « les principes marxistes-léninistes selon les conditions américaines ». En soumettant cette résolution au vote, le théoricien du Parti, Max Weiss, l'a motivée en critiquant l'attitude passée du Parti qui « admettait facilement » que la politique et les décisions du P.C. de l'U.R.S.S. étaient « ipso facto valables » pour tous les Partis communistes.

La résolution générale adoptée au Congrès fait surtout la critique des « erreurs sectaires de gauche » du Parti sous la direction de Foster, qu'elle accuse en outre d'avoir failli de développer la démocratie intérieure dans le Parti. Pour le reste la résolution reprend les thèmes de la « voie pacifique, constitutionnelle, au socialisme dans les Etats-Unis ».

Les représentants des trois tendances sont tous réélus dans la nouvelle direction, mais le rapport réel des forces entre les trois tendances ne deviendra clair que lorsque cette direction sera complétée par des représentants élus dans différentes conférences régionales.

A la place de l'ancien Bureau Politique restreint, il y aura désormais une direction nationale collective de 60 membres, différenciée en tendances.

Le Congrès a décidé d'autre part de transférer son siège à Chicago « où existent de vastes concentrations d'ouvriers industriels noirs jouant un rôle important dans des syndicats-clefs » et pour être plus près des régions agricoles du sud qu'il s'agit maintenant « de démocratiser ».

Indépendamment de l'orientation politique générale, opportuniste, droitière, le fait dominant de ce Congrès c'est, comme nous l'avons noté, d'avoir en réalité pris ses distances par rapport au Kremlin et de sanctionner une vie de tendances au sein du Parti.

On peut présumer que, dans une phase ultérieure, Eugène Dennis pourrait s'allier à nouveau à Foster et tâcher de ramener le Parti dans une stricte obédience au Kremlin. Il se peut même que ce soit là le vrai rôle que le Kremlin lui a assigné à l'étape actuelle. Mais d'autre part l'opération n'est pas facile devant une majorité de la base désormais récalcitrante à un retour aux procédés staliniens.

Le P.C., malgré ses pertes énormes d'effectifs — il ne compte plus que 25.000 membres selon sa direction ; 8.500 selon le F.B.I. — reste quand même de loin la plus large organisation de gauche aux Etats-Unis. D'où l'intérêt passionné que suscite dans les milieux de gauche américains sa fermentation idéologique actuelle.

En effet, du Socialist Workers Party aux shachtmaniens en passant par le groupe de « l'American Socialist », pour ne parler que des tendances de gauche d'origine trotskyste, tous ne font que s'occuper actuellement que du P.C. américain ! Ils le redécouvrent en quelque sorte. Ironie de l'Histoire !

Chacun a naturellement sa propre manière d'approcher. « Le regroupement » est au centre des préoccupations des uns et des autres. C'est là naturellement une tendance saine, pourvu que la question soit posée correctement. Or, dans le « regroupement », il faut distinguer trois perspectives qui, sans se confondre, sont naturellement en interaction : a) une campagne plus qu'actuelle pour un regroupement dans un Labour Party basé sur les syndicats ; b) un regroupement plus restreint de toutes les tendances socialistes au sein d'une formation socialiste démocratique ; c) un regroupement encore plus restreint de tous les éléments marxistes révolutionnaires sur un programme à définir et à discuter.

Une véritable tendance marxiste révolutionnaire, non sectaire, devrait actuellement faire campagne pour ces trois directions de « regroupement » possible et nécessaire dans les nouvelles conditions qui s'esquissent actuellement aux Etats-Unis.

En effet, la fermentation dans les milieux de gauche se place dans le cadre plus général d'un changement de la conjoncture économique, caractérisé par l'inflation et le plafonnement du boom, et par la ranimation du mouvement des Noirs contre les lois de ségrégation ; c'est-à-dire un cadre objectivement favorable pour une issue progressive de la fermentation idéologique actuelle. Nous reviendrons sur les tâches et perspectives du mouvement révolutionnaire aux Etats-Unis.

France

LE XII^e CONGRES DU P. C. I.

Le Parti Communiste Internationaliste (Section française de la IV^e Internationale) a tenu son 12^e Congrès à la fin de l'année de 1956. A l'ordre du jour du Congrès se trouvaient les points suivants : rapport sur la situation internationale ; rapport sur la situation française ; la situation du mouvement communiste en France ; rapport d'organisation.

Le discours d'ouverture du camarade Privas et les rapports sur la situation

internationale et française des camarades Duret et Frank ont été publiés en brochure. Le Congrès a adopté un Manifeste qui a paru dans « La Vérité des Travailleurs ».

Le Congrès a été salué par le camarade Pablo au nom de l'Internationale, par des représentants de plusieurs sections de notre mouvement. D'autres avaient envoyé des messages de salutations.

Le 12^e Congrès du P.C.I. a été caracté-

térisé tout d'abord par une représentation nombreuse, attestant les progrès numériques de l'organisation — qui a doublé ses effectifs au cours de l'année écoulée.

Le Congrès a été caractérisé également par de très fructueuses discussions qui ont montré qu'en plus des gains numériques, le Parti enregistrait aussi une croissance qualitative, en particulier le développement politique de plusieurs de ses jeunes militants.

Bien entendu, l'essentiel des travaux du Congrès a porté sur la crise du stalinisme et avant tout sur ses manifestations dans le mouvement ouvrier français, avec la perspective de la jonction politique de notre mouvement avec les

courants, les militants qui, dans le P.C.F., cherchent un « retour à Lénine ».

Depuis la fin de la 2^e guerre mondiale, la section française a connu de dures épreuves, des tendances opportunistes et sectaires ayant rompu avec elle. Une fois de plus, l'attachement au trotskysme, à l'Internationale, lui a permis de surmonter ces épreuves; mais cette fois-ci, par une orientation décisivement orientée vers le mouvement communiste à la veille du déclenchement de la crise du stalinisme, elle s'est trouvée préparée à exploiter une situation prometteuse comme elle ne le fut jamais, dans les conditions les meilleures. Le 12^e Congrès a montré que la récolte s'annonçait bonne.

L'ELECTION DU 1^{er} SECTEUR DE PARIS

Le P.C.I. a présenté la candidature du camarade P. Frank à l'élection législative partielle du premier secteur de Paris, le 13 janvier.

Par cette campagne, le P.C.I. a pu expédier 2 circulaires à plus de 550.000 exemplaires chaque et exprimer ses positions sur 2 affiches collées sur environ 250 panneaux.

A cette élection, dont nous tirons la leçon globale dans une autre note, la situation était rendue confuse pour les électeurs dégoûtés des grands partis ouvriers, du fait de candidatures multiples: celle de C. Bourdet, de la « Nouvelle Gauche »; celle de P. Hervé, de la « Nation Socialiste », et celle du candidat de notre section.

C. Bourdet bénéficiait — dans une circonscription sociale hétéroclite — d'une

APRES UN AN DE GOUVERNEMENT GUY MOLLET

Le bilan politique du gouvernement Guy Mollet au bout d'un an d'exercice du pouvoir a été fourni notamment dans l'élection législative partielle du premier secteur de Paris, le 13 janvier 1957, par comparaison aux résultats des élections générales du 2 janvier 1956. Dans l'un et l'autre cas, c'est la question algérienne qui était au centre des préoccupations de tout le monde. Mais, les partis ouvriers ayant eu la conduite que l'on sait — l'un poursuivant l'entreprise colonialiste sous le nom de « pacification », l'autre traînant à la remorque du parti socialiste, sous prétexte de créer les conditions de réalisation du front unique — on a vu ce qui s'est toujours passé dans de telles circonstances: la petite bourgeoisie qui avait voté à gauche en 1956 pour ceux qui promettaient de faire la paix s'est retournée à droite en 1957 pour ceux dont on avait en fait suivi le programme.

C'est la droite classique (les « indépendants » à la Pinay) qui a été le bénéficiaire de la politique des Mollet, Lacoste, Pineau. Le grand vaincu a été Mendès-France qui était contre le gouvernement, tout en ayant des ministres radicaux au gouvernement. Les socialistes se sont maintenus; ils n'ont pas mordu sur les communistes, en dépit des pertes impor-

audience auprès des couches petites bourgeoises progressistes, de gauche, qui avaient voté un an auparavant soit P.C.F. soit « Front Républicain ». Pierre Hervé, dans les jours qui précéderent le scrutin, fut appuyé par la propagande officielle (à direction socialiste) comme le candidat qui devait recueillir les voix des opposants communistes. Par contre, la consigne du silence a été donnée sur la candidature de notre section française.

Dans ces conditions, le chiffre des voix recueillies par nous (1.770) est l'expression d'une détermination politique plus précise que ce ne fût le cas au cours d'élections précédentes.

Il faut ajouter que, parmi les bulletins nuls, il y en avait pas mal provenant d'électeurs communistes qui avaient fait une annotation sur un bulletin du candidat P.C.F.

tantes du candidat du P.C.F. En pourcentage, celui-ci perd environ 20 % de ses voix par rapport à 1956, c'est la plus grosse perte enregistrée depuis la fin de la guerre; mais le plus grand nombre des électeurs communistes se sont réfugiés dans l'abstention.

La droite classique a d'ailleurs pu compléter son succès du premier tour de scrutin, en infligeant au second tour à la candidature fasciste de Poujade un échec très sérieux.

Aussi, après cette élection-test, on vit la bourgeoisie montrer une fois de plus que la politique ne se nourrit pas de gratitude et que, malgré les grands services que lui avaient rendus les Mollet et Lacoste, elle songeait à reprendre elle-même le gouvernail et à établir un gouvernement de centre-droit.

Cette solution se trouve **parlementairement** à l'ordre du jour. Une partie du groupe poujadiste va probablement rejoindre les indépendants. Chez les radicaux ou Mendès-France cèdera la direction ou une nouvelle scission emportera la majorité du groupe parlementaire auprès d'éléments comme Edgar Faure qui œuvrent dans la même direction centre-droit.

En attendant, Guy Mollet cherche à ga-

agner du temps et à consolider sa position. Il file à Washington pour obtenir un appui d'Eisenhower — lequel doit certainement exiger une contre-partie pour le service rendu à l'O.N.U. (sur la question de l'Algérie, cette contre-partie étant une solution à brève échéance dans cette question qui nuit au succès de la « doctrine Eisenhower » auprès des pays arabes.

La situation économique s'annonce très difficile. Le ministre des Finances, Ramadier, a déclaré s'opposer à toute augmentation des prix et des salaires. Mais sur ce point, il a beau manier « l'indice des 213 articles », celui qui détermine si la loi sur l'échelle mobile doit être appliquée, afin qu'il ne dépasse pas le niveau à partir duquel l'échelle mobile des salaires entrerait en vigueur, les prix ont monté et les travailleurs commencent à poser leurs revendications.

C'est le secteur des fonctionnaires et des services publics qui, le premier, a commencé à manifester par des arrêts de travail, des grèves, des démonstrations de rue... Bien que le mécontentement ne soit pas moins grand dans le secteur privé, la situation est moins favorable à un déclenchement des luttes, car la crise du mouvement communiste pèse plus lourdement sur les cadres ouvriers dans ces industries.

Le gouvernement Guy Mollet s'affaire sur la question de l'Europe, mais la question la plus décisive pour l'impérialisme français, c'est celle de l'Algérie. Malgré une « pacification » d'une brutalité sans pareille, malgré des exécutions capitales à la chaîne, malgré un succès manœuvrier à l'O.N.U., il y a une nécessité absolue pour l'impérialisme français de trouver une solution à bref délai. Mais, comme nous l'avons déjà dit à diverses reprises, cela ne s'avère pas aisé. On ne veut pas reconnaître l'indépendance, on ne veut pas reconnaître comme « interlocuteurs valables » les dirigeants du F.L.N. que l'on a, au moyen d'un guet-apens, emprisonnés à Paris. On veut seulement trouver des formules qui ne touchent pas au **statu quo**, et surtout pas aux Européens enrégés qui, à Alger, cherchent à monter des complots contre la moindre tentative de trouver une solution.

Guy Mollet a parfaitement bien servi la bourgeoisie et il se trouve maintenant dans une situation délicate: la droite classique veut le renvoyer; mais pour résister il lui faudrait se tourner à gauche — ce qu'il ne veut pas faire. Son seul « argument » auprès de la droite, c'est que le chasser, c'est risquer de porter le P.S. dans l'opposition et c'est donc annuler tous les services qu'il a pu leur rendre en un an; il vaudrait donc mieux le conserver à la tête du gouvernement.



Les jeux parlementaires se développent aussi longtemps que l'apathie sévira dans le mouvement ouvrier.

La politique Guy Mollet, dans le P.S., a consisté à créer une clientèle intéressée à l'exercice du gouvernement. Aussi la

minorité qui voit, à plus longue échéance, le danger de la politique réactionnaire du gouvernement Mollet est-elle très isolée. La direction a fait exclure un vieil opposant de toujours, Weitz; elle a pris des sanctions moindres, notamment contre le député André Philip qui, après des déclarations vigoureuses contre la politique et le régime institué par Guy Mollet dans le P.S., a volé à son secours lorsque la droite a menacé le gouvernement.

La direction du P.C.F., on le sait, est la plus stalinienne de toutes les directions des P.C. dans le monde. Son chef, Thorez, n'a pas bougé au moment du rapport Khrouchtchev; lors des événements de Pologne et de Hongrie, cette direction fut la seule, avec la direction albanaise, à surenchérir sur les hommes du Kremlin.

Mais le malaise est grand dans le P.C.F. L'opposition englobe en fait tous les intellectuels. Les cadres ouvriers sont inquiets. Les élections dans les entreprises ont fourni un peu partout des pertes de voix, surtout des abstentions.

D'où une série de manœuvres de la direction pour reprendre le contact avec le parti, sans changer quoi que ce soit à ses méthodes et à sa politique.

Elle n'a rien fait pour soutenir la grève des masses algériennes. Mais trois semaines plus tard, elle engage une « semaine d'action contre la guerre d'Algérie ». Il s'agit avant tout, sous prétexte d'une série de réunions publiques, d'envoyer les dirigeants pour ranimer les organismes de base du parti qui s'étiolent.

Au dernier C.C., elle a pris une attitude plus conciliante envers les Polonais et les Yougoslaves.

Mais la manœuvre la plus importante est le rétablissement de Tillon dans tous ses droits dans le Parti. Tillon, renvoyé à la base en même temps que Marty était exclu, s'est montré prêt à tout accepter; il ne constitue aucun danger pour la direction. Mais celle-ci a pris cette mesure pour fournir à ceux qui peuvent s'y laisser prendre une sorte de témoignage de « libéralisme ».

En fait, la direction paraît préoccupée — et cette mesure envers Tillon a également cet objectif — de dissocier les opposants, d'apaiser ceux qui ont le moins compris la situation, pour frapper ultérieurement ceux qui se montrent les plus fermes, et notamment ceux qui font circuler des organes clandestins d'opposition dans le Parti.

Mais la direction Thorez a ses objectifs, et la situation a sa propre logique qui va à l'encontre de tout ce qui est attaché au stalinisme.

L'année 1956 a vu en France la situation se détériorer — en dépit de possibilités grandioses comme celle qui fut fournie par les manifestations de rappelés. Mais l'apathie et le désarroi ne peuvent constituer un état de longue durée. Que ce soient des événements intérieurs ou extérieurs, il suffira de peu de choses pour faire surgir au grand jour les tendances profondes qui s'étaient révélées en août 1953, en 1955 à Nantes et Saint-Nazaire et le 2 janvier 1956.

Hollande

ELIE ZYLSTRA

Le 13 février est mort à Amsterdam, à l'âge de 64 ans, le camarade Elie Zylstra, docker. Ouvrier révolutionnaire depuis sa jeunesse, il avait rompu avec le P.C. en 1946, à cause de la trahison criminelle de la grande grève nationale des dockers par le parti stalinien qui espérait, en récompense, recevoir quelques sièges ministériels.

Elie Zylstra entra alors dans le R.C.P., section hollandaise de la IV^e Internationale, et resta fidèle à celle-ci jusqu'à ces derniers jours. Il fut membre du C.C. et sut toujours inspirer ses camarades par son honnêteté, sa solidarité, sa camaraderie et surtout par son optimisme révolutionnaire. Sa liaison avec la classe était parfaite, Elie étant le porte-parole, le conseil-

ler aimé, le vrai dirigeant des ouvriers avec lesquels il travaillait dans les docks.

Le 16 février, sa famille, un grand nombre de dockers, une camarade représentant le Secrétariat International et nos camarades hollandais l'ont accompagné à sa dernière demeure. Sa tombe était pleine de fleurs, parmi lesquelles une couronne rouge de l'Internationale avec l'inscription: « Nos dernières salutations fraternelles ».

Chez Elie Zylstra, il y avait une unité complète entre ses paroles et ses actes. Il restera un exemple de pureté et d'ardeur révolutionnaire dont la mémoire saura inspirer nos camarades pour toute leur vie.

S.S.

« DE L'INTERNATIONALE »

Un nouvel organe théorique de l'Internationale vient de paraître: « DE L'INTERNATIONALE », édité par des camarades hollandais.

Nous saluons cette publication, dont la

présentation soignée, le nombre de pages, et l'ensemble du travail, témoignent du très gros effort fourni par nos camarades.

Adresse de la Revue: SAL SANTEN, 3 Henriette Ronner Plein, AMSTERDAM.

Grande-Bretagne

LA CRISE DU PARTI COMMUNISTE

Une bataille importante se livre actuellement en Angleterre dans les rangs du P.C. de ce pays, centrée sur la préparation de son prochain Congrès en avril.

Le P.C. britannique est déjà démantelé en plusieurs groupes opposés qui discutent ouvertement leurs divergences, tiennent des meetings, publient des bulletins, des tracts, et font circuler des documents.

La principale ligne de démarcation à l'intérieur du parti passe entre le clan de la direction qui tient au « centralisme démocratique », et le courant qui aspire à une démocratisation réelle du parti et à son indépendance par rapport au Kremlin.

Aussi bien la discussion préparatoire au congrès que le congrès lui-même auront à s'occuper de la « démocratie intérieure du parti ».

Une commission a préparé un rapport sur cette question, qui est déjà adopté par la direction comme document de base pour la discussion dans le parti. Cependant une minorité de la commission composée de **Christopher Hill**, **Malcolm Mac Ewen** et **Peter Cadogan** a présenté un contre-rapport, soumis aussi à la discussion en tant que document « d'information ». Mais c'est le contre-rapport de la minorité de la commission qui va devenir le drapeau de toute l'opposition à la direction actuelle du parti.

Sous une pression irrésistible pour une véritable démocratisation du parti, la direction fut obligée de faire plusieurs concessions qui feront rêver les membres des partis tel le P.C.F.: publication des critiques dans la presse; débats contradictoires dans les cellules; présentation du point de vue de la minorité devant tout le parti; discussion préparatoire au congrès suffisante; élections au vote secret, etc.

Cependant, la vraie bataille entre elle et le courant qui lui est opposé actuellement dans le parti se mènera autour du **droit aux tendances dans le Parti**. Ce mot d'ordre contient plus qu'une demande de démocratie réelle: il exprime le désir profond qui anime les membres du parti de pouvoir discuter pendant toute une période afin de donner une réponse aux importants problèmes que leur pose la déstalinisation.

La lutte pour la démocratie devient ainsi la lutte pour la rééducation politique et la définition d'une nouvelle orientation dans tous les domaines.

Le P.C. britannique a déjà perdu un très grand nombre de membres. Il est à prévoir que, dans le cas où son congrès d'avril n'arrivera pas à trouver une solution à l'exemple du récent congrès du P.C. américain, son déclin ne fera que se précipiter.

100 pages...

Le sommaire de ce numéro parle de lui-même, et nous avons dû laisser des articles et des notes pour le suivant.

Nous faisons un effort spécial de publicité pour ce numéro. Mais c'est vous qui pouvez le mieux nous aider. Abonnez-vous si vous ne l'avez déjà fait. Envoyez-nous des adresses à prospecter. Souscrivez pour les numéros que vous nous demandez d'envoyer à ceux qui sont susceptibles de s'y abonner.

NOTRE PRIX D'ABONNEMENT

L'abonnement d'un an de 4 numéros (pour la France) 500 francs
— (pour l'étranger) l'équivalent de 1,5 dollar
(plus les frais postaux pour envoi par avion)

Notre N° de Compte Postal :

P. FRANK — 64, rue Richelieu, C.C.P. 12648-46 — Paris

Chaque quinzaine :

LA VERITE DES TRAVAILLEURS

64, rue de Richelieu, Paris-2^e (Bureau 30). Tél. : RIC. 03-52.

COMMANDEZ A NOTRE SERVICE DE LIBRAIRIE :

L. TROTSKY. — ECRITS 1928-1940, tome I 1.000 frs
pour l'étranger l'équivalent de 3 dollars

E. GERMAIN

LES PROBLEMES ECONOMIQUES DE L'U.R.S.S.

(la société soviétique vue dans le miroir du dernier article de Staline)

La brochure : 80 francs

M. PABLO

LA GUERRE QUI VIENT

(Capitalisme ou socialisme)

La brochure : 200 francs.

Le Directeur-Gérant : Pierre FRANK

Diffusé par les N.M.P.P.

Société Parisienne d'Impression, 4, rue Saulnier - Paris (9^e)

Imprimé en France

Prix : 150 francs